

AFRIQUE

Algérie

La crise du Sahara a des répercussions sur la politique intérieure et extérieure du régime

De notre correspondant

Alger. — « Halte à la guerre ! Halte au pouvoir personnel ! », proclamait l'appel au peuple algérien lancé par deux anciens présidents du G.P.R.A. se réclamant de la « démocratie bourgeoise » (le Monde du 12 mars). Halte au complet de la réaction intérieure et extérieure, répond, en substance, le pouvoir révolutionnaire — en place depuis onze ans.

Pour les dirigeants algériens, cet appel n'est pas un acte isolé. Il fait suite à la diffusion de tracts en Europe et au Maroc par des opposants démasqués, dont certains ont perdu le contact avec le pays depuis vingt ans, et à l'effacement du réseau des saboteurs — arrêtés en janvier dernier. Cette agitation a pour contrepoint, estime-t-on ici, la tension créée par le Maroc et la Mauritanie. L'objectif ? Tenir de « déstabiliser l'Algérie pour se débarrasser d'un régime jugé — trop remuant et trop indiscipliné ».

J'attends que l'Algérie nous fasse la guerre, avait dit Hassan II le 25 novembre. Le souverain marocain est revenu à la charge en février, après la deuxième bataille d'Amgala, par une mise en demeure : « Ou l'Algérie nous fait ouvertement la guerre, ou elle accepte de conclure la paix avec nous ». Le président Boumediène a rejeté l'alternative posée dans ces termes. Pour lui, le conflit n'appartient pas au premier chef d'Alger et Rabat, mais le Maroc et la Mauritanie au peuple sahraoui, dirigé par le Front Polisario. Hassan II voudrait bien que nous prenions l'initiative des hostilités contre le territoire marocain, mais nous ne céderons pas à la provocation », disent les dirigeants algériens. Mais alors, quel est leur jeu ? Comment entendent-ils faire face au « double complot » ?

Ayant perdu la première manche diplomatique, ils ont préparé leur contre-offensive. Cinq mois après la marche verte, on perçoit mieux la stratégie adoptée à Alger. Une évidence s'impose : la crise du Sahara, qui a joué un rôle de révélateur puis de catalyseur, a eu, et continue d'avoir, des retombées sur la politique intérieure et extérieure du régime.

Le tournant n'a été pris que lentement, après quelques flottements. C'est seulement après l'accord tripartite de Madrid du 14 novembre que des troupes ont été envoyées en toute hâte dans le Sud. N'ayant pas préparé la guerre, l'Algérie ne pouvait alors que dénoncer l'« expansionnisme » de Hassan II, et appeler à son renversement. Il fallut attendre décembre pour que la presse et les organisations de masse procèdent à une intense mobilisation politique de la population à la faveur d'une semaine de solidarité — avec le peuple sahraoui. Certains en ont déduit que le gouvernement algérien cherchait à utiliser la crise du Sahara pour masquer ses problèmes

intérieurs. Mais pourquoi alors avoir tant attendu ? Tout le monde en parle. Dans la rue, au marché, les gens ne se privent pas de critiquer l'insuffisance de l'approvisionnement qui a suivi la réorganisation des circuits de distribution (depuis le fin de l'année dernière, la situation est redevenue à peu près normale), les hausses du coût de la vie, des cas patents de corruption, le manque de productivité de certaines usines, les lourdeurs bureaucratiques, la situation de l'agriculture, le laxisme dans la gestion et le contrôle des finances publiques.

Des « bavures » se sont produites lors de l'expulsion de quelques trente mille Marocains : nous n'étions pas en situation irrégulière. Les malfaçons restent par la population, et les cadres, qui estiment que ce n'était pas le meilleur moyen de réaliser la Maghreb des peuples, a davantage contribué à interrompre cette opération que les interventions extérieures. Tout cela a conduit d'ailleurs à en déduire rapidement que le régime était menacé, qu'il s'agitrait peut-être d'une secousse pour « déstabiliser » l'Algérie.

Un large débat

C'était négliger d'autres facteurs de la réalité nationale. Si l'Algérie admet que la vie est plus facile pour les riches en Tunisie et au Maroc, il sait également que le niveau de vie moyen est supérieur dans son pays. Les citoyens aisés s'irritent de l'absence de certains produits de luxe, mais ils n'ignorent pas que c'est le prix payé pour le développement. Si on ne se prive pas de dire que la qualité de l'enseignement est meilleure, on n'oublie pas non plus que plus de trois millions d'enfants sont scolarisés, alors qu'en 1962 la France n'avait laissé que mille sept cents instituteurs algériens pour sept cent cinquante mille élèves. On se gausse du gaspillage, mais on constate en même temps les efforts déployés pour le combattre.

N'en devenant pas moins que la situation conflictuelle née de la crise du Sahara et les flottements perçus après l'accord de Madrid ont provoqué des réactions et des jeux d'alliance ou d'opposition qui ne pouvaient manquer de se répercuter au niveau de l'Etat. Il serait schématiser de dire que l'équipe au pouvoir était divisée. En revanche, on ne peut pas de doute que les dirigeants ont ouvert un large débat à la fois sur la défense du territoire et de la révolution algérienne, le principe de l'autodétermination, et la solidarité avec le petit peuple sahraoui. Une guerre ne remettrait-elle pas en question le développement ? Mais ce dernier ne serait-il

pas lui-même menacé à plus ou moins long terme si le pays était encerclé par des régimes conservateurs qui n'hésiteraient pas à recourir à la subversion intérieure, ni même à l'attaquer ?

La collégialité a fonctionné, et un consensus s'est dégagé : accepter toutes les médiations pour tenter de trouver une solution sans compromission, mais faire face à la guerre si celle-ci est imposée à l'Algérie. En attendant, intensifier l'aide militaire au Front Polisario et humanitaire au peuple sahraoui. Devant la dernière promotion des officiers de l'ANP, baptisés « Droit des peuples à l'autodétermination », le président Boumediène a expliqué, dans un discours qui n'a pas été rendu public, que l'Algérie ne voulait pas la guerre pour la guerre, mais qu'elle se devait de défendre sa révolution. Il a ajouté qu'elle était capable de faire front devant un conflit tout en poursuivant son développement, grâce à plus de discipline, à une meilleure organisation et à un dévouement accru des citoyens. Le budget 1976 reflète cette stratégie. Il a été remanié de façon que les options fondamentales ne soient pas touchées : les dépenses de fonctionnement ont été réduites, mais le chapitre de la défense et celui des investissements ont été augmentés, sensiblement dans les mêmes proportions.

La mobilisation politique de la population — parfois excessive dans la forme — ne s'est pas faite sur le thème chauvin de l'« union sacrée », mais sur l'approfondissement des options du régime. On ne cherchait pas à exacerber le nationalisme algérien, en prenant prétexte de la dette de la révolution à provoquer une radicalisation du processus révolutionnaire. Les problèmes ne sont pas érudits. Les délégués relèvent dans le secteur de la révolution sociale donné lieu d'après débats dont on retrouve l'écho dans la presse. Les lacunes qui relèvent de l'organisation, dans l'industrie et ailleurs, sont analysées, des solutions sont proposées. Sont-elles toujours les meilleures ? On peut en discuter, mais elles reflètent une volonté indiscutable. Annoncée le 19 juin dernier, la charte nationale qui doit précéder l'élection d'une Assemblée nationale, puis à celle du président de la République, enfin à un congrès du parti, est en cours d'examen, et sera vraisemblablement soumise à référendum dans les délais prévus.

Un réajustement

de la politique étrangère

La radicalisation ne pouvait manquer de se refléter sur la politique étrangère. Selon les dirigeants algériens, les Etats-Unis et quelques pays occidentaux sont revenus aux méthodes de la guerre froide, notamment dans l'affaire de Angola, et ont incité les pays africains conservateurs à déclencher une épreuve de force, le but de Washington étant de « casser », ou tout au moins de paralyser, l'O.U.A. et le mouvement des non-alignés. Dans la crise du Sahara, les Algériens voient un « complot » du même genre. Si Hassan II a mis fin à la concertation tripartite, c'est pour force extérieure à la région. Il a incité, ou tout au moins qu'il a obtenu l'assurance de soutiens aux Etats-Unis et en France, le jeu de Paris et de Madrid entraînant un glissement stratégique de leur politique en Méditerranée.

Cette analyse a conduit Alger à procéder à un réajustement de sa politique étrangère. Le président Boumediène refuse cependant de raisonner en termes de « blocs », pour éviter d'avoir à s'aligner sur Moscou. Derrière le camp communiste, l'Algérie a resserré ses liens avec le Vietnam, la Corée du Nord et Cuba ; au sein

Angola

L'EVACUATION DES TROUPES SUD-AFRICAINES A LUANDA

Pretoria (A.F.P.). — L'évacuation des troupes sud-africaines au contrôle des mairias, jusqu'à Perera d'Eca, et d'assurer plus à présent en terre angolaise que la protection du complexe hydro-électrique de Cahueque-Ruacana, a annoncé, vendredi 12 mars, M. Botha, ministre de la défense. M. Botha a implicitement annoncé que ces dernières troupes — évaluées en décembre à environ cent cinquante hommes — seraient évacuées à leur tour, aussitôt que des arrangements satisfaisants auraient été trouvés pour la protection des chantiers de construction des barrages.

des non-alignés et de l'O.U.A., elle cherche à renforcer le noyau des progressistes et n'hésite plus à croiser le fer avec les conservateurs.

Pour ce qui est de l'Europe, l'Algérie a privilégié jusqu'ici les relations d'Etat à Etat : elle parle désormais sur la gauche, notamment en France, en Italie et en Espagne. Elle juge que les organisations de gauche de ces trois pays peuvent, dans l'immédiat, freiner le courant néo-atlantiste qui tend à s'affirmer, et que, si elles accédaient au pouvoir, elles prendraient la relève d'une véritable politique d'indépendance nationale. Quand aux pays où gouverne la social-démocratie, on distingue entre les dirigeants qui veulent demeurer dans l'orbite atlantique, comme MM. Schmidt et Wilson, et ceux qui souhaitent se maintenir à égale distance de Washington et de Moscou, comme M. Olaf Palme, le chancelier Kresky, voire les socialistes néerlandais.

Dans le monde arabe, les dirigeants algériens constatent que la plupart des pays s'étaient prononcés automatiquement en faveur du Maroc, en ignorant le fond de l'affaire sahraoui, et sans en avoir mesuré les dimensions. Alger s'est trouvée très isolée. Aujourd'hui, grâce à une offensive diplomatique, un mouvement de réflexion se produit dans les capitales arabes.

Au Maghreb, l'heure n'est plus aux aménagements ou aux hypocrisies : les Algériens n'hésitent plus à dire qu'en Tunisie on assiste à une fin de règne et à soutenir publiquement Ben Salah, l'ancien ministre de l'économie. Ils accusent la gauche marocaine d'avoir traité le message de Ben Barka, et de n'être plus qu'une « annexe du pouvoir ». Ils tendent leurs espoirs sur Mohamed Bazi, partisan de la République, et sur les éléments « conscients » de l'armée marocaine.

Pour le moment, cependant, la principale préoccupation des Algériens est de savoir si Hassan II ne sera pas tenté d'attaquer les bases arrière du Front Polisario et de provoquer un conflit direct avec l'Algérie. Ce serait une faute, diront à Alger, mais nous y ferons face.

PAUL BALTA.

ASIE

L'Inde et le Bangladesh face au défi démographique

(Suite de la première page.)

Sur cent dix millions de couples en âge de procréer, quinze millions seulement utilisent des méthodes anticonceptionnelles. Dans un domaine aussi délicat et complexe, tout nouveau programme n'a de chances d'atteindre les buts recherchés que s'il est largement accepté et de préférence, accompagné d'un relèvement du niveau de vie.

La meilleure pluie, c'est le développement », affirme une personne autorisée, non pas un économiste mais un démographe, Pierre Praderand (2). Le processus est sans doute — mollement — engagé en Inde. Il n'a pas démarré au Bangladesh.

Dacca manque d'audace

La situation se pose en des termes sensiblement différents et de l'écart entre besoins et réalité, on se rend compte, et on l'a vu, semble encore plus lourdement hypothéqué par le défi démographique. Ce pays-delta possède la plus forte densité de population au monde en zone rurale : 325 habitants au kilomètre carré (contre 180 en Inde). De surcroît, cette population vit dans la plus extrême pauvreté. On compte 75 millions d'habitants, dont 84 % de moins de vingt ans. Le taux d'accroissement annuel serait voisin de 3 %. Les démographes estiment que, même si la fertilité était sensiblement réduite, il ne serait pas possible d'éviter que la population bengalaise ne double d'ici à l'an 2000, à moins qu'elle ne soit en partie exterminée par une famine ou par les catastrophes naturelles (cyclones et inondations) qui frappent périodiquement la région. Comme l'Inde, le Bangladesh a enregistré la plus rapide croissance démographique de son histoire au cours de la dernière décennie. Quel sera, dans vingt ans, l'équilibre entre l'environnement et l'homme, et quelle surface cultivable restera-t-il, sans parler des possibilités d'acquiescement, d'emploi, de nourriture ? On a noté au cours des quinze dernières années une baisse en quantité et en qualité des vivres disponibles par habitant. Alors que le Bangladesh est en plus de céréales, de tomates, de légumes, sans avoir les moyens financiers de payer ses achats, de plus en plus de 11 millions de tonnes en 1970-1971, 2 millions en 1974-1975).

la production nationale étant loin de couvrir les besoins. Cette année, la récolte a été exceptionnelle, au point que les exportations de riz ont été réduites de 2,8 % le taux d'accroissement annuel en cinq ans. A plus long terme, il envisageait des « mesures punitives » à l'encontre des familles de plus de deux ou trois enfants.

Pour l'heure, la campagne que lance — sous la pression de milieux néo-malthusiens occidentaux — le « régime intermédiaire » de Dacca n'a sans doute pas aussi loin. Sans doute favorisera-t-elle une sensibilité de conscience parmi la population, comme avait permis de le faire le programme de Plan familial organisé lorsque le pays faisait encore partie du Pakistan. Le Bangladesh a utilisé, pendant tout le mois de janvier, les deux mille visiteurs médicaux auparavant employés dans la lutte contre le choléra et la variole pour distribuer des contraceptifs et des brochures didactiques.

Au regard de ce qui existe en Inde, l'infrastructure que suppose la mise en place d'un programme capable de susciter des motivations et de généraliser l'emploi de méthodes anticonceptionnelles est très insuffisante. La campagne actuelle n'est pas complétée par des mesures audacieuses dans les domaines de la famille, du statut de la femme et, de surcroît, du développement économique.

GERARD VIRATTELE.

(1) Monthly Review Press, 116 West, 24th Street, New-York 10011.
(2) Cécile, revue P.A.O. sur le développement, novembre-décembre 1975.

EUROPE

Espagne

Après le conseil de guerre de Madrid

L'UNION MILITAIRE DÉMOCRATIQUE AFFIRME RESPECTER « TOUTES LES FORCES POLITIQUES »

Madrid (A.F.P.). — Les neuf militaires espagnols qui ont comparu les 2 et 3 mars devant le conseil de guerre de Hoyo-de-Manzanara ont été condamnés « pour leur amour de la patrie », a déclaré le vendredi 12 mars à Madrid l'Union militaire démocratique (U.M.D.) dans un communiqué.

Celui qui aime sa patrie ne peut que s'engager devant le mandat de liberté et de justice et l'exercice de corruption et d'égotisme au niveau du pouvoir politique », explique l'U.M.D. dans un long document. L'organisation clandestine estime que le conseil de guerre n'avait pas pour but de juger mais de « punir » les neuf militaires condamnés à des peines allant de huit ans à deux ans et demi de prison. Le tribunal, affirme l'U.M.D., n'était composé que de personnes qui « dès le début virent dans la noble et louable inépuisable professionnelle d'un groupe d'officiers le germe qui pourrait un jour mettre en danger leur statut ».

Soulignant l'absence « presque absolue » de preuves contre les inculpés, le communiqué s'adresse à la « bonne conscience » de la plupart des défenseurs militaires commis d'office tout en soulignant « leur méconnaissance en matière juridique ».

Toutefois l'U.M.D. attaque, deux de ces défenseurs qui ont affirmé que l'U.M.D. rejetait le communisme. « Nous nous élevons avec énergie contre une chose aussi fautive », déclarent les auteurs du communiqué, « en présentant que l'U.M.D. respecte toutes les forces politiques disposées à participer à la tâche nationale pour le bien de la patrie ».

Le Français d'origine espagnole, M. Antonio Robert Martín Lillo, accusé d'appartenance au parti communiste espagnol, a été condamné, vendredi 12 mars, à cinq ans de prison par le tribunal de l'ordre public de Madrid. Trois autres ont été déclarés coupables d'espionnage, accusés comme lui d'être membres d'une organisation communiste d'Alcalá, ont été condamnés à la même peine.

UN DIRIGEANT OUVRIER DE VITORIA AFFIRME QUE LES MOUVEMENTS DE TRAVAILLEURS ONT ÉTÉ SPONTANÉS

Venant de Vitoria, capitale de la province basque d'Alava, un membre des commissions représentatives élus en janvier par les ouvriers en grève a déclaré, le vendredi 12 mars, à Paris, au cours d'une conférence de presse, que les mouvements de travailleurs « ont eu un caractère spontané » et ne répondaient aux consignes « d'aucun parti politique et d'aucune organisation ».

Selon le porte-parole des commissions représentatives, les grévistes ont dû faire face à l'intolérance patronale. Le mot d'ordre de grève générale du 3 mars a été en conséquence très largement suivi, mais la police intervenant pour disperser un meeting dans l'église Saint-François a fait quatre morts et une centaine de blessés. A la suite de cette sanglante répression, le ministre de l'Intérieur, M. Fraga Iribarne, a promis la réintégration des ouvriers licenciés, ce qui est en cours, a remarqué le délégué, ajoutant aussitôt qu'il avait aussi promis la libération des détenus. Or, sur ce point, de nouvelles arrestations — en particulier, de membres des commissions représentatives — ont eu lieu à Vitoria.

À MADRID, M. Alfredo Semprun, un journaliste connu pour ses relations avec la police (si l'on en croit une agence de presse) a accusé, vendredi, dans le journal phalangiste Arriba, la C.G.T. française d'avoir financé et encouragé la grève de Vitoria. Le conseil syndical polonais est également accusé par Arriba d'avoir adressé des fonds à un ancien prêtre ouvrier de Vitoria, M. Jesus Fernandez Navas, qui avait été condamné à la prison pour avoir refusé de déclarer qu'il s'agissait d'une « vieille manœuvre policière » déjà utilisée le mois dernier.

À PARIS, la C.G.T. dément catégoriquement les allégations du journal phalangiste. « Le fait que le gouvernement espagnol ait accusé la C.G.T. française de tels procédés témoigne du désarroi du régime », déclare un communiqué de la C.G.T.

Après la « découverte » de leur minibus à Mahbès

Le mystère s'épaissit sur la disparition des six jeunes gens au Sahara

Le minibus Volkswagen utilisé par les cinq jeunes Français et le jeune marocain disparus depuis le début de l'année dans le Sud marocain a été « découvert » le 9 mars à Mahbès, localité du Sahara occidental proche de la frontière algérienne, par un reporter du Provençal, qui participait à un voyage organisé par le ministère marocain de l'information. C'est sur les indications du colonel Berkane, commandant la garnison de Mahbès, que le journaliste a trouvé le véhicule, qui ne porte aucune trace d'explosion ou de mitraillage, à l'exception d'un impact de balle sur la porte avant droite. Selon M. Gentelle, le propriétaire de la voiture, qui l'a formellement identifiée, cette découverte « assure » encore le mystère qui entoure la disparition de Jean et Béatrice Guyot, Nadine et Gilles Pascon, Colette Blanchot et Fouad El Sal.

« De deux choses l'une, estime M. Gentelle, ou le minibus s'est trouvé à Mahbès avant l'entrée des forces marocaines dans cette localité le 13 février, ou il ne s'y trouvait pas. »

Dans la première hypothèse, on peut se poser deux questions : 1) Pourquoi les Marocains ont-ils caché pendant trois semaines la présence du véhicule à Mahbès et pourquoi l'ont-ils fait « découvrir » par un journaliste français qui a manifestement été « conduit » jusqu'à lui ? 2) Pourquoi le Polisario, qui a été maître de Mahbès et de toute la région pendant un mois et demi, n'a-t-il pas détruit le minibus afin d'accroître la tension, qu'il a laissée filtrer à Alger dès la mi-janvier, selon laquelle le véhicule, incorporé à un convoi militaire marocain, avait été saisi sur une mine et avait été mitraillé au cours d'une embuscade tendue par les maquisards ?

« Mais il n'est pas interdit de penser, poursuit M. Gentelle, que les Marocains ont eux-mêmes amené le véhicule à Mahbès, ce qui impliquerait qu'ils en savaient beaucoup plus long qu'ils ne le disent sur la disparition des jeunes gens. On peut alors se demander pourquoi ils se seraient livrés à une telle opération. L'explication la plus troublante des pistes qui seraient possibles, on peut, d'autant plus, se poser la question que les autorités chériennes n'ont toujours pas permis aux parents de se rendre sur les lieux où les enfants avaient passé leurs vacances de Noël, dans le campement de Khajis, appartenant à la famille Pascon. Personne non plus n'a pu interroger le gardien de cette cabane et des pêcheurs qui se trouvaient sur les lieux et qui auraient été témoins de l'enlèvement des jeunes gens par un groupe armé non identifié. Que ce groupe soit composé de soldats des forces armées royales, de partisans de la « marche verte » marocaine sur le chemin du retour, d'éléments incontrôlés ou de gens agissant sous le couvert du Polisario, la responsabilité des autorités marocaines est engagée. »

Il est clair, comme le souligne aussi M. Gentelle, que l'état dans lequel a été découvert le minibus infirme la version des faits donnée à Alger. Quels objectifs poursuivait le Polisario en répandant des informations qui se révèlent être fausses ? Pourquoi les responsables sahraouis n'ont-ils pas, jusqu'à présent, montré les documents qu'ils affirment détenir, et notamment, la carte d'identité de Jean Guyot, qu'ils auraient retrouvée sur le corps d'un officier marocain ? Cette dernière question, déjà posée à plusieurs reprises par les parents des disparus, reste plus que jamais d'actualité.

EUROPE

Portugal

M. Sa Carneiro se prononce pour le retour de l'ex-général Spínola

Lisbonne (A.F.P.). — Des rumeurs persistantes circulaient, vendredi 12 mars, à Lisbonne, sur la présence de l'ex-général Spínola sur le territoire portugais. De fait, certains journaux portugais, conservateurs et proches de la droite modérée, parlaient d'un probable retour au Portugal de l'ex-général, qui avait dû quitter le pays à la suite des événements du 11 mars 1975. Les mêmes journaux qualifient de plus en plus ces événements de « contre-coup communiste ».

Cette thèse est reprise par plusieurs personnalités politiques conservatrices, comme MM. Freitas do Amaral, leader du Centre démocratique et social, et Sa Carneiro, secrétaire général du parti populaire démocratique. M. Sa Carneiro a déclaré que « Spínola doit rentrer au Portugal » et qu'il revenait à la justice de se prononcer sur la « légitimité de ses activités ».

M. Sanchez Osorio, ministre de la communication sociale (information) du général Spínola dans le deuxième gouvernement provisoire et qui avait dû, lui aussi, quitter le Portugal, s'est rendu aux autorités portugaises. Incar-

La Pologne craint une hémarragie de la main-d'œuvre allemande

De notre correspondant

Vienne — Le vote du Bundesrat a été accueilli à Varsovie avec un soupir de soulagement, mais non sans une certaine amertume. Les membres du gouvernement polonais, la seule comme un « fait positif ».

Il n'en reste pas moins qu'une partie de l'opinion publique polonaise, toujours très sensibilisée à la question des rapports avec l'Allemagne, ne pourra s'empêcher de penser que son gouvernement, faisant preuve à la fois de sérénité et d'un grand sens de ses responsabilités, a manifesté en cette affaire plus de bonne volonté que certains hommes politiques de Bonn, visiblement peu concernés par la dette morale contractée par l'Allemagne envers la Pologne depuis la dernière guerre. Quel sentiment ces Polonais ont-ils pu éprouver devant la partie de l'opinion publique allemande qui s'est dérobée ces derniers jours à Bonn, alors que leurs pays a dû attendre plus de quatre ans des réparations matérielles in-

Une longue période de tension prend fin entre Bonn et Varsovie

(Suite de la première page.)

Prenant acte de la déclaration polonaise, M. Genscher avait écrit dans une lettre à M. Cieslowski que « des autorisations de sortie pourront être accordées ». Jusqu'à la dernière minute, la C.D.U.-R.P.U. a fait de la suppression du mot « pourront » la condition sine qua non d'une acceptation des accords.

Dans la journée de jeudi et dans la matinée de vendredi, les dirigeants de la démocratie chrétienne ont été pratiquement en réunion permanente et ils se sont entretenus à plusieurs reprises avec le chancelier Schmidt et M. Genscher. Pendant plusieurs heures, le ministre des affaires étrangères a tenté d'obtenir du gouvernement polonais une ratification de sa propre lettre, dont les termes avaient déjà été acceptés par Varsovie. Au dernier moment, les Polonais ont fait un nouveau geste pour assurer la ratification des accords. Le verbe fidèle aux vœux de la démocratie chrétienne, souligné, a enfin pu prendre la décision qu'elle retardait depuis des mois.

Tous les partis ouest-allemands s'étant prononcés, malgré quelques déclarations de certains dirigeants chrétiens-démocrates oubliant de l'histoire, en faveur de la réconciliation germano-polonaise, ils peuvent avoir maintenant la satisfaction du devoir accompli. Il n'en reste pas moins que toute cette discussion lassera, comme l'a dit M. Brandt, « un petit cœur ». A la fois par son insouciance et son entêtement, la C.D.U.-C.S.U. a mis en valeur les faiblesses de la diplomatie de la République fédérale. Ce n'est certes pas la première fois que la R.F.A. accompagne des accords qu'elle signe avec d'autres États de lettres de déclarations multilatérales, mais elle n'avait jamais duré aussi longtemps. Si rien n'a été changé à la lettre des accords germano-polonaise, l'opposition a obtenu quelques satisfactions de principe qu'elle peut lé-

DANIEL VERNET.

Italie

LE P.C.I. AFFIRME QU'IL N'A PAS REÇU DE LETTRE DE M. PONOMAREV

Rome (A.F.P.). — La direction du parti communiste italien a déclaré, vendredi 12 mars, « n'avoir pas connaissance » d'une « lettre secrète » sur les libertés en U.R.S.S. adressée par M. Boris Ponomarev aux partis communistes d'Europe occidentale, et dont le texte a été publié jeudi par le Los Angeles Times (le Monde du 13 mars).

L'historien soviétique dissident Roy Medvedev avait fait allusion à un tel document le 28 février dans une interview au Corriere della sera. Il déclarait notamment : « Dans un rapport secret du comité central du parti communiste d'Union soviétique aux partis communistes occidentaux, les historiens ont admis que quinze personnes sont effectivement détenues actuellement pour des raisons politiques ».

Autriche

AU CONGRÈS SOCIALISTE

Le chancelier Kreisky s'interroge sur l'évolution des P.C. européens

De notre correspondante

Vienne — Le chancelier Bruno Kreisky a axé son discours du 12 mars au vingt-troisième congrès du parti socialiste autrichien (S.P.O.) sur la poursuite de la politique de détente.

M. Kreisky a déclaré qu'il s'agissait « avant tout de reconnaître que la détente n'est pas une fin en soi, mais qu'elle doit être atteinte par les grandes puissances ». Il a ajouté : « La même cause, qui en son temps avait créé les conditions de la politique de coopération, crée aujourd'hui les conditions de la politique de détente ».

Après avoir rappelé que le processus de détente en Europe avait

commencé avec la signature du traité d'État autrichien, le président du S.P.O. a déclaré que, quel que soit le jugement que l'on ait sur la détente, il n'est aujourd'hui aucun danger de guerre en Europe, il n'existe, si l'on excepte Chypre, aucun terrain de tension sur ce continent ».

M. Kreisky s'est ensuite interrogé sur l'alternative possible à cette politique. « Même si les États-Unis et leurs alliés, a-t-il dit, se décident — ce à quoi ils ne sont pas prêts — à pratiquer une politique d'armement intensif, la capacité matérielle et technologique de l'Union soviétique à développer des armes nouvelles et toujours plus modernes, en serait-elle pour autant diminuée ? » L'Autriche, quant à elle, a dit le chancelier, poursuivra avec « la plus stricte sobriété, mais en tirant de grandes conséquences, cette politique de détente ».

Ce plaidoyer n'a pas empêché le président du S.P.O. de se livrer ensuite à une vive attaque contre l'attitude adoptée récemment par Cuba en Afrique. « Nous sommes fermement opposés, a-t-il dit, à ce que des unités cubaines servent de base à des opérations de chasse sauvage et téméraires menées par l'intervention communiste, parcourant l'Afrique et s'immisçant, le cas échéant, dans les controverses intérieures à ses États ».

De la même façon, a-t-il ajouté, que les socialistes autrichiens n'acceptent pas la présence de soldats cubains hors de Cuba de même qu'ils n'acceptent pas que des Sud-Africains stationnent hors de l'Afrique du Sud. Une telle politique est lourde de menaces, car elle peut donner naissance à une insupportable coopération constructive entre l'Europe et l'Afrique ».

A ce propos, reprenant une idée qu'il avait déjà esquissée, M. Kreisky a proposé la mise en place d'une sorte de plan Marshall de l'Europe en faveur du continent africain.

La situation générale a déclaré le chancelier, n'offre aux socialistes aucun motif de pessimisme. Il s'est en particulier réjoui que le nombre des démocrates en Europe ait augmenté (Grèce, Portugal) et a estimé positif le fait que les partis communistes « fassent par-dessus bord leur héritage légitime et se présentent dans la confrontation démocratique ».

S'attachant, en particulier, à l'évolution des partis communistes français et italiens, le chancelier a certes affirmé qu'on était justifié à avoir quelques doutes sur la sincérité d'une transformation qui ne faisait que commencer. Il s'est aussi demandé dans quelle mesure ce processus pourrait se développer sans un détachement d'avec l'Union soviétique. « Seul l'avenir, a-t-il ajouté, nous dira s'il s'agit d'une véritable entreprise de tromperie ou d'un processus réel, capable d'être dans le sens d'un plus grand polycentrisme ».

Les transformations actuelles sur la scène internationale, a conclu le chancelier, sont en tout cas suffisamment importantes pour justifier dans les mois qui viennent une discussion commune de toutes les démocraties occidentales. Il a suggéré que se tiennent, après les élections américaines, une conférence semblant autour d'une même table les représentants des États-Unis et de tous les pays de l'Europe de l'Ouest.

ASIE

Inde

Le parti de Mme Gandhi contrôle désormais tous les États de l'Union

De notre correspondant

New-Delhi. — Le dernier gouvernement régional hostile au parti du Congrès a été vaincu (le Monde du 12 mars). Le Goudjerat a été placé sous contrôle fédéral. Vendredi 12 mars, après que le cabinet dirigé par M. Patel eut été mis en minorité par quatre-vingt-neuf voix contre quatre-vingt-sept au cours d'un débat budgétaire.

Cet événement, qui était

attendu depuis plusieurs jours, a une grande signification. Le gouvernement du Goudjerat avait été formé en juin 1975, quelques jours avant la proclamation de l'état d'urgence et après la victoire, lors d'élections régionales, d'une coalition de partis modérés et de droite, le Front Janata. Le Congrès disposait de soixante-quinze sièges sur cent quatre-vingt-deux à l'assemblée régionale. M. Patel gouvernait avec le soutien de quelques indépendants d'un parti local, le K.L.M.P., parti populaire des paysans et des ouvriers, qui avait décidé de se dissoudre le 11 février.

Depuis ce jour, le parti du Congrès n'avait plus qu'à obtenir le ralliement de quelques « indépendants » pour mettre en minorité un gouvernement qui incarnait l'esprit de résistance à New-Delhi, et c'est sans doute cette perspective qui avait retenu Mme Gandhi de mettre plus tôt le Goudjerat sous contrôle fédéral, comme elle l'avait fait du Tamil Nadu le 31 janvier.

M. Patel et ses ministres étaient perpétuellement en butte aux attaques des dirigeants du Congrès et du parti communiste, qui lui reprochaient de tolérer un climat de « violence fasciste » et de « saboter » le programme économique et social de Mme Gandhi. Un membre du Congrès avait déclaré jeudi que les éléments réactionnaires se servaient de l'état du Goudjerat « comme d'une île pour faire la guerre au reste du pays ».

Il y a quelques jours, selon les informations officielles, la police avait découvert des explosifs en cours d'acheminement vers Bénarès, où Mme Gandhi devait en principe se rendre prochainement. Les personnes impliquées dans cette affaire seraient originaires du Goudjerat. Quatre suspects, dont un journaliste, ont été arrêtés. D'autres inculpations sont attendues.

JEAN DE LA GUERIVIERE.

ANITA RIND.

Laos

L'INSÉCURITÉ GRANDIT A VIENTIANE

Deux grenades ont été lancées vendredi 12 mars dans l'ambassade de l'U.R.S.S. à Vientiane, blessant quatre personnes. Plusieurs attentats avaient déjà eu lieu ces jours derniers dans la capitale laotienne. D'autre part, le Front populaire, organisation clandestine anticomuniste, revendique l'attaque d'une prison proche de Vientiane, affirmant avoir tué vingt personnes. Ce mouvement a distribué des tracts dans les écoles et les administrations.

Le gouvernement a étudié vendredi la situation. Il s'inquiète des menées de la droite non seulement dans la capitale, mais aussi dans les régions septentrionales et dans le sud du pays, en particulier dans la province de Chaum. Il a aussi décidé de prendre des mesures contre des miliciens de Vientiane qui abusent de leurs pouvoirs et « briment » la population.

On apprend, d'autre part, que M. Kayoune Phouavhane, premier ministre, va se rendre prochainement en visite en Chine. Il avait déjà visité le Vietnam du Nord, puis l'U.R.S.S. ayant assisté au congrès du P.C. soviétique. — (A.F.P. - Reuters.)

Aujourd'hui dans le Nouvel Observateur

Depuis des années, au soir de chaque scrutin, quelques heures avant le ministère de l'Intérieur, les ordinateurs donnent les résultats approchés. La performance est devenue courante, c'est un tout autre travail que vous présente le NOUVEL OBSERVATEUR : une simulation mathématique des élections législatives. Si les Français votaient aujourd'hui, combien la gauche aurait-elle de députés ? Utilisant un grand sondage réalisé le dimanche 7 mars, travaillant avec des spécialistes politiques, une équipe de mathématiciens a réalisé un modèle sur ordinateur qui permet de prévoir aujourd'hui, en nombre de sièges, les résultats possibles de la gauche aux élections législatives.

SI LES ELECTIONS LEGISLATIVES AVAIENT LIEU AUJOURD'HUI,

COMBIEN LA GAUCHE AURAIT-ELLE DE DEPUTES ?

UN NUMERO SPECIAL DU NOUVEL observateur

DANS LE MEME NUMERO, LA FIN DE NOTRE GRANDE ENQUETE : ETRE ENSEIGNANT EN 1976.

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. SAUVAGNARGUES

Tunis souhaite le renforcement de l'aide publique française

De notre correspondant

Tunis. — La grande commission mixte franco-tunisienne s'est réunie le vendredi 12 mars, à Tunis, sous la présidence des ministres français et tunisien des affaires étrangères.

M. Sauvagnargues a eu des entretiens avec son collègue, M. Chahat, et avec le premier ministre, M. Monir. Il a été reçu à Kairouan par le président Bourguiba.

Dans une conférence de presse, le ministre français a évoqué ses entretiens en ces termes : « *Pas de progrès sensibles au Proche-Orient* », « *Multiplication des zones de préoccupation en Afrique* » : sur ces points l'identité de vue est complète entre la France et la Tunisie ; les deux pays présentent des solutions de conciliation qui puissent neutraliser l'ingérence des grandes puissances, afin d'éviter « une reprise de la guerre froide sur les rives d'Afrique ».

Interrogé sur une éventuelle médiation de la France au Sahara occidental, M. Sauvagnargues a fait remarquer que son pays, ainsi que la Tunisie, n'ont pas joué un rôle actif dans les négociations qui ont abouti à l'accord de Madrid, mais qu'ils sont préoccupés par l'éventualité d'un affrontement, même larvé, dans la région.

M. Bourguiba analyse les notions de nation, d'État et de patrie

De notre correspondante

Tunis. — A l'occasion de la fête du Mouloud, commémorant la naissance du Prophète, le président Bourguiba a prononcé le vendredi 12 mars, dans la grande mosquée de Kairouan, un discours dans lequel il a analysé, à la lumière du Coran, les notions de nation, d'État et de patrie.

Pour les musulmans, a-t-il dit, le Combatant suprême, le terme de nation désigne « la communauté au sein de laquelle est apparue la prophétie », ce qui implique nécessairement l'existence d'un lien d'ordre spirituel et moral entre des peuples qui peuvent être éloignés les uns des autres, tant par la langue que par la race ou la géographie.

Ainsi, entend-il, la notion de nation exprime une entité groupant des communautés diverses qui n'est pas indépendante de soumettre à un seul et même pouvoir politique. Au moment où la Libye expulse de son territoire des Tunisiens et des Égyptiens en prenant prétexte d'un refus de l'union, cette analyse prend un relief particulier.

« Si une même nation peut être composée de plusieurs États, a poursuivi M. Bourguiba, il faut arriver que des États devenus des peuples n'appartenant pas à la même nation. La conception commune de leur destin peut alors assurer leur stabilité. » Sans doute était-ce là une allusion à la grande crise de l'union arabe, au moment, la menace d'éclatement du Liban.

Abordant le concept de patrie, le chef de l'État tunisien a affirmé qu'il repose sur un attachement à la terre natale et sur une communauté de modes de vie et de pensée. « Cette conscience d'appartenance à une patrie, a-t-il observé, n'est pas due à des raisons communales, mais à des raisons de bien que chaque assise territoriale ne représente pas nécessairement une patrie pour le groupe humain qu'elle rassemble. »

« Cette observation paraît s'appliquer au Sahara occidental et semble destinée à légitimer la position tunisienne sur ce problème. »

Si l'appartenance à une nation n'implique pas nécessairement l'existence d'un État, a-t-il conclu, elle constitue cependant une raison d'entraide et de coopération, dans la loyauté et la justice. — M. F.

A TRAVERS LE MONDE

Guyana

● M. ARTHUR CHUNG, un Guyanais d'origine chinoise âgé de cinquante-huit ans, a été réélu, vendredi 12 mars, président de la Guyane, par le Parlement. Le Parti du congrès national du peuple, du premier ministre M. Forbes Burnham, détient la majorité. — (A.F.P.)

Mozambique

● CINQ PERSONNALITÉS POLITIQUES, dont quatre membres du comité central du parti gouvernemental, ont été limogées pour corruption et abus de pouvoir, a annoncé le radio du Mozambique. — (A.F.P.)

Ouganda

● LE MARÉCHAL IDI AMIN DADA a gracié cinq Ougandais et deux étrangers condamnés à mort pour crimes économiques, a annoncé, vendredi 12 mars, Radio-Ouganda. Un tribunal militaire avait reconnu les sept hommes coupables de vente à des prix exorbitants, de stocks pillés et de contrebande. — (Reuter.)

Suède

● LE ROI CARL XVI GUSTAV a annoncé ses fiançailles avec une jeune Allemande originaire de Munich, Mlle Silvia Renate Sommerlati, qu'il a connue en 1972 aux Jeux olympiques. La date du mariage n'est pas encore fixée. — (Corresp.)

Syrie

● M. GEORGES SEGUY, secrétaire général de la C.G.T., est arrivé, samedi 13 mars, à Damas, où il séjournera une semaine, à l'invitation de la fédération générale des travailleurs de la République arabe syrienne.

Union soviétique

● LE PROCÈS D'ANDREI TVERDOVOY, fondateur du comité pour les droits de l'homme en Union soviétique et du « groupe des 83 », a été interrompu pour porter assistance aux prisonniers politiques et à leurs familles, a annoncé un communiqué d'Amnesty International. Jusqu'à son arrestation, le 18 avril 1975, M. Tverdovoy était secrétaire du groupe d'Amnesty International de Moscou.

CHILI

« Prisonniers politiques chiliens »
Groupe des parents résident à l'étranger.

Suivant l'exemple des parents au Chili, qui tout va se dresser d'un seul bloc, c'est l'unique façon de faire pression sur les notres. Nous nous proposons :

1. D'unifier l'action de tous les parents de prisonniers politiques chiliens qui se trouvent à l'étranger.
2. Établir des relations avec :
— LES SECTEURS RELIGIEUX DE DIVERSES CROYANCES ;
— LES SECTEURS CULTURELS INTERNATIONAUX ;
— LES PROFESSIONNELS ;
— LES SECTEURS LITTÉRAIRES DE DIFFUSION ;
— LES SECTEURS DE SOLIDARITÉ CHILIENNE ;
— AUTRES ORGANISATIONS.
3. Obtenir de ces secteurs la dénonciation publique permanente du caractère répressif de la junte militaire, l'urgence de la part du gouvernement Pinochet du respect des droits de l'homme, la libération des prisonniers politiques reconnus et une réponse définitive sur la sorte des 1.800 prisonniers disparus.
4. Obtenir des ressources financières pour la subsistance des parents des prisonniers, au Chili, pulque, étant donnée l'inflation constante et l'absence de paiement des salaires, l'ensemble du peuple chilien souffre de la faim et spécialement les familles dans lesquelles un, deux ou plus de ses membres (souvent le chef de foyer) sont en prison.
5. Réaliser des efforts d'ensemble pour la libération de nos parents et celle des prisonniers politiques en général, spécialement dans les cas les plus dramatiques, en nous mobilisant pour l'obtention de visas pour ceux qui sont incriminés expulsés du pays, en faisant de la publicité aux cas les plus graves, etc.

UNIS NOUS SERONS FORTS

PRICHI

ADRESSE :
4, rue des Saints-Sauveurs
R.U.F. CH 120
Fontenay-aux-Roses,
Paris

Propos recueillis par
EDOUARD SAAB.

PROCHE-ORIENT

Liban

Toutes les formations politiques auraient admis que le président Frangie devait se démettre

De notre correspondant

Beyrouth. — Moins de vingt-quatre heures après son déclenchement, le « mouvement réformiste » du général Ahdab a réaffirmé à la plupart des objectifs dont il avait fait état dans son communiqué numéro 1, pour s'en retirer qu'un seul : le départ du président de la République. Celui-ci a d'ailleurs été « démissionné », si l'on s'en tient au communiqué numéro 1, diffusé vendredi par le radio de Beyrouth contrôlé par le général Ahdab.

Discrètement contenu par le haut commandement de l'armée, le général Ahdab s'est rangé aux côtés des partis et formations politiques pour qui le départ du président de la République, cinq mois avant la fin de son mandat, constitue la condition nécessaire, mais non suffisante, pour qu'un terme soit mis à la violence et que soit accomplie l'édification du pays et de l'armée.

De notre correspondant

Beyrouth a retrouvé son visage des plus mauvais jours

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Après un mois et demi de retour au calme sous l'effet de la « paix syrienne », Beyrouth a retrouvé, le vendredi 12 mars, son visage des plus mauvais jours. Dans un climat d'incertitude et d'inquiétude provoqué par le coup de force du général Ahdab, des miliciens en armes ont fait leur réapparition dans les rues, de part et d'autre de la ligne de démarcation qui divise la capitale libanaise. De chaque côté, on voyait manifestement parer à tous éventualités. Des barricades ont été reconstruites à la hâte, et en divers points du front, notamment dans le secteur des grands hôtels, des accrochages ont eu lieu à plusieurs reprises, mais il ne s'agissait que d'échanges de tir à l'arme légère.

A la tombée de la nuit et pendant plusieurs heures, le centre de la ville a retenti d'un formidable vacarme tel qu'on en avait rarement entendu durant les dures batailles du mois de janvier : tira nourris de mitrailleurs lourds et de canons, violents accrochages, etc. Quelques escarmouches se sont produites aux abords de bâtiments militaires situés dans le quartier ouest de la ville, particulièrement sur le boulevard de Verdun et sur la route de l'aéroport. Des éléments de l'armée du Liban arabe étaient en train de neutraliser des unités loyalistes. Les troupes dissidentes du lieutenant Khalil Intar venaient ainsi pour la première fois à Beyrouth. Au cours de la journée, d'autres groupes de militaires rebelles avaient maltraité deux garnisons importantes, à Tyr et à Saïda, dans le sud du pays. Souvent avec l'assistance des forces progressistes ou de Palestiniens, les hommes du lieutenant Khalil ont poursuivi leur « offensive » des derniers jours. Ils « tiennent » désormais les deux tiers du pays, ce qui confirme la désagrégation de l'armée régulière.

Cette offensive est, pour une large part, à l'origine de l'action du général Ahdab : l'annexion générale pour les « déserteurs » fait partie des mesures que ce dernier veut imposer depuis son coup de force de jeudi soir. Proposé auparavant par le gouvernement et le commandement en chef, l'annexion avait été refusée par le président de la République, lui-même appuyé par M. Camille Chamoun, ministre de l'Intérieur et leader du parti national libéral (allié aux phalangistes). Cette opposition avait contribué à précipiter la crise politique qui allait entraîner, le même jour, la démission du premier ministre, M. Rachid Karamé, et l'intervention du général Ahdab. Si, à l'égard de ce dernier, le lieutenant Khalil n'a pas encore manifesté son mépris, on peut penser qu'il n'est pas radicalement hostile à une initiative qui tend, entre autres buts, à réformer une armée aujourd'hui diluée et impuissante. En attendant, le lieutenant Khalil et ses partisans paraissent vouloir consolider leurs positions afin de mieux se préparer à des négociations futures. Celles-ci pourraient s'engager prochainement si les promoteurs du coup de force atteignent les objectifs qu'ils se sont fixés : amener les différentes forces politiques du pays à trouver un terrain d'entente, un compromis, qui permette de mettre un terme à la guerre civile, ceci en levant le principal obstacle que constitue le maintien au pouvoir de M. Solaïman Frangie.

A ce propos, on fait remarquer à Beyrouth que le général Ahdab n'est pas l'auteur d'un véritable coup

« Plutôt sacrifier un seul homme que le Liban en entier », ont fait valoir vendredi certains députés. M. Frangie devrait servir en l'occurrence de bon émissaire. Encore faut-il « sauver les formes », ce à quoi s'opposent un groupe de députés, qui tentent de concilier les vues de l'opposition islamique-progressive, conduite par MM. Kamal Joumblatt et Saïb Salam, et celles du Front des partis chrétiens de droite de M. Camille Chamoun et Pierre Gemayel. Ce dernier tandem aurait fini par admettre que le sauvetage du Liban vaut bien qu'on lui sacrifie M. Frangie. Il s'agit cependant d'un compagnon d'armes à qui les chrétiens s'estiment redevables de les avoir aidés à se défendre contre « le génocide et l'occupation palesti-

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

Au cours de sa visite à Paris

LE PRÉSIDENT SYRIEN AURA TROIS ENTRETIENS AVEC M. GISCARD D'ESTAING

Le président Assad aura trois entretiens avec M. Valéry Giscard d'Estaing au cours de la visite officielle qu'il fera en France du 15 au 18 mars. Le chef de l'État syrien sera accompagné de quatre ministres, dont le ministre des affaires étrangères, M. Abdul Hakim Khaddam.

Accueilli lundi en début d'après-midi par M. Valéry Giscard d'Estaing, le président Assad, après s'être installé à l'hôtel Marigny, aura une première entrevue avec le chef de l'État français, qui offrira ensuite un dîner en son honneur.

La matinée de mardi sera consacrée à un second tête-à-tête entre les deux présidents, suivi d'une séance plénière des deux délégations. Le président syrien sera reçu à l'hôtel de Ville, puis participera à un déjeuner de travail offert par M. Chirac à Matignon. Le soir, M. Assad offrira un dîner en l'honneur de M. Giscard d'Estaing. Au cours de son séjour, le chef de l'État syrien visitera également le quartier de la Défense et le central téléphonique des Tulleries.

Mardi après-midi, il aura son dernier entretien avec M. Giscard d'Estaing. Il quittera Paris jeudi matin.

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

La Re
TRENTÉ AN

Le président Assad aura trois entretiens avec M. Valéry Giscard d'Estaing au cours de la visite officielle qu'il fera en France du 15 au 18 mars. Le chef de l'État syrien sera accompagné de quatre ministres, dont le ministre des affaires étrangères, M. Abdul Hakim Khaddam.

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant



الجمهورية العربية السورية

Un pays ouvert sur le monde extérieur

La République arabe de Syrie

TRENTE ANNÉES D'HISTOIRE

QUELQUE trente ans après son accession à l'indépendance, la Syrie occupe dans le monde arabe, en dépit de l'étendue réduite de son territoire et du chiffre relativement faible de sa population, une position de premier plan. Elle doit ce prestige et ce crédit à ses efforts pour la constitution d'un Etat robuste reposant sur l'adhésion populaire, à sa contribution considérable aux progrès de la nation arabe, enfin à ses sacrifices pour la cause palestinienne.

L'histoire de la Syrie indépendante ne laisse cependant pas d'être complexe. Mais, au prix d'une simplification allant parfois jusqu'au schéma, on peut discerner trois phases dans cette évolution politique.

La première période, de 1945 à 1954, est dominée par une série de

coups d'Etat militaires dont le résultat global est de préparer l'accession des forces populaires au pouvoir.

Une deuxième phase, de 1954 à 1963, correspond initialement à la restauration en Syrie d'un régime pleinement représentatif, puis à un puissant mouvement unitaire dont sort, par la réunion de la Syrie et de l'Egypte, la République arabe unie, enfin à une inflexion particulière qui éloigne Damas du Caire.

Avec le coup d'Etat du 8 mars 1963, d'où résulte l'accession du Baas au pouvoir, commence la troisième période au cours de laquelle, par étapes successives et nonobstant deux guerres avec Israël, s'édifie et se structure le système gouvernemental et social actuel.

En 1954, il quitte le pays, dans lequel il ne reviendra jamais.

Bien qu'arbitraires, les régimes militaires auront cependant permis à l'esprit public de réaliser de considérables progrès. En effet, lorsque, à la fin de l'été 1954, le peuple syrien est de nouveau appelé aux urnes, dans des conditions qui pour le premier tour de scrutin au moins sont d'une incontestable régularité, les électeurs damascènes désignent entre autres M. Khaled Bagdachi, communiste, pour siéger au Parlement ; et les paysans de la Syrie centrale, évidemment à l'unanimité des consciences et des intérêts de leurs propriétés, élisent une dizaine de députés socialistes ; ce qui fera date dans l'histoire politique de tout l'Orient.

De cet authentique Parlement, divisé entre trop de tendances, ne sortira guère de gouvernements stables. Ce n'est que sur quelques grands thèmes arabes, comme l'engagement en faveur de la Palestine ou de l'Egypte nassérienne, et autour de personnalités incontestables et douées pour la médiation, telles que le président Farès El Khoury, qu'Assemblées et gouvernements syriens réussissent parfois à dessiner une claire attitude nationale. Durant la crise de Suez, à l'automne 1956, le peuple syrien manifeste ouvertement son appui : les pipe-lines qui achèment vers la Méditerranée, et donc vers l'Occident, le pétrole irakien et saoudien, sont sabotés. A partir de 1957, lorsque le peuple syrien se sent comblé par ses voisins, rassemblés dans le pacte de Bagdad ou, comme la Jordanie, près d'accéder, l'Egypte manifeste à son tour sa sollicitude : un bataillon égyptien va tenir garnison à Alep.

PIERRE RONDOT.

(Lire la suite page 7.)

Une pièce capitale dans le puzzle du monde ancien

par ANDRÉ PARROT (*)

LA Syrie (aujourd'hui République arabe syrienne) est riche d'un fabuleux passé. Attrainte à plus d'un titre. Par son extrême diversité d'abord. On y trouve tout, du gisement préhistorique d'Elabrou au barrage de l'Euphrate, architecture d'un nouveau monde, avec à Tabas, en plein désert, une gigantesque nappe d'eau, qui assure au pays, grâce à une irrigation permanente, la fertilité paradisiaque de l'Eden de jadis. Miracle de la technique moderne, qui n'a pas craint non plus d'entraîner dans une soudaine mutation des monuments antiques de grande importance : le minaret d'Abou-Hareira, par exemple, se dressait maintes fois au-dessus de son emplacement originel. Ce pourrait être une énigme pour les archéologues de l'an 3000, et d'ici là les archives avaient disparu.

Entre la Méditerranée, cette mer du « soleil couchant », et les étendues désertiques de l'est, la Syrie est une pièce capitale dans le puzzle du monde ancien. Elle semblait à tout jamais encastrée entre la petite Phénicie, mince bande côtière au pied de la chaîne libanaise, et la plaine mésopotamienne, berceau de la civilisation sumérienne. Elle risquait d'être méconnue, sinon totalement oubliée. C'est été bien à tort, car on lui doit beaucoup.

L'archéologie a sorti du sol où ils se cachaient les monuments de l'architecture qu'il illustrent quelque deux mille ans d'histoire, histoire dont auparavant nous ne savions à peu près rien. Notre seule source de renseignements, après les tablettes d'El-Amarna retrouvées en Egypte (1887), nous était fournie par la Bible, l'Ancien Testament surtout, le Livre des Rois, dont les pages

évoquent fréquemment les souverains du premier millénaire régnant à Damas (Ben-Hadad, Hazael) en lutte contre le royaume de Samarie.

Deux exemples : dans l'Rois XV, 1, nous lisons : « Ben-Hadad, roi de Syrie, rassembla toute son armée ; il avait réuni (premier exemple de coalition) trente-deux rois, des chevaux et des chars ». Ce même souverain envoyait à Achab, qui régnait à Samarie, un véritable ultimatum, en déclarant sans ambages : « Ton argent et ton or sont à moi, tes femmes et tes plus beaux enfants sont à moi ». (L'Rois XV, 2). Luites perpétuelles, combats sans merci.

Dès la fin de la première guerre mondiale, le sol syrien fut exploré abondamment. On ne rappellera jamais assez l'œuvre et l'action de René Dussaud, membre de l'Institut, conservateur des Antiquités orientales au musée du Louvre, un des grands animateurs de la recherche archéologique française au Proche-Orient.

On lui doit la perspicacité et l'enthousiasme de son œuvre. C'est lui qui, en 1929, eut l'idée de faire fouiller Ras-Shamra, près de Lattaquié, où l'on venait de signaler une découverte inattendue, une tombe maçonnée mise au jour par le soc d'une charrue à Minet-El-Baida, proche du site. Il y envoya Cl. Schaeffer, qui devait exhumier Ugarit. Quelques années plus tard, nouvelle trouvaille fortuite, à Tell-Hadad, près d'Abou-Kamal, dans la vallée de l'Euphrate cette fois, où des paysans déterrent une statue mutilée, de caractère sumérien. René Dussaud l'apprend et nous confie la fouille. A Tell-Hadad, nous découvrons Mari. A l'origine de la décision, toujours le même homme, un ami de très longue date de la Syrie, qu'il avait parcourue souvent, dès la fin du siècle dernier, en des temps où l'exploration ne se faisait qu'à cheval. Temps héroïque qu'il ne faut jamais oublier, quand on fait ou fera l'histoire de l'archéologie française en terre orientale.

Un véritable Quai d'Orsay du II^e millénaire

La terre syrienne a rendu une partie de ses archives. Chronologiquement les plus anciennes et les plus abondantes sont celles de Mari (XVIII^e siècle avant Jésus-Christ), avec la bibliothèque royale de Zimri-Lim, représentant quelque vingt mille tablettes en cours de déchiffrement et de publication, sous la supervision du professeur Georges Dossin. Il y a là un véritable Quai d'Orsay du II^e millénaire, sorti de terre, avec les lettres des ambassadeurs, mais aussi les rapports des agents du deuxième bureau, en même temps qu'une correspondance « familiale » et féminine, pleine d'imprévu, s'agissant de la vie du roi et de ses siens.

Clarté, concision, caractérisent ces lettres sur argile, qui font revivre l'histoire d'une époque, cruciale pour le monde d'alors. C'est le moment où Hammurabi, roi de Babylone, n'apparaît pas seulement comme le législateur par excellence, avec son code des lois, mais comme un conquérant, avide de domination, et qui va s'efforcer d'abattre ses voisins, l'un après l'autre — appliquant la tactique de la feuille d'artichaut, dont, avec le dictateur du III^e Reich, nous avons eu un exemple il n'y a pas si longtemps.

Archives de Mari, ici : archives d'Ugarit, là, pour une période plus basse, celle du XIV^e siècle avant Jésus-Christ. Après Hammurabi de Babylone, après Rim-Sin de Larsa, voici venue l'heure de Suppiluliuma, le souverain hittite dont la main pesa lourdement sur la Syrie.

Grâce aux tablettes, ces conquérants ont retrouvé une vie extraordinaire. La Syrie syrienne en était prodigue, comme il le fut aussi des œuvres d'art : peintures murales de Tell-Amarna (l'ancienne Thèbes), découvertes de 1929 à 1931 par Thureau-Dangin et recueillies « grandeur » (elles avaient quelque 130 mètres de développement) par l'architecte-décorateur L. Cavro. Toujours sur le Moyen-Euphrate, voici les trésors d'Arslan-Tash (l'ancienne Hama), une magnifique collection d'ivoires, sans doute

fabriqués à Damas et constituant le butin de guerre du roi d'Assyrie, Adad-Niran III (819-792 avant Jésus-Christ), et ramenée par lui dans sa résidence provinciale.

Revenons vers l'ouest, avec le site de Ras-Shamra, qui se révèle une mine extraordinaire : quantité et qualité des documents. Stèles, statues, ivoires, à nouveau bibliothèque appartenant à huit langues différentes (accadien, sumérien, hittite, cunéiforme, hittite hiéroglyphique, hurrite, ugaritique, égyptien, chypriote). Dictionnaires, tablettes mythologiques et religieuses d'où surgit le panthéon phénico-canaanéen et, avec lui, des rapprochements saisissants avec l'Ancien Testament. Enfin, le plus vieil abécédaire du monde ancien : sur moins de trois lignes, les vingt-deux lettres de l'alphabet phénicien, premiers pas de l'humanité en direction d'un progrès irréversible, suite à cette découverte capitale.

Après la fin de la période des mandats, qui avaient suivi le régime turc, et l'action du service des antiquités du H.C.F., dirigé d'abord par Charles Vroillemet, puis par Henry Seyrig, on était arrivé à l'indépendance. La Syrie ne devait pas tarder à mettre en place ses services : à Damas, la direction générale des antiquités et des musées, avec le Dr Afif Bahassi, directeur général, et son adjoint, M. Ad. Bounni. Travail gigantesque, eu égard à l'ampleur de la tâche : conservation de richesses inestimables, développement des recherches, protection des trésors.

Une succession de civilisations

On voudrait avoir la possibilité de tout détailler ! Il faut se contenter d'un panorama schématisé qui, fatalement, mutilé tout. La progression des connaissances révèle, sur le sol syrien, une succession de civilisations qui se recouvrent l'une l'autre et donnent le vertige. Après l'ère chrétienne, voici des périodes abouissantes : romaine (Jebel-Druze, Chahba et ses mosaïques, Bostra et son théâtre, le plus beau et le plus grand du Proche-Orient ; entre Damas et l'Euphrate, Tadmor-Palmyre, la ville de Zénobie, dans son oasis, au milieu du désert) ; byzantine (Resapha, l'ancienne Sergiopolis, avec ses églises et ses citernes ; les villes « mortes » autour de Qab-Loze ; Qalast-Siman, consacré au souvenir du styliste Siméon) ; iranienne (Crac des chevaliers sur la montagne de Hama, Safit-la-Blanche, le Sahyoun, Margab) et naturellement l'époque musulmane (Qasr-El-Heir, Raqqa, résidence d'été de Haroun-El-Rachid, Balis-Meskene, Alep, Damas).

On le voit, la Syrie est un pays aussi prodigieusement riche que varié. Avec un passé enchevêtré dans son sol, comme une pierre précieuse dans un écrin. En même temps, enchantement de l'environnement. Enchantement quand, du haut du Qassloum, on contemple Damas avec la forêt de ses minarets et dans le lointain la chaîne bleue des montagnes libanaises et du Djebel-Druze. Mais c'est aussi la tâche sombre de la Ghouta, la fraîcheur des jardins, les arbres en fleurs, promesses des fruits paradisiaques de l'automne. Les mosaïques que l'on voit aujourd'hui encore à Damas dans la mosquée des Omeyyades, construites sur l'emplacement du temple de Jupiter damascénien, lui-même ayant pris la suite du sanctuaire de la divinité cananéenne Hadad, célèbrent toujours cet hymne à la vie. La vie grâce à l'eau qui sourd de partout. Barada à Damas, Oronte à Hama qui montent les norias, dont on souhaite ardemment qu'on les conserve, par-delà toutes les techniques modernes. Qu'importe que l'eau qu'elles dispensent n'arrive aux jardins qu'avec un volume dérisoire. Aucune machine ne pourra remplacer et faire oublier leur « long géniesement ». En l'écoutant, comment ne pas méditer sur son temps, sur sa propre destinée en songeant à celle de tant de peuples aujourd'hui et à jamais disparus. Ce géniesement est et pourrait être aussi une plainte, mais la Syrie peut avoir confiance dans son avenir, car son passé montre qu'elle a toujours su répondre, quand il le fallait, à l'appel du destin.

(*) Membre de l'Institut.

L'armée prépare les voies d'un gouvernement populaire (1949-1954)

Au lendemain de l'indépendance, les débuts du gouvernement syrien ne furent pas d'être difficiles. Les hommes politiques de grand renom, tel Choukri Kouatli, Hachem Attasi, Saadallah Djabir, Djamil Mardam Bey, qui en négociant avec le mandat français ou en luttant contre lui sont devenus les artisans et les héros de la libération nationale, n'ont pas été préparés, par ces circonstances, à la gestion d'un Etat. S'ils ont une grande autorité et un talent politique remarquable, ils manquent le plus souvent de compétence administrative, de connaissances économiques, voire de sens social.

Aussi n'est-ce pas sans raison que l'opinion publique, toujours prompte en Syrie à découvrir les défauts des dirigeants, estimant en 1949 que les pouvoirs n'ont su ni préparer le pays à l'indépendance, ni couvrir efficacement pour la mise sur pied d'une véritable coalition arabe, ni conduire la stratégie de l'Etat en guerre. Certes, les forces syriennes engagées contre Israël ont pris localement le dessus, mais leur pénétration limitée dans le territoire palestinien n'a pas empêché l'ennemi de se ressaisir face à une coalition arabe mal soudée. Ni l'armée ni le peuple n'estiment que le gouvernement ait fait son devoir. Porté par ce sentiment de déception, le colonel Husni Zaim, à la tête de quelques unités venant du front de Palestine, dépose le 30 mars 1949, sans verser une goutte de sang, le président de la République, le chef du gouvernement et les ministres. Le colonel Husni Zaim, qui s'arroge bientôt le titre de maréchal, prend d'emblée quelques mesures sociales répondant aux besoins les plus urgents de la masse populaire. Mais, ne trouvant guère de concours dans la classe politique, et réduit à placer aux postes de responsabilités des relations personnelles ou des membres de sa famille, il tarde à dessiner une ligne cohérente de gouvernement. A juste titre soucieux, toutefois, de protéger la Syrie contre les menées irako-britanniques visant à créer le Croissant fertile, il se rapproche de l'Arabie Saoudite et de l'Egypte. Le 14 août, après avoir exercé son autorité pendant à peine plus d'une centaine de jours, il est renversé par un nouveau coup d'Etat militaire, écartant cette fois, mené par le général Sami Hinnawi, il est abattu sur-le-champ ainsi que son premier ministre, d'origine kurde comme lui. Mais à peine le général Hinnawi a-t-il commencé d'imprimer au régime syrien sa propre marque, en prenant le contre-pied de la position de Husni Zaim, qu'il est à son tour déposé, le 18 décembre, par un nouveau mouvement conduit par le colonel Adib Chichakli et contraint à s'enfuir à Beyrouth, où il tombera bientôt sous les coups de la vendetta kurde.


Avec le colonel Adib Chichakli, dont les capacités politiques dépassent de très loin celles de tous ses prédécesseurs, la vie publique syrienne évolue de manière passagère, mais néanmoins féconde. Dédaignant la plupart du temps de se porter lui-même au sommet de l'Etat, où il laisse accéder soit un de ses camarades de l'armée, soit le général Fawzi Selo, soit des personnalités civiles, et se faisant d'emblée un devoir d'appeler le peuple à se prononcer, le général Adib Chichakli n'en reste pas moins, de façon plus ou moins discrète, le véritable animateur de ce régime hybride.

Son souvenir demeurera lié aux premières mesures prises en vue de l'effacement systématique des différences confessionnelles : suppression de la mention de la religion sur les cartes d'identité, interdiction des étiquettes confessionnelles pour les associations sportives ou autres.

Il appelle d'ailleurs au pouvoir, durant un certain temps, un des pionniers du jeune socialisme syrien qui débore alors ses structures, M. Akram Huri, le parti socialiste arabe, fondé par celui-ci, fusionne en septembre 1953 avec le parti de la résurrection arabe, ou Baas, pour devenir le parti socialiste de la résurrection arabe, lequel retient la dénomination écurante de Baas.

C'est donc alors que prend forme ce mouvement de progrès social, de libération et d'unité arabe destiné, une dizaine d'années plus tard, à orienter souverainement le destin du peuple syrien.

Contesté çà et là, et particulièrement à Alep et Hama, menacé surtout par un mouvement socialiste militaire et républicain à diviser l'armée en tentant de s'y opposer, le général Chichakli se démet, le 27 fé-



SYRIANAIR

vous transporte en tout confort et en toute sécurité vers le Proche-Orient, l'Extrême-Orient et l'Europe.

ASU DHARI	BUDAPEST	DJEDDAH	PRAGUE
ATHENES	CARABLANCA	KARACHI	ROME
ALGER	COPENHAGUE	KOWET	SOFIA
BAGDAD	DUBLIN	LONDRES	SANAA
BENGAZI	DEHARAN	MOSCOW	TEHRAN
BARRHIN	DORA	MUNICH	Tripoli
BERLIN	DUBAI	PARIS	TUNIS

BAGDAD Seadoun Street 28N 85/1, Iskander Irtifaq Bldg 5355, 5355
Alkayum Travel Co (Agent), Seadoun Street 5355

AMMAN Seadoun's Travel & Tourism (Agent), P.O. Box 419
Rome Syrian Arab Airlines, 15, Via Barberia - 49902, 499154
KARACHI & C/o Road - Office 51253

MUNICH Syrian Arab Airlines, 8 München 2 - Maximiliansplatz 12 a
LE CAIRE Syrian Arab Airlines, 25, Tahaat Harb Street 7700, 55119
LONDRES Syrian Arab Airlines : Administration, 1 Albemarle Street,
London W 1, 495-2553 Bureau de ventes : 82 Piccadilly, London W 1

Siège social : Youssef-Al-Azhar Square, P.O.B. 417 Damas.
Ventes et réservations : téléphone 229000/1-2-19195-22715
Damas International Airport : 555000/1

Bureau de Paris : 1, rue Amber (9), tél. 073-31-15 - 073-11-05

ARABE

La fin de la politique d'isolement

L'ORSQUE, le 13 novembre 1970, le général Hafez El Assad prend le pouvoir à Damas, son premier souci, dans la politique de « redressement national » qu'il veut mettre en œuvre, est de rompre l'isolement dans lequel Noureddine Atassi avait plongé la Syrie.

Depuis qu'il a la responsabilité de la conduite des affaires de l'Etat, le général

Assad, tout en développant des liens, sans doute privilégiés, avec l'Union soviétique, qui permettront, en octobre 1973, de subir le choc de la guerre avec Israël, tant sur le plan militaire que sur le plan économique, engage en direction des Etats-Unis une certaine ouverture. Cela le conduira, le 28 mai 1974, à signer l'accord de désarmement consécutif aux efforts déployés entre Damas et Jérusalem par M. Kis-

singer et, le 16 juin, à recevoir la visite du président Nixon annonçant le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, interrompues depuis le 5 juin 1967.

Mais c'est surtout vers les autres pays arabes que vont tendre les efforts de la nouvelle équipe dirigeante. Rejetant toute exclusivité, sans soulever d'un passé récent qui avait donné à la Syrie l'image d'une certaine intransi-

gence, le président Assad s'engage en direction de l'Irak, auquel l'oppose un lourd contentieux politique et économique, reprend contact avec l'Arabie Saoudite, restée le rôle de la Syrie aux côtés de l'Egypte, renoue avec la Jordanie tout en gardant son influence au sein de la résistance palestinienne et propose ses bons offices en vue de résoudre la crise libanaise.

La nouvelle orientation de Damas

Le facteur de tension essentiel entre la Syrie et l'Irak reste le problème de la répartition des eaux de l'Euphrate, qui concerne également la Turquie. Les trois pays riverains, en fonction de leurs besoins respectifs, se disputent les 20 milliards de mètres cubes de débit annuel du fleuve, jusqu'au moment où la décision prise par la Turquie et la Syrie d'élever deux barrages, l'un à Keban, l'autre à Tabriz, remet en question ce principe.

Depuis 1962, les négociations engagées de part et d'autre se poursuivaient sans résultat, les données de base servant au calcul de la répartition des eaux étant contestées suivant leur origine. Cependant, en août 1974, faisant suite à deux accords bilatéraux conclus entre la Syrie et l'Irak, et entre la Turquie et l'Irak, un accord tripartite est signé : la Syrie offre à l'Irak une partie des eaux du lac de retenue sur le barrage de Tabriz. Mais l'entente est de courte durée, puisque, le 7 avril 1975, l'Irak décide de saisir la Ligue arabe : en effet, selon les experts de ce pays, l'Irak ne pourrait disposer en 1975 que de 7 milliards de mètres cubes sur les 13 milliards qui lui sont nécessaires, alors que la Syrie aurait retenu déjà en mars 1 milliard, et ce sans raison.

Selon Bagdad, 1 600 000 hectares de terres irakiennes sont cultivées dans le bassin de l'Euphrate, et l'absence d'eau, menaçant l'existence de trois millions de paysans, dont certains auraient déjà émigré vers le Tigre, a dû amener le gouvernement à réviser son programme d'irrigation, qui a déjà coûté au budget 40 millions de dollars. Certes, les Irakiens ont prévu la construction d'un réseau de canaux devant permettre de régulariser le cours de l'Euphrate, mais il faudra deux ans encore avant que le système

soit rendu efficace. D'ici là, le seul espoir des dirigeants irakiens réside dans un accord avec la Syrie.

C'est alors qu'en mai 1975 intervient la médiation saoudienne au sein d'une commission ministérielle tripartite : la Syrie y rejette les accusations de l'Irak, contestant les chiffres avancés et reportant les causes de la pénurie actuelle d'eau sur l'absence de pluies et les retenues opérées par la Turquie. Après une période de tension assez aiguë, où l'on allait jusqu'à parler d'affrontements, et à la suite de contacts pris de part et d'autre par le cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, la Syrie devait faire preuve de modération. Le 3 juin, un communiqué du gouvernement syrien annonçait : « A la suite des efforts de l'Arabie Saoudite, et en raison des besoins du peuple frère irakien, en particulier à cette période où les eaux de l'Euphrate sont en baisse, le gouvernement syrien a décidé de fournir à l'Irak, sur sa propre part, l'eau dont il a besoin, malgré la position qu'il prend le régime irakien. Le gouvernement syrien espère que cette décision aidera à parvenir rapidement à un accord permanent sur le partage des eaux de l'Euphrate ».

Mais, en dehors des problèmes conjoncturels, qu'ils soient politiques ou économiques, il restera toujours entre Damas et Bagdad, et ce malgré les efforts indéniables de part et d'autre pour trouver une solution, une différence de culture, voire de conception de la chose politique qui fera que les deux capitales ne pourront guère s'accorder sur les problèmes essentiels.

La redécouverte d'un but commun avec l'Arabie Saoudite

M. Atassi avait, en son temps, traité l'Arabie Saoudite « d'ennemi mortel de la révolution ». Le 14 janvier 1975, Damas accueille le roi Fayçal dans une atmosphère indescriptible d'enthousiasme qui devait dépasser, et de loin, ce qui s'était vu à l'occasion des visites de M. Brejnev ou de M. Nixon. Entre ces deux dates, le général Assad, fidèle à ses convictions libérales et guidé par un certain pragmatisme, avait effacé avec habileté les désaccords existants, dus surtout à la réserve exprimée par les dirigeants saoudiens quant aux idées basistes considérées comme révolutionnaires.

Stonner de la spontanéité de l'accueil réservé au roi Fayçal par tout le peuple de Damas serait oublier que la capitale syrienne qui se veut la plus vieille ville d'Arabie existante, garde au fond d'elle-même un sentiment religieux très profond, même si le président Assad, contre l'avis des ulémas et malgré des incidents parfois violents dans certaines régions de Homs et de Hama, refuse que l'Islam soit déclaré religion d'Etat : le roi Fayçal est non seulement le chef de l'Etat saoudien, il est aussi, pour tous les croyants, le gardien de La Mecque.

Le rapprochement qui s'était opéré progressivement entre les deux pays et qui se trouvait concrétisé de manière éclatante en ce début de l'année 1975 fut à ses débuts interprété comme la volonté de la Syrie de compenser en s'ouvrant à l'Occident une trop forte dépendance à l'égard de l'Union soviétique. En accordant au pouvoir le général Assad ne pouvait ruser l'Arabie Saoudite et l'économie syrienne sous peine de se priver des moyens indispensables pour combattre Israël. Mais en étudiant la signature d'un traité d'amitié et un peu plus tard un accord de concertation avec l'Union soviétique que celle-ci recherchait, le président syrien manifestait suffisamment son souci d'indépendance sans qu'il soit nécessaire de rechercher

par ailleurs d'autres cautions. Il semble plus logique de penser que le président Assad ait voulu à l'occasion de cette visite, une véritable sages à la solidarité arabe pour ce qui, à ses yeux, devait être le but commun de tous les pays arabes, qu'ils appartiennent ou non au champ de bataille : la guerre contre Israël pour la reconquête des territoires perdus.

Cette solidarité s'était déjà manifestée quand l'Arabie Saoudite, dans le cadre de l'aide arabe pour la reconstruction de la Syrie, avait versé jusqu'en septembre 1974 une somme de 15 millions de dollars, arrivant en deuxième place après le Koweït (200 millions). De plus, une somme de un milliard de dollars sera acquittée par le royaume saoudien, suivant les décisions du « sommet arabe » de Rabat, comme participation à l'effort de guerre syrien.

L'objet des discussions qui ont lieu entre Ryad et Damas et qui sont reprises à l'occasion de la visite du roi Fayçal se situe presque essentiellement dans le cadre de la guerre avec Israël : le roi tente, sans succès, de convaincre le président Assad de diversifier ses sources d'approvisionnement en armements de façon à ne pas laisser aux seuls Soviétiques le monopole, donc le contrôle, de ces fournitures. Mais l'état-major syrien y oppose des raisons techniques de maintenance de l'emploi qui font qu'une telle éventualité semble, sur le plan militaire, déraisonnable, voire dangereuse.

Les rapports désormais éclaircis entre la Syrie et l'Arabie Saoudite, les deux pays ont des conceptions différentes et des conceptions de l'évolution du monde arabe opposées, et renforcées après le « sommet » de Ryad du 21 avril 1975, où le président Assad rencontra le roi Khalid, et une récente visite de ce dernier à Damas, permettent aujourd'hui de croire que la réalité d'un ennemi commun peut avoir effacé de façon durable beaucoup de discordes anciennes.

Vers une union avec la Jordanie ?

Depuis les événements tragiques du « septembre noir » de 1970, le régime du roi Hussein se trouvait pratiquement exclu par une très grande partie de la communauté arabe. Mais la question de la reconnaissance de la résistance palestinienne, désormais exclue du territoire jordanien, devait à terme conduire les Etats arabes à se préparer à l'option syrienne de la Jordanie. Le général Assad participait activement à l'élaboration des décisions votées lors du « sommet » arabe de Rabat, la reconnaissance de la résistance de l'O.L.P. A la suite de cet accord, auquel la Jordanie souscrivait sans trop de difficulté, les prévisions du gouvernement syrien devaient tomber, faisant place à des consultations dans le but d'arriver d'abord à quelques arrangements et peut-être à une union. Ce souhait, qui était aussi au cœur des militaires syriens de créer un véritable front oriental » en renforçant la coopération de la Jordanie avec la Syrie, intégrée, avec son armée et en particulier son aviation, au dispositif de défense mis en place face à Israël. Ce souhait, qui était renforcé par l'incertitude qui résultait de l'attitude égyptienne pouvant laisser croire à un certain relâchement de la coalition du côté occidental.

Le 10 juin 1975, après une intense campagne psychologique destinée à préparer l'opinion syrienne, le général Assad se rend en visite officielle à Amman : l'accueil est excellent, dépassant les prévisions les plus optimistes. Les deux chefs d'Etat conviennent, au nom de l'unité, considérée comme « un objectif national », de la création d'une commission mixte supérieure qui aura pour tâche d'élaborer un plan d'action pour développer des programmes de coopération, de coordination et de complémentarité entre les deux pays dans les divers domaines politique, militaire, économique, pédagogique et culturel.

En août 1975, le souverain jordanien effectue à son tour une visite officielle de cinq jours à Damas, en obtenant non moins de succès. A cette occasion la création d'un Conseil supérieur de commandement syro-jordanien est décidée. Compétent pour tous les problèmes, englobant notamment les forces armées des deux pays ainsi que leur politique étrangère, ce conseil est destiné à se réunir de manière régulière tous les trois mois ou en cas de nécessité. L'accueil enthousiaste réservé par la population syrienne aussi bien à Damas qu'en province, la satisfaction exprimée par les Palestiniens, témoignent que le « septembre noir » est oublié sinon effacé : d'ailleurs le général Assad ne déclare-t-il pas que « la responsabilité des événements de septembre 1970 est partagée entre le roi Hussein, la résistance palestinienne et les autres pays arabes » ?

L'intégration entre les deux pays se manifeste désormais sur le plan militaire de manière fort sensible puisque les deux armées, malgré un équipement différent, sont maintenant entraînées pour ne faire qu'une, sous commandement unique, en cas de conflit. Dans le domaine économique, de nouvelles dispositions douanières exemp-

tent de droits les produits nationaux échangés. Dans le secteur industriel, une société mixte au capital de 60 millions de dollars est créée, ce capital étant partagé également entre les deux pays. Enfin, en ce qui concerne les communications, une harmonisation des réseaux sera faite progressivement. Il n'est pas jusqu'à l'information et l'enseignement, dont

le général Assad est devenu le maître du jeu puisqu'il tient les Palestiniens, qu'il contrôle indirectement une grande partie des forces armées et qu'il assure enfin la survie des chrétiens.

Tout au long de cette crise, la Syrie s'est vue accusée par tous les bords d'ingérence, favorisant tour à tour ou en même temps les Palestiniens, les phalangistes, les forces progressistes, armant les uns et les autres, distribuant fi-

l'O.L.P. exprime, le 6 février 1976, son opposition à la décision du roi Hussein de « réactiver » le Parlement jordanien dissous en 1974, redoutant dans cette initiative une remise en question de l'accord de Rabat de considérer l'O.L.P. comme représentant unique et légitime du peuple palestinien, elle ne se déclare pas opposée à la création d'un front syro-jordanien. Il est au demeurant peu vraisemblable que la Jordanie prenne le risque, alors que s'est engagé un processus politique important pour elle, de remettre en question le rôle de l'O.L.P. dont elle n'ignore pas que Damas reste le soutien le plus actif.

La médiation au Liban

Dans l'affaire libanaise, le général Assad aura attendu près de neuf mois avant de se résoudre à intervenir officiellement et aussi directement à un moment où l'Etat libanais n'avait plus d'existence réelle, où l'économie se trouvait totalement anéantie, et surtout alors que les forces en présence, tant chrétiennes que progressistes, n'arrivaient plus à se relever. Seules ces conditions pouvaient faire que nul n'ose ouvertement reprocher aux autorités syriennes des desseins annexionnistes, y compris Israël. Et pourtant il est raisonnable de penser que l'arrivée de la Syrie, qui joue incontestablement son rôle de « protecteur », met celle-ci dans une position nouvelle en lui donnant des responsabilités qui dépassent maintenant largement ses frontières. Le général Assad est devenu le maître du jeu puisqu'il tient les Palestiniens, qu'il contrôle indirectement une grande partie des forces armées et qu'il assure enfin la survie des chrétiens.

PHILIPPE RONDOT.

XXIII^e FOIRE INTERNATIONALE DE DAMAS

25 juillet - 20 août 1976

— Par sa position privilégiée, la Foire internationale de Damas est le lieu de rencontre annuel des industriels et commerçants venus de tous les points du globe.

— Trait d'union entre l'Occident et l'Orient avec plus de 43 pays participants.

— Plus d'un million de visiteurs.

— Plus de deux mille exposants.

Pour de plus amples informations, s'adresser : 67, boulevard Baghdad DAMAS - R.A.S.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA FOIRE INTERNATIONALE DE DAMAS

ARAB ADVERTISING ORGANISATION

general organization of chemical industries

- Société de Production et d'Industrie Chimique (S.P.I.) - 1276 - Rue Khayrallah - Damas
- Produits : Acide sulfurique, Acide phosphorique, Acide nitrique, Acide chlorhydrique, Acide borique, Acide silicique, Acide manganique, Acide chromique, Acide vanadique, Acide sélénique, Acide tellurique, Acide iodique, Acide bromique, Acide fluorhydrique, Acide arsénique, Acide antimonique, Acide bismuthique, Acide cobaltique, Acide nickelique, Acide cuprique, Acide mercurique, Acide plombique, Acide étainique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelésique, Acide cuprésique, Acide mercurésique, Acide plombésique, Acide étainésique, Acide manganésique, Acide chromésique, Acide vanadésique, Acide sélénésique, Acide tellurésique, Acide iodésique, Acide bromésique, Acide fluorésique, Acide arsénésique, Acide antimonésique, Acide bismuthésique, Acide cobaltésique, Acide nickelés

(Suite de la page 5.)

Le gouvernement du Cairo montre ainsi qu'en cas de violation de l'intégrité territoriale syrienne il soutiendra le gouvernement de Damas. Les intrigues américaines, inspirées par la fameuse doctrine Eisenhower, se multiplient d'ailleurs en Syrie ; un rapprochement avec l'Union soviétique aide à les mettre en échec ; la résistance syrienne ne stimule pas seulement la conscience unitaire arabe, elle contribue très efficacement à susciter le mouvement mondial qui dès l'automne 1957 inspire la solidarité des nations africaines et asiatiques, esquisse de la future organisation des Etats non alignés.

La Syrie accomplit bientôt la démarche unitaire la plus retentissante qui ait eu lieu jusqu'alors dans le monde arabe. Elle met en action le principe que proclame déjà sa constitution du 5 septembre 1950 : « Le peuple syrien, partie de la nation arabe, aspire au jour où celle-ci s'unira en un Etat unique. » S'il est un point sur lequel se rencontrent durant l'hiver 1957-1958, bien que pour des motifs assez différents, les tendances multiples de l'opinion syrienne, c'est bien le vœu d'une union syro-égyptienne. Les socialistes du Baas voient dans Gamal Abdel Nasser le destructeur d'une monarchie honnie, le réalisateur de la réforme agraire, le diplomate et la stratégie qui a mis en échec Israël et deux puissances occidentales.

Modérés et conservateurs, de leur côté, pensent que la Raïs saura défendre l'ordre établi contre les éventuels entraînements de l'extrême gauche. Nul ne prend garde, que les économies de ces deux pays, dépourvues d'ailleurs de frontières communes, sont moins complémentaires que concurrentes. D'ailleurs, l'anticommunisme unitaire, toujours vif à Damas et stimulé par de longs mois d'inquiétude, balaie toutes les hésitations et toutes les résistances, et, le 14 janvier 1958, le Parlement syrien donne mandat secret au président Choukri Kouatli de conclure avec le président Gamal Abdel Nasser une union effectivement proclamée, le 22 février.

Nombre de malentendus, de froissements réciproques, de difficultés imprévues de réalisation pratique, entraveront cependant le fonctionnement de la République arabe unie. Au Cairo, on se méfie à la fois du bellicisme du Baas de l'époque et de ses ambitions gouvernementales exclusives ; on s'efforce de le mettre discrètement en échec lors des consultations électorales ; on désigne, à l'extérieur, une ligne politique assez opportuniste. M. Akram

TRENTE ANNÉES D'HISTOIRE

Hourani, nommé vice-président, et donc devenu le deuxième personnage de la R.A.U., ne tarde pas à se démettre.

A Damas, on regrette l'emprise croissante de la bureaucratie égyptienne. Faisant preuve de peu de psychologie, les représentants du gouvernement égyptien adoptent dans la Syrie, devenue la « province du Nord », une attitude tailleur et répressive ; affectant de ne voir dans l'opposition qu'ils rencontrent que l'expression de vues particularistes, ils accentuent une centralisation déjà consolidée par les Syriens comme exagérée. Au cours de l'été 1961, les gouvernements locaux des deux provinces sont supprimés, au profit d'une concentration plus grande encore des pouvoirs ; l'Assemblée provinciale du Nord est transférée de Damas au Cairo.

Ainsi s'explique que, malgré le sentiment profondément unitaire qui continue pourtant d'animer la masse syrienne, la réaction particulariste déclenchée fin septembre 1961 à Damas, sous l'inspiration de la

bourgeoisie, par quelques officiers déçus, ne se heurte à aucune résistance, mais suscite même quelque soulèvement chez certains. Gamal Abdel Nasser, après avoir esquisé une brève riposte, conclut qu'il a été non pas combattu par le peuple syrien, mais mis en échec par la « réaction », avec laquelle il reconnaît avoir eu le tort de composer en Syrie, et qu'il se promet de combattre désormais partout, à commencer par l'Egypte.

Dis-huit mois de régime « séparatiste » en Syrie (23 septembre 1961-8 mars 1963) constituent cependant une contre-épreuve particulièrement éclairante. Plusieurs cabinets de tendance conservatrice ou « modérée » se succèdent, sans montrer aucune efficacité réelle en aucun domaine, mais non sans susciter, dans l'armée comme au sein des masses populaires, un malaise croissant. La bourgeoisie des cités syriennes semble bien alors manifester son incapacité à installer une autorité stable dans le pays et à lui procurer les moyens d'un harmonieux développement.

Le Baas accède au pouvoir (8 mars 1963) et édifie ses structures

L'armée, qui à diverses reprises manifeste son impatience à l'encontre du gouvernement bourgeois, sort d'abord de l'ombre au mouvement populaire.

Le général Ziyad Hariri, qui commande sur le front de Palestine, est l'objet d'une mutation pour servir à l'étranger ; le 8 mars 1963, à la tête de quelques unités, il marche sur Damas ; et, sans coup férir, il renverse le gouvernement. A la place de celui-ci s'installe une formation composée au sein de laquelle les baasistes se rencontrent avec des progressistes, des indépendants et des officiers d'orientation plus ou moins précise. Pour à peu le Baas l'emporte ; la tendance lui est d'ailleurs à ce moment favorable aussi à Bagdad, où il a grandement contribué, un mois plus tôt, à renverser le général Abdel Karim Kassam, puis s'est aussitôt préoccupé d'essayer une union avec l'Egypte.

La Syrie ne saurait manquer de s'associer à cette tentative unitaire, qui d'ailleurs suscite chez Gamal Abdel Nasser quelques réserves : tirant les leçons de la rupture de la République arabe unie, le Raïs préconise l'unité des objec-

tifs plutôt que celle des structures ; mais même sous l'empire d'une formule aussi souple, des divergences apparaissent. Le Baas a pour devise : « Unité, Libération, Socialisme » ; cependant, bien des choses dépendent de l'ordre dans lequel ces différents idéaux devront être réalisés, et l'Egypte, qui, dans la pratique, vient avec sa charte nationale de 1952, de donner le pas à l'édification socialiste, suggère aux Etats qui entendent s'unir avec elle l'adoption de ses propres formules. Les conversations tripartites, néanmoins ouvertes, comportent d'abord l'échange sans ménagement de griefs réciproques, puis aboutissent à une décision formelle d'union ; celle-ci devrait être réalisée par étapes, mais les travaux préparatoires menés dans chacun des Etats font aussitôt apparaître de déconcertantes divergences.

Aucune suite ne peut donc être donnée au projet d'union tripartite. Tandis que règne à Bagdad une confusion politique qui aboutira quelques mois plus tard à la dictature d'Abdel Salam Aref, le Baas édifie peu à peu à Damas un gouvernement homogène, réoriente l'ar-

mée vers ses tâches militaires, d'ailleurs urgentes, et écarte du pouvoir, sans brutalité mais sans complaisance, non seulement les opposants en puissance mais les personnalités trop séduites par Le Cairo. La réaction égyptienne se manifesta brutalement au cours de l'été par une tentative de coup de force qui mettait en échec les milices très opportunément constituées par le parti et au sein desquelles ministres et hauts fonctionnaires s'étaient eux-mêmes à faire le coup de feu. De cette épreuve, le gouvernement, qui a montré sa vigilance, son esprit de décision et sa fermeté, sort considérablement renforcé.

Parti arabe, le Baas s'organise sous un commandement national à l'échelle de la nation arabe dans son ensemble, et sous des commandements régionaux institués dans chacun des pays où il s'implante. Il concilie ainsi le respect et le service de l'idéal unitaire arabe avec les immédiates nécessités locales exigeant un pouvoir à la fois fort et souple.

Les structures provisoires de l'Etat devront faire place à un système constitutionnel régulier comportant une représentation populaire. Il s'agit donc, durant les premières années du pouvoir baasiste en Syrie, d'une formule de transition permettant l'exercice de l'autorité par une équipe vigoureuse et déterminée, et organisant avec souplesse les mécanismes grâce auxquels d'éventuelles déviations, toujours à craindre en l'absence de contrôle populaire public, pourront être mises en échec. En fait, comme le montreront les « redressements » successifs du 23 février 1966 et du 14 novembre 1970, ce système va être en Syrie parfaitement efficace.

La « mentalité d'arrière-pensée de domination au sein du parti » suscite en effet, à la fin de l'hiver 1966, un mouvement de rééquilibrage qui aboutit à l'élimination du général Amine al-Hafez et de la « droite aventuriste ». De la sorte, le Baas syrien se sépare des chefs historiques, dont les tendances doctrinaires, sociales et économiques de l'Etat. A des attitudes dures qui isolent la Syrie des autres pays arabes, développent une sorte de lutte de classes étrangère à l'esprit du parti, affaiblissent l'économie, et, par conséquent, diminuent à tous égards la capacité de combat, le général Hafez al-Assad oppose une conception plus large et plus libérale : il ne réduit pas à influencer l'appareil du parti,

toute manière, à ajourner les redressements internes.

La tension croissante avec Israël impose en effet au gouvernement syrien de lourdes responsabilités. Dès qu'à partir de 1964 la résistance palestinienne commence à manifester une activité soutenue, il lui donne son appui et aide à son organisation, par la création sous ses auspices du mouvement Al Saïta et de l'armée de libération palestinienne. Au cours de l'hiver 1966-1967, il est publiquement dénoncé

Le « mouvement de redressement » (16 novembre 1970) porte au pouvoir le général Hafez el-Assad

La crise jordanienne de septembre 1970, en servant de révélateur à un des plus graves différends internes du Baas syrien, constitue un nouveau tournant dramatique de l'évolution du parti. La direction régionale de Damas, en effet, se trouve divisée quant à l'opportunité d'un appui armé aux fedayin de Jordanie, que pourchasse et extermine l'armée jordanienne. Derrière le général du cadre de réserve Salah Jold, personnalité particulièrement influente, se rangent nombre d'officiers et de responsables politiques qui estiment qu'à tout prix la Syrie doit intervenir ; des unités blindées se mettent en mouvement. Mais le général Hafez el-Assad, ministre de la Défense, pense, avec la plupart des dirigeants civils, que pareille entrée en campagne ne peut que tourner au désastre, car Israël effectivement appuyé par des forces américaines, saisi l'occasion d'assener un coup décisif aux armées arabes engagées dans une lutte fratricide ; il refuse donc le concours de l'aviation, dont il accorde le commandement, et il provoque le retrait des éléments déjà entrés dans le territoire jordanien.

Le conflit entre les deux tendances baasistes, porté dès fin octobre devant un congrès national extraordinaire, concerne d'ailleurs non seulement le drame de septembre mais toute l'orientation politique, sociale et économique de l'Etat. A des attitudes dures qui isolent la Syrie des autres pays arabes, développent une sorte de lutte de classes étrangère à l'esprit du parti, affaiblissent l'économie, et, par conséquent, diminuent à tous égards la capacité de combat, le général Hafez al-Assad oppose une conception plus large et plus libérale : il ne réduit pas à influencer l'appareil du parti,

par Israël comme le plus redoutable « fauteur de guerre » en Orient. En juin 1967, l'armée syrienne entre en campagne pour étayer l'armée égyptienne, mais ne peut redresser une situation déjà irrémédiablement compromise ; et pour couvrir la capitale, siège des pouvoirs, elle évacue les fortifications du Golan, où elle s'est risqué de se voir encerclée. Au « sommet » arabe de Khartoum, en juillet-août 1967, le gouvernement syrien juge inutile de figurer : son intransigeante fermeté à l'encontre d'Israël et aux côtés de la résistance palestinienne va au-delà des formules qui pourraient y être arrêtées.

Plébiscite quatre mois après comme chef de l'Etat, le général Hafez el-Assad élargit la plate-forme politique du gouvernement syrien en suscitant le 7 mars 1972, sous l'égide du Baas, la création d'un Front national progressiste. Cette organisation regroupe, avec le Baas, qui garde le monopole du recrutement dans l'Université et dans l'armée, le parti communiste syrien et trois formations « nassériennes » : Union socialiste arabe, Mouvement des socialistes arabes, Mouvement des socialistes arabes. Lors des élections législatives du 25 mai 1973, ces différents partis se voient attribuer respectivement 104, 6, 4, 4 et 5 sièges.

Durant les premières années de l'indépendance, la Syrie a connu diverses fluctuations politiques ; sans doute s'agissait-il moins, cependant, d'une instabilité chronique que de la poussée progressive, mais souvent contrariée, et donc saccadée, de forces populaires, qui non sans quelques nouvelles secousses trouvent enfin leur assiette dans le Baas. Treize années de continuité de ce parti, depuis le printemps 1963, à la direction de l'Etat syrien ; cinq années d'assidues réformes depuis l'automne 1970, confèrent à la République arabe syrienne, si constante dans son effort unitaire arabe et sa fidélité à la cause palestinienne, une autorité internationale et un prestige qui décuplent ses forces.

PIERRE RONDOT.

general organization of chemical industries

● Société de Peintures et d'Industries Chimiques - B.P. 1.276 - Rue Kharabo - Damas.
Produit : Peintures diverses, laque, apprêt.

● Société des Industries Syriennes du Verre et de la Porcelaine, B.P. 439 - Hach Bloss - Damas.
Produit : Objets ménagers en plastique, matériel de bureau, tuyaux et tubes de plastique, feuilles de linoléum.

● Société des Produits en Caoutchouc Abila - B.P. 795 - Damas.
Produit : Produits en caoutchouc pour la chaussure, chaussures de caoutchouc, boyaux pour bicyclettes.

● Société Arabe des Détergents (SAR) - B.P. 682 - Damas.
Produit : Poudre à nettoyer SAR, Poudre à vaisselle SAF, blanchissant SULTAN.

● Société Médicale Arabe (THAMECO) - B.P. 2.019 - Damas.
Produit : Peaux de vaches tannées diverses.

● Société Arabe des Produits en plastique, caoutchouc et cuir - B.P. 369 - Alep.
Produit : Chaussures en plastique et en caoutchouc, peaux tannées et peaux de chamois pour sacs de dame, cuirs imprimés.

● Usine d'Engrais Azotés - Homs.
Produit : Engrais azotés.

● Société des Industries de Transformation - B.P. 2.803 - Damas.
Produit : Mouchoirs en papier, papier hygiénique, serviettes.

● Société Médicale Arabe (THAMICO) - B.P. 976 - Damas.
Produit : Préparations médicales diverses.

GOFI

general organization for food industry

★ SOCIÉTÉ DES HUILES DE LATTAQUE

★ SOCIÉTÉ DE DAMAS POUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES

★ USINE DE DESHYDRATATION DES OIGNONS ET LEGUMES

★ SOCIÉTÉ SYRIENNE POUR LA FABRICATION DE BISCUITS ET CHOCOLATS, S.A.

★ SOCIÉTÉ MODERNE DES CONSERVES ET PRODUITS AGRICOLES

★ SOCIÉTÉ ARABE SYRIENNE POUR L'INDUSTRIALISATION DU RAISIN

★ SOCIÉTÉ AL CHARK DES PRODUITS ALIMENTAIRES

★ SOCIÉTÉ ARABE SYRIENNE DE LAITIÈRE

★ SOCIÉTÉ ARABE SYRIENNE DE PRODUCTION ET MARKETING DE L'ARACHIDE

★ SOCIÉTÉ ARABE POUR LA FABRICATION DES HUILES ET SAVONS

★ SOCIÉTÉ DES HUILES DE RAMA

★ SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE SYRIENNE DES HUILES VÉGÉTALES

★ LAITIÈRE DE HOMS

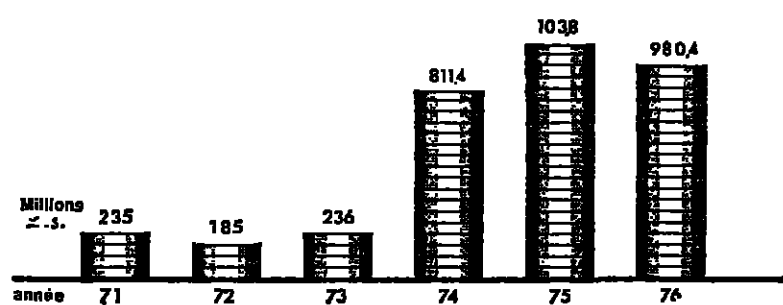
★ SOCIÉTÉ DU LITTORAL SYRIEN POUR LES CONSERVES ET PRODUITS AGRICOLES

★ SOCIÉTÉ DE HOMS POUR LE TRAITEMENT DU RAISIN

(PUBLICITÉ)

LE PETROLE SYRIEN en quelques chiffres

a) Les investissements durant le plan quinquennal 1971-1975 :



b) Répartition des investissements selon les branches d'activité :

Branche d'activité	millions de L.S.
Prospection et exploitation	917
Transport et pipe-line brut	505
Raffinage	802
Distribution	306

Prospection :

a) Géophysique

5 équipes de recherche et de prospection (sismique et gravimétrique)

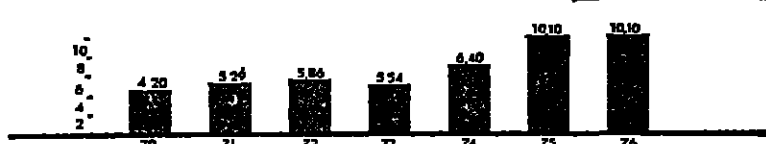
1 équipe de prospection off-shore

b) Forage de prospection (1971-1975 : 160.000 mètres

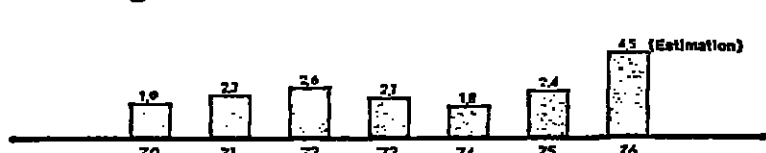
Production et exploitation :

a) Nombre de puits productifs forés : 334
Nombre total de puits forés : 369

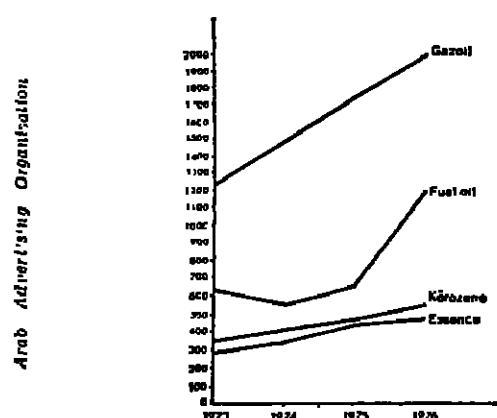
b) Production en millions de tonnes :



Raffinage :



Evolution de la consommation :



		Longueur Km.	Capacité Tonnes
a) OLEODUC	Karatchouk-Tartous (Pétrole brut)	650	12.000.000
b) OLEODUC	Homs - Damas - Hama - Alep - Homs - Lattaquié (Produits raffinés)	520	1.864.000

MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DES RESSOURCES MINÉRALES

Rue Montanabi - Damas - Syrie

LE MINISTÈRE DIRIGE ET SUPERVISE LES SOCIÉTÉS SUIVANTES :

- Société Syrienne du Pétrole : recherches, exploitation, production et commercialisation. B.P. 2849 Damas
- Société de la Raffinerie de Homs : Raffinage et industries annexes. Homs
- Société de Transport du pétrole brut syrien : Oléoduc Karatchouk-Banias. Homs
- Société Syrienne pour la Distribution des produits pétroliers - SADCOP. B.P. 40 Damas
- Société Industrielle d'Asphalte et des Huiles minérales. Lattaquié
- Société de la Raffinerie de Banias. Banias
- Société Générale des Phosphates. B.P. 288 Homs

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PETROLIER

Les politiques de développement du secteur pétrolier en Syrie ont été conçues et adoptées depuis 1971, selon les directives du président de la République, H. Hafez el-Assad, de telle manière que les ressources qui en résultent contribuent largement au développement économique et social du pays. Soit :

- Exploration et recherche pétrolières dans des zones sous étendue de territoire.
- Production et utilisation optimum des champs pétroliers déjà découverts.
- Exportation d'une partie de la production pour assurer une rentrée de devises nécessaires à l'extension du plan de développement.
- Raffiner localement une partie de plus en plus grande du pétrole syrien afin de pourvoir aux besoins du pays et de vendre maximum la valeur ajoutée à l'intérieur.

a) Ordon de l'Assemblée.

LES RÉALISATIONS

Les réalisations étaient conformes aux objectifs définis :

RECHERCHE ET PROSPECTION.

a) Un optimisme constant régnait quant aux possibilités de découvertes pétrolières. Cinq équipes de géophysique, deux syriennes, deux françaises et une algérienne, procédaient à des recherches couvrant des surfaces sous étendue de territoire au Nord-Est, à l'Est et dans la région d'Alep. Une équipe américaine procéda à des recherches off-shore.

b) 100.000 mètres de forage ont été effectués pour compléter les recherches géophysiques dans les structures favorables.

EXPLOITATION ET PRODUCTION.

a) La Société Syrienne du Pétrole continue le travail d'aménagement des champs pétroliers productifs ainsi que les travaux de forage qui ont progressé assez vite. Le nombre total des puits forés dans les champs de Rasmeia, Soudieh, Karatchouk et Beisat s'élevait à la fin de 1975 à 369 puits forés dont 334 productifs.

b) La production augmentait continuellement aux objectifs et est passée de 4,2 millions de tonnes en 1970 à 10,1 millions de tonnes en 1975.

c) Le plan de production prévoit la mise en service de la capacité de production au même niveau dans les champs actuellement en exploitation.

TRANSPORT ET FACILITÉS.

Le transport du pétrole brut syrien depuis les champs de Nord-Est jusqu'au port de Tartous en Méditerranée, se fait par oléoduc de 650 km de longueur. La capacité initiale était de 5 millions de tonnes, elle a été portée à 7 millions par le 12 millions de tonnes.

RAFFINAGE

Malgré les bombardements traditionnels en octobre 1973, la capacité de raffinage est portée de 1,97 million de tonnes en 1970 à 4,45 millions de tonnes en 1976. Des unités industrielles annexes ont été construites à la raffinerie de Homs et ont permis la production des huiles de lubrification. On a commencé déjà en 1975 la construction d'une nouvelle raffinerie au port méditerranéen de Banias de 5 millions de tonnes de capacité, on prévoit pour le début de 1978 le commencement de la production.

سوريا في العالم

De l'empire ottoman à l'indépendance

La plupart des grandes crises politiques qui ont secoué (et qui secouent toujours) le Proche-Orient arabe trouvent leur origine dans trois séries d'accords de la Grande Guerre ayant trait à l'entente syro-arabe, qui ont constitué autant de « bombes à retardement » léguées par la Grande-Bretagne aux peuples de la région.

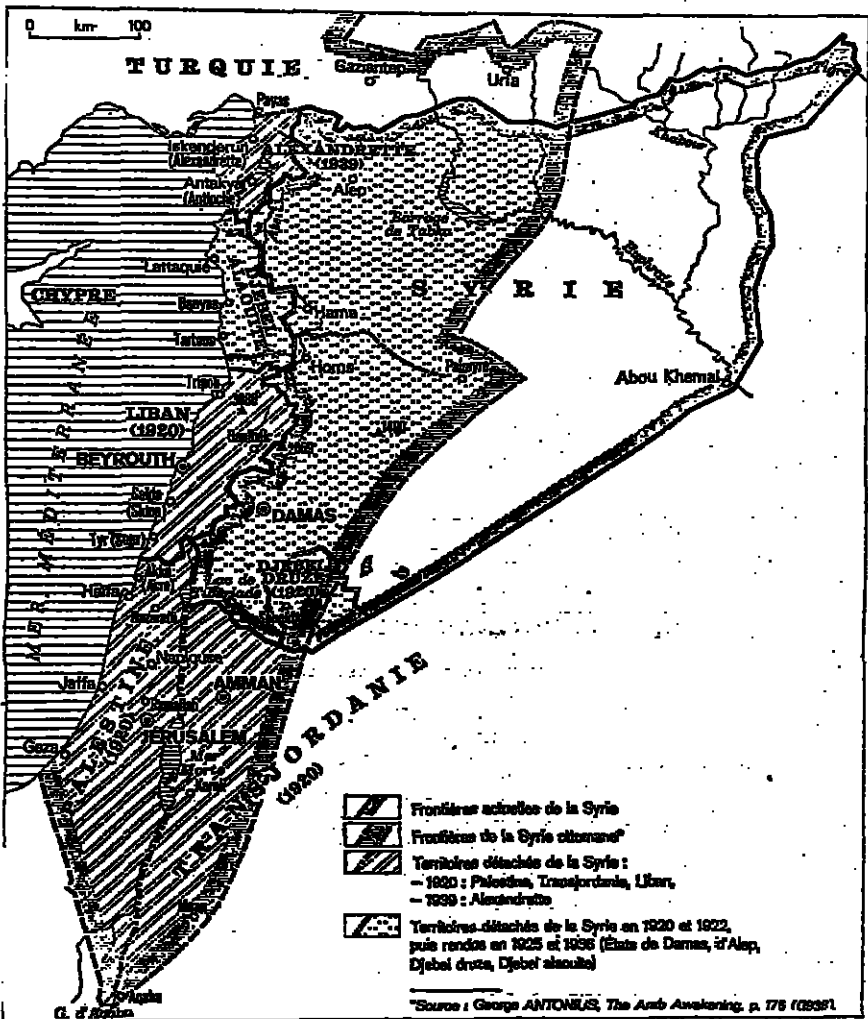
À la suite de l'entrée en guerre de la Turquie aux côtés des empires centraux, les Britanniques, désireux d'écarter toute menace des puissances de l'Entente dirigée contre leurs intérêts sur la fameuse « route des Indes », et cherchant à prendre à revers les armées ottomanes, avaient noué des « contacts » avec différents chefs arabes de la péninsule pour les inciter à se révolter contre les Turcs. Dans cette perspective, le 24 octobre 1915, à la suite d'une correspondance suivie, Sir Henry McMahon, haut-commissaire en Egypte, avait promis au chérif Hussein de La Mecque — au nom du gouvernement britannique — la couronne d'un grand empire arabe qui groupait une confédération d'États (Hedjaz, Syrie, Irak). L'État de Syrie, dont le trône serait dévolu à Fayçal, fils du chérif Hussein, comprendrait les sandjaks de Jérusalem

Or, la Palestine, presque exclusivement peuplée d'Arabes, était incluse dans la Syrie ottomane et dans la Syrie arabe telle que délimitée par les accords Hussein-McMahon. Non seulement la Grande-Bretagne en faisait une entité particulière, mais, en outre, elle la soumettait à la colonisation de peuplement juive.

Après le déclenchement de la révolte arabe (juin 1916) et la progression des forces alliées au Proche-Orient (offensive du général Allenby), le front turc cède et — conformément aux accords Hussein-McMahon — Fayçal est proclamé roi de Syrie en 1919.

Les nouvelles frontières

Mais les accords Sykes-Picot (1916), dont les dispositions essentielles sont confirmées par le traité de San-Remo (25 avril 1920) prévoyant le fractionnement de la « Syrie historique » en deux zones confiées respectivement aux mandataires français et britanniques. Les troupes françaises débloquent donc sur le littoral syrien, brisent la résistance et l'armée arabe à la bataille de Maysaloun (1920) et provoquent le départ de Syrie du roi Fayçal.



et du Liban, les vilayets de Beyrouth et de Syrie, et la partie occidentale du vilayet d'Alep. Encouragé par ces promesses et appuyé par les Britanniques, le chérif Hussein déclenchait, en juin 1916, la révolte arabe.

Comme on pouvait s'y attendre, Paris, informé par Londres des échanges Hussein-McMahon, rejette catégoriquement le projet d'empire arabe. Et de février à octobre 1916, une série d'accords sont conclus entre les négociateurs français (M. Georges Picot), anglais (M. Mark Sykes) et russe (M. Sazanov, ministre des affaires étrangères). Ces accords stipulent que l'Asie arabe sera en majeure partie soumise au contrôle respectif de la France et de la Grande-Bretagne. La partie palestinienne de la Syrie sera administrée par les Britanniques (qui contrôleront aussi l'Irak) ; le reste de la Syrie sera cédé à la France.

La caducité des accords Hussein-McMahon

Comme l'écrit M. René Kallisky : « Les accords Sykes-Picot trahissent de manière évidente les engagements de l'Entente avec les promesses qui avaient été faites au chérif Hussein. » Mais la Grande-Bretagne réservait d'autres surprises aux Arabes.

Le 2 novembre 1917, lord Balfour, secrétaire au Foreign Office, adressait à lord Rothschild (qui servait d'intermédiaire entre le mouvement sioniste et le gouvernement britannique) une lettre par laquelle il exprimait l'appui de la Grande-Bretagne à l'établissement, en Palestine, d'un « foyer national pour le peuple juif ».

(qui ne tardera pas à recevoir de nombreux Libanais chrétiens et jouent un rôle important).

À l'intérieur de leur zone de contrôle respective, les puissances mandataires vont achever le démembrement de la Syrie. Dès 1921, la Grande-Bretagne crée de toutes pièces l'émirat de Transjordanie, séparé artificiellement de la Palestine et ouvre ce dernier territoire à l'immigration juive. De son côté, la France proclame l'avènement de l'État libanais (30 août 1920), qui bénéficie depuis des siècles d'une large autonomie. Elle tente d'autre part en favorisant des aspirations particularistes centrifuges, de scinder ce qui reste de la Syrie en plusieurs entités distinctes : les États d'Alep et de Damas (septembre 1920 - janvier 1925), l'État du Djebel druze (mars 1922 - décembre 1936), l'État des Alaouites (juillet 1922 - décembre 1936) ; mais cédant à la poussée des aspirations unitaires syriennes, la France finit par ratifier le regroupement de ces différents territoires.

Le « contraire » de la Syrie n'est pas encore terminé : en 1936-1939, en vue de détacher la Turquie des puissances de l'Asie, la France proclame d'Alexandrette, malgré la volonté de la majorité de la population de demeurer syrienne.

Comment s'expliquer dès lors que se développent à Damas des idéologies « grand-syriennes » et pan-arabes ? C'est une réaction d'auto-défense qui a fait des Syriens menacés dans leur existence même les champions de l'irréductibilité, les adeptes fervents de la « Résurrection » (Baas) arabe.

M. Y.

Le BAAS ou la quête de l'unité arabe et du socialisme

Le BAAS a été l'un des premiers défenseurs de l'union entre les différents pays arabophones du Proche-Orient et du Maghreb dans le cadre d'un État arabe fédéral. Il ne s'est cependant pas contenté d'affirmer la

nécessité de l'unité arabe. Adaptant son organisation et ses activités aux principes unitaires qu'il prônait, il a essaimé dans la plupart des États arabes : Syrie, Irak, Jordanie, Liban, Yémen du Nord, Yémen du Sud, Bahreïn, Koweït, Arabie Saoudite, Libye, etc. Le Baas est aussi le premier mouvement du tiers-monde à avoir lié les aspirations socialistes aux impératifs unitaires et à avoir saisi l'importance de l'éducation idéologique des forces armées.

La plupart des mouvements nationalistes du Proche-Orient arabe sont issus d'un « tronc commun » : les sociétés secrètes « al Qahlanja » (1909-1911), « al Fatah » (1911-1920) et « al Ahd » (1914-1920), qui ont lutté pour arracher l'indépendance des territoires arabes de l'empire ottoman.

Après le succès de la révolte arabe (1916-1918) et l'instauration du mandat français en Syrie (1920), les militants nationalistes arabes se sont regroupés au sein du parti de l'« Istiqlal » (1920-1932), le seul à avoir régi la « parcelisation » du monde arabe, en Irak, en Transjordanie et au Liban.

En 1932, la nouvelle intelligentsia nationaliste arabe, qui comprend des enseignants, des hauts fonctionnaires, mais aussi un nombre croissant de représentants de la petite bourgeoisie urbaine (professeurs, journalistes...) fonde la Ligue d'action nationaliste, premier véritable parti syrien. La Ligue — comme plus tard son héritier le Baas — se veut un mouvement pan-arabe laïc : c'est à Qomayel (Mont Liban) qu'elle tient,

Arabes) alors que, paradoxalement, le Grec orthodoxe Michel Aflak verra dans l'islam le catalyseur des forces latentes de l'arabisme et fera appel aux chrétiens arabes pour qu'ils « se baignent » dans la civilisation musulmane ambiante afin de retrouver leur authenticité.

D'autre part, c'est à Zaki Al Arzouzi que revient le mérite d'avoir doté, pour la première fois, le Baas d'un embryon de structures politiques. Dès la première réunion constitutive (novembre 1940), malgré la modestie des effectifs, une section politique et une section culturelle sont instituées. Un responsable est chargé d'établir la liaison entre les deux sections et un trésorier prend en charge les finances de l'organisation.

Entre-temps, et jusqu'en 1943, deux professeurs nationalistes arabes de l'école secondaire officielle de Damas, qui avaient été formés dans les universités de Paris, Michel Aflak et Salah Bishar, regroupent leurs disciples au sein du mouvement « al Ithya al Arabi », la « Résurrection arabe », qui offrait l'image d'une assemblée d'élèves guidés par des maîtres, s'adonnant à de nombreuses activités culturelles (conférences, débats, lectures, traduction...).

Bishar, et surtout Aflak, y développaient des thèmes suivants : « Le nationalisme arabe est la source des valeurs supérieures. La nation arabe, dont le passé fut glorieux, est minée par la désintégration et soumise à la domination étrangère. » Parmi les nombreuses causes de la décadence arabe (faiblesse du corps social arabe, interventions étrangères...) l'une d'elles a fait l'objet de longs commentaires : « La maladie du verbe » (logorrhée). Pour Aflak, « les Arabes n'ont pas connu une époque où le verbe a pris une aussi grande importance, et pourtant notre période est celle qui connaît le moins de vitalité et de prospérité. » Mais l'espoir demeure, car « l'âme arabe, qui s'est égarée à l'époque de l'Égypte, ne s'est pas éteinte quand la décadence est survenue ». Elle est seulement enfouie sous des tas de débris. « Al Inqilab » (le « soulèvement ») permettra l'émergence brutale de l'âme arabe et le rejet des débris de pourriture qui la recouvraient.

Seule l'avant-garde (« al Taïfa ») de la nouvelle génération arabe peut entreprendre « al inqilab » car, tout en faisant partie de la société décadente, elle refuse « la compromission, la soumission et l'immunité ». Autrement dit, « la foi » et « l'intégrité », l'avant-garde entreprendra une ascèse à l'échelle individuelle, avant de propager la flamme qui embrasera la nation arabe par l'enseignement et la prédication. Alors seulement, « l'unité mettra fin à la désintégration, la liberté chassera l'oppression, et le socialisme remédiera au sous-développement ».

Le socialisme et les militaires

En 1943, Arzouzi, désabusé, se détache de la politique, et ses partisans se rallient au groupe dirigé par Aflak-Bishar, qui a abandonné le nom de « Al Ithya al Arabi » pour celui de « Al Baas al Arabi ». Ce mouvement, par sa composition sociale, apparaît lié à des catégories sociales frustrées, inquiètes et ambiguës (jeunes, ruraux urbanisés, minorités religieuses, classes moyennes), ayant le plus intérêt à « monter à l'assaut de la vieille société traditionnelle, dominée par la grande bourgeoisie urbaine sunnite ».

Malgré sa retraite, l'impact d'Arzouzi — considérable — se manifestera par l'intermédiaire de ses anciens disciples, ralliés au Baas « ahlakien » (Wahib Al Ghanem Stelman Issa, Sadiq Ismail...), qui joueront un rôle important au sein du parti. La permanence idéologique du courant « arzouzien », qui reproche à Michel Aflak ses « compromis » avec la classe dirigeante syrienne et les dictatures militaires (Husni Zaim et Sami Hannoussi en 1949, Adib Al Chichakli jusqu'en 1954), ainsi que son « hostilité à l'égard du socialisme », se caractérisera par la lecture et le commentaire des œuvres du grand absent.

Il serait malaisé de définir les contours de la doctrine sociale du Baas, les conceptions variant en fonction de la personnalité des différents théoriciens baasistes et suivant les différentes étapes de l'évolution du parti. Contentons-nous d'affirmer que la colonisation socialiste du Baas est bien antérieure à l'adhésion d'Akram Haurani (leader populiste antédila) de la ville de Hama) au parti (1953-1954), et que les anciens disciples d'Arzouzi ont joué un rôle important dans l'élaboration du socialisme baasiste : Wahib Al Ghanem affirme que de longues discussions lui furent nécessaires pour convaincre Aflak de la nécessité de préciser le contenu social de l'idéologie baasiste dans le texte de la « Constitution » du parti élaborée en 1947. Bien plus, au cours des débats qui suivirent l'adoption de la « Constitution », lors du premier congrès du parti (avril 1947), le courant arzouzien dirigé par Wahib Al Ghanem fut taxé d'« extrémisme marxiste ».

Il est courant d'entendre dire de nos jours qu'Akram Haurani a été le « cheval de Troie » qui a permis au Baas de diffuser son idéologie au sein des forces armées syriennes. Et de fait, grâce aux nombreuses amitiés qu'a entretenues ce leader progressiste chif dans les milieux militaires (Adib Al Chichakli, Adnan Maïki, Moustapha Hamdoun, Abdel Ghani Cannout...), depuis son adhésion à la révolte de Kilani, en Irak (1940), jusqu'à sa participation à la guerre de Palestine (1948) dans les rangs de Fawzi Al Qawikil, il n'est pas un seul coup d'État militaire, de 1949 à 1954, qui n'ait été réalisé avec l'assentiment d'Akram Haurani.

Pourtant, une autre source de « contacts » entre le Baas et l'armée, moins connue que la précédente, a joué un rôle bien plus décisif : le plupart des officiers supérieurs du Baas qui tiennent les rênes du pouvoir en Syrie depuis le 8 mars 1963, et surtout depuis février 1966, ont été gagnés à la cause du Baas par le courant « arzouzien ». Dès 1946, en effet, Wahib Al Ghanem s'était installé à Lattaquié, capitale du Nord-Ouest syrien, qui fournissait aux forces armées l'essentiel des recrues, et avait noué de solides liens avec les jeunes sous-officiers de la région.

La conquête du pouvoir

Quand l'unité syro-égyptienne est proclamée en 1958, Michel Aflak proclame l'auto-dissolution du Baas en Syrie, et appelle les baasistes syriens à rallier l'Union nationale, organisation politique unique de la République arabe unie (R.A.U.). Cette décision du secrétaire général du parti provoque le mécon-

tentement de nombreux militants, surtout après le limogeage ou la mise à l'écart de nombreux officiers baasistes par les autorités de la R.A.U. et après l'échec de nombreux candidats baasistes aux élections de l'Union nationale.

C'est alors qu'est formé, en 1959, au Caire, dans le plus grand secret, un comité militaire, regroupant d'abord les officiers baasistes éloignés en Egypte, avant de compter dans ses rangs la plupart des officiers baasistes demeurés en Syrie même. Après la rupture de l'unité syro-égyptienne (septembre 1961), les officiers du comité militaire, presque tous anciens partisans de Arzouzi, rejettent aussi bien les positions des « baasistes nassériens » (regroupés au sein du Mouvement socialiste unioniste), qui réclament le retour pur et simple au régime de la R.A.U., que celles des hauranistes, qui s'érigent désormais en défenseurs du régime séparatiste.

Quand, le 8 février 1963, le Baas s'empare du pouvoir en Irak, le comité militaire décide d'agir au plus vite, et c'est — un mois plus tard, jour pour jour — la révolution du 8 mars 1963 en Syrie. Séparatistes, nassériens, Frères musulmans et communistes sont mis au pas. En février 1968, c'est au tour de l'aile conservatrice du Baas d'être neutralisée.

Depuis cette date, en Syrie, Zaki Al Arzouzi est redevenu le prophète du Baas, jusqu'à sa mort, survenue le 2 juillet 1963. Le parti, qui a assuré l'avènement du socialisme sur les rives du Barada, qui a engagé la Syrie sur la voie du développement économique, social et culturel, et amorcé l'unification avec la résistance palestinienne, la Jordanie et le Liban, n'est pas seulement l'émancipation d'un courant progressiste : grâce à Zaki Al Arzouzi et à ses disciples, il plonge ses racines dans les traditions du Baas et sa rattaché à la prestigieuse lignée des formations nationalistes arabes qui, depuis les organisations « al Ahd » et « al Fatah », ont mené avec acharnement la lutte pour l'unité et la liberté de la patrie arabe.

MARC YARED.

jouffrieau international

remercie la SYRIE de sa confiance accordée dans l'industrialisation du pays pour les réalisations suivantes :

- Verrerie de DAMAS ;
- Usine de montage de MINIBUS, DAMAS ;
- Usine de fabrication de frigidaire, DAMAS ;
- Usine de porcelaine, DAMAS ;
- Usine de fabrication de courroies, DAMAS ;
- Câblerie, DAMAS ;
- Câblerie, ALEP ;
- Verrerie, ALEP ;
- Usine de fabrication de batteries sèches, LATTAQUIE ;
- Usine de transformation d'aluminium, LATTAQUIE ;
- Usine de sanitaires, HAMA ;
- Usine d'embouteillage, BOUKHEIM ;
- Usine d'embouteillage, DREIKISH.

et maurice jouffrieau



CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES
ENTREPRISE GÉNÉRALE

Siège social : Neuville-sur-Vesne - Aube - France
B.P. 6 - 10190 ESTIBAC - TEL : (25) 45-42-07

Télax : 84.330 Y.

Une politique pétrolière dynamique et pragmatique

Exemplaire spécimen sur demande

LES BÉNÉFICIAIRES ET

**the state's
resources?**

[illegible]

general organ of engin indus

[illegible]

1. 姓名: 李德全
 2. 性别: 男
 3. 年龄: 45
 4. 籍贯: 广东
 5. 职业: 教师
 6. 学历: 本科
 7. 婚姻: 已婚
 8. 子女: 2
 9. 健康状况: 良好
 10. 兴趣爱好: 阅读, 运动
 11. 特长: 写作
 12. 语言能力: 普通话, 粤语
 13. 工作经历: 1990-1995 在某小学任教, 1995-2000 在某中学任教, 2000-2005 在某大学任教, 2005-2010 在某教育局工作, 2010-2015 在某教育局工作, 2015-2020 在某教育局工作, 2020-2025 在某教育局工作, 2025-2030 在某教育局工作, 2030-2035 在某教育局工作, 2035-2040 在某教育局工作, 2040-2045 在某教育局工作, 2045-2050 在某教育局工作, 2050-2055 在某教育局工作, 2055-2060 在某教育局工作, 2060-2065 在某教育局工作, 2065-2070 在某教育局工作, 2070-2075 在某教育局工作, 2075-2080 在某教育局工作, 2080-2085 在某教育局工作, 2085-2090 在某教育局工作, 2090-2095 在某教育局工作, 2095-2100 在某教育局工作, 2100-2105 在某教育局工作, 2105-2110 在某教育局工作, 2110-2115 在某教育局工作, 2115-2120 在某教育局工作, 2120-2125 在某教育局工作, 2125-2130 在某教育局工作, 2130-2135 在某教育局工作, 2135-2140 在某教育局工作, 2140-2145 在某教育局工作, 2145-2150 在某教育局工作, 2150-2155 在某教育局工作, 2155-2160 在某教育局工作, 2160-2165 在某教育局工作, 2165-2170 在某教育局工作, 2170-2175 在某教育局工作, 2175-2180 在某教育局工作, 2180-2185 在某教育局工作, 2185-2190 在某教育局工作, 2190-2195 在某教育局工作, 2195-2200 在某教育局工作, 2200-2205 在某教育局工作, 2205-2210 在某教育局工作, 2210-2215 在某教育局工作, 2215-2220 在某教育局工作, 2220-2225 在某教育局工作, 2225-2230 在某教育局工作, 2230-2235 在某教育局工作, 2235-2240 在某教育局工作, 2240-2245 在某教育局工作, 2245-2250 在某教育局工作, 2250-2255 在某教育局工作, 2255-2260 在某教育局工作, 2260-2265 在某教育局工作, 2265-2270 在某教育局工作, 2270-2275 在某教育局工作, 2275-2280 在某教育局工作, 2280-2285 在某教育局工作, 2285-2290 在某教育局工作, 2290-2295 在某教育局工作, 2295-2300 在某教育局工作, 2300-2305 在某教育局工作, 2305-2310 在某教育局工作, 2310-2315 在某教育局工作, 2315-2320 在某教育局工作, 2320-2325 在某教育局工作, 2325-2330 在某教育局工作, 2330-2335 在某教育局工作, 2335-2340 在某教育局工作, 2340-2345 在某教育局工作, 2345-2350 在某教育局工作, 2350-2355 在某教育局工作, 2355-2360 在某教育局工作, 2360-2365 在某教育局工作, 2365-2370 在某教育局工作, 2370-2375 在某教育局工作, 2375-2380 在某教育局工作, 2380-2385 在某教育局工作, 2385-2390 在某教育局工作, 2390-2395 在某教育局工作, 2395-2400 在某教育局工作, 2400-2405 在某教育局工作, 2405-2410 在某教育局工作, 2410-2415 在某教育局工作, 2415-2420 在某教育局工作, 2420-2425 在某教育局工作, 2425-2430 在某教育局工作, 2430-2435 在某教育局工作, 2435-2440 在某教育局工作, 2440-2445 在某教育局工作, 2445-2450 在某教育局工作, 2450-2455 在某教育局工作, 2455-2460 在某教育局工作, 2460-2465 在某教育局工作, 2465-2470 在某教育局工作, 2470-2475 在某教育局工作, 2475-2480 在某教育局工作, 2480-2485 在某教育局工作, 2485-2490 在某教育局工作, 2490-2495 在某教育局工作, 2495-2500 在某教育局工作, 2500-2505 在某教育局工作, 2505-2510 在某教育局工作, 2510-2515 在某教育局工作, 2515-2520 在某教育局工作, 2520-2525 在某教育局工作, 2525-2530 在某教育局工作, 2530-2535 在某教育局工作, 2535-2540 在某教育局工作, 2540-2545 在某教育局工作, 2545-2550 在某教育局工作, 2550-2555 在某教育局工作, 2555-2560 在某教育局工作, 2560-2565 在某教育局工作, 2565-2570 在某教育局工作, 2570-2575 在某教育局工作, 2575-2580 在某教育局工作, 2580-2585 在某教育局工作, 2585-2590 在某教育局工作, 2590-2595 在某教育局工作, 2595-2600 在某教育局工作, 2600-2605 在某教育局工作, 2605-2610 在某教育局工作, 2610-2615 在某教育局工作, 2615-2620 在某教育局工作, 2620-2625 在某教育局工作, 2625-2630 在某教育局工作, 2630-2635 在某教育局工作, 2635-2640 在某教育局工作, 2640-2645 在某教育局工作, 2645-2650 在某教育局工作, 2650-2655 在某教育局工作, 2655-2660 在某教育局工作, 2660-2665 在某教育局工作, 2665-2670 在某教育局工作, 2670-2675 在某教育局工作, 2675-2680 在某教育局工作, 2680-2685 在某教育局工作, 2685-2690 在某教育局工作, 2690-2695 在某教育局工作, 2695-2700 在某教育局工作, 2700-2705 在某教育局工作, 2705-2710 在某教育局工作, 2710-2715 在某教育局工作, 2715-2720 在某教育局工作, 2720-2725 在某教育局工作, 2725-2730 在某教育局工作, 2730-2735 在某教育局工作, 2735-2740 在某教育局工作, 2740-2745 在某教育局工作, 2745-2750 在某教育局工作, 2750-2755 在某教育局工作, 2755-2760 在某教育局工作, 2760-2765 在某教育局工作, 2765-2770 在某教育局工作, 2770-2775 在某教育局工作, 2775-2780 在某教育局工作, 2780-2785 在某教育局工作, 2785-2790 在某教育局工作, 2790-2795 在某教育局工作, 2795-2800 在某教育局工作, 2800-2805 在某教育局工作, 2805-2810 在某教育局工作, 2810-2815 在某教育局工作, 2815-2820 在某教育局工作, 2820-2825 在某教育局工作, 2825-2830 在某教育局工作, 2830-2835 在某教育局工作, 2835-2840 在某教育局工作, 2840-2845 在某教育局工作, 2845-2850 在某教育局工作, 2850-2855 在某教育局工作, 2855-2860 在某教育局工作, 2860-2865 在某教育局工作, 2865-2870 在某教育局工作, 2870-2875 在某教育局工作, 2875-2880 在某教育局工作, 2880-2885 在某教育局工作, 2885-2890 在某教育局工作, 2890-2895 在某教育局工作, 2895-2900 在某教育局工作, 2900-2905 在某教育局工作, 2905-2910 在某教育局工作, 2910-2915 在某教育局工作, 2915-2920 在某教育局工作, 2920-2925 在某教育局工作, 2925-2930 在某教育局工作, 2930-2935 在某教育局工作, 2935-2940 在某教育局工作, 2940-2945 在某教育局工作, 2945-2950 在某教育局工作, 2950-2955 在某教育局工作, 2955-2960 在某教育局工作, 2960-2965 在某教育局工作, 2965-2970 在某教育局工作, 2970-2975 在某教育局工作, 2975-2980 在某教育局工作, 2980-2985 在某教育局工作, 2985-2990 在某教育局工作, 2990-2995 在某教育局工作, 2995-3000 在某教育局工作, 3000-3005 在某教育局工作, 3005-3010 在某教育局工作, 3010-3015 在某教育局工作, 3015-3020 在某教育局工作, 3020-3025 在某教育局工作, 3025-3030 在某教育局工作, 3030-3035 在某教育局工作, 3035-3040 在某教育局工作, 3040-3045 在某教育局工作, 3045-3050 在某教育局工作, 3050-3055 在某教育局工作, 3055-3060 在某教育局工作, 3060-3065 在某教育局工作, 3065-3070 在某教育局工作, 3070-3075 在某教育局工作, 3075-3080 在某教育局工作, 3080-3085 在某教育局工作, 3085-3090 在某教育局工作, 3090-3095 在某教育局工作, 3095-3100 在某教育局工作, 3100-3105 在某教育局工作, 3105-3110 在某教育局工作, 3110-3115 在某教育局工作, 3115-3120 在某教育局工作, 3120-3125 在某教育局工作, 3125-3130 在某教育局工作, 3130-3135 在某教育局工作, 3135-3140 在某教育局工作, 3140-3145 在某教育局工作, 3145-3150 在某教育局工作, 3150-3155 在某教育局工作, 3155-3160 在某教育局工作, 3160-3165 在某教育局工作, 3165-3170 在某教育局工作, 3170-3175 在某教育局工作, 3175-3180 在某教育局工作, 3180-3185 在某教育局工作, 3185-3190 在某教育局工作, 3190-3195 在某教育局工作, 3195-3200 在某教育局工作, 3200-3205 在某教育局工作, 3205-3210 在某教育局工作, 3210-3215 在某教育局工作, 3215-3220 在某教育局工作, 3220-3225 在某教育局工作, 3225-3230 在某教育局工作, 3230-3235 在某教育局工作, 3235-3240 在某教育局工作, 3240-3245 在某教育局工作, 3245-3250 在某教育局工作, 3250-3255 在某教育局工作, 3255-3260 在某教育局工作, 3260-3265 在某教育局工作, 3265-3270 在某教育局工作, 3270-3275 在某教育局工作, 3275-3280 在某教育局工作, 3280-3285 在某教育局工作, 3285-3290 在某教育局工作, 3290-3295 在某教育局工作, 3295-3300 在某教育局

1. 1950年1月1日，根据《中华人民共和国婚姻法》的有关规定，凡在中华人民共和国境内结婚的男女双方，必须遵守本法的规定。

Figure 1

صلى الله عليه وسلم

LES RÉSULTATS ET LES LACUNES DE LA RÉFORME AGRAIRE

SUR une superficie équivalente au tiers de la France, la Syrie dispose de 8 millions d'hectares de terres cultivables, dont 6 millions d'hectares environ effectivement cultivés. 7 % de ces derniers sont irrigués, le reste dépendant du bon vouloir des pluies. Avant l'indépendance, la majeure partie des terres du pays appartenait à l'Etat, avec un droit d'usufruit aux communautés villageoises. Ce n'est qu'à partir du dix-neuvième siècle, lorsque des notables et des usuriers citadins commencent à mettre la main sur ces terres étatiques, que la grande propriété accède à une dimension significative. Ensuite, sous le mandat français, on assiste à une deuxième vague d'appropriation privée des domaines de l'Etat. La puissance mandataire rêvait de faire de la Syrie son « grenier » de céréales et son « Egypte » en matière de production cotonnière. D'où l'encouragement donné à la création des grandes exploitations, considérées comme le système le plus approprié. Au cours des années 30, la France poursuivait cette politique en distribuant à des notables locaux des terres communales (monachas) et étatiques et en vendant une grande partie des terres du « Wakf » (domaines des fondations pieuses).

Les soulèvements nationalistes survenus à l'époque entrèrent à tout jamais ces visées. La spéculation sur les denrées alimentaires qu'engendra la deuxième guerre mondiale fut à l'origine de la troisième vague de privatisation des terres agricoles. Nous assistons ici à l'apparition de fermes à caractère capitaliste employant une main-d'œuvre salariée et un certain nombre de machines. Cette évolution aboutit à un appauvrissement accentué de la paysannerie, sans créer, pour autant, les conditions nécessaires à l'épanouissement d'un capitalisme agricole véritable. Ainsi, en 1958, à la veille de la promulgation de la première loi de réforme agraire, la petite propriété terrienne représentait 13 % du total des terres agricoles, la propriété de taille moyenne 36 % et la grande propriété (au-dessus de 100 hectares) environ 30 % des terres, se confondant, d'ailleurs, avec les

20 % qui restaient encore propriété de l'Etat. Plus de la moitié des terres cultivées du pays étaient déjà tombées aux mains de riches propriétaires terriens, souvent absentéistes et qui se souciaient fort peu du sort de leurs paysans. Face à ces grandes fermes « latifundiaires », la majorité des petits propriétaires vivaient misérablement de leurs parcelles, avec un revenu annuel inférieur à 300 livres syriennes (près de 400 francs actuels).

Deux lois furent promulguées en septembre 1958, alors que la Syrie constituait la province nord de la République arabe unie, pour remédier à cette situation et engager un processus de changement radical des structures d'un pays où la population rurale représentait 70 % de la population totale.

Un exode rural préoccupant

La première loi était celle portant sur la réforme agraire : elle limitait la propriété agricole à 300 hectares sur les terres non irriguées, et à 80 hectares sur les terres irriguées ou les vergers. Les terres saisies en vertu de cette loi devaient être distribuées aux paysans sans terre dans la limite de 30 hectares pour les terres non irriguées et de 8 hectares pour les terres irriguées ou vergers. La loi prévoyait en outre l'indemnisation des propriétaires expropriés et la mise en place de coopératives agricoles. En principe, les opérations de saisie et de distribution devaient s'achever en 1969, au profit de cinquante deux mille cinq cent quatre familles se partageant près de 600 000 hectares.

La deuxième loi portait sur l'organisation des rapports agricoles entre propriétaires, métayers et travailleurs agricoles. Son objectif apparent était d'améliorer les conditions d'un capitalisme agricole à caractère social : elle réglementait les droits des parties concernées, encourageait la mécanisation et l'irrigation, et interdisait certaines pratiques archaïques et abusives.

Malgré la modération de leurs dispositions, ces lois suscitèrent la colère des grands propriétaires, qui jouaient un rôle non négligeable dans le coup d'Etat anti-nassérien de 1961. Mais le régime « séparatiste » de droite qui succéda à Nasser ne réussit pas à abolir ces deux lois. Tout au plus, il assouplit certaines de leurs

termes afin de permettre aux classes possédantes d'échapper à la saisie des meilleures parcelles de leurs terres.

L'avènement du Baas, en 1963, entraîna une certaine radicalisation. Des décrets furent publiés, abaissant le plafond de la surface permise et imposant plus de rigueur dans l'application de la réforme. Un effort particulier fut déployé pour accélérer la création de coopératives de services, d'approvisionnement, de commercialisation et même de production. On estime généralement le nombre de coopératives ainsi créées à deux mille, regroupant près de deux cent mille membres. Dans la plupart des cas, il s'agit de coopératives d'approvisionnement et de services, dont l'efficacité laisse encore à désirer : les paysans se plaignent souvent, en effet, du comportement bureaucratique du représentant de l'Etat (ou du parti), ainsi que de certains abus sur le plan financier. Mais le vrai problème n'est pas là.

Près de dix-neuf ans après la promulgation de la réforme nassérienne, il est difficile de faire un bilan sérieux de l'agriculture syrienne. Pourtant, les réalisations spectaculaires ne manquent pas : sur le plan de l'irrigation, de grands travaux furent entrepris, dont le monumental barrage de Tabqa, sur l'Euphrate. De même, la mécanisation prendra un nouvel essor après l'entrée en production de l'usine de tracteurs créée à Alep avec l'aide d'une firme française, et dont la chaîne de montage assemble depuis 1974 des pièces fabriquées à l'étranger. La capacité prévue de cette entreprise est de deux mille tracteurs par an, ce qui répondra largement aux besoins de l'agriculture syrienne et dégradera un excédent pour l'exportation dans les pays voisins.

Malheureusement, ce projet se heurte actuellement à des difficultés sérieuses : le prix de ses tracteurs est loin d'être à la portée des petits paysans des coopératives. Et sans une politique de crédit agricole plus ouverte, les entrepôts de l'usine regorgeront

de tracteurs invendus. L'effort consenti par les pouvoirs publics en matière de crédit agricole et coopératif est encore loin de satisfaire ceux qui en ont le plus besoin : il se limiterait, actuellement, à près de 200 millions de livres syriennes, consacrées, à 80 %, aux prêts saisonniers et profitant surtout aux paysans aisés. Un rapport publié en 1973 par le Bureau central des statistiques à Damas déplore cet état de choses et préconise l'élévation du plafond du crédit agricole jusqu'à 500 millions de livres pour résoudre le problème des équipements coopératifs.

L'Etat se préoccupe, également, de la situation du cheptel ovin et bovin, qui représente, respectivement, cinq millions et un demi-million de têtes. Les rapports officiels constatent depuis un certain temps une tendance à la baisse de cette richesse importante du pays, et cherchent à en déterminer les causes et à y porter remède.

Un élément crucial manque cependant à cet effort considérable : l'enthousiasme des intéressés. Les méthodes paternalistes et bureaucratiques n'arrivent pas à susciter une mobilisation suffisante à la campagne. Les résultats peu tangibles des réformes, sur le plan du niveau de vie du paysan, découragent le monde rural. C'est peut-être là qu'il faut chercher l'origine d'un exode rural proche de l'hémorragie qui vide la campagne syrienne de sa force de travail pour déverser celle-ci sur la capitale. Damas compte aujourd'hui un million quatre cent mille habitants, soit 30 % de la population du pays, où le secteur tertiaire s'aggrave non sans difficulté. Ainsi se gonfle cette armée de « chômeurs déguisés » dans les centres urbains, ce qui diminue, du même coup, les chances d'un développement harmonieux de l'économie du pays.

Sans planification intégrée de tous les secteurs industriel, agricole et tertiaire, il n'y a pas de réforme agraire qui réussisse. Sans une éthique mobilisatrice inspirée du patrimoine culturel local et arabe, il est inconcevable de parler d'émancipation sociale ou politique du peuple.

FAYEZ MALAS.

LE BARRAGE DE TABQA

POUR le voyageur qui survole le barrage de Tabqa, sur l'Euphrate, au nord du désert de Palmyre, le spectacle est saisissant. Brusquement, au milieu des étendues de sol aride et encore aride, plagiées de loin en loin par les taches noires des tentes de bédouins, surgit le lac de retenue. Il portera le nom du général Assad et occupe déjà une surface de 640 kilomètres carrés (80 kilomètres sur 8).

De même que le haut barrage sur le Nil, à Assouan, le barrage sur l'Euphrate a été réalisé avec l'assistance financière et technique de l'U.R.S.S. C'est un ouvrage en terre avec un noyau argileux central. Il a fallu accumuler 45 millions de mètres cubes de remblai et couler 1 500 000 tonnes de béton. La digue est longue de 4 500 mètres, haute de 60 mètres, large de 512 mètres à la base et de 19 au sommet. La gigantesque salle des machines abritera huit turbines, dont trois tourneront déjà silencieusement. Une quatrième sera mise en activité à la fin du mois de mars. Les gros des travaux a été terminé à la fin de 1975 et aura coûté 448 millions de dollars.

Le barrage, nous explique les ingénieurs, permettra tout d'abord l'irrigation d'une surface totale de 640 000 hectares, sélectionnée parmi les 2 millions d'hectares des deux rives de l'Euphrate. La surface irriguée en Syrie en sera doublée.

Outre une ville nouvelle de quarante mille habitants, destinée à loger les travailleurs, des villages modestes ont déjà été bâtis, destinés aux cultivateurs et aux ouvriers des secteurs irrigués. A Abia, par exemple, une population venue de toutes les régions et en partie composée de bédouins a déjà été installée dans une petite cité de maisons neuves en dur qui contrastait avec les huttes de terre traditionnelles que l'on peut encore voir dans les villages originels le long du fleuve.

Le quatrième plan quinquennal prévoit l'irrigation de 240 000 hectares. Les premiers résultats sont très encourageants. Les rizières, dont le rendement ne dépassait pas 1,5 tonne à

l'hectare avant la construction du barrage, produisent désormais 5 tonnes à l'hectare, et, en certains endroits, 8 tonnes. La moitié des 640 000 hectares est la propriété de l'Etat syrien, qui a indemnisé les anciens possédants. Les autres terres sont exploitées par des fermes coopératives et des fermes individuelles. Pour sa mise en application, le projet a reçu la priorité absolue dans le plan et on a même créé à Damas un ministère des barrages.

La deuxième objectif des constructeurs du barrage est la production de l'énergie électrique. Les huit turbines auront au total une puissance installée de 1 200 mégawatts lorsque le lac de retenue atteindra son niveau maximal, soit 320 mètres au-dessus de la mer. On en est pour le moment à la cote 294,25. Le 23 décembre 1975 a été faite la production du milliardième kilowatt. La production, qui est de l'ordre de 1 milliard de kilowatts par an, pourra atteindre 2 milliards par an, soit le double de la consommation actuelle de la Syrie. Les grands pylônes de transport de courant dépassent déjà leur silhouette moderne au-dessus des deux rives.

Tout le matériel est soviétique, et, au plus fort des travaux, le nombre des ingénieurs et des personnels soviétiques a atteint quatre cents personnes. Mais on insiste du côté syrien sur le fait que le nombre total des travailleurs employés et des cadres a atteint onze mille personnes. On fait aussi remarquer que l'aide soviétique n'a pas empêché la Syrie d'exercer du début jusqu'à la fin la direction sur l'ensemble des travaux. Pour la construction du réseau électrique de transformation et de transport de courant, la Syrie fait appel, outre les sociétés soviétiques, à des entreprises françaises, notamment Alstom. Cette société a reçu la commande de treize postes du réseau à haute tension qui relieront Damas à l'usine de Tabqa. Deux de ces postes viennent d'être mis en service après avoir été construits dans un délai de moins d'un an.

ROLAND DELCOUR.

general organization of engineering industries

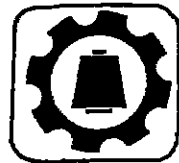
- * STE DES USINES DE MOTORS ELECTRIQUES
Lattaquié
Moteurs électriques.
- * STE GLE DES PRODUITS DU FER ET DE L'ACIER
Hama
Barres de fer.
- * SOCIETE ARABE SYRIENNE DES INDUSTRIES ELECTRONIQUES
B.P. 96 - Damas
Appareils R.V., Contrôles et appareils téléphoniques.
- * SOCIETE SYRIENNE DES BATTERIES ET GAZ LIQUIDES
B.P. 733 - Alep
Accumulateurs pour automobiles, Gaz liquides (Oxygène, Nitrogène).

- * SOCIETE DES CONSTRUCTIONS METALLIQUES ET INDUSTRIES MECANIKES
B.P. 1149 - Damas
Châsses, installations métalliques, chaudières.
- * SOCIETE ARABE UNIE POUR LES ALUMINIUMS ET BOIS AGGLOMERES
B.P. 2072 - Damas
Aluminates, bois agglomérés ordinaires et plaqués.
- * SOCIETE «BARADA» DES INDUSTRIES METALLIQUES
B.P. 2477 - Damas
Bétons, câbles, etc.
- * SOCIETE ARABE POUR L'INDUSTRIE DU BOIS
B.P. 130 - Lattaquié
Bois, produits de bois, etc.
- * SOCIETE DES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION
B.P. 2208 - Damas
Machines en papier, papier hygiénique, serviettes.

general organization of cement

- National Cement and Construction Materials Co. Damas - P.O.B. 309.
Produits : Ciment Portland - Fibro-ciment.
- Syrian Cement and Construction Materials Co. Homs - P.O.B. 339.
Produits : Ciment Portland - Tuiles - Porcelaine.
- Chahba Cement and Construction Materials Co. - P.O.B. 470 - Alep.
Produits : Ciment Portland.

UNITEX



Les crédits totaux du quatrième Plan Quinquennal pour

« L'Organisation Générale des Industries Textiles »

se sont élevés à 1.250.038 livres syriennes

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> — Projet de construction de deux filatures de coton à Deir ez-Zor.
Capacité de production : 20.563 tonnes par an. — Projet de construction de deux filatures de coton à Idlib.
Capacité de production : 23.600 tonnes par an. — Projet de construction d'une filature de coton à Jableh.
Capacité de production : 11.000 tonnes par an. — Projet de construction d'une filature de coton à Hassakeh.
Capacité de production : 6.000 tonnes par an. — Projet d'extension de la filature de coton d'Homs.
Capacité de production : 7.563 tonnes par an. — Projet d'extension de Hama Cotton Yarns Company (Société des Filés de Coton de Hama) à Hama.
Capacité de production : 6.000 tonnes par an. — Projet de construction d'une usine de filés de polyester.
Capacité de production : 1.000 tonnes par an. — Projet de construction d'une usine de tissage de coton à Damas. | <ul style="list-style-type: none"> Capacité de production : 20 millions de mètres par an. — Projet de construction d'une usine textile de coton à Lattaquié.
Capacité de production : 20 millions de mètres par an. — Projet de construction de trois usines de vêtements prêts à porter à Damas, Homs et Alep.
Capacité de production de chacune : 630.000 pièces par an. — Projet de construction de deux usines de tapis de laine à Suweida et Alep.
Capacité de production de chacune : 190.000 mètres carrés par an. — Projet de lavage et de préparation de la laine syrienne à Hama. — Projet d'expansion de la fabrique de sous-vêtements de Damas.
Capacité de production : 1.750.000 douzaines par an. — Projet d'expansion des usines de filés et de tissu de laine de Damas. — Projet d'expansion de l'usine de nylon et de bas de Damas. — Projet d'expansion d'Al-Ahlieh Corporation à Alep : 5.000 machines de filage de laine. — Projet d'expansion de Modern Industries Corporation à Damas : 60 machines de tissage. — Projet de construction d'une usine de pièces détachées à Damas et Alep. |
|---|---|

L'Organisation Générale de l'Industrie Textile comprend treize sociétés

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> — Filés et tissus de coton (mêlés et purs). — Filés de pure laine, mêlés et teints, pour le tricot et le tissage. — Filés de fibre pure et mêlés. — Filés synthétiques : nylon, hélanca, polyester. — Gaze et coton absorbant antiseptiques. — Toutes sortes de textiles purs, teints et imprimés. — Tissus et filés de soie synthétique pour l'ameublement et la tapisserie. — Tissus de laine purs et mêlés. | <ul style="list-style-type: none"> — Tapis de laine fabriqués à la machine, de conceptions diverses. — Tapis et couvre-lits de soie fabriqués à la machine. — Vêtements prêts à porter. — Sous-vêtements de coton et de laine pour hommes, femmes et enfants. — Pyjamas imprimés pour hommes et femmes (teints et imprimés). — Toutes sortes de chaussettes et de bas pour hommes, femmes et enfants, faits de nylon, perlon, laine mêlée et coton. |
|---|---|

Krah advertising organization



صناعات النسيج

ARABIQUE A

In ... pour 25

P

LA ROSE EN DE DAMAS DE RETO

Le 6 août 1968, la v
appelée ROSA DAMASCANA.

Cette variété de rose

Deux jeunes Français
de son voyage vers la France.

Cette rose orne auj

Un médecin pour 2500 habitants

PEU de pays peuvent se prévaloir d'une démographie aussi saine et équilibrée que la Syrie, notamment dans le monde arabe. Sa population, évaluée à 7,5 millions d'habitants au 1^{er} janvier 1975, croît très rapidement puisqu'elle est passée de 2,5 millions en 1939 à 2,9 millions en 1947, 4,2 millions en 1960 et 6,3 millions en 1970. Or, malgré cet accroissement rapide, la densité de population est encore relativement faible : 40 habitants au kilomètre carré. Même en excluant de la surface totale du pays, soit 185 000 kilomètres carrés, les déserts, la densité n'atteint encore que 52 habitants au kilomètre carré. En outre, la population est très jeune : 40 % des Syriens ont moins de quinze ans, 44 % ont de quinze à cinquante-neuf ans. Les personnes âgées de plus de soixante ans sont seulement 8 %.

L'accroissement de la population résulte à la fois d'un taux de natalité très élevé (51 pour 1 000) et d'un taux de mortalité en baisse constante. En 1970, ce taux était de l'ordre de 14 pour 1 000, l'espérance de vie était de l'ordre de cinquante-six ans, et le taux de mortalité infantile de 18 pour 1 000.

Ces chiffres placent la Syrie dans une position intermédiaire entre les pays arabes les plus avancés : Liban, Etats du Golfe, où le taux de mortalité est inférieur à 10 pour 1 000 et les pays les moins favorisés, Arabie Saoudite, Yémen du Nord et du Sud, où le taux de mortalité est encore supérieur à 20 pour 1 000. Les efforts accomplis par le nouveau régime baassiste, et qui ont commencé à porter leurs fruits au cours des dix dernières années, ont permis d'enregistrer des progrès considérables dans le domaine de la santé. A la campagne, le nombre des centres de protection de l'enfance et de la maternité, qui était de quatre en 1959, est passé à cinquante-sept en 1968. A partir du troisième plan quinquennal (1970-1975), des centres sanitaires intégrés ont été organisés. Ils fournissent des services à un groupe de villages totalisant quinze mille habitants dans un rayon de 25 kilomètres environ.

Dans les villes et les centres urbains, ces centres doivent desservir vingt mille à vingt-cinq mille habitants. A partir du quatrième plan, qui commence à être réalisé cette année, chaque centre disposera d'un médecin spécialiste de la prévention.

La Syrie organise aussi sur une grande échelle la lutte contre les maladies les plus redoutables, notamment la tuberculose (on comptait encore 50 000 tuberculeux dans le pays en 1974) et la malaria, fléau qui affectait autrefois des dizaines de milliers de personnes et dont on a pu réduire les cas à un millier environ.

De 1953 à 1968, le nombre des médecins qui font partie des cadres du ministère de la Santé était déjà passé de 204 à 550. Il fallait y ajouter en 1968 888 médecins exerçant à titre privé, soit 1 238 au total. En 1975, le nombre des médecins du ministère de la Santé et des praticiens privés atteignait à peu près 3 000, soit un médecin pour 2 500 habitants. En 1985, on prévoit qu'il sera de 6 300, soit un médecin pour 1 500 habitants environ. La progression du nombre des infirmiers est aussi rapide.

Dès 1968, cependant, la population active était pour 36,9 % porteuse de la carte sanitaire qui lui donnait droit à la gratuité des traitements ou de l'hospitalisation. Dans les hôpitaux syriens, le nombre des lits, qui atteignait 8 158 en 1970, est passé en 1974 à 10 318. Les IV et V Plans quinquennaux (de 1975 à 1985) prévoient encore un accroissement de 4 000 lits, de sorte qu'en 1985 la Syrie disposera d'un lit pour 629 habitants. Pour assurer tous ces services, le budget du ministère de la Santé a atteint au cours du troisième plan plus de 100 millions de livres syriennes. A partir du IV^e Plan, des crédits seront dégagés pour la création d'une véritable industrie pharmaceutique en Syrie, afin de remplacer peu à peu les médicaments importés, qui représentent jusqu'à la plus grande partie de la consommation, par des fabrications locales. Celles-ci seront supervisées par un organisme public assisté d'un laboratoire central de contrôle. — R. D.

LA CULTURE FRANÇAISE OCCUPE UNE PLACE CROISSANTE

TERRE de vieille culture, la Syrie a été, depuis la dynastie des Omayyades, le centre de l'arabisme. Ce sentiment, qui est toujours très fort dans toute l'élite syrienne, explique à lui seul l'attachement que le régime du président Assad a apporté à lutter contre l'analphabétisme et à relever le niveau culturel de la masse des Syriens.

Selon les chiffres cités par Daniel Le Gac (1), en 1970, la population, pour 55 %, était encore analphabète. C'est le paysan, cette proportion atteignant même 80 %. Parmi les illettrés, on comptait 73,8 % de femmes. Pour éliminer l'analphabétisme, la scolarité a été rendue obligatoire dès 1971. Selon les chiffres officiels en 1975, 80 % des enfants en âge de fréquenter une école primaire étaient effectivement scolarisés, soit 1 180 080. Parmi eux, 1 100 638 étaient inscrits dans des écoles publiques, au nombre de 6 022 ; 32 579 jeunes Syriens fréquentaient des écoles privées, qui étaient au nombre de deux cent vingt-neuf. A noter, en outre, que 26 573 enfants de réfugiés palestiniens pris en charge par l'UNRWA fréquentaient des écoles syriennes.

Dans le cycle secondaire préparatoire, correspondant au premier cycle secondaire français, 412 816 élèves sont inscrits, dont 380 848 dans les écoles publiques et 22 968 dans les écoles privées ; 9 776 élèves relèvent de l'UNRWA.

L'enseignement technique compte 15 922 élèves répartis dans cinquante-huit écoles. La formation agricole est dispensée, d'autre part, à 2 941 jeunes Syriens. Enfin, l'enseignement supérieur est regroupé dans trois universités, dont les sièges sont à Damas, à Alep et à Lattaquié. Cette dernière université, la plus récente, est également appelée « université d'octobre », en souvenir de la guerre d'octobre 1973. On compte au total 63 000 étudiants.

Les crédits de l'enseignement dans le budget de 1975 sont encore relativement modestes : 5,87 % pour l'éducation nationale et 1,06 % pour l'enseignement supérieur. Les universités de Damas et d'Alep disposent d'un département pour la langue française. A elles deux, elles comptent 2 100 étudiants en langue française.

En outre, 10 % environ des autres étudiants ont choisi le français comme langue d'étude et 25 % dans les cycles préparatoire et secondaire. Cette dernière proportion devrait s'élever à 35 % en 1975, car le français regagne un peu du terrain qu'il avait perdu

par rapport à l'anglais, en particulier après l'expédition de Suez de 1956.

Cependant, jusqu'en 1965-1966, une quarantaine d'écoles privilégiées le français en lui accordant de 20 à 24 heures par semaine. En 1967, une loi a imposé à ces écoles privées une direction syrienne. En cas de refus, les écoles intéressées étaient confisquées. Ce fut le cas pour 80 % d'entre elles, notamment les écoles à direction catholique.

En 1972, des mesures ont été prises dans le cadre de la nouvelle politique d'ouverture du général Assad pour élargir et faciliter l'enseignement privé et l'enseignement des langues étrangères, en particulier la langue française. Des écoles dont les bâtiments n'avaient pas été confisqués, et qui étaient l'exception (cinq ou six), furent les premières à ouvrir leurs portes. Les autres purent ensuite récupérer leurs bâtiments. Aujourd'hui, vingt et une écoles au total, comptant 7 300 élèves, ont repris un enseignement privilégiant la langue française. En 1984, de telles écoles compteraient 63 000 élèves.

Divers compléments permettent de penser qu'il est sur la bonne voie. En effet, on constate en général un grand intérêt, et même un engouement, de la part des parents et des élèves, et aussi une certaine bienveillance des autorités. Mme Assad, la femme du président de la République, n'est-elle pas elle-même ancienne élève d'une école française ?

En ce qui concerne les établissements purement français, il faut mentionner l'existence d'un Institut français d'études arabes (I.F.E.A.), créé en 1922.

Spécialisé dans les études arabes et islamiques, l'I.F.E.A. est la seule institution scientifique étrangère autorisée en Syrie. Outre un directeur et un secrétaire général, il compte deux pensionnaires français et deux pensionnaires syriens, et, depuis 1975, neuf boursiers de l'éducation nationale française. Il a édité depuis 1930 un certain nombre de volumes en arabe et, depuis 1929, vingt-sept volumes du bulletin d'études orientales. Depuis 1970, il participe à des fouilles archéologiques portant sur les civilisations arabes et islamiques.

En revanche, il n'existe pas d'Institut culturel français en Syrie, mais on envisage d'en ouvrir un, car la demande, dans le domaine de la culture française, est jugée très importante par les experts et par nos représentants en Syrie. — R. D.

(1) Au nom de la Palestine, p. 88.

Un bon client pour la France

QUELLE part la France prend-elle au « boom » récent de l'économie syrienne ? Jusqu'en 1972 la Syrie n'importait pas de marchandises françaises en quantités notables. A partir de 1973 on assiste à une ascension considérable de nos ventes. La France se hisse au troisième rang parmi les fournisseurs de la Syrie. Pour la reconstruction du pays, après les bombardements israéliens d'octobre 1973, beaucoup de commandes ont été passées à des sociétés françaises.

Voici l'évolution des ventes françaises à la Syrie de 1969 à 1975 :

Années	En millions de livres syriennes (1)	Rang	Proportion des importations syriennes (en %)
1969	93,7	8 ^e	8,6
1970	84,2	8 ^e	4,6
1971	99	8 ^e	5,9
1972	119,5	6 ^e	5,86
1973	167,4	3 ^e	7,1
1974	560	3 ^e	11
1975	570	4 ^e	7 (7)

En 1975, les exportations françaises vers la Syrie ont stagné par rapport à l'année précédente. Mais les entreprises françaises ont emporté des contrats pour une valeur totale de 2 milliards et demi de francs. Le secteur d'activité qui a été le plus demandé est l'électricité. L'entreprise SPIE-Batignolles a été chargée d'assurer la construction de la centrale thermique de Mohamad. L'entreprise C.G.E.E.-Alstom a été associée au contrat dont la valeur totale atteint 228 millions de francs.

L'entreprise STEIN-Industrie a reçu commande de deux chaudières pour la même centrale pour une valeur de 120 millions de francs. Le groupe C.G.E.E.-Alstom-COGELEX a reçu mission de mettre en place un réseau d'interconnexion et de dispatching pour une valeur de 113 millions de francs. D'autres commandes ont porté sur des transformateurs, des résistances et des turbo-alternateurs. Elles ont bénéficié en particulier à la Société Jeumont-Schneider pour un montant global de 85 millions de francs.

La société Mécanique-Verrière Uniochem a été chargée de construire une usine de verre plat et creux à Damas pour un montant de 118 millions de francs. La ville de Damas a, d'autre part, conclu un contrat avec le groupe SOCEA pour la fourniture et la pose d'une partie du réseau de distribution d'eau de

la capitale. Ce contrat représente environ 100 millions de francs. La société Crausot-Louis Entreprises doit construire une usine d'engrais à Homs pour un montant de 101 millions de francs. La société Entrepasse construira une boucle d'oléoduc pour 55 millions de francs. Ceteo-Dressler bâtera une usine de porcelaine pour sanitaires d'une valeur de 28 millions de francs. La société Saunier-Duval a remporté un contrat pour la construction de six entrepôts frigorifiques. Une usine de couvertures a été commandée à la société Sorice, en association avec l'Union des Industries textiles et de l'habillement. La

contrat s'élève à 24 millions de francs. La société Tolpase construira une station ferroviaire dans la capitale pour une valeur de 31 millions de francs.

La France a déjà supprimé le plafond des crédits qui seront accordés à la Syrie, et a signé avec ce pays, le 31 mai 1975, un protocole aux termes duquel Paris a accordé à la Syrie 100 millions de francs de crédits. Pour 1976, on espère, du côté français, réaliser 1 milliard de francs de chiffre d'affaires avec la Syrie, ce qui devrait donner à la France la place de deuxième ou troisième fournisseur de la Syrie, avec 10 à 11 % du marché.

Pour équilibrer la balance des échanges commerciaux avec la Syrie, la France, qui est devenue un acheteur modeste du coton syrien, peut arguer de ventes indirectes de pétrole syrien à notre pays par l'intermédiaire de la Shell française. En 1975, les 890 millions de francs d'achats syriens à la France étaient presque compensés par ces achats de pétrole, qui se sont montés cette année-là à 627 millions de francs. La situation est donc plus favorable que pour les échanges entre la France et la Libye, dont le déséquilibre a été une cause récente de difficultés. — R. D.

(1) Une livre syrienne = 120 F.

LA ROSE EMIGREE DE DAMAS EST DE RETOUR



Le 6 août 1968, la ville de Damas a reçu, en don, de la ville française de Provins une bouture de la rose appelée ROSA DAMASCANA.

Cette variété de rose avait été importée de Damas en France en 1238 au cours de la Sixième Croisade.

Deux jeunes Français l'ont rapportée à Damas en suivant le même itinéraire qu'elle aurait emprunté lors de son voyage vers la France.

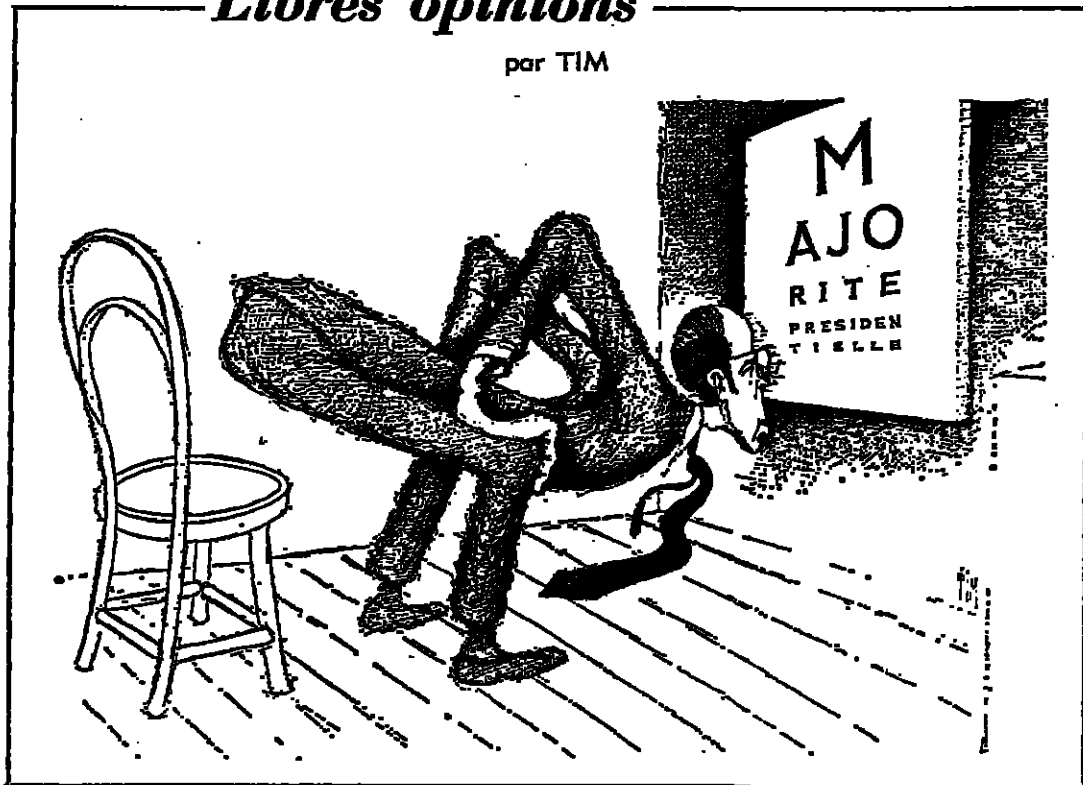
Cette rose orne aujourd'hui le jardin du Musée National de Damas.

POLITIQUE

Avant le deuxième tour des élections cantonales

Libres opinions

par TIM



A EUROPE 1

MM. Mitterrand et Lecanuet ne souhaitent pas d'élections législatives anticipées

M. Mitterrand a notamment déclaré, vendredi 12 mars, au cours d'une interview diffusée par Europe 1 : « Je ne prétends pas que l'ensemble des Français qui ont voté socialistes et qui ont voté pour la gauche soient réunis à l'ensemble des objectifs de la gauche. (...) S'il existe un vote de mécontentement, tout doit être fait dans les deux semaines qui viennent pour qu'il devienne un vote de choix politique, de choix de société. »

M. Mitterrand estime que, « d'élection en élection, la discipline de la gauche joue de mieux en mieux, donc de plus en plus » mais reconnaît que des « défaillances » sont possibles. Aussi engage-t-il chaque électeur à voter pour le candidat unique de la gauche, « dans la logique de son choix initial ».

Interrogé sur d'éventuelles élections législatives anticipées, M. Mitterrand répond : « Je suis d'un naturel très développé, j'observe toutes les défaillances avant de considérer les succès. Cela dit, je n'en tire pas du tout la conclusion de la nécessité d'élections anticipées. »

« Notre stratégie, pour employer un mot un peu solennel, c'est d'appliquer le développement par rapport aux élections de 1978. La loi les a fixées ainsi, nous n'avons pas de raison de demander qu'elles soient reportées. Si elles devaient être — la décision incombant entièrement au président de la République — bien entendu nous serions prêts autant qu'il est possible. »

Réaffirmant qu'il existe « une majorité de Français qui sont socialement exploités », il précise : « Tout le travail des partis politiques de gauche comme des grands syndicats, c'est de réunir cette majorité pour qu'un jour il y ait identité entre la majorité politique de gauche et la majorité sociologique. »

L'exulxio

M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, ministre de la justice, qui lui succède au micro, déclare de son côté : « Le parti socialiste est moins un parti définissant un programme d'action qu'une organisation qui fait l'amalgame de tous les mécontentements, et bien que les cantonales lui servent d'exutoire à ces mécontentements. C'est un scrutin de dévouement, mais qui, bien entendu, n'a aucune conséquence sur le plan de la politique nationale. »

Afin de redonner confiance à une partie de l'électorat modéré qui a pu être troublée, afin de

Le Comité national des rapatriés et spoliés d'outre-mer a rappelé, vendredi 12 mars, que, après les divers appels lancés ces derniers jours par plusieurs personnalités politiques demandant aux rapatriés de voter au secours de l'actuelle majorité présidentielle, il n'est absolument pas question pour les Français rapatriés de céder à ces sortes de pressions, quelles que soient les qualités des personnes qui les exercent. Le Comité national demande aux électeurs rapatriés de se déterminer en fonction de leurs propres problèmes, qui ne sont malheureusement toujours pas réglés.

Il indique qu'il ne donne pas pour les élections cantonales de strictes consignes de vote, se réservant de le faire pour les municipales et les législatives si le gouvernement ne se détermine pas à régler équitablement leur contentieux.

Les résultats à la radio et à la télévision

Comme au premier tour de scrutin, les chaînes de télévision et de radio consacrant une partie de leur programme du dimanche 14 aux résultats du second tour des élections cantonales.

● A LA TELEVISION, TF 1 réunit, au cours d'une émission spéciale, de 22 h. à 23 h. 30, une « table ronde » avec MM. R. Chénaut, A. Bord, A. Rossi, R. Fabre, C. Estier et Paul Laurent. MM. Mitterrand, Marchais et Lecanuet interviennent également. Sur Antenne 2, une séance pendant le journal de 20 h. est suivie, à partir de 21 h. 50, d'une émission spéciale avec MM. C. Fisterman, C. Labbé, O. Guichard et M. Rocard. L'ensemble des résultats est communiqué au cours du journal de fin de soirée.

● EUROPE 1, après une première estimation, diffuse les résultats dès 19 h. 30. Un débat, vers 20 h. 30, réunit MM. M. Rocard, C. Estier, M. Craipeau, A. Sanguinetti, L. Neuwirth et R. Fiquet.

● SUR R.T.L., l'émission consacrée aux élections débute à 17 h. 30 avec la participation de MM. Buisson, Chénaut, Taittinger, Pujade, Bord, Labbé, Bour-

gès, Sanguinetti, Guichard, Ruffenach, Diligent, Stasi, Rossi, Fisterman, Fabre, Londe, Maury, Henu, Bérégovoy, Rocard, Estier, Laurent, Mme Bertrand et M. Claude Poperen.

● SUR RADIO-MONTÉ-CARLO, Soirée « Spécial cantonales », 20 h. à 24 h. Un certain nombre de personnalités politiques interviennent : MM. Cavallé, Solson, Granet, Debré, Chénaut, Ruffenach, Lecanuet, Diligent, Stasi, Mermoz, Fabre et Poperen.

● FRANCE-INTER, d'autre part, diffuse les résultats à partir de 19 h. et organise des rencontres avec MM. Marchais, Mitterrand, Lecanuet, Chénaut, Grossman et Boulin. Des analyses de scrutin sont effectuées dans les cantons par des envoyés spéciaux.

● EURE. — Une erreur s'est glissée dans les résultats du premier tour (majorité), publiés dans le Monde du 13 mars, son premier adjoint, M. Baldi (socialiste indépendant), qui a maintenu sa candidature pour le second tour, nous précise : « Pendant que Georges Sautou est en prison, j'ai en 1972 fait été son remplaçant et prêtre », il écrit, le même jour, dans son journal (Banlieue-Sud Hebdo, du 13 mars) : « J'ai été élu député de la Seine-Saint-Denis, et de conception par le second tour et s'oppose à MM. Brame, conseiller sortant U.D.R., et Predieri (P.S.). »

● HAUTE-DE-SEINE. — A la suite de la lettre de M. Suant, maire d'Antony, conseiller sortant U.D.R., et Predieri (P.S.).

YVELINES. — Outre les élections triangulaires dans les cantons de Mantes-la-Jolie, Meulan, Saint-Germain-en-Laye - Nord, Triel, Versailles-Nord de la Seine (13 mars), un système cas se présente dans le canton de Saint-Nom-la-Bretèche, où M. Blesch, écologiste, a déposé sa candidature pour le second tour et s'oppose à MM. Brame, conseiller sortant U.D.R., et Predieri (P.S.).

L'ouverture d'une compétition prolongée

(Suite de la première page.)

Devenus membres à part entière de la majorité giscardienne, ils ont bénéficié automatiquement de la règle qui favorise, dans chaque camp, le candidat le mieux placé au premier tour.

Une règle devenue courante au sein de l'union de la gauche. Aussi bien, de part et d'autre, a-t-elle été généralement respectée. Des bavures existent, mais elles sont exceptionnelles. Elles tiennent à des rivalités traditionnelles, celle des socialistes et des radicaux de gauche dans le Sud-Ouest, celle des communistes et des gaullistes en Alsace, que les états-majors nationaux des partis ont beaucoup de mal à réduire. Deux autres faits méritent d'être notés : dans la majorité, c'est que les candidats appelés à s'affronter, U.D.R. ou républicains indépendants, se retirent purement et simplement sans inviter leurs électeurs à voter pour le représentant de la majorité qui reste en piste (dans la Haute-Vienne et le Var par exemple). A gauche, la base communiste parfois radicale a se désister pour des socialistes accusés de ne pas être de grands adeptes du programme commun, comme dans la Haute-Loire, en faveur des radicaux de gauche qui se sont révélés comme tels

entre les deux tours (Seine-Martin).

Le P.C.F. sera très attentif au rendement des reports de suffrages socialistes dont ses candidats sont appelés à bénéficier au second tour. Les craintes est d'être à la fois devancé par le P.S. en nombre de suffrages au premier tour — comme ce fut le cas le 7 mars — et de perdre des sièges au second faute d'obtenir tous les suffrages de gauche espérés. Les dirigeants du P.S. se sont gardés de tout triomphalisme après le premier tour, afin de ne pas incommoder leur principal partenaire. Vendredi, MM. Marchais, Mitterrand et Fabre ont, chacun de son côté, appelé à voter pour le candidat de gauche au second tour. Rien n'assurait alors que la discipline du désistement serait rigoureusement respectée par un électeur socialiste profondément renouvelé et encore hétérogène, qui comprend parfois nombre d'électeurs centristes, hostiles à la majorité, mais qui ne se reportent pas tous sur le candidat communiste. Le scrutin du 14 mars devrait donc permettre de vérifier si l'engagement politique jusqu'au bout de la logique de l'union de la gauche. En d'autres termes, « la poussée socialiste » du 7 mars procède-t-elle d'un besoin de dévouement, comme l'affirme M. Chénaut, ou a-t-elle des racines plus profondes ? Découlette des pesanteurs sociologiques comme le pense M. Mitterrand ? Le premier secrétaire du P.S. voudrait disposer de suffisamment de temps pour que son parti, devenant dominant, digère son expansion et pour que ses nou-

veaux électeurs passent éventuellement d'un refus, celui du mécontentement à l'égard de la politique actuelle du pouvoir, à un choix plus volontariste en faveur d'un autre type de société. Ainsi ne réclame-t-il pas des élections législatives anticipées.

Sur ce point, il est d'accord avec M. Lecanuet. Le ministre de la justice estime, d'une part, que la conjoncture économique favorise l'opposition, d'autre part, que le moment venu les électeurs voteront aux législatives comme à l'élection présidentielle : pour M. Giscard d'Estaing, ou pour M. Mitterrand. Cela étant, il ne tranche pas la question posée par les élections cantonales en ce qui concerne la tactique de la majorité au premier tour : convient-il de présenter des candidats uniques ou d'offrir un choix plus large aux électeurs ? Selon MM. Sanguinetti (U.D.R.) et Daillet (Centre démocratique), la majorité a commis une erreur le 7 mars en ne se présentant pas dans la diversité et en ne contrainant pas assez de terrain. La généralisation de la concurrence inter-majoritaires au premier tour n'entraînerait pas nécessairement de meilleurs résultats au second, mais provoquerait un réajustement entre les formations contestées. Au moment où la gauche est en passe de se donner un parti dominant, la majorité doit-elle s'en trouver un nouveau après l'ère gaulliste ? En posant clairement ces problèmes, les modestes cantonales ont ouvert une longue période électorale, qui courra jusqu'aux municipales de 1977 et aux législatives de 1978.

A. L.

Le 20 mars à l'Opéra

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE OFFRIRA UNE SOIRÉE A « CEUX DES FRANÇAIS QUI SE SONT DISTINGUÉS AU COURS DE L'ANNÉE 1975 ».

M. Giscard d'Estaing offrira, le samedi 20 mars, en Alsace, où il se rendra pour inaugurer le tunnel routier de Sainte-Marie-aux-Mines. La première de ces allocations, prononcée en fin de soirée à Sainte-Marie-aux-Mines en réponse au discours de M. Maurice Lemaire, ancien ministre, député U.D.R. des Vosges, président du conseil d'administration de la société du tunnel, portera essentiellement sur l'ouvrage que le président de la République aura inauguré.

Le second discours du chef de l'Etat, à Colmar dans l'après-midi, sera consacré au développement économique et à l'équipement de l'Alsace. M. Giscard d'Estaing précisera-t-il en l'occurrence, « abordera aussi le problème des collectivités locales et de l'aménagement local ». Le président de la République visitera ensuite, à pied, le chef-lieu du Haut-Rhin.

Plusieurs préoccupations ont guidé le choix des collaborateurs de M. Giscard d'Estaing : d'une part, celle de désigner dans chaque catégorie ceux des Français qui, dans leur secteur d'activité, se sont distingués d'une manière ou d'une autre au cours de l'année 1975 ; d'autre part, celle d'accroître, par rapport aux réceptions habituelles, le nombre des femmes, des jeunes et des personnes venues de province. Ils ont été, en outre, précisés à l'Élysée, « animés d'un souci d'imagination ».

Le 28 mars à Colmar

M. GISCARD D'ESTAING TRAITERA DU PROBLÈME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

M. Valéry Giscard d'Estaing prononcera deux allocutions, dimanche 28 mars, en Alsace, où il se rendra pour inaugurer le tunnel routier de Sainte-Marie-aux-Mines. La première de ces allocations, prononcée en fin de soirée à Sainte-Marie-aux-Mines en réponse au discours de M. Maurice Lemaire, ancien ministre, député U.D.R. des Vosges, président du conseil d'administration de la société du tunnel, portera essentiellement sur l'ouvrage que le président de la République aura inauguré.

Le second discours du chef de l'Etat, à Colmar dans l'après-midi, sera consacré au développement économique et à l'équipement de l'Alsace. M. Giscard d'Estaing précisera-t-il en l'occurrence, « abordera aussi le problème des collectivités locales et de l'aménagement local ». Le président de la République visitera ensuite, à pied, le chef-lieu du Haut-Rhin.

Plusieurs préoccupations ont guidé le choix des collaborateurs de M. Giscard d'Estaing : d'une part, celle de désigner dans chaque catégorie ceux des Français qui, dans leur secteur d'activité, se sont distingués d'une manière ou d'une autre au cours de l'année 1975 ; d'autre part, celle d'accroître, par rapport aux réceptions habituelles, le nombre des femmes, des jeunes et des personnes venues de province. Ils ont été, en outre, précisés à l'Élysée, « animés d'un souci d'imagination ».

Le Journal officiel publie, ce samedi 13 mars, les résultats du référendum organisé le 8 février à Mayotte.

Les chiffres produits par la commission de recensement et de jugement des votes sont les suivants : inscrits, 21 671 ; votants, 18 081 ; suffrages exprimés, 17 645. Se sont prononcés pour Mayotte 10 401 ; contre, 7 244.

La situation à DJIBOUTI

M. Chénaut a reçu, vendredi 12 mars, la délégation de parlementaires de la majorité qui s'est récemment rendue à Djibouti. Elle était composée de trois députés, MM. de Préaumont (U.D.R., Paris), Coullais (R.I., Meurthe-et-Moselle), Cressard (U.D.R., Ile-et-Vilaine), et de M. Thureau, secrétaire de la fédération départementale U.D.R. du Nord. M. de Préaumont a déclaré :

« Pour l'essentiel, nous avons indiqué au premier ministre qu'il était indispensable que l'ensemble des forces politiques internes de Djibouti acceptent de se concerter et de se rencontrer. C'est la seule et la seule manière qui permettrait au gouvernement français de mettre en œuvre les mécanismes qu'il a annoncés en décembre 1975 pour permettre à Djibouti d'exprimer sa vocation à l'indépendance. »

Il pense que MM. Ali Aff et Hassan Gouled se sont rencontrés et que leurs amis se préparent à tenir une réunion commune. Il a fait remarquer qu'au sein de la ligne populaire africaine pour l'indépendance, dont M. Gouled est l'un des dirigeants, il existe des éléments qui souhaitent la violence et dont le concours pourrait être obtenu.

PRESSE

Exaspérations

Comme lundi, au lendemain du premier tour des élections cantonales, la distribution du Monde a été perturbée vendredi par un arrêt de travail d'une demi-heure au début de l'après-midi.

S'ajoutant aux nombreuses grèves qui ont été la conséquence directe ou indirecte du conflit ouvert il y a plus d'un an au Parisien libéré, ces arrêts de plus en plus fréquents traduisent l'exaspération de toute une corporation menacée dans son emploi, soit par les conséquences d'une modernisation imminente pour certains quotidiens, soit par une révision des conditions de fabrication, sans parler du poids des contributions de solidarité qui assurent seules les ressources des grévistes du Parisien libéré.

L'exaspération grandit naturellement devant une situation dont on n'aperçoit pas l'issue. Or M. Emilius Amour ne reconnaît pas pour ainsi dire les ouvriers qui occupent ses imprimeries, le gouvernement détourne pudiquement les yeux, les journaux

« Rouge » veut être le quotidien de toute l'extrême gauche

L'hebdomadaire de la Ligne communiste révolutionnaire, Rouge, va céder la place à un quotidien qui portera ce titre et sera distribué à partir du lundi 15 mars par les Nouvelles Messageries.

Tiré pour son lancement à soixante mille exemplaires, le nouveau journal, estiment M. Alain Krivine et ses amis, doit pouvoir rapidement atteindre une diffusion réelle de l'ordre de quinze mille exemplaires, considérée comme le seuil de rééquilibre financier du projet (l'exemplaire était vendu 150 F). Un numéro plus étoffé, et de conception plus magazine, a pour être publié le samedi et diffusé par les militants.

Ainsi va se trouver réalisée, avec un léger retard sur le calendrier initial, une ambition déjà ancienne du mouvement trotskiste (le Monde du 22 octobre 1975), qui avait fait une première expérience dans ce domaine en publiant un quotidien — d'ambitions plus modestes — durant la campagne présidentielle de M. Krivine en 1974. Rouge sera le quatrième quotidien d'extrême gauche après Libération et les

deux organes maoïstes : le Quotidien du peuple (P.C.R.M.) et l'Humanité rouge (proche du P.C.M.I.F. clandestin). Ses dirigeants se défendent toutefois de vouloir en faire le journal de la seule L.C.R. ou, à plus forte raison, un « journal à débiter des slogans » : ils assurent qu'il contraindra Rouge à la réflexion de toute l'extrême gauche. De nombreuses tribunes libres seront offertes à d'autres formations se réclamant du courant révolutionnaire.

★ Rouge, 2, rue Richard-Lenoir, 93100-Montreuil. Tél. : 808-00-80 à 84.

En Allemagne fédérale, le Bundestag a adopté vendredi 12 mars une loi sur les fusions des entreprises de presse aux termes de laquelle la fusion de journaux devra être autorisée par l'office fédéral des cartels lorsque le chiffre d'affaires annuel réalisé par les journaux après l'opération dépasse 25 millions de deutschemarks. Cette loi entre en vigueur rétroactivement au 28 janvier. — (A.F.P.)

الاحد

FRANCE DE LAGARDE

ETRANGER

Reflets du monde entier

Weekendavisen

Soucoupe volante pour un premier ministre

« La popularité du premier ministre suédois, M. Olof Palme, est en baisse très nette parmi les inamovibles d'été des bandes dessinées », rapporte l'hebdomadaire danois *WEEKEN A VISEN*. Le premier ministre, en effet, vient de révéler son abaissement à la revue *VI* (Nous) parce que cette dernière avait commencé à publier un feuilleton en bandes dessinées dont M. Palme et le roi Charles-Gustave sont les deux principaux héros. « Ledit feuilleton, indique l'hebdomadaire, met en scène les membres d'une mystérieuse société secrète qui enlèvent le jeune monarque... Olof Palme — dont le visage en l'occurrence se trouve quelque peu caricaturé — part à la recherche de son souverain disparu à bord d'une soucoupe volante. »

« L'actuel chef du gouvernement suédois a déclaré que ce genre de fantaisie allait à l'encontre de l'idée qu'il se faisait du respect dû à la vie privée d'un premier ministre ; son épouse l'a vigoureusement soutenu dans ce sens. »

La rédaction de *VI* paraît avoir été assez affectée par cet épisode, mais a naturellement maintenu son droit à diffuser toutes les bandes dessinées qui lui plaisaient.

EL EUROPEO

Le prix du tournesol

« Si hier une peseta ne valait déjà pas grand-chose, aujourd'hui, 1 duro (5 pesetas) permet à peine d'acheter un petit paquet de graines de tournesol, constate avec mélancolie l'hebdomadaire madrilène *EL EUROPEO*, en commentant la création d'un nouveau billet de 5 000 pesetas. La vie augmente si vite et la peseta dégringole si rudement qu'il était vraiment nécessaire de mettre les moyens d'achat à la hauteur des prix. Inutile d'aller chez le marchand de chaussures du coin avec 1 000 pesetas. Avec 5 000, qui représentent encore le prix d'un costume bon marché, on ne pourra bientôt que payer le métro, du train où vont les choses et si personne n'y remédie. Le billet porte l'effigie de Carlos III, le meilleur des Bourbons. Espérons qu'il restera dans notre poche plus longtemps qu'un gâteau à la crème oublié à la porte d'un orphelinat. »

NEW YORK TIMES

Les ondes courtes arrivent

Une nouvelle mode se répand aux Etats-Unis et crée une petite révolution dans le monde de l'automobile. Le *NEW YORK TIMES* indique que désormais « les ménagères de Tulsa (Oklahoma) échantonnent par radio les adresses des boucheries les moins chères de la ville. A Boston, les radio-émetteurs des voitures privées ont récemment été utilisés par les manifestants pour attaquer les unités anti-émeutes de la police. A travers tous ces pays, les chauffeurs de poids lourds discutent entre eux par radio, se donnent des informations et se préviennent des contrôles de police. »

« Quatre millions de ces postes émetteurs privés ont été vendus en 1975, ce qui représente un chiffre d'affaires global d'un milliard de dollars, compte tenu des accessoires et de l'installation. En 1973, les ventes n'avaient atteint que 125 millions de dollars. La *General Motors* offre la radio en option sur ses modèles et estime la demande à cinquante mille cette année. Ces émetteurs fonctionnent sur des bandes échelonnées entre les ondes courtes et les ondes ultracourtes des radios amateur traditionnelles. »

WORLD

Le coup de pied de l'âne

La plupart des Noirs d'Afrique du Sud ne seraient pas disposés à défendre le pays en cas d'invasion de forces pro-communistes venues d'Angola. Sur deux cent quarante-quatre lecteurs qui ont répondu à un questionnaire de *WORLD*, journal pour la population noire d'Afrique du Sud, deux cent trente ont dit « non » à la question : « Combattrez-vous pour l'Afrique du Sud si nous étions envahis par l'Angola ? »

L'impression générale est qu'une telle intervention serait une « guerre de l'homme blanc » et que les Africains auraient peu de choses à y gagner.

Entre autres réponses, *WORLD* publie celle-ci : « Je ne peux défendre un pays dans lequel je suis en permanence un étranger », et cette autre : « Comment pourrais-je être un cheval, après avoir été pendant cent ans un âne ? »

WASHINGTON POST

« Non, je veux dire oui »

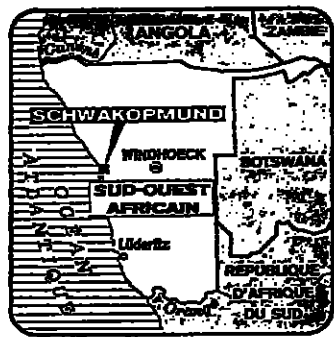
Passé encore de voter, mais il faut savoir sur quoi on vote. Telle doit être la réflexion désabusée des parlementaires américains qui, annonce le *WASHINGTON POST*, ont à la quasi-unanimité refusé, la semaine dernière, d'envoyer un groupe de parlementaires en Grande-Bretagne pour y recevoir un original de la Magna Carta, à l'occasion du bicentenaire des Etats-Unis.

« Il arrive souvent aux membres de la Chambre des représentants, explique le journal, de ne pas savoir sur quoi ils votent. La plupart des représentants ne sont pas dans la salle de séance durant les débats. Lorsque retentit la sonnerie qui annonce un vote, ils s'y précipitent et demandent à un assistant ou à un ami de quoi il s'agit. »

« Lorsque a été présentée une résolution demandant l'autorisation d'envoyer une délégation de vingt-cinq membres en Angleterre pour accepter le prêt du document britannique, les représentants ont tranquillement voté « non ». Ils pensaient qu'il s'agissait d'un prétexte pour voyager aux « frais de la princesse », ce qui fait toujours mauvaise impression en année électorale. Les responsables des deux partis ne leur avaient pas expliqué que le Parlement britannique avait lui-même demandé à recevoir une délégation américaine. » Les représentants ont décidé de voter sur le sujet.

Lettre de Schwakopmund

L'Allemagne de Guillaume II en Namibie



Le comte septuagénaire, aux tempes et aux cheveux grisonnants, est né en Haute-Silésie. Deuxième fils d'un riche propriétaire foncier dont les ancêtres originaux de Savoie furent anoblis par la famille impériale d'Autriche, il a, conformément aux règles du majorat, analogues à celles de notre ancien droit d'aînesse, été privé de tout héritage. Délaissant les frimas d'Europe centrale, il a émigré. Il y a maintenant un demi-siècle, au Sud-Ouest africain, ancienne colonie allemande, dont la Société des Nations avait, en 1920, confié le mandat au Sud-Africain. D'abord exploitant rural à proximité d'une petite ville du pays herra, il s'est retiré, il y a quelques années, à Schwakopmund, avec son épouse.

A 400 kilomètres de Windhoek, capitale du Sud-Ouest africain, à l'embouchure de la rivière Swakop, sur les rives de l'océan Atlantique qui baignent les eaux froides et poissonneuses du courant du Benguela, à quelques dizaines de kilomètres au nord du tropique du Capricorne, Schwakopmund constitue un décor irréel, tel qu'aimèrent à en composer Fritz Lang, Eugène Pabst et les meilleurs en scène de l'école cinématographique néo-réaliste d'outre-Rhin. Insolite sous cette latitude, l'architecture des bâtiments qui s'élèvent dans la douzaine de rues composant le centre de l'agglomération évoque les villes balnéaires allemandes du dix-neuvième siècle, du littoral de la Baltique. Les magasins à frontons décorés de la Kaiser-Wilhelmstrasse et la Bahnhofstrasse, ornements comme ceux des hôtels particuliers des

familles patriciennes de Brême et de Hambourg, les clochers à bulbe des églises, les façades crépées de vert des résidences de la Bismarckstrasse contrastent avec les palmiers et les eucalyptus de ce climat tropical sec. Cependant, la brume froide qui ensere les toits et les rochers, durant l'hiver austral, dans une chape grise comme du plomb, les cris gutturaux des mouettes aux queues font écho les craillonnements de corneilles géantes accentuant le caractère curieusement septentrional de ce vestige, sans doute unique, de la colonisation impériale allemande.

La ville doit sa naissance — dans les dernières années du siècle précédent — au fait que les Anglais aient occupé le seul endroit de la côte propice à l'établissement d'un bon port : Walvis-Bay, ancienne enclave britannique du territoire sud-africain, qui fait aujourd'hui partie intégrante du territoire sud-africain et abrite d'importantes installations modernes. L'endroit, qui doit son nom à un commerçant germanique entreprenant, occupait une position trop méridionale, et il était alors indispensable aux colonisateurs allemands de construire un port susceptible de desservir directement Windhoek.

Au cours des années 1904 et 1905, durant lesquelles des « Schutztruppen » eurent à mener de durs combats contre les éleveurs héreros soulevés contre l'administration coloniale, Schwakopmund servit de lieu de transit pour les colonnes allemandes et le matériel lourd dont il fallut les doter. La ville connut alors une activité éphémère. Onze ans plus tard, en effet, l'armée sud-africaine, commandée par le général Botha, mena une rapide campagne qui aboutit à la conquête du Sud-Ouest africain en quelques semaines. Le port portuaire de la ville cessa immédiatement.

Pour compenser la perte d'activités consécutives à ces différents départs, la petite cité coloniale devait en principe devenir un centre scolaire hébergeant plusieurs établissements d'enseignement public. En fait, deux fonctions nouvelles, et complémentaires, allaient faire leur apparition, grâce

à la situation climatique, réputée excellente, de Schwakopmund. Modestement, l'endroit servit de lieu d'accueil aux retraités, en même temps que de centre d'hébergement pour les premiers touristes. Au début des années 20, nombreux étaient les fermiers et colons de l'intérieur qui venaient prendre ici un repos estival. La grande crise de 1929 porta un coup d'arrêt à l'essor touristique, mais celui-ci reprit après 1950, attirant un nombre croissant de Sud-Africains et de Blancs venus d'Angola et même de Rhodésie.

A Schwakopmund, tout le monde parle allemand. Inscriptions, affiches, panneaux de signalisation sont rédigés en langue allemande. On parle de « la République », pour désigner l'Allemagne du Sud, avec la même nuance de détachement teinté d'ironie dont font preuve les Britanniques quand ils évoquent « la continent », c'est-à-dire le reste de l'Europe. Les touristes, que certains appellent ici « les terroristes », viennent de plus en plus fréquemment de Francfort, par avions affrétés, pour retrouver l'atmosphère, chez eux depuis longtemps disparue, de l'Allemagne ancestrale. Le jour anniversaire de la mort de Guillaume II, quelques nostalgiques du « bon vieux temps » hissent, au monument aux morts de la Grande Guerre, le pavillon impérial frappé de la croix de fer.

Depuis plus d'un demi-siècle, la tour crénelée de la maison Wörmann, sa façade à faux colombages et ses pignons à calices décorés sous lesquels émergeait le conseil d'administration de la *Damara und Namaqua Handelsgesellschaft*, les installations « patisseries » architecturales de l'ancien mess des officiers du génie, le foyer de la princesse Ruprecht et les bâtiments des hôtels Fürst Bismarck et Europahof défilent les morsures des embruns. Le musée local rappelle les grandes heures de l'épopée coloniale, en une série de dioramas évocateurs, représentant les principales batailles livrées contre les héreros et autres populations indigènes aux bords de la culture germanique. Classée monument historique, la gare ressemble à un joli jouet d'enfant. Des tombes d'officiers de marine, regroupées à l'ombre de grands eucalyptus, indiquent

soberement : « Es starben für Kaiser und Vaterland. »

Cependant, dans quelques années, la vieille cité ne sera plus qu'un souvenir. Les quartiers noirs, peuplés de Damaras et d'Ovambos, prennent une extension considérable et abritent déjà plus de 6 000 personnes. Le quartier métis de Tamariskia est, lui aussi, en plein essor. Avec la récente découverte, à Rössing, à une soixantaine de kilomètres à l'est de la ville, de l'un des plus grands gisements d'uranium connus au monde — exploité par la société Rio Tinto, — plus de cinq cents nouvelles familles vont être installées à Schwakopmund au cours des prochains mois.

L'aristocrate silésien qui évoquait, à notre intention, les rapports entre Noirs et Blancs, ne se fait aucune illusion sur l'avenir du petit monde auquel il appartient. « Avec les Indigènes, nous avons toujours eu de bons rapports », comme mes parents avec nos fermiers polonais de Silésie... Avec la mise en exploitation de la mine de Rössing, les souvenirs surannés de l'Allemagne wilhelminienne risquent déjà de s'évanouir rapidement. Mais les pénis qui montent à la frontière nord du pays, depuis la victoire du Mouvement populaire de libération de l'Angola, vont sans doute bientôt réduire en cendres ces ultimes reminiscences du « bon vieux temps ».

PHILIPPE DECRAENE.

MARIAGE

La star et le cuisinier

NEW-YORK. A soixante-seize ans, Gloria Swanson vient de prendre un deuxième mari. Comme elle le dit : « Cela me fait tout drôle, je ne me suis pas mariée depuis les années 40. » Dans la vie, la vedette de *Swanee Boatman* est incroyablement petite (à peine 1 m. 50), elle chausse du 34 et ses chevilles sont minuscules. On dirait que tout en elle a rétréci, sauf les yeux, qui rejoignent presque les sourcils, qu'elle a haussés.

Son mari, Duffy, comme elle l'appelle, a trente ans de moins qu'elle. Ce n'est pas cela qui est étonnant, mais les photos qu'il montre volent. Des photos de lui il y a dix ans, lorsqu'il était un jeune journaliste de 130 kilos qui venait d'écrire une biographie de Billie Holiday (*Lady sing the blues*). Aujourd'hui, il est mince et très séduisant sans que comme Mao et semble avoir dix ans de moins qu'il y a dix ans.

Que s'est-il passé ? C'est très simple, c'est du romantisme distillé. Gloria Swanson, depuis 1927, prêche pour les nourritures saines, l'eau pure et les régimes sans sucre. Quand elle a rencontré Duffy elle en a fait son disciple, puis son cuisinier et enfin son mari.

Il vient d'écrire un livre de diététique (*Sugar Blues*), et le couple est en train de faire le tour des Etats-Unis pour diffuser cet ouvrage qui est un peu son enfant. Amour de la diététique ou amour tout court ? « C'est le même amour », aime à répéter la jeune mariée. En japonais, je vous aime peut se dire : « Je veux vous faire la cuisine... »

J. D.

Poste

Bergen-Issoudun via Bombay

DE passage près de Bergen (Norvège) pendant l'été de 1974, un voyageur français adresse une carte postale à des amis résidant à Issoudun (Indre). Mais il omet de mentionner le nom du pays de destination.

Indre ? Après avoir oblitéré la carte à la date du 17 juillet 1974, le postier norvégien la dirige sans hésiter vers l'Inde. A Bombay, où elle va, la carte postale fait doucement. Jusque-là tout va bien, mais l'écriture, ajoutée à l'encre rouge le mot-clé qui manquait : France. Et c'est ainsi que près de vingt mois après avoir été postée au fond d'un fjord norvégien, la petite carte postale est finalement arrivée le 2 mars 1976 à Issoudun (Indre).

CHRISTIAN GRATALOUP et JACQUES LEVY, agrégés de géographie.

(1) Pour toute correspondance, s'adresser à M. Jacques Levy, 8, rue Jules-Valles, 75011 Paris.

LES LOIS DU TELEPUBLISPECTACLE

TF 1 et Antenne 2 ont acquis une mentalité commerciale

BIENTOT de la publicité pour les spectacles à la télévision ? On en parle. De même, il est question d'autoriser un jour les annonceurs pour les maisons individuelles ou pour les encyclopédies. L'ouverture des écrans publicitaires de TF 1 et d'A 2 à ces nouveaux annonceurs, jusqu'à présent « interdits d'annonce », est à l'étude. Mais les autorités de tutelle ne semblent pas encore prêtes à prendre une décision qui risque de gêner fortement les entreprises de presse. Le manque à gagner serait grand, en effet, surtout pour les quotidiens nationaux, dont la situa-

tion, sur le plan de la diffusion comme sur celui de la publicité, n'est pas excellente, mises à part quelques exceptions, dont le Monde.

Pourtant, si la publicité télévisée continue de peser lourd sur la presse écrite, sa santé n'est plus aussi éblouissante qu'elle par le passé. Déjà, en 1975, TF 1 et A 2 n'ont pas réussi à faire le plein de leurs recettes publicitaires (TF 1 a manqué son objectif de 10 millions de francs; A 2, de 20 millions). Si rien ne prouve que ces deux chaînes y parviendront cette année, en effet, le volume des recettes commerciales autorisées en 1976 a été automatiquement relevé, du fait de l'augmentation de la redevance, de quelque 138 millions de francs (1). Cela au moment où les annonceurs semblent se détourner un peu de la télévision au profit de l'affichage et des radios, médias considérés aujourd'hui comme les plus « dynamiques ». Une concurrence acharnée s'est engagée entre les dirigeants des règles publicitaires de TF 1 et d'A 2.

L'Etat : « Le général n'en faisait pas une affaire théologique mais, au départ, il y était opposé. Tout d'abord parce que les télévisions américaines admettaient la publicité et que les résultats obtenus ne lui paraissaient pas excellentes. Ensuite, il ne voyait pas pourquoi on devait laisser le privé pénétrer dans un secteur contrôlé par l'Etat ».

Le premier ministre d'alors, Georges Pompidou, et ses conseillers pensaient différemment. Ils ont convaincu le général de Gaulle à l'aide de deux arguments : la publicité télévisée permettrait de ne pas trop augmenter la redevance; elle fournirait également une partie des crédits nécessaires pour créer un jour une troisième chaîne.

Peu avant le débat parlementaire consacré à cette question, au printemps 1968, le directeur général de l'O.R.T.F., de l'époque, M. Jacques-Bernard Dupont, prend position pour l'entrée de la publicité de marques sur le petit écran. Tandis que la presse s'alarme et proteste, il défend en substance la thèse suivante : « Si la publicité doit être introduite à la télévision, je préfère que ce soit sur une chaîne nationale. Mais en aucun cas elle ne doit devenir la ressource principale des chaînes. La redevance doit assurer normalement l'évolution des prix ».

Tant qu'exista l'O.R.T.F., tout se passa relativement bien. Admise officiellement sur l'antenne en octobre 1968, la publicité de marques se concentra essentiellement sur la première chaîne, qui bénéficia alors d'une très large audience. La seconde chaîne, qui pratiqua des tarifs nettement inférieurs, ne recueillit naturellement que des maigres. Mais ce déséquilibre importa peu : les recettes publicitaires entrèrent dans la « caisse commune ». Celle-ci fut éclose avec l'O.R.T.F. en janvier 1975.

FR 3) mais encore sur celui de la publicité. Concurrence d'autant plus sévère que leur équilibre budgétaire en dépend : les recettes de TF 1 devront, en effet, être assurées, en 1976, à 60 % par la publicité (contre 59 % en 1975) et celles d'A 2 à 46 % (contre 40 %).

On peut s'étonner des ambitions publicitaires d'A 2. Les dirigeants de cette chaîne visent haut : en 1976, leurs recettes publicitaires devront dépasser de 40 % celles réalisées l'année précédente (356 millions de francs contre 250 millions). A TF 1, on est plus modeste : l'objectif à atteindre (470 millions) est en progression de 17,5 % sur les résultats de 1975 (400 millions).

Le « coup de collier » que doit donner cette année les responsables d'A 2 — certains spécialistes l'estiment irréalisable — est un effet de la volonté gouvernementale. On veut rééquilibrer les composantes budgétaires des deux chaînes; on veut que TF 1 et A 2 soient, en 1976, chacune financée pour moitié par la redevance et pour moitié par la publicité. Ce rééquilibrage est d'ores et déjà amorcé : le gouvernement a procédé cette année à un « transfert » autoritaire de 10 millions de francs de recettes publicitaires de TF 1 à A 2. Opération compensée par 10 millions de redevance affectés à TF 1.

Derrière ce curieux jeu de chiffres, une réalité simple : la première chaîne bénéficie ainsi de 10 millions de recettes sèches (redvances). En revanche, Antenne 2 devra, quant à elle, trouver cette somme chez les annonceurs. Il ne s'agit pas vraiment d'un cadeau.

La situation actuelle n'est pas sans danger. M. Joël Le Tac, député U.D.R. et rapporteur spécial pour le budget 1976 de la radio-télévision, l'a souligné en octobre dernier : « En faisant aux sociétés des objectifs contraires à une bonne gestion, à-t-il dit, on porte atteinte à leur autonomie et au sens des responsabilités de leurs dirigeants ».

La concurrence est le pain quotidien de MM. Yves Tellestre et Jean Harnols (respectivement

secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, « si cette ouverture se fait, on prendra l'avis de tous les intéressés ». Quant à la presse, « elle est, estime-t-il, dans une situation suffisamment délicate pour ne pas trop charger la baraque ». Cela dit, l'adhésion à la télévision de la publicité pour des spectacles à ses adeptes : « Elle permettrait peut-être d'en finir avec une certaine forme de publicité clandestine ».

D'autres s'inquiéteront des éventuelles pressions sur le contenu des programmes. Les annonceurs s'en défendent. Pourtant, le succès de l'émission d'Armand Jammot « Ça va un truc », diffusée sur A 2 à une heure de grande écoute — celle précisément où les spots publicitaires rapportent le plus — n'a-t-il pas plus ou moins amené les responsables de TF 1 à remplacer le traditionnel feuilleton ? N'est-ce pas là un premier signe ?

L'HOMME-EMEREC

EN introduisant Jean Cloutier à une assemblée de publicitaires français, réunis à l'hôtel Méridien, un représentant de l'Agence Informations et Publicité n'a pas craint de qualifier de « nouveau prophète de la communication » cet ancien adjoint du directeur de l'Institut des journalistes à Strasbourg, aujourd'hui directeur du centre audio-visuel de l'université de Montréal.

Un Mac Luhan de langue française ? Non. Un « théoricien pur ». Un chercheur qui conçoit son rôle et celle de son équipe au sein de l'université, comme un « service ». Surtout, un réconciliateur qui porte un regard froid sur les « aphorismes » de son grand aîné canadien anglais, et trouve des mois de méditations pour réconcilier écrit et audio-visuel, pour inscrire dans un ciel serene les galaxies Gutenberg et Marconi.

Il est temps, selon Cloutier, de faire place à l'écrit dans les systèmes de communication et, « en rejetant toutes les oppositions artistiques et souvent moralisatrices », d'annoncer l'avènement du langage « polysynthétique à quatre dimensions » : l'« audio-scripto-visuel ». Il est temps également d'analyser, avec lucidité et recul, l'idée que le développement incontrôlé des « mass media », véritable « bond quantitatif », aurait traumatisé irrémédiablement l'humanité, la condamnant à « avancer à reculons dans le futur » (selon le célèbre raccourci de Mac Luhan, dans « Message and Man »). Il serait temps, enfin, d'opposer au « stress » une « approche globale des phénomènes de communication » (mass media et self media, dans leur fonction d'information, d'éducation, d'animation, de distraction), consignée dans un ouvrage à la fois didactique et encyclopédique, dont, seul, le titre — « L'Ere d'Emerac » — rappelle quelques-uns des messages mac luhanien.

« Emerac, c'est vous, c'est moi », écrit, en préface, Jean Cloutier. « C'est l'« homo communicans », « personification de l'homme moderne », « à la fois émetteur et récepteur ». Et l'auteur passe en revue la communication d'Emerac : les langages d'Emerac ; les médias d'Emerac ; les messages d'Emerac, voyant que « les concepts analysés se veulent opérationnels et doivent déboucher sur une synthèse applicable dans la communication quotidienne de tous les Emerac, et surtout des Emerac communicateurs, tels que les éducateurs, les animateurs et, d'une façon générale, tous les médiateurs ».

Emerac, c'est l'homme. Alors, pourquoi Emerac ? Pourquoi ces trois syllabes accolant deux activités, comme si notre destin se limitait à émettre et à recevoir sans dormir, sans rêver, sans espérer... sans agir ? Pourquoi ce recours à un être abstrait, symbolisé graphiquement par deux losanges superposés, en forme de pion, sans bras ni jambes ?

Pour mieux marquer, peut-être, que les hommes Emerac se définissent par leurs ressemblances, plutôt que par leurs différences, et que celles-ci s'intègrent « harmonieusement » dans un système méconstruit idéal, sans cesse amélioré par les progrès de l'histoire.

Cloutier limite ses interrogations au fameux schéma : Qui dit quoi ? Par quel moyen ? A qui ? Avec quels effets ? D'autres s'inquiètent de savoir : Qui fait dire quoi ? A qui ? A quel moment et dans quel but ? Mais ceux-là qui dénoncent dans la communication les mécanismes du pouvoir ne sont évidemment pas invités par les publicitaires à exposer en détail leurs « méthodes opérationnelles ».

ANNE REY.

* Jean Cloutier : *L'Ere d'Emerac ou la communication audio-scripto-visuelle à l'heure des self-media* (deuxième édition, 1975, Presses de l'université de Montréal, 257 pages).

Feu vert de l'Elysée

L'histoire des relations, par publicité interposée, entre la télévision et la presse écrite, ne date pas d'hier. L'accès de la publicité de marques à l'O.R.T.F. restera longtemps une hypothèse. On ne commença à l'envisager ouvertement qu'à la fin de l'année 1967. A cette époque (et même plus tard) un projet de création de chaîne privée — mis en avant par certains dirigeants d'Europe 1, des personnalités du monde de la publicité et des affaires — est vigoureusement défendu en coulisse auprès des parlementaires et du gouvernement.

Ce projet n'aboutira jamais, et l'Office ouvrit sa porte aux annonceurs. Le général de Gaulle n'était pourtant pas favorable à cette « ouverture ». L'un de ceux qui l'approchaient alors définit ainsi la position du chef de

Jeux de chiffres

Aujourd'hui, les deux premières chaînes sont non seulement concurrentes sur le plan de l'audience (privilege partagé avec

FR 3) mais encore sur celui de la publicité. Concurrence d'autant plus sévère que leur équilibre budgétaire en dépend : les recettes de TF 1 devront, en effet, être assurées, en 1976, à 60 % par la publicité (contre 59 % en 1975) et celles d'A 2 à 46 % (contre 40 %).

On peut s'étonner des ambitions publicitaires d'A 2. Les dirigeants de cette chaîne visent haut : en 1976, leurs recettes publicitaires devront dépasser de 40 % celles réalisées l'année précédente (356 millions de francs contre 250 millions). A TF 1, on est plus modeste : l'objectif à atteindre (470 millions) est en progression de 17,5 % sur les résultats de 1975 (400 millions).

Le « coup de collier » que doit donner cette année les responsables d'A 2 — certains spécialistes l'estiment irréalisable — est un effet de la volonté gouvernementale. On veut rééquilibrer les composantes budgétaires des deux chaînes; on veut que TF 1 et A 2 soient, en 1976, chacune financée pour moitié par la redevance et pour moitié par la publicité. Ce rééquilibrage est d'ores et déjà amorcé : le gouvernement a procédé cette année à un « transfert » autoritaire de 10 millions de francs de recettes publicitaires de TF 1 à A 2. Opération compensée par 10 millions de redevance affectés à TF 1.

Derrière ce curieux jeu de chiffres, une réalité simple : la première chaîne bénéficie ainsi de 10 millions de recettes sèches (redvances). En revanche, Antenne 2 devra, quant à elle, trouver cette somme chez les annonceurs. Il ne s'agit pas vraiment d'un cadeau.

La situation actuelle n'est pas sans danger. M. Joël Le Tac, député U.D.R. et rapporteur spécial pour le budget 1976 de la radio-télévision, l'a souligné en octobre dernier : « En faisant aux sociétés des objectifs contraires à une bonne gestion, à-t-il dit, on porte atteinte à leur autonomie et au sens des responsabilités de leurs dirigeants ».

La concurrence est le pain quotidien de MM. Yves Tellestre et Jean Harnols (respectivement

Sourires aux annonceurs

A 2, pour sa part, multiplie les efforts pour convaincre les annonceurs des mérites de la chaîne. M. Jean Harnols reconnaît même « essayer de s'attacher des clients exclusifs ». Parmi les principaux éléments de séduction avancés : la création d'une prime de 3 % sur l'accroissement du chiffre d'affaires, pour récompenser les clients de leur fidélité. Prime versée si l'annonceur investit davantage qu'en 1975 sur la chaîne.

FR 3 en question

Autre sujet de préoccupation : jusqu'où ira la concurrence publicitaire entre les deux chaînes ? Elle n'a aucune raison de s'arrêter. D'où un vague projet de rétablir une règle commune de publicité, « seul moyen d'enter que la concurrence ne dégénère », selon certains.

Reste le cas de FR 3 et de l'éventuelle entrée de la publicité sur les écrans des stations régionales. La question se pose malgré des démentis officiels. A priori, rien dans la loi du 7 août 1974 ne semble exclure cette possibilité. Ensuite, les annonceurs ne s'y opposeraient certainement pas. Enfin, certaines personnalités bien au fait de ces problèmes admettent que l'idée fait son chemin : des responsables de la presse régionale entreprendraient même actuellement des études de couplage de publicité presse-télévision. La seule certitude connotée par ces mêmes personnalités : « Rien ne sera fait avant les législatives prévues pour 1978 ». Il semble qu'on ne tienne pas trop à heurter la presse de province avant cette échéance.

CATHERINE GUIGON.

« Mourir au soleil », de Marcel Blumal

« Le temps des vieux est un temps déstructuré »

CE ne sont pas les vieux de Brel, horloges et levande, qui font des gestes ivres dans une brume de souvenirs : M. Pagès (Henri Vilbert) met neuf minutes à graver, le coude droit, les six étages qui le mènent à sa mansarde nicoise — où l'attend Mme Pagès (Orane Demazis), malade. Deux vieux, des retraités, qui font des efforts sur l'ordinaire, pour demeurer dans un immeuble cossu, pas loin de la mer... Mourir au soleil, mais cela demande des moyens : le médecin et le médicament, l'hôpital peut-être. Le « gros billet » n'est pas assez gros, comment faire ? A-t-on encore la force de raisonner, d'inventer des solutions ? La vie ralentit, la violence des gens s'efface, pressée, perdue, le moindre geste de solidarité ? Dans une ville comme Nice surtout, où il y a tant de vieux, et tant de gens pressés...

A Nice, où, voici quelques années, Marcel Blumal avait tourné un reportage sur les personnes âgées pour les Femmes aussi, d'Elaine Victor.

— Mourir au soleil, c'est un remake ?

— Depuis des années, dit Marcel Blumal, je suis fasciné par cette histoire : la France est un pays où il y a le plus de personnes âgées en Europe et Nice est la ville où il y a le plus de vieux en France. Dans « Les Femmes aussi », comme dans « Mourir au soleil », c'est le même problème. Seulement, il était traité sous forme de non-fiction.

— Vraiment ?

— C'était une enquête pour un film d'une heure. Chacun, aux « Femmes aussi », avait sa manière : Paul Seban scénaristait, d'autres étaient « objectifs ». Moi, je donnais mon point de vue. Mais, de toute évidence, ça ne m'a pas suffi.

— Pourquoi ?

— On peut passer très vite sur les raisons pour lesquelles les histoires du troisième âge concernent tout le monde : tout le monde s'en préoccupe aujourd'hui. Ma véritable préoccupation était d'ordre théorique : elle découlait d'une réflexion sur les problèmes du temps, de la durée. Pour plusieurs raisons, en effet, au lieu de faire un film, il fallait enfin que je rie et — pour des motifs théoriques aussi — il fallait que je le fasse calmement.

L'idéologie du sujet

— Vous disiez, le temps...

— La plupart des films de gauche provoquent chez moi un malaise. Non sur ce

qu'ils disent, mais sur la façon qu'ils emploient pour le faire. Je m'explique... Un cinéaste de gauche est appelé à dire : la liberté de l'homme est en cause, l'homme est aliéné.

— Mais, quoi qu'ils disent, les films de gauche entrent dans le moule cinématographique, se conformant à ses mesures du temps, de l'espace, selon une forme héritée des Américains, de Griffith, une forme faite pour conforter l'idéologie du sujet : une forme cinématographique qui désigne la liberté du sujet, se libère de décider, dans un cadre apparemment neutre, à travers une illusion de réalité... Je suis d'autant mieux placé pour connaître les mécanismes de l'idéologie du sujet, qu'avec des feuilletons comme *Vidocq* l'en était devenu le spécialiste, au petit écran. Et ce n'est pas peu dire : je crois la télévision encore plus radicale dans ce domaine que le cinéma.

Contre le volontarisme

— Ce n'est pas seulement une question de forme.

— En tout cas, ça l'est. Prenons l'exemple du travelling. Pour moi, le travelling n'est pas seulement affaire de morale, il est aussi affaire de politique : le mouvement continu de la caméra, vers l'avant le plus souvent, constitue un fléchage absolu, il décrit une fois pour toutes l'espace, et met l'accent sur les seuls temps forts de l'action. On voit le personnage décider et faire — ce qui permet d'acquiescer le reste.

— J'approuve devant cela le sentiment de malaise que je parlais. L'utilisation dans un film « de gauche » d'une telle forme, volontariste, pour décrire l'aliénation, conduit, à mon avis, à décrire un état de choses complètement contraire à la réalité.

— Les occasions ne vous ont pas manqué auparavant...

— Je n'ai jamais fait un film personnel à fond jusqu'à présent. Peut-être parce que j'ai des points de vue très humbles sur l'œuvre, sur la création. Tant que je n'étais pas sûr d'avoir quelque chose à dire, je me mettais au service d'autres paroles. Puis l'occasion s'est présentée.

— L'occasion ?

— C'est très dialectique. La rarefaction des possibilités de parler pousse à parler, et ce n'est pas en faisant une télévision de droite qu'on parviendra à empêcher les gens de gauche de s'exprimer. Il m'a semblé que

dans la pratique à mettre en œuvre sur ce début de théorisation, il était opportun d'entreprendre une certaine déstructuration du temps cinématographique. J'ai été conforté dans ce choix, a posteriori, par une réflexion de Pour Marx d'Althusser, où, parlant du Piccolo Teatro, il dit que Strehler a rendu visible le temps de l'aliénation.

— Comment ?

— Le temps de l'aliénation n'est pas affaire de volonté. Il fallait une formule cinématographique susceptible de rendre compte de la réalité de l'aliénation. Filmer des vieux permet d'utiliser une déstructuration du temps qui existe déjà : le temps d'un vieux est différent du temps « volontariste ».

— La fiction dramatique, c'est une manière de critiquer sur l'illusion de réalité du reportage ?

— Pour moi, le dramatique ne dit pas plus, elle parle mieux. Le reportage est toujours chahuteur. Pour s'approcher davantage de la réalité, il faut passer à un étage supérieur. La fiction est une manière de dire les choses de façon plus nette, plus juste. C'est affaire de travail, de pratique. Le film est entièrement écrit : deux cent cinquante pages de scénario. Tout ce qu'il est se trouve décrit dans la colonne de gauche : il n'y a pas une image, pas une situation, pas une volonté qui n'y figure. Ce n'est pas un découpage mais une hauteur d'exigence afin de trouver, à travers cette fiction plus vraie que la réalité, un intérêt symbolique : l'ascension en temps réel des six étages par un vieux, qui dure neuf minutes, me semble de cet ordre : le temps qui passe alors possède une dimension politique et non « existentielle », c'est l'aliénation et non le « malheur » de l'homme.

L'hyperréalisme tue le vraisemblable

— Donc, vous rompez avec le Blumal à succès ?

— Je brûle ce que j'ai adoré à travers *Vidocq* : ce que je fais, au Conservatoire, au théâtre, à l'Humanité dimanche ou à la télévision représente pour moi une remise en cause totale qui s'effectuait déjà dans *Antoine et Cléopâtre*. Pour le moment, j'ai l'avantage de bénéficier d'un consensus, autant auprès des « hutes » que de la généralité du public. Toutefois, ce n'est pas une rupture : négative, je montais simultanément *Le Mariage de*

Figaro et Woyzeck, et je ne suis pas sûr d'avoir définitivement choisi. Disons que c'est un temps de réflexion non idéologique, réaliste, sur ce métier et la manière dont on le fait.

— Vous dites réaliste, on peut penser hyper-réaliste. Votre prise de son, vos images, les situations...

— Ça rejoint mes préoccupations. Je ne peux parler que pour le stock intellectuel de la majorité. Si on parle, on parle à quel-qu'un. On ne peut convaincre qu'à travers des signes de la réalité connue. L'intérêt de l'hyperréalisme est de tuer le vraisemblable. On ne peut adhérer ni à l'action ni aux situations : on est forcé de voir une critique. Je crois que le film produit l'impression d'un hurlement tout froid.

— Oui, froid, sombre même.

— Ce que je reproche à la télévision, c'est de fournir des schémas de fixation. Elle permet de croire qu'on a vécu les choses en les ayant simplement vues. Les téléspéculateurs ne doivent pas avoir le sentiment, à la fin d'un film, que les problèmes sont résolus.

— Mais on a trop tendance à considérer aujourd'hui que le metteur en scène est omnipotent, un demi-dieu, qu'il a des intentions et les traduit parfaitement. Qu'on lutte contre ou qu'on soit pour, c'est une idée de l'époque. En fait, le metteur en scène met en gerbe une somme de possibilités, de sons, pour aller dans une direction entrevue. Mais le temps qu'il fait, le langage du comédien, la « forme » du cadreur, donnent, aux scènes des significations imprévues... C'est un abus de confiance de faire croire que le metteur en scène a tout voulu. En ce qui me concerne, ça s'est produit dans *Don Juan*, et depuis on me rend compte de tout. Dans la pratique, je revendique seulement dix pour cent du résultat.

— L'essentiel ?

— Ce qui est irremplaçable, c'est qu'on ne peut pas s'adresser à un petit nombre. D'ailleurs, à la télévision, un petit nombre, c'est déjà cinq cent mille. Mes recherches doivent passer par le stock mental des télé-spectateurs. C'est le même boulot, au fond, la même préoccupation que celle d'un homme politique, Mitterrand ou Marchais. On a la même public.

Propos recueillis par MARTIN EVEN.

* Jeudi 18 mars, A 2, 20 h 30.

RADIO-TELEVISION

CORRESPONDANCE

La famille, le temps d'un film

Un membre de la famille Patria, la laquelle était consacré l'émission « la Famille de mon frère », présentée dans le Monde daté 15-16 février, nous écrit :

Permettez-moi de penser que vous avez dû regarder ce film avec une bien trop grande attention. J'aurais préféré que votre accueil fût plus spontané ; et peut-être alors n'auriez-vous pas dressé notre humble témoignage au niveau de la tragédie.

Je ne refuse pas en bloc ce que vous avez dit, et je sais que, dans la mesure où vous avez cherché à nous comprendre, vous ne l'admirez pas.

Mais ce que je refuse, c'est que vous fassiez passer, dans ce que vous écrivez, « votre » vérité, non pas la nôtre, et c'est surtout que vous jugiez des êtres que vous ne connaissez pas sur des orientations spirituelles que vous croyez deviner dans les sous-entendus de ce film ; des notions spirituelles que vous n'approuvez pas, et tout votre jugement s'établit là-dessus, par extension abusive.

Vous nous enfermez dans ce film comme s'il constituait l'événement définitif dans la vie de chacun de nous. L'événement énorme à partir duquel rien n'est plus possible.

Et cet événement lui-même, tel que vous l'imaginez, vous le cataloguez en fonction d'une certaine notion de la famille que vous croyez être la nôtre.

Ce qui est grave, donc, c'est que vous déduisez de ces images très fragmentaires des conséquences terribles, comme si elles étaient précisément en train de se produire.

Vous nous promettez l'inévitable ?

Puisqu'il ne m'est pas possible de développer ici les thèmes d'espoir que je pourrais facilement vous opposer, je voudrais vous rassurer sur le sort de cette femme et de chacun de ses enfants, que vous avez déjà voués à la catastrophe : ils allaient peut-être mourir.

De la culture ou de la salade ?

M. Hubert Joly, secrétaire général du Conseil international de la langue française, nous écrit :

Les nouvelles sociétés de radio-télévision ont été récemment leur premier anniversaire dans une ambiance qui n'excluait pas, de leur part, un certain triomphalisme. On peut se demander si ce dernier est, en tout point, justifié.

Il n'est pour en douter que de voir les émissions que nous offre la télévision du samedi et du dimanche, seuls jours où ceux qui travaillent peuvent regarder le petit écran.

On est confondu de voir la proportion de navets d'origine américaine que diffusent nos sociétés en l'espace d'un après-midi. La palme de la sottise dans ce domaine revient incontestablement à TF 1 avec sa production « Samedi est à vous », dont la nullité atteint des sommets inégalés. Sottise, car je ne crois pas une seconde que le malheureux Bernard Golay et ses acolytes soient le moins du monde les agents de la C.I.A. et de M. Kissinger réunis. Mais au moins les complexes inconscients d'un processus qui aboutit à une dégradation lente (certains diront que je suis optimiste) mais sûre de la qualité des émissions radiotélévisées.

On dira, bien entendu, que les émissions en provenance des États-Unis sont amorties depuis longtemps et que les petits budgets de nos sociétés ne leur permettent pas de faire mieux.

Mais les responsables comprennent-ils qu'en agissant ainsi ils ne font qu'amplifier les possibilités de créativité des réalisateurs français, qu'ils préparent à terme la ruine de leurs sociétés ? Que coûte en devises

voir un jour vous montrer leur joie de vivre, et leur modeste sérénité.

En fait de mission « obscure » (merci !) « confiée par Dieu et la nation » (pauvre nation avec de tels serviteurs), en fait d'« exaspération », de « fissures », de « abdication irréversible », de « désespoirs cachés », et autres « blocages héréditaires », j'aimerais que vous preniez connaissance maintenant de ce message que vous propose ma femme, ou message, qu'elle nous transmet tous les jours, et qu'elle n'avait jamais formulé.

C'est vous qui l'aurez provoqué.

« Sière mère, c'est être à l'écoute, regarder autour les siens, pas forcément pour trouver des solutions. Il faut parfois des jours de réflexions pour une phrase dite à un enfant ou à son mari. Réfléchir, savoir comment aider sans faire souffrir, en laissant une liberté totale, mais en exprimant son intime conviction. Souvent aussi, ce n'est pas la mère, mais d'autres qui agissent, parleront pour elle. Personne ne le saura ».

Une mère garde beaucoup de choses en son cœur.

Dans le film, le mot souffrance revient souvent. Mais la souffrance est forcément dans la vie. A nous de la dépasser pour atteindre la joie. A nous d'essayer de la faire comprendre aux enfants, aussi avec l'aide, des autres.

Où commence, où s'arrête l'intimité d'une famille ? Croit-on vraiment qu'il est possible de se confier entièrement sur tout ? Un être se connaît-il vraiment ? N'est-il pas bon d'avoir un jardin secret ?

Pour moi, tant de choses existent dans une seule personne. C'est un univers d'une richesse infinie. Je suis émerveillée de l'immensité de nos possibilités spirituelles, poétiques, intellectuelles, de nos possibilités d'amour.

L'important c'est d'aimer.

à la collectivité cette politique aberrante ? A quel nous sert de voir toujours les mêmes westerns plus ou moins spagués et ces films policiers qui ne donnent qu'une vision ridiculement stéréotypée des États-Unis d'aujourd'hui ? Le monde n'en est plus à la construction du chemin de fer du Pacifique. Les redevances des téléopérateurs ne doivent pas être consacrées à l'enrichissement d'Hollywood. Nous avons mieux à faire. Il ne manque pas de réalisateurs qui ont besoin de s'exprimer et qui préfèrent des budgets de misère à pas de budget du tout.

Les jeunes Français ont aussi besoin de connaître une autre expression culturelle que celle des cow-boys. J'attends avec impatience de voir les productions des pays méditerranéens, arabes, africains, sans parler de l'Extrême-Orient, plus lointain. C'est avec eux que la France de demain vivra, et ce n'est pas la plus stupide forme d'oligarchie à développer que de commander aux réalisateurs de ces pays des productions qui se substitueront à celles d'Hollywood. Au moins trouvera-t-on en Afrique et en Asie des hommes qui sauront, avec des moyens limités, exprimer leur forme de civilisation. J'ai la faiblesse de croire que les sociétés françaises de radiotélévision ne se déconsidéreraient pas et que le téléopérateur aurait tout à y gagner. Et si notre pays ne veut pas stimuler partout où il le peut la créativité et l'évolution vers de nouvelles formes de culture et de civilisation, on peut se demander à quel il sert à la planète. En tout cas, l'Amérique de ce monde du président Grant nous importe peu aujourd'hui.

Qu'on se le dise quel Kennedy, rue Cognacq-Jay et ailleurs !

Téléthèque de Chaillot

MARDI 16 MARS : 14 h. Bleu comme un orange, de André Sraïra Labarthe (1968) ; 15 h. La Closerie des Lilas, de Bernard Rothstein (1974) ; 16 h. La rénovation urbaine, de Philippe Lalk (1971) ; 16 h. 55, L'étoile par Lénine, de Marc Ferro, Jacques Anjubault et Pierre Samson (1970) ;

MERCREDI 17 MARS : 14 h. Le galeid idéal du lac de Cheval, de François Chard (1974) ; 15 h. 55, Entre chien et loup, de John Ford, de Hubert Knap (1960) ; 15 h. 15, Le club sportif, de la XV de la Volaine, de Guy Olivier (1973) ; 16 h. 10, Il y a trente ans : la libération de Toulouse, de Jacques Ernaud (1974) ;

JEUDI 18 MARS : 14 h. François Truffaut : dix ans, dix films, de Jean-Pierre Chartier (1970) ; 15 h. Tentative de portrait en forme de spirale : Flaubert, de Alain Dhénaut

(1974) ; 17 h. Le besoin d'y croire : le grand illusionniste, de Sany Cordier (1972) ; 17 h. 20, Une journée avec le roi des rois de Jean-François Chauvel, Jacques Alexandre et Jacques-Olivier Chantard (1972) ;

VENDREDI 19 MARS : 14 h. Pourrait-on pour Léonor Flai, de Jean-Marie Jeunesson (1968) ; 15 h. André Gide, de Roland Darbois (1965) ; 15 h. 55, Ouvre grand les yeux, Antoine : le chancier naval, de Marcel Toulouze (1973) ; 16 h. 40, Léon Blum ou la fidélité, de Claude Fayard (1973) ;

SAMEDI 20 MARS : 14 h. Jean-Pierre Méville, de André-Spirain Labarthe (1971) ; 14 h. 55, Pablo Neruda l'indivisible, de tido Romero (1971) ; Les plus beaux de samedi soir, de Yves Gaudier et Claude Couder (1974) ; 16 h. 10, Paris, l'ère, de la libération de Paris, de Claude Robitni (1974).

Écouter, voir

● **ESSAIS : MOUCHOIRS DE NUAGES**, de J.-C. AVERY, Samedi 20 mars, FR 3, 20 h. 30.

Découvert par hasard — un jour de 1944 — chez un bouquiniste de Paris, *Mouchoirs de nuages*, de Tristan Tzara, a été la « pierre philosophale » placée au départ de la vie d'adulte de Jean-Christophe Avery. Il a été ébloui et fasciné, dit-il, « par les mille éclairs et l'éclat unique de cette tragédie pas comme les autres ». « Ce sentiment permanent de la relativité des êtres et des choses, du temps et de l'espace, que Tristan Tzara a souhaité faire partager à ses spectateurs de 1924, en détruisant le théâtre de 1924, en détruisant le théâtre dans le théâtre, puis en reconstruisant un théâtre sur les ruines du théâtre ou traversant hasardeux de quinze actes d'une tragédie joussement

incohérente et terriblement logique, fait voir qu'à un demi-siècle de distance les téléspectateurs le ressentent et l'éprouvent à nouveau. » Voici *Mouchoirs de nuages*, le rêve d'adolescent de Jean-Christophe Avery, passé à la soudeuse électronique.

● **CHRONIQUE : LETTRES DE PARIS ET D'AILLEURS**, de F. REICHENBACH, Samedi 20 mars, FR 3, 21 h. 45.

Quelle initiative étrange... On a choisi de montrer aux téléspectateurs n'importe quelle chute de pellicule sous prétexte quelle est signée Reichenbach. Pot-pourri d'anciens ou de récents reportages, rassemblés autour d'un thème artificiel (le destin des hommes, paraît-il), ce montage nous montre François Reichenbach — comme

toujours — parlant de Bach, des jeunes scientifiques recevant le prix Philipps, les élèves débutants d'Yvette Chauviré, Olivier Dassoit (héritier de l'empire Dassault) dans son avion particulier qui parle musique, photo, cinéma. Qu'il est facile d'être doué, quand on a de l'argent...

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de semaine sont parus dans « le Monde de l'éducation » (n° 15, daté mars 1976), qui les publie régulièrement tous les mois.

Les films de la semaine

● **IL ÉTAIT UNE FOIS UN FLIC**, de Georges Lautner. — Dimanche 14 mars, TF 1, 20 h. 30.

Trafic de drogue, rivalité de diverses polices et mésaventures d'un « flic », célibataire endurci, pourvu, pour les besoins de la cause, d'une femme et d'un enfant encombrants. Excellent et divertissant film commercial, bien servi par les dialogues de Francis Veber.

● **LA GARNISON AMOUREUSE**, de Max de Vaucorbeil. — Lundi 15 mars, TF 1, 20 h. 30.

Encore un Farnes de derrière les fagots (1933) où Pierre Brasseur joue aussi les comiques troupiers. Garnison consignée, vamps de sous-préfecture (Betty Stockfeld) et caserne en folie : ce vaudeville en uniforme est une vraie pièce de musée.

● **LUKE LA MAIN FROIDE**, de Stuart Rosenberg. — Lundi 15 mars, FR 3, 20 h. 30.

La rébellion d'une tête brûlée qui, dans un pénitencier digne de l'époque de *Je suis un évadé*, reste obstinément attaché au principe de la liberté individuelle. La force de l'interprétation de Paul Newman fait passer — ou blier — certaines conventions de la mise en scène.

● **RAZZIA SUR LA SCHNOUF**, d'Henri Decoin. — Mardi 16 mars, A 2, 20 h. 30.

Gabin joue avec autorité un policier infiltré dans un réseau de la drogue et parle l'argot d'Auguste Le Breton. Les éléments romanesques de l'histoire s'effacent au profit d'une reconstitution minutieuse qui fut appréciée à l'époque — du monde des trafiquants et des drogués.

● **LE JOUR DES APACHES**, de Jerry Thorpe. — Mardi 16 mars, FR 3, 20 h. 30.

L'itinéraire d'un western classique mais avec des héros amers et fatigués et une violence assez sadique.

● **LES SÉQUESTRES D'ALTONA**, de Vittorio de Sica. — Mercredi 17 mars, FR 3, 20 h. 30.

Revue par Zavattini et de Sica, la pièce de Sartre, pièce à thème, est devenue un mélodrame sur le remords des crimes de guerre nazis. Décalé, affaibli par rapport à l'œuvre originale, le film se traîne dans la grisaille et l'ennui.

● **CABARET**, de Bob Fosse. — Jeudi 18 mars, FR 3, 20 h. 30.

L'atmosphère malsaine et la faune « artistique » d'un cabaret de Berlin, en 1931, dans des croquis frelatés, d'inspi-

ration pseudo-féminine. Alliance très rétro de la comédie musicale et sentimentale, et de la reconstitution historique d'un monde à la veille du nazisme. Ce n'est pas à faire crier au chef-d'œuvre. On peut aussi garder ses distances.

● **LA VIACCIA**, de Mauro Bolognini. — Vendredi 19 mars, A 2, 22 h. 35.

Florence et la Toscane vers 1880, une affaire d'héritage, un jeune paysan dévot par la ville et par l'amour d'une putain trop sensible à l'argent. Une suite d'images traitées comme des estampes de la fin du dix-neuvième siècle, une Florence brumeuse, pluvieuse, délavée, superbement photographiée, le décor pittoresque d'une « maison Tellier » à l'italienne. Derrière l'habileté technique, le brio esthétique, il n'y a pas grand-chose qui retienne l'attention.

● **LE RETOUR D'IVANHOE**, de Roberto Mauri. — Dimanche 21 mars, A 2, 13 h. 30.

Un Ivanhoe qui n'a rien à voir avec Walter Scott. Il s'agit plutôt d'un faux Robin des Bois dans une imagerie due à un homme à tout faire des séries B italiennes.

● **PAS DE ROSES POUR O.S.S. 117**, d'André Hunebelle. — Dimanche 21 mars, TF 1, 17 h. 15.

Un feuilleton d'espionnage

et d'aventures, d'après Jean Bruce. Mise en scène et personnage stéréotypés. Ne vaut pas la peine d'être vu.

● **LE GENDARME SE MARIE**, de Jean Girault. — Dimanche 21 mars, TF 1, 20 h. 30.

Les aventures burlesques et sentimentales de Louis de Funès décidé à convoler en justes noces avec Claude Gensac. Si de Funès fait rire avec quatre grimaces et une dizaine de tics, le scénario est indigent et la réalisation, comme toujours, brille par sa banalité.

● **CHARLY**, de Ralph Nelson. — Lundi 22 mars, TF 1, 20 h. 30.

Douloureuse histoire d'un adulte dont le niveau intellectuel est celui d'un enfant et dont une opération du cerveau fait temporairement un être supérieur. Un peu décevant par rapport à la nouvelle de Daniel Keyes, *Des fleurs pour Algernon*, dont il est tiré, ce film comporte de bons et émouvants moments.

● **UN CAYE**, de Gilles Groussier. — Lundi 22 mars, FR 3, 20 h. 30.

Les sentiers battus de la série noire française. Bien ficelé, bien joué — surtout par Claude Brasseur. Pour tuer le temps.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Le journal d'Yves Mourousi ; 20 h. le journal de Roger Gicquel (le dimanche Jean-Claude Bourret reçoit un invité à 19 h. 45) ; Vers 23 h. TF 1 dernière, par Julien Besançon. Pour les jeunes : « Les Intos » de Claude Pierrard (le mercredi, 17 h. 30).

A 2 : 13 h. (les samedi et dimanche), Le journal de Jean Lami ; 14 h. 30, « Flashs » (sauf les samedi et dimanche) ; 18 h. 30 (sauf les samedi et dimanche), Le journal d'Hélène Vida ; 20 h. Le journal de Guy Thomas (Jean Lami, les

samedi et dimanche) ; 23 h. Le journal de Maurice Werther.

FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55 « Flashs » (sauf le dimanche) ; vers 22 h. Journal.

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : 9 h. 30 (le dimanche), La source de vie (le 14) ; Chrétiens orientaux (le 21) ; 10 h. Présence protestante ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur : La vie et les rêves, et un film, *Francis*

(le 14) ; La fidélité de Roger Delia (le 21) ; 11 h. Messe en la paroisse Saint-Germain de Chénay-Malabry (le 14) et à la paroisse Sainte-Thérèse de Villejoff (le 21).

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF 1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 15) ; Le vendredi (le mardi, 13 h. 30) ; Six minutes pour vous défendre (le samedi, 18 h. 40) ; Magazine « Formation » (une fois par mois, le samedi, 11 h.). A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, le samedi à 20 h. 20).

Petites ondes - Grandes ondes

Informations

FRANCE-INTER : A chaque heure jusqu'à 12 h. 30 et 18 h. 30 ; Bulletin complet à 5 h. 30, 7 h. 30, 9 h. 30, 11 h. 30, 13 h. 30, 15 h. 30 (Journ. de l'Europe) ; 8 h. 30 (Claude Guillemin) ; 9 h. 13 h. (J.-P. Elkabach) ; 19 h. (Paul Amar) ; 20 h. (Roger Telo) ; 22 h. (Paul Amar) ; 24 h.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Journal à 7 h. 30 (cult. mus.), à 9 h. (cult. mus.), à 12 h. 30 (cult. mus.), à 19 h. (cult. mus.), « Flashs » à 7 h. (cult. mus.), à 8 h. 30 (cult.), à 17 h. 25 (cult. mus.) et 23 h. 55 (cult. mus.).

EUROPE 1 : Toutes les demi-heures jusqu'à 8 h. ; Bulletin complet à 7 h. (Charles Villeneuve) ; 7 h. 30 (Gilles Schneider, commentateur, Alain Duhamel) ; 8 h. (Philippe Gildas) ; 9 h. (Françoise Kramer) ; 13 h. (André Anand) ; 19 h. (Pierre Lescure) ; « Flashs » toutes les heures ;

22 h. 30, Europe-Panorama ; 1 h. Europe dernière ; LUXEMBOURG : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 9 h. ; Bulletin complet à 9 h. 15 h. (Journal « non stop ») ; 18 h. 30 (Jacques Paul) ; « Flashs » toutes les heures ; R.T.L.-dijon : 22 h.

RADIO-MONTE-CARLO : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 7 h. ; Bulletin complet à 12 h. 45 et 18 h. 55 ; Journal à 7 h. 8 h. 9 h. 12 h. 14 h. 20 h. 22 h. 30, 24 h. ; « Flashs » aux autres heures (durée à 1 h.).

Régulières

FRANCE-INTER : 5 h. Variétés et informations ; 9 h. 10, Magazine de Pierre Bourellet ; 10 h. Inter-temmes ; 11 h. A vos souhaits ; 12 h. Rétro nouveau ; 12 h. 45, Le jeu des 1000 francs ; 14 h. Le temps de vivre (le 15 h. 10, l'Amérique de P. Salinger) ; 17 h. Radioscope ; 18 h. 5. Hanaas ; 20 h. 10. Pas de panique ; 22 h. 10, Le Pop Club.

EUROPE 1 : 6 h. 40, Les maudits de Philippe Gildas ; 8 h. 15, Chronique d'E. Mougeotte ; 8 h. 30, « Expliquez-vous... » d'I. Leval ; 11 h. Pile ou face ; 12 h. Cash ; 13 h. 30 (M.). Les dossiers extraordinaires du crime ; 14 h. Danièle Gilber ; 16 h. 30, Jean-Michel Despeignes, Pierre Lescure et Anne Schiavari ; 18 h. Jean-Loup Latoir ; 20 h. 30, Pierre Pechin ; 21 h. 30, François Divo ; 20 h. 40, Goliath.

RADIO MONTE-CARLO : 5 h. 30, Informations et variétés ; 9 h. 30, 1-9 Rouault ; 12 h. A vous de jouer ; 12 h. 25, Ouverture double ; 14 h. 10, Le cœur et la raison ; 15 h. Julie ; 16 h. Char-

chez le dique ; 17 h. Taxi ; 19 h. Hit-Parade ; 20 h. 3, Toto-Babus ; 21 h. 5, Flash-back ; 22 h. J.-C. Laval.

R.T.L. : 5 h. 30, Musique et nouvelles ; 9 h. 30, A.M. Peysson ; R.T.L. c'est vous ; 19 h. Hit-Parade ; 21 h. Les routes sont sympas ; 24 h. Les nocturnes.

Religieuses

et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) : 7 h. 15, Horizons ; 8 h.

Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Service religieux protestant ; 9 h. 10, Echos laïcs ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine ; La Libre pensée française (le 14) ; La Grande Loge de France (le 21) ; 10 h. Messe.

Radioscopies

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit Christiane Rochet (lundi) ; Roland Dhoradin (mardi) ; Robert Herbin (mercredi) ; l'orthopédiste Raymond Virain (jeudi) ; Pizal (vendredi).

D'une chaîne à l'autre

LA S.R.F. SOUHAITE QU'ANTENNE 2 PUISSE COPRODUIRE DES FILMS

Une délégation de la Société des réalisateurs de films (S.R.F.) a été reçue par M. M. Jullian, directeur d'Antenne 2, pour lui apporter son soutien. A l'issue de l'entrevue, elle a publié un communiqué où elle déclare notamment : « Le fait qu'Antenne 2 n'ait pas jusqu'à maintenant obtenu la carte de producteur de cinéma, qui lui permettrait de participer à la production de films destinés au cinéma et à la télévision, comme d'autres sociétés issues de l'O.E.T.F., nous a paru à la fois regrettable et injuste. A défaut de se voir accorder le droit à la coproduction et d'accéder au Fonds de sou-

tien, il nous a paru qu'Antenne 2 pourrait éventuellement coproduire des films au travers d'une organisation créée à cet effet. » La S.R.F. déplore les privilèges dont bénéficie la Société française de production et conclut : « Le point de vue des créateurs nous a semblé devoir l'emporter. »

UN HOMMAGE A MITRANI A LA CINÉMATHEQUE

La Cinémathèque française de l'Institut national de l'audio-visuel organise, à l'initiative d'Henri Langlois, une rétrospective de l'œuvre cinématographique et télévisuelle de Michel Mitrani. Les projections auront lieu jusqu'au 29 mars dans la salle du palais de Chaillot. (Renseignements : 704-24-24.)

RADIO-TELEVISION

Samedi 13 mars

CHAINE I : TF1

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Cl. François); 21 h. 30 (●). Télé-romans : Nouvelles d'Henry James I. le Banc de la déolation; 22 h. 30. R. Grenier, réal. Cl. Chabrol. Avec C. Samie, M. Duchaussoy, Th. Fruges.
Le roman de son ancienne fiancée, avec laquelle il a rompu et à laquelle il verse d'énormes sommes d'argent, place sur la vie d'un petit commerçant, au point que sa femme et ses enfants meurent de privations.
22 h. 30 (●). Les comiques associés. (Avec Rufus, Zouc, etc.)

CHAINE II : A2

20 h. 20. D'accord, pas d'accord; 20 h. 30 (●). Téléfilm : La nuit qui terrifia l'Amérique, réal. J. Sargent.
Symphonie d'or au dernier festival de Monte-Carlo, la reconstitution du studio, et dans quatre loges américaines, de l'émotion d'un grand succès, et la guerre des mondes, qui, en 1938, a été une véritable panique collective.
22 h. 5. Variétés : Dix de der, de Ph. Bouvard.

CHAINE III : FR3

19 h. Pour les jeunes : Le chevalier bleu et

Lolek et Bolek; 19 h. 40. Un homme, un évènement. Une famille d'agriculteurs; 20 h. Actualité cinématographique : La France et son cinéma. (Les quatorzièmes Journées cinématographiques de Poitiers.)
20 h. 30 (●) Télé-théâtre : Timon d'Athènes, de Shakespeare. Mise en scène de P. Brook. Avec F. Marthourat, M. Bénichou, U. Bihler, G. Chailou, M. Collison. Réalisation A. Tarta.
Joué spécialement pour la télévision, après les représentations données au Théâtre des Bouffes du Nord pendant la saison 1974-1975. Une allégorie sur la naissance et la corruption des dictatures.

FRANCE-CULTURE

17 h. 30 (●). Le troisième quart de siècle; 1971, par G. Cazaux; 19 h. 15. Entretiens protestants de carême; 20 h. 30. Poésie; 20 h. 5 (●). En hommage à P.-J. Jouve, nouvelle diffusion de « Poulain 1820 », avec E. Riva, P. Vaneck (première partie); 22 h. 5. La fugue du samedi, ou mi-hugue, mi-rabbin, divertissement de J. Chouquet; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 10. Soirée lyrique : « Le Cenerentola » (Rossini), avec A. Tardieu, B. Brewer, T. Nolen et le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. N. Bonaventura; vers 23 h. Vieilles Chansons; 24 h. Pour quelques instruments.

Dimanche 14 mars

CHAINE I : TF1

9 h. 30 (C). Emissions religieuses et philosophiques; 12 h. (C). La séquence du spectacle; 12 h. 30 (C). Jeu : L'homme qui n'en savait rien; 13 h. 20 (C). Le Petit Rapporteur; 14 h. 5. C. Les rendez-vous du dimanche; 15 h. 45. Sports : Direct; à la une; 17 h. 30 (C). Téléfilm : L'Emblème rouge du courage.
Un roman télévisé de « La Charge victorieuse » de John Huston.



18 h. 45 (C). Feuilleton : Nans le berger; 19 h. 15. Les animaux du monde.
20 h. 30. Film : « Il était une fois un fil », de C. Lautner (1974), avec M. Darc, M. Constant, H. Hiltien, M. Lonsdale.

Sur la Côte d'Azur, les aventures d'un policier, édité par un auteur, que les médias ont d'une enquête obligée à être en compagnie d'une jeune femme et de son petit garçon.
22 h. 5. Résultats des élections cantonales (deuxième tour).

CHAINE II : A2

12 h. C'est dimanche, de G. Lux; à 13 h. 30. Téléfilm : « Switch », réal. R. Day. Avec R. Wagner, E. Albert; vers 15 h. L'ami public N° 1; à 16 h. 30. Cyprien : Paris-Nice; vers 18 h. 40. Hercule; à 19 h. 30. L'heure des enfants (avec Lady Penelope); à 17 h. 35. Flash sportif; à 17 h. 40. Monsieur Cinéma; à 18 h. 15. Ciné-Studio 2; 19 h. 30. Variétés : Système 2 (reprise à 20 h. 30).

Avec une interview exclusive de Burt Lancaster, héros du feuilleton « Mots », diffusé sur la même chaîne.
21 h. 50. Résultats des élections cantonales (deuxième tour); 22 h. 5 (R). Série : Les brigades du Tigre.

CHAINE III : FR3

11 h. Emission destinée aux travailleurs étrangers : A. écrans ouverts; 18 h. 15. Immigrés parmi nous, de J.-M. Carrou; 18 h. 47. Spécial outre-mer : L'île de la St-Barthélemy; 19 h. Les animaux chez eux; Québec-Iran; 20 h. 30. Court métrage : Mon royaume pour un cheval; de J.-J. Setaud; 20 h. 5. Feuilleton : Deux enfants en Afrique; 20 h. 30. Les archives du vingtième siècle, de J.-J. Marchand et P.-A. Boutang; Paul Morand raconte Cocteau, Picasso, Stravinsky; ses voyages; Bengali, New-York, les Gaudes; Puis c'est la crise, la guerre, l'oubli, et une seconde carrière.
21 h. 35 (●). Actualité cinématographique : Le masque et la plume.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie; 7 h. 7. La tenture ouverte; 7 h. 15. Horizon, magazine religieux; 7 h. 40 (●). Chasseurs de son, par J. Thévenot et P. Robert; 8 h. Emissions philosophiques et religieuses; 11 h. 30. Regards sur la musique (Sautet, Tansman); 12 h. 5. Allégo, divertissement de J. Chouquet; 12 h. 45. Inédit du disque; 13 h. 5. Poésie; 14 h. 5. « Marie-Louise d'Orléans », de M.-T. Eyquem, avec J. Topart, Y. Gasc, M. Piller; 16 h. 5.

Musique de chambre; 16 h. 45. Conférence de carême, par le Père B. Bro; 17 h. 35. Rencontre avec D. Langlois; 18 h. 30. Ma non troppo, divertissement de J. Chouquet; 19 h. 10 (●). Le cinéma des chrétiens; 20 h. 5. Poésie; 20 h. 5 (●). En hommage à P.-J. Jouve, nouvelle diffusion de « Poulain 1820 », avec E. Riva, P. Vaneck (première partie); 22 h. 5. La fugue du samedi, ou mi-hugue, mi-rabbin, divertissement de J. Chouquet; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 10. Soirée lyrique : « Le Cenerentola » (Rossini), avec A. Tardieu, B. Brewer, T. Nolen et le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. N. Bonaventura; vers 23 h. Vieilles Chansons; 24 h. Pour quelques instruments.
Musique de chambre; 16 h. 45. Conférence de carême, par le Père B. Bro; 17 h. 35. Rencontre avec D. Langlois; 18 h. 30. Ma non troppo, divertissement de J. Chouquet; 19 h. 10 (●). Le cinéma des chrétiens; 20 h. 5. Poésie; 20 h. 5 (●). En hommage à P.-J. Jouve, nouvelle diffusion de « Poulain 1820 », avec E. Riva, P. Vaneck (première partie); 22 h. 5. La fugue du samedi, ou mi-hugue, mi-rabbin, divertissement de J. Chouquet; 23 h. 50. Poésie.

Lundi 15 mars

CHAINE I : TF1

12 h. 15 (C). Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30 (C). Midi première; 13 h. 35 (C). Rester donc avec nous; à 14 h. 5. Emissions scolaires (reprise à 17 h. 15); à 14 h. 50 (R). Série : Joseph Balsamo, réal. A. Huneeble, avec Jean Marais; 18 h. 15. A la bonne heure; 18 h. 45. Pour les petits; 18 h. 55. Pour les jeunes; 19 h. 40. Une minute pour les femmes; 19 h. 45. Alors, raconte.
20 h. 30 (●). La caméra du lundi : « La Garçonnière », de M. de Vaucorbeil (1933), avec Raymond, F. Brasseur, R. Cordy, B. Stockfeld (N).

Les mésaventures de trois soldats, qui sortent chaque nuit, en fraude, de la caserne, la paraison tout entière étant consignée.
22 h. Langage : Tous les lieux du français, de M. Gansel. Réal. J.-P. Provost. Une émission de INA.

Sous la présidence de Pierre Emmanuel, des poètes de vingt-deux pays (Sénégal, Mali, Canada, Afrique, etc.) élaborent et confrontent leur expérience de la langue française.

CHAINE II : A2

14 h. 30. Aujourd'hui, madame... à 15 h. 30. Série : Le Saint; 18 h. 20. Hier, aujourd'hui, demain; 17 h. 30. Fenêtre sur... la participation présente d'Annabel Butet; 18 h. 25. Les belles histoires; 18 h. 45. Le palmarès des enfants; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Jeu : Ya un truc.
20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes, de P. Bellemare; 21 h. 45 (●). Documentaire : Portraits de l'université, de J. Lallier et M. Tosello.
La violence tient-elle à des pulsions instinctives ou à un mauvais conditionnement social?

CHAINE III : FR3

19 h. Pour les jeunes : Flash; 19 h. 40. Tribune libre; le philosophe Henri Lefebvre; 20 h. Emissions régionales; 20 h. 30 (●). Prestige du cinéma : « Luke la main froide », de S. Rosenberg (1967), avec P. Newman, G. Kennedy, J. D. Cannon, J. Van Fleet.
Un garçon cabochard, condamné à deux ans de travaux forcés, devient une sorte de héros en refusant de s'incliner devant la loi du pénitencier.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie; 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins de la connaissance; 8 h. 30. La Machine et le merveilleux, par J. Peignot; à 8 h. 35. « Réinventer la terre », par F. Christian; 9 h. 5. Echos au hasard; 9 h. 7. Les lundis de l'histoire; 10 h. 30. Les Européens les autres; 10 h. 5. Le stade et la marge; 11 h. 5. Evénement musical; 12 h. 5. Parti pris; 12 h. 45. Panorama; 13 h. 5. Poésie; 14 h. 5.

Un livre, des voix : « L'Armoire aux prisons », de J. Brenner; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture. L'invité du lundi : G. Mathus; à 16 h. Dossier; à 17 h. L'heure de pointe; à 17 h. 30. Interdit aux adultes; 18 h. 2. Musique plurielle; 18 h. 30. Feuilleton : « La montagne est jeune », d'après H. 20. Présence des arts; 20 h. 5. Poésie; 20 h. 5. « Ayayema », de M.-A. Reymona, avec H. Lapparent, M. Verner; 21 h. 8. « L'autre scène », ou « Les vivants et les morts »; 22 h. 3 (R). Entrées, avec P.-J. Jouve; 23 h. De la nuit; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musical; 9 h. 7. Petites formes; 9 h. 30. La règle du jeu; 11 h. 55. Sélection concert; 12 h. La chanson; 12 h. 45. Micro-facteur; 14 h. Méthodes sans paroles; La vie musicale en Transylvanie aux XVIe et XVIIe siècles; 17 h. 30. Ecoute, magazine musical; 18 h. 30. Quatre; 19 h. 15. Instruments et solistes; M. Chapuis (organiste) interprète D. Buxtehude; 20 h. 30. Soirée lyrique : « Francesca da Rimini » (R. Zandonai) avec J. Ligabue, R. Bondino, A. Brotti, et l'Orchestre national, dir. N. Sardi; 24 h. (●). La cité; 1 h. L'orient imaginaire.

Mardi 16 mars

CHAINE I : TF1

12 h. 15 (C). Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30 (C). Midi première; 13 h. 35 (C). Rester donc avec nous; à 14 h. 5. Emissions scolaires (reprise à 17 h. 15); à 14 h. 50 (R). Série : Histoire insolite, réal. Claude Chabrol (« Nul n'est parfait », d'après Georges Mousty, avec Michel Duchaussoy et Caroline Cellier).
Un jeune professeur commence toutes ses journées en tentant d'assassiner sa femme : nul n'est parfait.
18 h. 15. A la bonne heure; 18 h. 45. Pour les petits; 18 h. 55. Pour les jeunes; 19 h. 40. Une minute pour les femmes; 19 h. 45. Alors, raconte.
20 h. 30 (●). Documentaire : A la poursuite du chevalier de F. Moreuil et O. Chataud, aidés de P. Clostermann.
Participant à une expédition internationale destinée à la sauvegarde du patrimoine, sur nommé chasseur, nous le plus grand poisson catalogue, l'épave de TF1 est amenée à s'intéresser à la capture d'un requin-tigre. Et c'est un peu « J'ai vu ».
21 h. 20 (●). Chronique : La merveilleuse histoire des Jeux olympiques, de D. Costelle (les Jeux des années folles, 1920-1932);

22 h. 20. Emission littéraire : De vive voix, de J. Pernot et Ch. Collange (Paul-Il avait peur de l'âge mûr);
Avec Mmes Anne Loesch (pour la Bête à chagrins), Nicole Lasseigne (pour une épithète de mar) et M. Paul Guimard (pour le Meurtre de l'empereur Jean-François (auteur de Froche est la mer)).

CHAINE II : A2

13 h. 45. Magazine régional; 14 h. 30. Aujourd'hui, madame... à 15 h. 30 (R). Série : Le Saint; 18 h. 20. Hier, aujourd'hui, demain; 17 h. 30. Fenêtre sur... la participation présente d'Annabel Butet; 18 h. 25. Les belles histoires; 18 h. 45. Le palmarès des enfants; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Jeu : Ya un truc.
20 h. 30. Dossiers de l'écran... Razzia sur la chanson, film de H. Decoin (1955), avec J. Gabin, L. Ventura, M. Noël, A. Rémy, Dalio (N).
Un policier s'entrouvre dans un réseau parisien de trafic de drogue, qu'il est chargé de dissoudre.
Vers 22 h. Débat : Le trafic de la drogue. Avec M. Paul Guimard, ancien directeur à Paris du bureau américain des narcotiques.

et François Le Moult, chef de l'Office central pour la répression des trafics de stupéfiants.

CHAINE III : FR3

19 h. Pour les jeunes : Le club d'Ulysse; 19 h. 40. Tribune libre : Le parti radical socialiste; 20 h. Les animaux chez eux : la Microcosse; 20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures : « le Jour des Apaches », de D. Thorpe; 1965, avec G. Ford, A. Kennedy, D. Jagger, J. Anderson.
Les aventures de deux hommes qui cherchent à libérer la femme qu'ils aiment, prisonnière des Apaches avec ses deux filles.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie; 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins de la connaissance; 8 h. 30. La Machine et le merveilleux, par J. Peignot; à 8 h. 35. « Réinventer la terre », par F. Christian; 9 h. 5. Echos au hasard; 9 h. 7. Les lundis de l'histoire; 10 h. 30. Les Européens les autres; 10 h. 5. Le stade et la marge; 11 h. 5. Evénement musical; 12 h. 5. Parti pris; 12 h. 45. Panorama; 13 h. 5. Poésie; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Le Matin d'une coquette », d'Adolf Reinhold; 14 h. 5. Radio scolaire sur ondes moyennes; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture... Billet; 15 h. 10. Reportage : l'UNICEF;

A 16 h. 40. La musique et les jours; à 17 h. 30. Interdit aux adultes; 18 h. 2. Musique plurielle; 18 h. 30. Feuilleton : « La montagne est jeune », d'après H. 20. Présence des arts; 20 h. 5. Poésie; 20 h. 5. « Ayayema », de M.-A. Reymona, avec H. Lapparent, M. Verner; 21 h. 8. « L'autre scène », ou « Les vivants et les morts »; 22 h. 3 (R). Entrées, avec P.-J. Jouve; 23 h. De la nuit; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musical; 9 h. 7. Petites formes; 9 h. 30. La règle du jeu; 11 h. 55. Sélection concert; 12 h. La chanson; 12 h. 45. Micro-facteur; 14 h. Méthodes sans paroles; La vie musicale en Transylvanie aux XVIe et XVIIe siècles; 17 h. 30. Ecoute, magazine musical; 18 h. 30. Quatre; 19 h. 15. Instruments et solistes; M. Chapuis (organiste) interprète D. Buxtehude; 20 h. 30. Soirée lyrique : « Francesca da Rimini » (R. Zandonai) avec J. Ligabue, R. Bondino, A. Brotti, et l'Orchestre national, dir. N. Sardi; 24 h. (●). La cité; 1 h. L'orient imaginaire.

Mercredi 17 mars

CHAINE I : TF1

9 h. 30. Emissions scolaires; 12 h. 15 (C). Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30 (C). Midi première; 13 h. 35 (C). Rester donc avec nous; à 14 h. 5. Emissions scolaires (reprise à 17 h. 15); à 14 h. 50 (R). Série : Histoire insolite, réal. Claude Chabrol (« Nul n'est parfait », d'après Georges Mousty, avec Michel Duchaussoy et Caroline Cellier).
Un jeune professeur commence toutes ses journées en tentant d'assassiner sa femme : nul n'est parfait.
18 h. 15. A la bonne heure; 18 h. 45. Pour les petits; 18 h. 55. Pour les jeunes; 19 h. 40. Une minute pour les femmes; 19 h. 45. Alors, raconte.
20 h. 30. Football : Saint-Etienne-Kiev (re-tour); 22 h. 15 (R). (●) Emission médicale : La médecine pénitentiaire, de L. Barrière et E. Lalou.
Une enquête réalisée dans les prisons de France, de la Santé et de Fleury-Mérogis.

12 h. 15 (C). Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30 (C). Midi première; 13 h. 35 (C). Rester donc avec nous; à 14 h. 5. Emissions scolaires (reprise à 17 h. 15); à 14 h. 50 (R). Série : Histoire insolite, réal. Claude Chabrol (« Nul n'est parfait », d'après Georges Mousty, avec Michel Duchaussoy et Caroline Cellier).
Un jeune professeur commence toutes ses journées en tentant d'assassiner sa femme : nul n'est parfait.
18 h. 15. A la bonne heure; 18 h. 45. Pour les petits; 18 h. 55. Pour les jeunes; 19 h. 40. Une minute pour les femmes; 19 h. 45. Alors, raconte.
20 h. 30. Football : Saint-Etienne-Kiev (re-tour); 22 h. 15 (R). (●) Emission médicale : La médecine pénitentiaire, de L. Barrière et E. Lalou.
Une enquête réalisée dans les prisons de France, de la Santé et de Fleury-Mérogis.

Un amoureux de Hambourg, sur le point de mourir, veut transmettre sa succession à son fils. La femme de celui-ci découvre, caché dans la maison, son beau-frère, ancien officier de la Wehrmacht, qui passe pour mort. Il vit depuis 1945, demi-fou, gardant un secret.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie; 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins de la connaissance; 8 h. 30. La Machine et le merveilleux, par J. Peignot; à 8 h. 35. « Réinventer la terre », par F. Christian; 9 h. 5. Echos au hasard; 9 h. 7. Les lundis de l'histoire; 10 h. 30. Les Européens les autres; 10 h. 5. Le stade et la marge; 11 h. 5. Evénement musical; 12 h. 5. Parti pris; 12 h. 45. Panorama; 13 h. 5. Poésie; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Le Matin d'une coquette », d'Adolf Reinhold; 14 h. 5. Radio scolaire sur ondes moyennes; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture... Billet; 15 h. 10. Reportage : l'UNICEF;

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musical; 9 h. 7. Petites formes; 9 h. 30. La règle du jeu; à 10 h. 30. Cours d'interprétation; 12 h. La chanson; 12 h. 45. Micro-facteur; 14 h. Méthodes sans paroles; La vie musicale en Transylvanie aux XVIe et XVIIe siècles; 17 h. 30. Ecoute, magazine musical; 18 h. 30. Quatre; 19 h. 15. Instruments et solistes; M. Chapuis (organiste) interprète D. Buxtehude; 20 h. 30. Soirée lyrique : « Francesca da Rimini » (R. Zandonai) avec J. Ligabue, R. Bondino, A. Brotti, et l'Orchestre national, dir. N. Sardi; 24 h. (●). La cité; 1 h. L'orient imaginaire.

Magazines régionaux de FR 3

ALSACE. — Lundi 15, 20 h. : Est-sports. Mercredi 17, 20 h. : Débat sur le conseil général. Vendredi 19, 18 h. 25 : Fêtes musées d'Alsace. Samedi 20, 20 h. : De suite en suite. Samedi 20, 19 h. 30 : Censure, ou la brigade anti-fag. Lundi 22, 10 h. 5 : Sports 22... Sports 27-28.

AQUITAINE. — Lundi 15, 20 h. : Sports 22... Mercredi 17, 20 h. : Nancy, le temps d'un festival. Vendredi 19, 20 h. : Entrée libre (Claude Ogil). Lundi 22, 19 h. 5 : Sports 22.

BRETAGNE. — Lundi 15, 20 h. : Sports 22... Mercredi 17, 20 h. : Monique Le Beguec ou l'art du portrait et les bretons du pays bigouden. Vendredi 19, 20 h. : France. Lundi 22, 19 h. 5 : Sports 22.

LOIRE-CHAMPAGNE. — Lundi 15, 20 h. : Sports 22... Mercredi 17, 20 h. : Trois petits tours de tous les temps ou la jeunesse et la danse. Vendredi 19, 20 h. : De suite en suite. Lundi 22, 19 h. 5 : Sports 22.

MIDI-PYRÉNÉES, LANGUEDOC. — Lundi 15, 20 h. : Sports 22... Mercredi 17, 20 h. : Opération MIP. Samedi 20, 20 h. : Entrée libre. Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22.

NORD-PICARDIE. — Lundi 15, 20 h. : Chronique sport régional et challenge FR3. Mercredi 17, 20 h. : Nos cousins les Belles. Vendredi 19, 20 h. : Alan Stival et Knocko. Lundi 22, 19 h. 5 : Sports 22. La surveillance des sports du Moyen Age

(Picardie), grand prix du cyclisme à Lille (Nord-Pas-de-Calais). — Lundi 15, 20 h. : Sports 22... Mercredi 17, 20 h. : Hebdo 3. Vendredi 19, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22.

REGION PARISIENNE NORMANDIE. — Lundi 15, 20 h. : Sports 22... Mercredi 17, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22.

PROVENCE, COTE D'AZUR. — Lundi 15, 20 h. : Sports 22... Mercredi 17, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22.

RUSSIE, ALPES, AUVERGNE. — Lundi 15, 20 h. : Sports 22... Mercredi 17, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22.

SAOUE. — Lundi 15, 20 h. : Sports 22... Mercredi 17, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22.

SEINE-SAINT-DENIS. — Lundi 15, 20 h. : Sports 22... Mercredi 17, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22.

VAL D'AISE. — Lundi 15, 20 h. : Sports 22... Mercredi 17, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 20 h. : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22... Samedi 20, 19 h. 5 : Sports 22.

Parents, gratuitement, nous vous conseillons

L'ÉCOLE IDÉALE

dans la

RÉGION IDÉALE

plus de 60 écoles et instituts privés

enseignement de qualité, réputé, diversifié

sports d'été et d'hiver

RÉGION DU LÉMAN

Canton de Vaud - SUISSE

● ambiance propice aux études

● carrefour des grandes voies de communications

● paysage de toute beauté - climat sain

SERVICE SCOLAIRE DES ÉCOLES PRIVÉES

Avenue de la Gare 10, 1002 Lausanne/Suisse

Téléphone 021/257771

Sous le patronage de l'Association vaudoise des écoles privées (AVDEP) et de l'Office du tourisme du canton de Vaud (OTV)

L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

Histoire ouvrière

AUTEUR, voici quelques années, d'une thèse consacrée à la *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine* (1), Serge Bonnet publie, sous le titre *L'Homme du fer* (2), une importante anthologie consacrée aux mineurs de fer et aux ouvriers sidérurgistes lorrains de 1889 à 1930. « Fasciné » depuis des années par les hommes du fer, il a recueilli les souvenirs des témoins et cherché des documents dans les archives publiques, les bibliothèques, les mairies, les presbytères, chez les syndicalistes et les maîtres de forges. « Avant de prétendre donner la parole aux silencieuses à partir des voix d'hommes habitués à parler pour les autres », il entend d'abord juxtaposer des textes, consentir de ce que des montagnes de documents laissent souvent bien des questions oubliées : la vie au foyer ouvrier, les femmes et les enfants, le budget, l'alimentation, les liens de parenté ou de voisinage, la conscience de classe, les croyances, le culte des morts, les fêtes ou les jeux. Les cent soixante-sept textes reproduits dans ce livre, toujours précédés d'une introduction sobre et rigoureuse, apportent des éléments de réponse à ces interrogations.

Serge Bonnet aborde cette histoire avec une sympathie profonde et une grande indépendance d'esprit. Les lecteurs de son pamphlet *A hère et à dé*, *Les avatars du cléricalisme sous la V^e République* (3) ne se surprendront pas que S. Bonnet relève quelques tentations propres à l'histoire sociale. « Nos générations, surtout depuis 1945, ont été les yeux fixés sur la ligne rouge de la classe ouvrière, comme celles qui nous avaient précédés avaient été les yeux fixés sur la ligne bleue des Vosges » : quelques « couplets » sur les maîtres de forges ou le paternalisme ne tiennent pas lieu d'histoire du patronat, pas plus qu'il n'est possible de réduire l'histoire économique et financière de la sidérurgie aux crises et au chômage. « *Prologues* », poursuit S. Bonnet, « est à l'histoire sociale ce que l'anthologie est à l'histoire de l'Eglise ».

Un homme qui, depuis bientôt vingt ans, étudie le monde ouvrier lorrain, qui, d'autre part, a été vicaire dans deux paroisses de la Lorraine sidérurgique, est fondé à formuler cette mise en garde. A la lumière aussi de l'expérience lorraine, S. Bonnet remarque que l'intérêt ne doit pas être centré d'abord et surtout sur les grèves : « Avant 1945, la majorité des ouvriers lorrains et leurs familles avaient suivi sur leur sol des décennies de guerre. Ils n'ont pas connu, même n'avaient pas vu, de grève ou de loim, leur vie durant, plus de quelques

jours ou quelques semaines de grève. La classe ouvrière, en Lorraine, n'en a pas moins existé : beaucoup d'ouvriers ont longtemps travaillé quatre-vingt-quatre heures par semaine. » L'anthologie repose sur le choix entre des milliers de textes. Elle veut équilibrer les textes ouvrier et les sources non ouvrières. Elle donne ainsi la parole au maître de forges, à l'ingénieur, à l'entrepreneur social marqué par l'école de Le Play et la *Réforme sociale*, à laquelle S. Bonnet rend un légitime hommage, au médecin, au préfet, au commissaire de police, au prêtre. Des réponses sont apportées de la sorte à un double problème de psychologie sociale : comment les ouvriers du fer se voient-ils eux-mêmes ? Comment sont-ils vus par les autres catégories sociales ? S. Bonnet découvre les lieux communs, les idées reçues, les préjugés, il décèle la permanence des mentalités. Cette double lecture, par les yeux des autres et par les yeux des ouvriers eux-mêmes, au travers notamment de la presse syndicale et communiste, remarquablement exploitée, révèle un monde ouvrier puissamment original, dominé par la présence de la frontière, l'importance de l'immigration italienne, le poids d'un seul type d'industrie. C'est ce monde qu'évoquent Georges Navel, dans son autobiographie *Travail*, de 1948, lorsqu'il faisait revivre ses souvenirs d'enfant, fils d'un manoeuvre aux fondrières de Pont-à-Mousson. *L'Homme du fer* a toutes les chances de devenir, comme *Travail*, un classique de l'histoire ouvrière. Au-delà du dossier, une interrogation majeure parcourt cet essai : quels liens se nouent entre l'ouvrier et le matériau qu'il arrache à la terre et qu'il façonne ? Faut-il parler d'un homme du fer comme d'un homme de la mer, de la vigne ou de la forêt ? (4).

Signe de l'intérêt porté à l'histoire sociale française par les chercheurs anglo-saxons, un recueil d'articles consacré à la révolution de 1848 et réuni par les soins de Roger Price (5) vient de paraître conjointement à Londres et à New-York. Appuyées sur une solide connaissance des travaux français récents, par exemple ceux de M. Agulhon, R. Gosses, Ph. Vigier, mais aussi sur une recherche originale, ces études ont pour thème la révolution, de ce qui revient à dire, de ce qui porte la marque d'une

protestation de type nouveau. Ainsi l'analyse par Charles Tilly et Lynn H. Lees du *Peuple de juin 1848* montre-t-elle que ce peuple n'est plus celui des « journées » de la grande révolution : l'insurrection fait partie sans doute d'une séquence révolutionnaire typique, mais les sections et les sans-culottes ont fait place aux sociétés professionnelles, à une masse prolétarienne d'ouvriers.

Inépuisable, Jean Maltron poursuit la publication du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. Voici que la série consacrée à la période qui va de la Commune à la première guerre mondiale atteint la lettre M (6). C'est dire avec quelle diligence est menée cette entreprise collective. Instrument de travail irremplaçable, elle constitue l'approche la meilleure pour parvenir à la connaissance et à la compréhension de l'intérieur du monde des militants ouvriers et socialistes. L'itinéraire parfoi déconcertant de ces militants rousseaux, à combien la vision schématisée et simplifiée qui lésent nécessairement les manuels. Aucune démarche ne sera plus salubre et plus enrichissante que de se plonger dans le « Maltron » et de suivre les destins divers d'un peuple d'ouvriers et de silencieuses que la grande histoire a oubliées. Ce dictionnaire vaut aussi par les longues biographies, qui constituent de véritables articles, de figures de premier plan : personnalités politiques, comme Jaurès (auquel Madeleine Rébérioux consacre une mise au point d'une extrême sûreté), leaders syndicalistes comme Kessler, positiviste et réformiste, qui fut, plus de trente ans, à la tête de la Fédération des travailleurs du livre, ou Léon Jouhaux, dont Bernard Georges montre bien l'évolution, du syndicalisme révolutionnaire au réformisme, au long notamment de la guerre, qui lui révèle « la force de l'Etat et la complexité de l'économie moderne ».

C'est Jean Maltron encore qui, avec François Bédarida, a coordonné les études reproduites dans l'ouvrage collectif *Christianisme et monde ouvrier* (7). On sait assez que la revue *Le Mouvement social* s'est classée au premier rang des revues françaises d'histoire sociale et joue un rôle déterminant dans l'histoire du monde et du mouvement ouvrier. Voici dix ans, cette revue avait consacré un ensemble d'études intitulées *Eglise*

et monde ouvrier en France. Elles n'ont pas vieilli et sont heureusement rééditées, étoffées de travaux inédits qui ont enrichi le mérite de leur faire place, avec la contribution de Jean Bauderrot, au protestantisme.

On voudrait insister ici non sur le thème, relativement défriché, de l'attitude du christianisme devant la classe ouvrière, mais sur l'apport de ce Cahier à la connaissance des attitudes religieuses du monde ouvrier.

La problématique qu'esquissait Jean Bruhat des relations entre anticléricalisme et mouvement ouvrier en France avant 1914 demeure précieuse. Elle offre des analyses solides et équilibrées, même si elle paraît insister par trop sur l'originalité et les motivations propres de l'anticléricalisme ouvrier à l'égard de l'anticléricalisme bourgeois. Cette hypothèse voit l'anticléricalisme comme « né des rancunes d'une classe » et sous-estime peut-être les influences et les cheminement d'un groupe social à l'autre.

Les études régionales, qui constituent le second volet de l'ouvrage, apportent d'utiles contributions au débat toujours ouvert sur les origines et la signification de la « déchristianisation ». Serge Bonnet fait revivre les « sauvages » de Futeau, verriers et bûcherons d'une petite commune au cœur de l'Argonne aux dix-huitième et dix-neuvième siècles. Au travers d'une monographie exemplaire, il pose le problème de la non-christianisation des ouvriers d'avant la grande guerre et même des mineurs, à la fois tout petits propriétaires et journaliers. L'irréligion ouvrière est une tradition et « la faible intégration religieuse et sociale du manoeuvrier a précipité la position religieuse marginale de l'ouvrier ».

Comme dans *L'Homme du fer*, S. Bonnet suggère, d'autre part, les liens entre l'activité professionnelle et la vie religieuse : l'ouvrier verrier paraît en marge de la vie culturelle. Yves-Marie Ellaire, dans une ample synthèse sur les ouvriers du Nord devant l'Eglise catholique, qui fait place à la description des secteurs géographiques et des milieux professionnels, mineurs, métallurgistes, ouvriers du textile, observe également l'intensité de la déchristianisation des verriers de l'Avesnois ou du bassin houiller. Vient ensuite les mineurs, puis le monde du textile. Aussi bien, comme l'observe René Rémond, la déchristianisation ou

l'absence de christianisation peut-elle être antérieure à l'industrialisation, et celle-ci n'entraîne-t-elle pas forcément la déchristianisation ?

C'est une fois encore inviter à des monographies qui fassent revivre les hommes et leurs mentalités. A cet égard, l'ouvrage que le sociologue Daniel Mandon consacre à Saint-Etienne (8), ville ouvrière, veut être d'abord une réflexion d'ensemble sur les phénomènes culturels dans la grande cité industrielle, si longtemps marquée par l'héritage du dix-neuvième siècle. Chemin faisant, l'auteur fait appel à l'histoire. Il sait évoquer les médias et leur emprise. Il suggère l'existence d'un mouvement ouvrier original, qui a reçu l'empreinte des traditions anarchistes et anarcho-syndicalistes, comme l'atteste l'itinéraire d'un Benoît Frachon, fils de la vallée de l'Onandine. Il analyse le rôle du cabaret dans l'éveil politique et culturel des classes laborieuses : en 1871, Saint-Etienne compte un débit de boisson pour soixante-dix-huit habitants. Les fêtes et les jeux, la chanson populaire, les « goûteries », sorte de cabarets chantants qui favorisent l'éclosion d'une littérature ouvrière, trouvent l'attention de l'auteur, dont la sensibilité et la manière font songer parfois à Georges Duhamel.

(1) Collé, *Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, 1972, 324 pages, 115 F. Livre non conforme : l'auteur, aux tenants de la « mythologie du champagne », oppose une « sociologie des permanences », aux avocats d'une régionalisme la réalité de l'uniformisation sur le modèle national français.

(2) Serge Bonnet, avec la collaboration d'Edwige Kagan et de Michel Malgret : *L'Homme du fer. Mineurs de fer et ouvriers sidérurgistes lorrains, 1889-1930*, S.M.E.I., Metz, 1975, 302 pages.

(3) Editions du Cerf, 1974, 277 pages, 25 F. 2^e édition des « prévisions à la modernité sociale » et les « pratiques catholiques » du clergé « socio-culturel ».

(4) Un attachant petit livre d'histoire locale fait justement revivre une corporation disparue, celle des floutiers de Clamecy : J.C. Martinet, *Clamecy et ses floutiers*, Editions Lelercq, La Charité-sur-Loire, 141 pages.

(5) *Revolution and reaction, 1848 and the Second French Republic*, edited by Roger Price, Croom Helm, London, 1975, 330 pages, 8. Price est professeur à l'université d'East Anglia.

(6) *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, publié sous la direction de Jean Maltron, t. XIII, troisième partie, 1971-1974. De la Commune à la Grande Guerre. Ode à Max, les Editions ouvrières, 1975, 303 pages, 128 F.

(7) *Cahiers du Mouvement social*, n° 1, les Editions ouvrières, 1975, 303 pages.

(8) Daniel Mandon : *Les Berbelles de la culture. Saint-Etienne, une ville ouvrière*, Les Editions Federop, Lyon, 1976, 380 pages.

La vie du langage

L'ALSACE ET SES LANGUES

LA loi sur l'emploi du français dans la presse, écrite et parlée, dans le commerce, la publicité, etc., ne dit rien des problèmes posés par les annonces ou les étiquettes en langue locale. Les législateurs n'ont pas voulu raviver la querelle des langues minoritaires en les associant à des langues étrangères, et dans en les interdisant de séjour ; le risque de voir des publicités en breton ou en basque « souiller » les journaux de l'Hexagone est en effet bien limité. Reste cependant le problème de l'Alsace et de l'alsacien.

Ici, pas d'équivoque possible : aux termes de la loi, c'est bel et bien une langue étrangère, l'allemand, qui est couramment utilisée dans les deux départements rhénans par la presse locale et pour une partie importante des transactions commerciales. Parler du dialecte (ou des dialectes) alsacien comme d'une « langue locale », c'est faire bon marché d'une évidence linguistique. Parlé ou écrit, l'alsacien est en effet sensiblement différent de l'allemand normalisé, du « hochdeutsch ». Mais le dialecte ne s'écrit guère qu'à des usages littéraires, et « hochdeutsch » est bien la langue écrite « normale » des dialectophones.

L'attitude des pouvoirs publics face au problème linguistique de l'Alsace et la perception de ce problème par l'opinion publique ont toujours été, en dehors des phases de « crise », c'est-à-dire de guerre ou de pré-guerre, très en retrait des réalités vécues. L'absence des pouvoirs et l'ignorance de l'opinion ont pu pour compliquer les plus efficaces — il faut avoir l'honnêteté de le dire — les Alsaciens eux-mêmes. Comment en est-on arrivé à ce refus convergent et honteux de voir le problème posé en termes clairs ? C'est ce qu'explique, documents à l'appui, un petit livre aujourd'hui indispensable à quiconque voit dans la terre d'Alsace autre chose qu'un vignoble plus ou moins peuplé de cigognes, et dans le peuple alsacien autre chose qu'une tribu folklorique vivant paisiblement aux islères de l'Hexagone.

Les *Luttes linguistiques en Alsace jusqu'en 1945*, d'Eugène Philipp (1), sont le récit documenté, sans alégresse ni rancœur, d'une résistance tenace. Avec l'invasion de la Gaule romaine par les Francs germaniques, autour de l'an 500, l'Alsace bascule dans la langue des Germains : dans sa moitié nord, elle parle désormais le dialecte francique, et au sud le dialecte alémanique. L'un et l'autre ont leurs prolongements en Allemagne, au Luxembourg, en Suisse, et sont donc, comme le catalan ou le basque, des réalités linguistiques en quelque sorte supranationales.

Dans le même temps, les envahisseurs germaniques ont défriché toute l'Europe de l'Ouest. Ils sont trop nombreux en deçà des Vosges (pour nous) pour modifier en leur faveur le statut linguistique de la Gaule romaine. Le francique donnera du moins à cette Gaule son nouveau nom de France et contribuera fortement à faire du bas latin de notre territoire une langue nouvelle, le français. Et des îlots de langue latine-romane subsisteront, encore aujourd'hui, dans les vallées voïgones d'Alsace.

En 842, c'est le premier constat officiel, l'acte de baptême, des deux langues : la romane en France, la tudesque en Germanie. Le latin est mort comme langue vivante ; mais nullement enterré. Deux grandes langues de culture, le français et l'allemand, sont en germe dans les Serments de Strasbourg de 842. A l'époque, et tout au long des huit siècles suivants, le caractère « teutisch », allemand germanique, de l'Alsace et en particulier de Strasbourg ne fait de doute pour personne en Europe. Qui plus est, dès le Moyen Age, et plus encore au siècle de la Renaissance, l'Alsace et Strasbourg donnent le ton à l'ensemble de la culture allemande. L'alsacien n'est pas un sous-produit de l'allemand, mais l'un de ses aspects privilégiés. C'est la diffusion rapide de la Bible qui répandra en Alsace l'allemand «axon» de Luther, lui-même variante du moyen-allemand, qui deviendra (au détriment du bavarois, de l'allemandique, etc.) la langue allemande moderne (2). Justement fière et jaloux de leur identité culturelle, les Alsaciens du

seizième siècle se considèrent déjà comme les représentants de la culture française auprès du monde germanique. Ainsi, au cours du dix-septième puis du dix-huitième siècles, se mettent en place les données encore actuelles du problème alsacien : l'appartenance, au moins virtuelle, à trois univers de langue et de culture — le dialecte, l'allemand, le français —. Ce n'est nullement une situation unique dans le domaine géolinguistique. Et curieusement, pour l'observateur semi-étranger qu'est un Français de Paris, le « climat » linguistique strasbourgeois évoque celui de Montréal ou de Bruxelles. Ici et là, la français a descripteur, à parler bien marqué, original : languit en contact, il vit en s'adaptant, en se particulierisant. A ses côtés, l'anglais, l'allemand ou le néerlandais font partie, plus ou moins vigoureusement, du patrimoine linguistique. Langues ennemies, certes, mais avec lesquelles on fraternise nécessairement, les langues étant toujours, en fin de compte, plus fortes que les interdits des pouvoirs ou des notables.

Dans une autre Europe, moins abandonnée aux conforts d'impérialisme, ou dans une autre terre d'Alsace, mieux protégée (comme l'est la Suisse par exemple) par la nature, ce pouvait être une situation non seulement normale, mais encore bénéfique. Coup sur coup, malheureusement, l'échec du soulèvement paysan de 1525, la guerre de Trente ans, puis l'expansionnisme français du Grand Siècle, font de l'Alsace une terre ravagée, ruinée, un champ clos où vont désormais s'affronter le « premier occupant », linguistique, l'allemand, et son rival heureux, le français. Entre le marteau et l'enclume, l'alsacien et l'alsacien courent l'échelle, font le gros dos, se plient de gémissements en génération à la loi du vainqueur.

La soumission, lasse et désabusée du peuple alsacien aux caprices de l'histoire, contribuera au moins à sauvegarder leur identité propre : le dialecte, ou plutôt les deux (et même trois) dia-

lectes alsaciens, francique, alémanique, strasbourgeois. Les Alsaciens accueillent avec enthousiasme la Révolution. Ces grands n'ont rien de vain, ni de quelconque, entre autres libertés majeures, celle de parler la langue de ses pères ; et qu'elle saurait distinguer l'adhésion réfléchie à la nouvelle communauté nationale, du fait du consentement de tous, et l'usage d'une langue qui n'est pas celle des gouvernants.

Ils le disent, le répètent ; et les Jacobins répondent à leurs protestations de loyalisme en leur refusant le droit d'être français en allemand. A la suite de quoi, et avec la même logique aveugle, et brutale, les Allemands vainqueurs leur refusent le droit à la différence.

Les nationalistes (« cheuvinistes ») seraient beaucoup plus justes français et allemand se comportent alors à l'égard du peuple alsacien en alliés objectifs, comme le sont — contre le droit — l'arabe et l'écoeur. Est-ce un crime de lèse-nation que de constater, comme le fait Eugène Philipp à partir d'une abondante et solide documentation, que l'oppression allemand, de 1870 à 1918, se comporte avec plus de retenue (d'habileté, si l'on veut) que le maître légitime, français, après 1920 ?

Le livre (il s'agit en fait d'un véritable manuel d'histoire linguistique) d'Eugène Philipp ne va que jusqu'en 1945. N'allons plus loin que pour « déplorer », après bien d'autres, que nous n'ayons pas saisi au vol et systématiquement exploité, dès les années 1950, la chance qui s'offrait à nous : faire d'une Alsace qui se sent et se sait, indissolublement, alsacienne et française, le cœur culturel de l'Europe.

JACQUES CELLARD.

(1) Association Culture alsacienne, collection « L'Alsace de poche », 4, rue de Rome, 67000 Strasbourg, décembre 1975, 278 pages.

(2) Sur ce sujet, en particulier : *Littérature allemande, de P. Mommsen et collaborateurs*, 24. Aubier, page 137 et suivantes.

Anniversaire

Max, dans la rue...

JE vois. Il pleut sur la ville... La plaque commémorative est là, en plein Quimper. Sur cet immeuble cossu, elle fait comme une plaie dure et figée : « Ici est né Max Jacob, 1876-1944 ». C'est vrai. Cette année, Max eût été centenaire si les fils ne l'avaient tiré de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire pour le jeter au sinistre camp de Drancy, où priant et souffrant, crochant ses moments et ses antennes catholiques, il est mort parmi les enfants d'Israël en leur dernier transit.

Je vois. Je marche dans Quimper. Il pleut. Max m'obsède. Cent ans... Je n'en ai pas que quarante quand il mourut. Mais les albums et les livres me restituent son visage et son œuvre. Je reviens mon Quimpérois éternel et fasciné par monclie, chapeau melon ou chapeau cloque, redingote et fleur à la boutonnière. « Ses yeux étaient beaux, d'une beauté longoureuse et orientale », a révélé André Billy. Je marche dans Quimper. Il pleut... Il aurait cent ans... Dandy des salons miteux, clown fantasque de Montmartre, poète sans lecteurs, peintre sans amateurs, raté sublime. Il pleut. C'est la fête à la grenouille. Tiens, c'est drôle : l'un des meilleurs poèmes de Max n'est-il pas celui où il se compare à un crapaud ? Tragédie du clown ! Les clowns pleurent en plein jour derrière le masque. Mais clown

avec un cœur comme ça. Combien de fois Max Jacob n'a-t-il pas donné son pain à ce jeune ventre creux de Barceone, Pablo Picasso, son voisin du Bateau-Lavoir ?

Il pleut. Place Saint-Corentin, à deux pas de la cathédrale, deux inconnus m'accostent. J'ignore par quel miracle, en quelque sorte « jacobin », ils me reconnaissent. Tiens, drôle, vraiment. Il s'agit d'Evrand et d'Avron, deux cornedians qu'eût aimés Max. Ils donnaient, la veille, une pièce anglo-saxonne en la capitale du Finistère. « La Flamme ». Un titre, encore, qu'eût aimé Max. Caboulot... Café noir et blanc de blanc.

« En la ville de Quimper où je suis né... » C'est Avron qui déclame. La barmid fait des yeux ronds. « C'est du Max Jacob », dit Avron, ce grand gosse affublé d'une casquette large comme un toit de chaume. On rit. On sort. Au revoir. A bientôt.

Librairie de l'Odéa. Les œuvres de Max sont en bonne place. Les poèmes de Morven le Gaëlique sont au rayon breton, comme il se doit. Il y a aussi, sur une autre table, « le Cornet à dés », « le Laboratoire central », « la Lettre à un jeune poète ».

— Ça se vend toujours ? — Oui, répond le libraire, un bon petit flot. Surtout Morven.

Un sacré brodeur

J'ai relu Morven le Gaëlique. Ces pastorales et ces ballades sentent un peu la binjouserie. Morven, on le sait, était le pseudonyme de Max quand il écrivait ces fantaisies un peu descendantes ou les mois bretons se trouvent massacrés ; où les filles sont trop souvent « bonniches » et les paysans excessivement naïfs. Max, cependant, fut jaloux que son Morven lui chipât les dés de Jacob... Plus tard, ce prince en équivoques tourna casaque et vit dans ces poèmes ce qu'il avait écrit de moins mauvais. « Un sacré brodeur, le cher Max ! Rien d'étonnant : ses parents tenaient fabrique de broderies à Quimper-Coréatin... »

L'œuvre de Max : rires et fureurs, blessures et piquettes. Un gilet noir mais joliment baroque. Je pense à Max. Il a vu le Christ rue Ravignon. Il nous l'a dit...!

XAVIER GRALL.

SOCIÉTÉ

EMIGRATION

La grande Russie à Paris

« **E**xcusez-moi, je croyais être en France. Le boulevard de Courcelles, les gens qui parlaient français. Cela m'a trompé, je vais m'en aller. »

Tout s'était passé très vite. Malgré moi, il a senti de tourner dans cette rue Pierre-Le-Grand, c'était trop tard, j'avais franchi la frontière. En face de moi, cette cathédrale avec cinq coupoles dorées, si extraordinaire, si imposante... J'ai continué. Je suis entré dans le jardin, à l'intérieur des grilles. Un piano jouait « Cesse-noisette » derrière une fenêtre entre les arbres et la voix du professeur de ballet roulait les r : « Une chose que je vous répète toujours. »

Le Christ en or, une icône géante, les yeux fixes, était assis sur un trône bleu à l'arrière sur le fronton.

Sur le mur de la maison à l'entrée du jardin tous les papiers fixés par des punaises étaient écrits en russe. Je suis entré dans un vestibule, une voix m'a dit d'avancer, un homme âgé et malade était là avec des yeux très fatigués, un petit air usé, des entassements de gilet gris sur ses épaules. Il a commencé à parler les yeux fermés.

« Il y a cinquante-cinq ans... à partir de 1921, nous avons commencé à venir, jusqu'au milieu des années 30, à travers les pays slaves. Nous sommes venus très nombreux par la Bulgarie, la Tchecoslovaquie, la Yougoslavie, très nombreux par la Tunisie parce que notre flotte a été hébergée à Bizerte. Je ne sais pas si vous connaissez notre histoire de cette époque. La colonie des exilés russes était très nombreuse : hommes de lettres, de cinéma, compositeurs, chanteurs. Nous nous retrouvions, autour de cette église construite en 1861 grâce aux dons d'Alexandre II et de la colonie russe. »

« Ce monde n'est plus ici, ni à Paris, ni dans sa banlieue. Il est mort. Sauf quelques dizaines de vieillards, pas plus, rescapés dans des maisons de vieux retraités, loin dans la banlieue. »

« Je suis venu en passant. J'ai traversé à pied la Carrière au bord de l'océan Glaciel, j'ai marché dans la forêt pendant des semaines. Il y avait beaucoup de lacs, nous n'avions ni plan ni rien. Il est vrai que les paysans après nous ont aidé. »

« Arrivés en Finlande on nous a mis, bien sûr, en prison puis nous n'avions pas de papiers. Nous y sommes restés deux mois. Enfin on nous a conduits dans un camp de réfugiés russes et nous avons eu le choix : travailler en Finlande, ou à l'étranger. On nous fera les papiers ou continuer le combat. L'armée du Sud existait encore, on croyait toujours à la liberté d'autrefois, sous le régime des tsars. »

« Nous sommes partis vers l'Armée blanche, de port en port. » Il parlait depuis une demi-heure lorsqu'il a ouvert les yeux. « Qui êtes-vous ? ». Alors je me suis souvenu que j'étais là par erreur et je l'ai prié de m'excuser, de continuer. »

« Je ne sais pas pourquoi je vous raconte cela, à-t-il dit, ce n'est pas intéressant. »

Il a néanmoins repris son récit. « A Marseille, on attendait le fondement du front, et nous nous sommes en France. On nous a proposé de travailler dans le pays d'Alsace. Toute l'année 1921, j'ai travaillé du côté de Saint-Quentin à faire sauter des obus, les paysans nous en signalaient tous les jours. »

Il a été interrompu deux fois. La première par l'arrivée d'une baba noire. Ils ont échangé quelques phrases dans leur langue. J'entendais « Da... Da » de temps en temps. La seconde fois par un musicien russe qui déposait une affiche pour un concert russe qu'il donnait. Il a laissé quatre punaises pour la fixer, la communauté est extrêmement pauvre. »

« Je suis natif de la Russie d'Europe, le fils d'un paysan, toute ma famille était restée là-bas. J'avais vingt et un ans lorsque je suis parti. J'ai revu mon pays parce que maintenant je suis français : j'y suis retourné pour la première fois il y a huit ans, dans un voyage organisé. J'étais baigné dans la chaleur, je n'ai rien vu. Je n'ai pas trouvé le monde que j'avais laissé. J'ai revu mon village, l'école... Il y avait quarante-huit ans, c'est un bout de chemin pour l'homme. »

munauté française, mais certains grands-parents ont lutté pour leur donner ce que nous avons apporté de meilleur de notre pays. »

Sa voix a tremblé et il a dû arrêter un instant son récit. « Certains avaient tant de chagrin qu'ils sont revenus mourir, au sein. Même des gens primitifs, sans instruction, comme moi, leur disaient : « Vous ne pouvez pas le peuple que vous avez laissé. La terre n'est pas plus légère là-bas. »

« Ils n'ont jamais donné de bonnes nouvelles de leur sort. Stolt qu'ils ont mis le pied sur la terre russe, ils ont été embarqués là où ils devaient être envoyés. Le président Pompidou, lorsqu'il est allé là-bas, a dit à M. Brejnev : « Vous avez des Français dans les camps, il faut les renvoyer en France. » Quelques-uns ont pu revenir, les grands malades. »

« Je suis ici le plus petit serviteur de la maison. Les fonctions de commentateur n'étaient plus occupées par personne, le gardien ne pouvait pas, il n'était pas capable de donner des renseignements. Alors, j'ai commencé à faire visiter notre église, pour combler tout le vide dans lequel je me trouvais lorsque j'ai perdu ma femme avec laquelle nous avions partagé pendant trente-sept ans la vie que nous avions, et comme cela arrive souvent dans les foyers modestes — ce qui nous manquait. »

En face des grilles noires et or qui enferment dans le jardin l'église, le Christ au-dessus des gargouilles, et la maison grise de l'émigré, le restaurant à la ville de l'émigré, spécialités russes, est tenu par une femme blonde, filles d'émigrés. La dame très âgée qui tient à côté la librairie de Salsky — la grand-mère, comme on l'appelle — où l'on trouve des rangées de matrochka, des écouilles décorées de cerises et des boîtes faites à la main incrustées de bâtonnets de couleurs, y déjeune tous les jours de peu de chose, un bûche ou un pirogi. Elle parle du tsar comme s'il était là.

M. AUBERT-COUTURIER

CHASSE A L'HOMME

Le dernier évadé du train postal

C'était pas un premier rôle dans l'attaque du train postal de Glasgow, le fameux « great train robbery » du 8 août 1963. Mais il faisait partie de l'équipe de Bruce Reynolds, celui qu'on a appelé le « cerveau », le dandy vêtu avec la dernière élégance pour lequel il professait une admiration sans borne. Il était à ses côtés lorsque le commando des dix-sept hommes, la motrice et son précieux fourgon sur le pont de Bridegong après les avoir détachés de leur convoi à l'embranchement de Sears-Crossing, à 60 kilomètres au nord-ouest de Londres.

Pourtant, Ronald Biggs, dont Colin MacKenzie, grand reporter au Daily Express, relate la longue odyssée dans un récit passionnant, l'Homme du train postal (1), fut le champion de la « cavale », le seul à n'avoir pu être repris par Scotland Yard et le dernier, actuellement au Brésil, en liberté.

Condamné à trente ans de détention

Aujourd'hui, les prisons anglaises ont presque les mêmes, crasseuses, fétides, que celles de Dickens ou d'Oscar Wilde ! Après sa condamnation à trente ans de détention par les assises d'Aylesbury, le 26 mars 1964 — un verdict implacable pour un vol à main armée et sans aucune victime — Biggs s'était vu incarcérer à la maison d'arrêt de Wandsworth, celle qu'il redoutait le plus pour y avoir déjà séjourné comme jeune délinquant. La prison de Wandsworth, c'est le Fresnes de Londres. Nous n'avons jamais aperçu des sinistres murailles, nous sommes allés à la Mecque du tennis par Trinity-Road, sans avoir froid dans le dos.

C'est précisément au lendemain de la finale de Wimbledon 1965 que Biggs prit le large de Wandsworth. Performance sensationnelle qu'il n'aurait pu réaliser s'il n'avait bénéficié à l'extérieur de concours royalement rétribués sur sa part de butin (quelque 200 millions, sur les 3 milliards 375 millions d'anciens francs que contenaient les cent vingt sacs postaux expédiés aux banques de Lon-

dres par leurs succursales écossaises). Grâce à ces concours, Biggs avait pu se faire amener au pied de l'enclos de haute surveillance d'un camion dont le toit s'articulait d'une plate-forme sur laquelle il se laissa tomber après avoir escaladé une échelle qu'on lui avait lancée pendant la promenade des condamnés, style gélie de Reading.

Ron Biggs, à trente-quatre ans, était le type de séducteur qui plaît aux femmes pour lesquelles compte surtout le vie mouvementé et hardie : beau garçon, n'ayant pas froid aux yeux, l'homme toujours enjoué, il ne connaissait pas de courtoisie. Sa femme, Charmian, une très jolie rousse, qu'il avait connue dans un train — fait prémonitoire ! — en était folle. La véritable héroïne de l'« affaire », c'était, c'est elle, qui ne cessa de le soutenir tout au long de sa « cavale ».

Malgré le rattachage de Londres et de la campagne anglaise au peigne fin par cent cinquante policiers, sous la conduite du surintendant Tommy Butler, un des plus fins limiers du Yard, le tueur put trouver un refuge sûr à Bognor-Regis, une petite station balnéaire des environs de Brighton, qui regorgeait de « vacanciers ». Après quoi, fin septembre, le « Réseau », une équipe de spécialistes de l'évasion, le fit embarquer clandestinement à Tilbury sur un cargo belge qui allait livrer du grain à Anvers. Peu après, il arrivait sans encombre à Paris, où il se mettait entre les mains d'un chirurgien espagnol pour se faire entièrement remodeler le visage. Au lendemain de Noël, Biggs avait réussi le grand saut : il volait à bord d'un Boeing à destination de Sydney, n'emportant sur lui que 4 000 livres, soit 55 000 F, et un passeport « authentique » emprunté par 75 000 F.

Puis Charmian Biggs, porteuse des 7 000 livres qui restaient en possession, était venue aux antipodes rejoindre son homme. Celui-ci, qui avait trouvé malaisé son séjour à Sydney, l'avait convoyée en voiture, avec leurs deux garçons, de Darwin à Adelaide, traversant au milieu de mille aventures, mais dans une solitude béate, tout le désert austral.

En 1967, les Biggs sont installés à Melbourne, où l'ancien convict passe plus facilement inaperçu, et où il a acheté une conduite : il travaille à la télévision comme menuisier, son premier métier. Mais l'année 1968 est très mauvaise pour les « pirates du rail » : Bruce Reynolds, le « cerveau », est arrêté à Torquay, Charlie Wilson, le bookmaker, chef de l'attaque du fourgon postal, s'est fait « alpaguer » au Canada. Et Buster Edwards, qui avait dirigé l'équipe « ferroviaire » spécialisée dans le décrochage des wagons, lui aussi émigré au Canada, a fait mieux : il s'est rendu au surintendant Butler, lequel a été autorisé par le Yard à rester en activité jusqu'à ce que le dernier de la bande soit sous les verrous.

D'Australie au Brésil

Biggs, que les rappels du « hold up du siècle » dans la presse australienne, avec force détails biographiques, inquiètent de plus en plus, voit du coup l'ombre de Butler se profiler à tous les coins de rue. Durant les mois qui vont suivre, il vivra d'abord en homme aux abois qu'en homme père de famille. A la fin, en octobre 1969, c'est la catastrophe : les actualités télévisées publient une photo, reconnaissable malgré la chirurgie esthétique, suivie de la précision acoustique : « menuisier à Melbourne ». Une heure plus tard, poussé par Charmian, Ron a pris la fuite dans les Dandenongs, une retraite de brousse où il bénéficie de relations solides. Le lendemain trop tard — la police est là. Il faudra que Biggs résiste à trois mois d'alertes incessantes avant de réussir sa troisième évasion : le 5 février 1970, il embarque à Melbourne sur le vapeur *Ellinis* en partance pour Panama. Une fausse identité, que lui confère le passeport d'un anqui en lui s'est évertué à ressembler comme un frère, lui a permis ce nouvel exploit.

En dépit d'insupportables tracasseries policières aux frontières sud-américaines, Biggs finit par trouver une terre d'asile au Brésil. En juin 1971, à Rio, il fera la connaissance de Raimundo, l'autre femme de sa vie

cachée, une beauté brune qui lui donnera un enfant et se dévouera pour lui corps et âme. Identifié trois ans plus tard, le pirate du rail est réclamé par Scotland Yard qui parvient, dans un premier temps, à le faire incarcérer à Brasilia, dont la prison abrite un hôte de marque, vite ami de Biggs, Fernand Legros.

Mais, à l'instigation de Raimundo, des pétitions, des campagnes militent en faveur de Ron, qui ne connaît que des amis pour être devenu un citoyen au-dessus de tout soupçon. En mai 1974, l'extradition est refusée. La levée d'écrou ordonnée et les lieutenants du surintendant Butler sont priés poliment de reprendre l'avion de Londres.

A ce jour, Ronald Arthur Biggs réside encore au Brésil. Sa femme est venue le voir récemment à Copacabana. Il y a eu un épisode de chignons en règle, digne d'une scène d'*Orfeu Negro*, entre elle et Raimundo. Puis Charmian est repartie pour Melbourne retrouver ses enfants et la chaire de professeur d'histoire, dont l'obtention au seul mérite lui a valu l'estime de ses concitoyens.

Nul doute que dans sa liberté provisoire Biggs n'ait aujourd'hui du vague à l'âme. Poursuivi par deux femmes dans chaque continent et une police « overseas » acharnée à sa capture, il lui reste à résister à la terrible envie de se livrer qu'éprouvent tous les hommes longtemps traqués.

Bruce Reynolds a été condamné à vingt-cinq ans de prison par les jurés. Le jour de son arrestation, avant de signer des aveux complets, le « cerveau » avait déclaré au surintendant Butler : « Je suis content que tout cela soit fini. Le crime ne paie pas, et tous ceux qui croient le contraire sont des imbéciles. » C'est cette dernière phrase qui réconforte Biggs. Elle lui paraît troublante. Sinon suspecte.

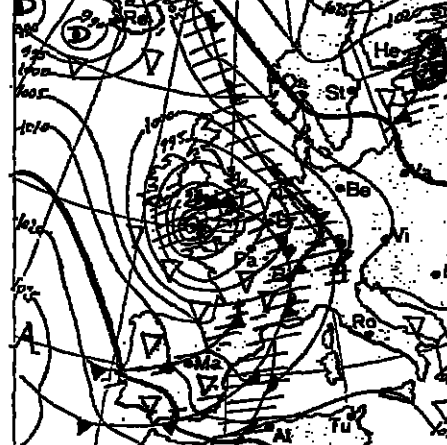
OLIVIER MERLIN.

(1) Colin MacKenzie : *l'Homme du train postal*. Traduit de l'anglais par Claude Duneton. Sotok, 348 pages, 55 F.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13-3-76 - A 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 13 mars à 0 heure et le dimanche 14 mars à 24 heures :

La profonde dépression centrée sur la Cornouaille, le 13 mars à 0 heure, se déplace vers le sud-est à travers la France, en se combinant progressivement l'air océanique frais et humide qu'elle dirige maintiendra un temps médiocre sur l'ensemble de notre pays.

Dimanche 14 mars, des nuages abondants donneront des atermes ou des pluies passagères dans la plupart des régions. Il y aura sur les montagnes à partir de 500 à 700 mètres environ. Des orages éclateront dans le Midi. On observera toutefois quelques éclaircies temporaires, en particulier sur les régions voisines de notre pays.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 mars ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Albi, 12 et 8 degrés ; Bordeaux, 16 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 3 ; Dijon, 10 et 3 ; Grenoble, 11 et 3 ; Lille, 8 et 2 ; Lyon, 11 et 4 ; Marseille, 18 et 5 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 3 ; Nice, 10 et 5 ; Paris, Le Bourget, 9 et 4 ; Pau, 14 et 3 ; Perpignan, 13 et 7 ; Rennes, 11 et 4 ; Strasbourg, 10 et 2 ; Tours, 8 et 4 ; Toulouse, 11 et 4 ; Valenciennes, 10 et 2 ; Vannes, 10 et 3 ; Yverdon, 11 et 2.

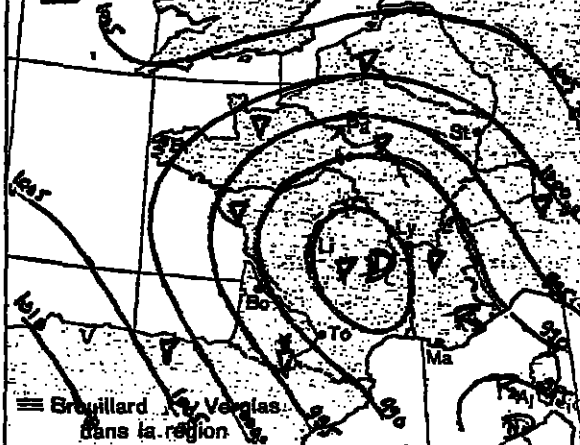
Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 9 et 1 degré ; Athènes, 10 et 5 ; Bonn, 9 et 2 ; Bruxelles, 7 et 3 ; Casablanca, 20 et 13 ; Copenhague, -1 et -4 ; Genève, 8 et 4 ; Madrid, 10 et 2 ; Moscou, -2 et -11 ; New-York, 6 et 2 ; Palerme-Mazzone, 18 et 11 ; Rome, 12 et 2 ; Stockholm, -3 et -14.

Concours

● BIBLIOTHEQUES. — Un concours sur épreuves pour le recrutement de deux employés de bibliothèque est ouvert à la bibliothèque d'Amiens dans la deuxième quinzaine de mars. Les dossiers de candidatures devront être adressés à M. le député, maître d'Amiens (bureau du personnel) pour le 19 mars.

● P.M.I. — Un poste à temps plein du service départemental de protection maternelle et infantile est vacant dans le département de la Dordogne. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale du Doubs, cité administrative, place Chénieux, section « services généraux », à Besançon (25000).

PRÉVISIONS POUR LE 14-3-76 DÉBUT DE MATINÉE



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 mars ; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15) : Albi, 12 et 8 degrés ; Bordeaux, 16 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 3 ; Dijon, 10 et 3 ; Grenoble, 11 et 3 ; Lille, 8 et 2 ; Lyon, 11 et 4 ; Marseille, 18 et 5 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 3 ; Nice, 10 et 5 ; Paris, Le Bourget, 9 et 4 ; Pau, 14 et 3 ; Perpignan, 13 et 7 ; Rennes, 11 et 4 ; Strasbourg, 10 et 2 ; Tours, 8 et 4 ; Toulouse, 11 et 4 ; Valenciennes, 10 et 2 ; Vannes, 10 et 3 ; Yverdon, 11 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 9 et 1 degré ; Athènes, 10 et 5 ; Bonn, 9 et 2 ; Bruxelles, 7 et 3 ; Casablanca, 20 et 13 ; Copenhague, -1 et -4 ; Genève, 8 et 4 ; Madrid, 10 et 2 ; Moscou, -2 et -11 ; New-York, 6 et 2 ; Palerme-Mazzone, 18 et 11 ; Rome, 12 et 2 ; Stockholm, -3 et -14.

Concours

● BIBLIOTHEQUES. — Un concours sur épreuves pour le recrutement de deux employés de bibliothèque est ouvert à la bibliothèque d'Amiens dans la deuxième quinzaine de mars. Les dossiers de candidatures devront être adressés à M. le député, maître d'Amiens (bureau du personnel) pour le 19 mars.

● P.M.I. — Un poste à temps plein du service départemental de protection maternelle et infantile est vacant dans le département de la Dordogne. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale du Doubs, cité administrative, place Chénieux, section « services généraux », à Besançon (25000).

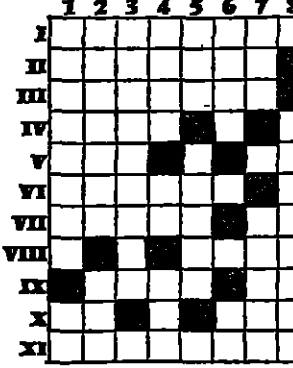
Concours

● BIBLIOTHEQUES. — Un concours sur épreuves pour le recrutement de deux employés de bibliothèque est ouvert à la bibliothèque d'Amiens dans la deuxième quinzaine de mars. Les dossiers de candidatures devront être adressés à M. le député, maître d'Amiens (bureau du personnel) pour le 19 mars.

● P.M.I. — Un poste à temps plein du service départemental de protection maternelle et infantile est vacant dans le département de la Dordogne. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale du Doubs, cité administrative, place Chénieux, section « services généraux », à Besançon (25000).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1405



HORIZONTALEMENT

I. Livre où figurent l'actif et le passif. — II. Blanchit parfois très vite. — III. Tombent de haut. — IV. Craint le chapeau. — V. Pajoté. — VI. Une des Cyclades. — VII. Résume un joyeux programme collectif. — VIII. Eventuellement perçu. — IX. Légers. Ce n'est pas toujours un jeu. — X. Fin de mode. — XI. Parfois mis à l'index.

VERTICALEMENT

1. Permet de consommer de la viande fraîche et des légumes frais. — 2. Une bonne farce le comble. — 3. Croissant des fossés. — 4. Supérieure, elle a de nombreuses filles. — 5. Déplacé. — 6. Figure biblique. — 7. Fin de participe. — 8. Donne beaucoup de mal pour la galerie. — 9. A des dents les mains pleines de coupures. — 10. Vivent sur un grand pied.

Solution du problème n° 1404

I. Danseur mondain. — II. Couleuvre. — III. Os. — IV. Canule.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 13 mars 1976.

UN DECRET

● Portant publication de l'accord entre les gouvernements de la République française et de la République fédérative du Brésil portant constitution d'une grande commission.

IV. Ces : Tassée ; Us. — V. Asile ; Ille ; Média. — VI. Monde ; Air. — VII. Our ; Homard ; Eu. — VIII. Inné ; Omissions. — IX. SO : Réuni ; Eole. — X. Miras ; Bar ; Ir. — XI. ESR ; Tue ; Ass. — XII. Exil ; Rivière ; Rivière. — XIII. Ste ; Iso ; Se. — XIV. Etude ; Unies ; SO. — XV. Cérès ; Essieux.

Verticalement

1. Cocainisme ; Sec. — 2. Doses ; Noisette. — 3. Au ; Simon ; Réveur. — 4. NL ; Louera ; De. — 5. Secteur ; Esle ; Is. — 6. Eu ; Urie. — 7. Uves ; Ekhouté. — 8. RR ; Si ; Omis ; Reus. — 9. Me ; Elémé ; Avions. — 10. Ces ; Asier ; II. — 11. Na ; Ars ; Soirée. — 12. Numéro ; SU. — 13. Abuser ; Oé ; Ars. — 14. III ; Enlées. — 15. Née ; Amuseras ; Ou (tbl).

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75001 PARIS CEDEX 05

C.C.P. 4207 - 22

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE D.O.M. T.O.M.

EX-COMMUNAUTÉ (sans Algérie)

90 F 150 F 225 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

144 F 273 F 402 F 530 F

ÉTRANGER

par messagerie

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE

115 F 210 F 307 F 400 F

II - TUNISIE

125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (travaux) voudront

bien joindre en chaque

leur demande

Changements d'adresse

difficultés ou impossibilités de

recevoir le journal, les abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance

Veillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres

en caractères d'imprimerie.

ÉDUCATION

Le C. E. T., « déjà l'usine » ?

II. - ENTRE LE DÉSESPOIR ET L'INQUIÉTUDE

par GUY HERZLICH

Passifs ou révoltés, c'est ainsi que professeurs et chefs d'établissement décrivent souvent les lycéens. Pour les élèves des collèges d'enseignement technique, soumis à une discipline plus rigide, à des contraintes qui déjà annoncent celles de l'usine, il faudrait dire : passifs et révoltés : sous l'autorité permanente. Les rapports entre professeurs et élèves paraissent souvent marqués d'une certaine tension (le Monde du 13 mars). D'où vient cette révolte ?

L'apartenance : c'est le sentiment qui frappe souvent chez les élèves des collèges d'enseignement technique. Être au C.E.T. est fréquemment ressenti comme une déchéance, le résultat d'une « relégation ». « On est au C.E.T. parce qu'on n'a pas pu aller ailleurs », disent deux élèves de C.E.T. « Je suis là parce que j'ai échoué à l'entrée », dit un autre. Cette conscience d'une relégation n'exclut pas, paradoxalement, chez les élèves, la conviction de leur « indignité ». « Je suis là parce que j'ai toujours été mauvais en français », « J'ai rien foutu en chimie, alors je suis entré au C.E.T. », « J'ai été déprimé, j'ai eu une sorte d'auto-dépréciation dépressive : « On est des déchets », « On nous a dit qu'on était les minables de l'école ».

Le sentiment que « tout est joué » correspond dans beaucoup de cas à la réalité : l'entrée au C.E.T. est souvent le résultat d'un échec scolaire antérieur, qui

remonte parfois assez loin : 55 % des élèves admis en première année de C.A.P. viennent des classes de transition, des classes pratiques ou « préprofessionnelles de niveau ». L'enseignement technique court après la troisième. La moitié des élèves orientés vers la classe de transition en système se retrouvent en C.A.P. », note une étude récente (1).

Le sort de ces derniers a été scellé avant même leur entrée dans l'enseignement secondaire. Mais le sentiment d'échec n'est pas moindre chez les élèves de B.E.P., qui ont tous achevé un premier cycle « normal » (en 1973-1974, la moitié d'entre eux avaient suivi une section II, « type C.E.G. », et un tiers une section C.E.T. « type lycée »). « On est ici parce qu'on a un ou deux ans de retard », « On n'a rien fait en troisième », disent ainsi des élèves du C.E.T. annexé au lycée technique de Massy. Rien ne peut valoir cet écrasement sentiment de relégation définitive. Ni l'argument du « grand parti » de la grande part dont on aperçoit les arbres et les pelouses par les fenêtres. « Ici, on peut s'isoler sur l'herbe », dit un élève du C.E.T. « Ça change du C.E.S. »). Ni l'organisation de l'établissement, où collègues et lycéens cohabitent dans les mêmes bâtiments et bénéficient du même régime scolaire libéral. « Ici, dit une collègue, il n'y a pas de discrimination entre les élèves. Il n'y a pas de différence entre nous ».

L'orientation négative

À la « relégation » s'ajoute l'« affectation au hasard ». L'orientation négative, si souvent déplorée par les enseignants et les directeurs de C.E.T., reste largement vaine. Elle fleurit au gré du jeu complexe des vœux étonnants des élèves et de leurs familles, des avis des conseillers d'orientation, du hasard des places disponibles et des ignorances des enseignants des collèges d'enseignement technique. Pour les B.E.P. du secteur tertiaire, par exemple, le motif d'orientation est souvent « médiocre dans l'ensemble des matières ». Ainsi retrouve-t-on des élèves « nuls en maths » dans des classes de comptabilité, des maladroits ou des gauchers dans des sections de chaudronnerie ou de métaux en feuilles.

Les élèves se sentent bien souvent menés à l'aveugle par le hasard, ou par un processus mystérieux, sur lequel ils n'ont aucune prise. « J'avais demandé l'électronique. On m'a mis en mécanique », « J'ai eu deux ans de retard. Le principal du C.E.S. m'a donné le choix entre B.E.P. comptable et mécanique. J'ai dit que je ne voulais pas aller en mécanique ». « En B.E.P. comptable, on a un élève de Massy, nous étions trois à avoir choisi la section ». Et Didier, « agent administratif » de deuxième année, ajoute : « C'est seulement quand j'ai reçu ma convocation à la fin d'août que j'ai su dans quel établissement et quelle spécialité j'allais me retrouver » (2).

La plupart des enseignants estiment que le climat de refus et d'auto-dépréciation s'est aggravé au cours des dernières années :

« Blouses blanches » et « bleus »

Cependant, le climat n'est pas toujours amer. L'image que les élèves ont d'eux-mêmes, leur confiance en l'avenir, est fonction d'une complexité complexe de facteurs : la « cote » de la

spécialité auprès des élèves et de leurs familles (l'électronique vient toujours en tête pour les garçons) et donc la concurrence qu'exerce à l'entrée : les exigences scolaires et intellectuelles du métier, réelles ou supposées — l'électrique suppose un niveau « honorable » en mathématiques, comme le secrétariat en français — la position relative de la section dans le collège et dans le milieu environnant.

Ainsi les élèves de B.E.P. (ou de C.A.P. en deux ans) forment une aristocratie dans les C.E.T. autonomes, mais dans un établissement annexé à un lycée technique, ils peuvent apparaître comme des « déclassés » par rapport à ceux qui préparent un baccalauréat ou un brevet de technicien. Les spécialités du bâtiment, en général peu appréciées, comportent une hiérarchie interne : il « vaut mieux » être menuisier que serrurier, plombier que maçon.

Cette hiérarchie marquée par le vêtement (« blouses blanches » et « bleus », ou certes de couleurs différentes : bleus pour les mécaniciens, bruns pour les charpentiers, verts pour les plombiers) et admise par tous administrateurs, enseignants, élèves entraîne parfois une véritable ségrégation. « Nous, les blouses blanches, on a tous les privilèges, dit un dessinateur industriel peignant un dessin, nous pouvons sortir comme nous voulons. L'an dernier, au réfectoire, nous n'étions même pas obligés de déborder les tables. Cette année, quand des professeurs ont dû s'absenter pour un stage, on nous a laissés travailler seuls. D'ailleurs les professeurs nous le disent : « Il y a une barrière entre les autres et vous », et le directeur s'occupe plus des dessinateurs que de tous les autres ensemble ». Et un géomètre de Caen explique : « Nous faisons

partie du C.E.T., mais nous sommes logés dans les dortoirs des lycéens, nous mangeons dans le même réfectoire qu'eux. En parlant des autres élèves du collège, nous disons « les C.E.T. ». Pratiquement, on ne leur parle jamais. On essaie parfois de discuter avec eux, pour le foyer, les réunions de délégués. Mais ils ne s'intéressent qu'au foot et aux baguettes. Au foyer, ils s'installent au fond et tapent le carton. À l'inverse, les élèves des sections bâtiment, qui ont participé à la construction du foyer, s'en sentent pratiquement exclus.

Un refus de la condition ouvrière

Si le passé scolaire pèse lourdement sur les élèves de C.E.T., l'avenir professionnel leur paraît souvent peu réjouissant. En dernière année, la plupart ignorent où ils vont travailler, le type de travail qu'ils vont faire, le salaire qu'ils vont toucher. « Les collègues croient qu'avec un C.A.P. ils seront tout de suite ouvriers professionnels. En fait, au bout d'un ou deux ans, on passera peut-être à un autre C.A.P. Mon frère, qui a eu son C.A.P. de tourneur il y a trois ans, n'est

FILS D'OUVRIERS

D'après, fils d'ouvrier : un autre déterminisme, dont les collègues ne paient pas volontiers, pèse sur eux, celui de l'origine sociale. Selon les statistiques officielles, 57,4 % en 1974, pratiquement la moitié des élèves de C.E.T. sont des fils d'ouvriers : 51,4 % dans les classes de C.A.P., 62,3 % dans celles de B.E.P., alors qu'ils ne sont que 25,3 % dans les classes de seconde. Inversement, les enfants de cadres, professeurs, libéraux et cadres supérieurs, industriels, moyens et gros commerçants ne représentent que 2,2 % des élèves de C.E.T., contre 17,7 % de ceux de seconde. Ceux des cadres moyens, 5,2 % et 13,4 % respectivement.

Encore ce ne sont pas les plus défavorisés parmi les ouvriers qui envahissent les classes de C.E.T. : on compte 24,5 % de contremaîtres ou d'ouvriers qualifiés parmi les parents d'élèves pour 17,5 % d'ouvriers, et seulement 5 % de contremaîtres, 10,5 % de manœuvres et sont donc légèrement « sous-représentés ». Le recrutement des sections de B.E.P. n'est pas différent de celui des classes de C.A.P. : toutefois, on y trouve une proportion un peu plus élevée d'« enfants d'employés » (16 % contre 11,5 %), de cadres moyens (7,4 % contre 4 %) et d'agriculteurs (9 % contre 5 %).

Depuis 1967-1968, l'origine sociale des élèves des classes de C.A.P. a été guère changée. Sa répartition est restée la même, en se multipliant, ce sont les prolétaires : en 1967-1968, elles ne représentaient que 22,1 % des élèves d'ouvriers pour 23,5 % d'ouvriers (7,4 % contre 4 %) et d'agriculteurs (9 % contre 5 %).

toujours pas passé à l'abandon son métier pour devenir ouvrier ». Et un dessinateur d'ajouter : « Ici, nous servons simplement quelque chose, nous tirons des plans toute la journée ».

Cette inquiétude se fonde souvent sur quelques exemples plus ou moins bien choisis des bruits de échecs vagues (« Les profs ont dit que... »). Mais elle peut s'appuyer sur les procédures réelles de recrutement : la plupart des entreprises recrutent sur un essai dont dépendent le salaire et même la qualification ; ainsi un élève sortant du collège sans C.A.P. peut-il obtenir un salaire supérieur à celui d'un autre qui a obtenu le diplôme. Une étude qui a été effectuée par le ministère du travail en 1973 montrait que les premiers niveaux (7 pour les B.E.P. qui ont plus souvent de bons salaires que ceux de niveau VI (sans qualification) pendant les premières années d'activité professionnelle. Une formation scolaire, à ce niveau, n'est pas jugée immédiatement rentable sur le marché du travail » (3).

L'inquiétude va plus loin : c'est le travail lui-même que les élèves refusent. « À quoi ça sert d'avoir fait des études de comptable ? demande un élève de B.E.P. qui a travaillé l'été précédent. J'ai été embauché comme cuisinier. Je gagnais 1 339 francs par mois pour huit heures par jour, parfois douze. Ensuite, je suis passé au service comptabilité : les filles qui étaient là ne faisaient que du classement ».

LE DIPLOME NE SUFFIT PLUS

PRÉCISION. — L'Union nationale des étudiants de France (UNEF, ex-Renouveau) nous indique, notamment, à la suite de notre compte rendu de la « coéducation » éditoriale du 6 mars : « Contrairement à ce que précise l'article, les représentants de l'UNEF n'étaient pas absents de cette réunion. S'il est vrai qu'un service d'ordre extérieur au mouvement a tenté d'empêcher le nombre, quatre-vingt-huit militants de l'UNEF, délégués mandatés par leurs unités en lutte, soit le quart de la salle, ont participé aux délibérations ».

La faculté de droit et de sciences économiques et sociales de Montpellier est fermée

L'agitation étudiante contre la réforme du second cycle se poursuit. Deux conseils d'université (à Rennes-II et à Nice) ont adopté des motions demandant l'abrogation de ce texte.

À L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER, les unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de droit et sciences économiques et de sciences économiques ont été fermées jeudi 11 mars sur décision de M. de Cambiandre, vice-président de l'université. Le directeur de l'enseignement et de recherche de gestion et droit de l'entreprise a également démissionné.

La fermeture de l'établissement fait suite aux perturbations causées dans certains cours par des étudiants grévistes des deux U.E.R. Plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté vendredi 12 mars en fin de matinée devant le rectorat de l'académie de Montpellier.

Libres opinions

Les majorités des campus

par GEORGES BENSARD (*)

La grève actuelle des étudiants repose sur un immense malentendu que, pour des raisons différentes, ni le gouvernement ni les étudiants ne sont enclins à dissiper. La plupart d'entre eux ne deviendront pas des cadres supérieurs du pays. Le gouvernement ne peut l'avouer. Les étudiants n'osent pas l'avouer.

Qui sont ces étudiants, à quel avenir ? Dans la grande majorité ils sont issus des classes moyennes ; les catégories ouvrières n'ont pas accompli la percée dans l'enseignement supérieur que prédisaient les auteurs de beaux discours sur la démocratisation : les classes supérieures envoient leurs enfants dans les grandes écoles et considèrent comme une déchéance la fréquentation des universités autres que de médecine ou de pharmacie.

Ces étudiants aspirent toujours, confusément, à devenir des cadres supérieurs. Leurs parents ont été fascinés par la mobilité ascendante des années 50 et 60 : l'économie, en croissance rapide, avait besoin de personnels qualifiés tertiaires et tout diplôme était synonyme d'embauche immédiate, notamment dans l'enseignement du second degré où l'absence d'accueil en professeurs. Les données ont radicalement changé, mais les enfants expriment les espoirs que leurs parents ont nourris, et leurs angoisses cachent mal la crispation sur une croyance en une promotion devenue une illusion. Mai 68 se comprend mieux quand on décèle le coup de rein que les enfants des classes moyennes se donnaient pour se maintenir dans le flot ascendant, alors que les menaçaient le glissement descendant dans la hiérarchie sociale.

On a peine à se rappeler aujourd'hui que le mouvement étudiant a été à la pointe du combat social entre 1958 et 1962 : dénonciation des tortures, aide au F.L.N., organisation des manifestations contre la guerre d'Algérie, etc. Ces étudiants aussi étaient issus des classes moyennes, mais ils étaient destinés à devenir cadres supérieurs et le savaient, et c'est en cette qualité qu'ils abordèrent en masse et sans inhibition le débat politique, s'adressant aux dirigeants d'abord en leurs dirigeants.

Contrairement à l'idée qu'on a tant souvent d'accréditer, les étudiants actuels sont aussi instruits que leurs aînés à l'entrée des universités et travaillent nettement plus qu'eux. Mais, très vite, après leur entrée dans les universités, ils sont moins ambitieux, ou moins prétentieux, et dans leur ensemble se permettent moins de juger Giscard que leurs aînés ne défilent de Gaulle. L'instruction politique au lycée, les panneaux et les débats n'ont pas eu l'effet que d'anciens croyaient : l'excès de politisation. Le réflexe profond à l'égard de leur rôle dans la société actuelle et future n'est pas déterminé par l'intérêt des informations et des discussions, mais par la place qu'ils imaginent pouvoir tenir dans l'échelle sociale : un enfant par rapport à celle qu'occupaient les générations passées.

La réalité, en réalité, le refus massif de se donner ou de rejoindre une organisation étudiante. Certes les organisations existantes ont offert un tel spectacle de leurs divisions que le plus gros des effectifs, ballottés, désespérés, ne comprennent plus rien au fonctionnement de plus en plus complexe des universités, à exprimer son indifférence ou sa lassitude par l'abstention massive aux élections. Mais la raison profonde du rejet des organisations et de la crainte des « manipulations » est de la même nature que les réticences des cadres moyens à l'égard des syndicats ouvriers. Comment ces étudiants voudraient-ils s'insérer dans une UNEF qui parle de classe ouvrière et de travailleurs alors qu'ils, eux, sont des étudiants avec force l'idée de devenir un de ces travailleurs mal payés de la classe ouvrière ?

L'échec répété des grèves des étudiants des I.U.T. trouve là aussi son explication. Ces étudiants constituent la meilleure illustration du glissement subtil intervenu entre la qualification et la classification (et donc la rémunération). Qui nierait que la qualification, mesurée en années d'instruction, a crié depuis trente ans dans toutes les couches de la population ? Mais la classification des nouvelles qualités s'est peu à peu décalée vers le bas. Il y a vingt ans, un jeune bachelier qui se présentait à l'embauche d'une entreprise métallurgique parisienne était recruté comme technicien. Aujourd'hui il peut prétendre à un emploi d'O.S. (avec enquête d'une police privée sur ce candidat douteux). Malgré les promesses fallacieuses du pouvoir, lors de la création des I.U.T., les organisations patronales n'ont pas reconnu le DUT comme diplôme d'enseignement supérieur. L'opération avait atteint son but : fournir à l'industrie et au commerce des travailleurs plus qualifiés (par le 2) sans qualification hiérarchique et financière du supplément de compétence. Mais les étudiants des I.U.T. conservent l'espoir d'obtenir cette reconnaissance sans se donner une organisation nationale puissante et permanente.

L'histoire l'a souvent montré, les déceptions profondes sont, à terme, lourdes de conséquences. Les frustrations rentrées des présentes générations risquent d'en faire une masse de manoeuvre d'un fascisme qui renaitrait sous d'autres formes de la résistance que leur promet la prolongation de la crise du système capitaliste. L'issue ? La sélection à l'entrée des universités, ne manquant pas de préconiser de nouveaux les conservateurs. Elle est inacceptable. Ressentie comme une trahison, elle serait encore plus mal supportée que la réduction actuelle des espoirs investis dans la promotion sociale. En l'absence d'un changement social profond, les enfants des classes moyennes sont voués à devenir des salariés sans responsabilité, éliminés par la division du travail. En somme, des exploités. Comme la grande masse des travailleurs, dont, pour cette raison et volens nolens, ils sont les gilets. Les plus lucides comprendront vite que leur seul choix est de rejoindre les organisations nées de la classe ouvrière ou proches d'elle. Mais les autres ?

(*) Maître-assistant d'économie à l'université de Paris-I.

Un organisateur de séjours linguistiques recherche pour cours d'anglais au B.E.P.C. et au BACCALAURÉAT en ANGLETERRE pendant les vacances de PAQUES. TROIS PROFESSEURS DE MATHÉMATIQUES (pour des élèves de 3^e et Terminales). UN PROFESSEUR DE PHYSIQUE-CHIMIE (pour des élèves de Terminale). Connaissance de la langue anglaise pas nécessaire. Nombre d'heures de cours limité, transport et logement assurés, bonne rémunération. UNOBSERV.

(Publiette) APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE Université de Vienne Cours d'allemand pour étrangers Trois sessions : du 12 juillet au 25 septembre 1976 pour débutants et avancés. Laboratoire de langues. Examinations soviétiques Droits de cours et d'inscription pour 4 semaines : S.A. 1.500 (environ 380 F) Prix forfaitaire (inscription, cours, chambre) pour 4 semaines : S.A. 4.200 (environ 1.040 F). Programme détaillé : Wiener Internationale Hochschulkurse A-1010 Wien, Universität

ÉDUCATION

LES PROPOSITIONS DE RÉFORME DE L'ÉCOLE PRIMAIRE

C'est un choix rétrograde contre toute évolution
estime le Syndicat national des instituteurs

« Une charade à tiroirs », tel est le premier reproche que M. Guy Georges, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.), adresse à la réforme de l'école primaire, présentée par le ministre de l'Éducation nationale, le 12 mars. Ce décret, a-t-il expliqué, est aussi « vide et creux » que la loi de juillet 1975, et il faudra encore attendre toute une série d'arrêts sur des points essentiels. Cette imprécision, selon les responsables du S.N.I., cache « un projet de conservatisme et d'autoritarisme ».

Sur le fond, le S.N.I. reproche particulièrement au projet de consacrer la rupture entre l'école

élémentaire et les collèges. « Il y a là, a précisé M. Guy Georges, une volonté de compartimenter ce que nous voulons rendre cohérent. C'est un choix rétrograde contre toute évolution. Cette volonté de détacher ce qui sera plus tard l'élève, en abandonnant toute idée de projet et de responsabilité de l'élève, risque de se prolonger par le lycée, qui suivra, sur les collèges. » En fait, a-t-il ajouté, « la question essentielle était de savoir quels sont les objectifs de l'école élémentaire. Or il n'y a rien de nouveau depuis 1887 ».

Bien qu'il se défende, d'autre part, d'être opposé à la participation des familles à la vie de l'école, le secrétaire général du S.N.I. a mis en garde l'administration et les pouvoirs publics contre « l'accumulation des risques de conflits entre parents et maîtres ». Le rôle donné aux parents et au médecin de famille dans les demandes de dérogation pour l'entrée à cinq ans à l'école primaire est, pour lui, un exemple de ces risques. Il estime de plus que « l'échafaudage d'institutions mis en place va paralyser toute la structure administrative ».

Le S.N.I. a pris position, d'autre part, sur le projet d'étalement des vacances présenté au dernier conseil des ministres. Ces propositions, estiment les responsables du syndicat, « s'appuient exclusivement sur les intérêts économiques et font fi de tout principe d'ordre éducatif ». Le S.N.I. a notamment précisé que si les dates des vacances devaient être fixées par chaque académie il en résulterait souvent une impossibilité d'organiser des séjours en colonies de vacances.

RELIGION

LA NAISSANCE DU PROPHÈTE MAHOMET CÉLÉBRÉE À LA MOSQUÉE DE PARIS

La mosquée de Paris, dont le minaret domine du haut de ses 33 mètres la place du Fidis-de-l'Érmitage (5^e), est impressionnante la nuit, illuminée, lors des fêtes, d'ampoules multicolores à l'extérieur et de lampes à l'intérieur. Dans la soirée du 12 mars, veille de la fête du Mouloud-an-Nabawi, qui célèbre l'anniversaire de la naissance vers la fin du sixième siècle du prophète Mahomet, de nombreux musulmans, surtout des hommes, se sont rendus à la mosquée pour une cérémonie de prières et de recueillement.

Sur un fond sonore des versets psalmodiés du Coran, répercutés par haut-parleurs dans le patio et l'ensemble de bâtiments qui constituent l'Institut musulman, on entendait discrètement dans la salle des prières. Les femmes avaient un emplacement qui leur était réservé, derrière un rideau. De temps à autre on proposait aux fidèles des petits verres de thé à la menthe et des pâtisseries. Cette « veillée » de prières se poursuivra tout au long de la journée de ce 13 mars.

Pour fêter la naissance du Prophète, les fidèles se réunissent et déposent des bougies allumées à la mosquée, tandis qu'il y aura des feux d'artifice pour les enfants. Il a été décidé, en effet, de donner plus d'éclat à la fête du Mouloud, célébrée dans les pays où elle était éclipse par les fêtes du Noël chrétien. Traditionnellement, les deux principales fêtes de l'islam sont la « Grande Fête » de l'Aïd el Kebir (Fête du Sacrifice ou du Mouton), qui commémore le sacrifice d'Abraham, et la « Petite Fête », qui marque la fin du Ramadan. — A. W.

IDÉES

LA FERMETURE DU CENTRE DE CUERNAVACA

Pourquoi Ivan Illich a cassé l'institution

Il y a déjà quelque temps qu'Ivan Illich avait pris la décision d'arrêter les activités du CIDOC (Centre international de documentation), qu'il avait installé, voilà plus de quinze ans, à Cuernavaca (Mexique). Mais il ne voulait pas que cette fermeture intervienne avant que les soixante-dix personnes qu'employait le CIDOC aient trouvé un moyen de subsistance. C'est chose faite maintenant. La fermeture de cette institution originale est quand même un événement documenté par le Vatican aux acolytes élastiques. A ce sujet on peut maintenant raconter une anecdote qui éclairait un trait profond de la personnalité d'Illich. Il s'agit de l'évangile : « Si quelqu'un veut se battre avec toi pour le prendre ta tunique, abandonne-lui aussi ton manteau ».

Le CIDOC continuait cependant, malgré la défense de la fréquentation élargie par le Vatican aux acolytes élastiques. A ce sujet on peut maintenant raconter une anecdote qui éclairait un trait profond de la personnalité d'Illich. Il s'agit de l'évangile : « Si quelqu'un veut se battre avec toi pour le prendre ta tunique, abandonne-lui aussi ton manteau ».

Une école d'apprentissage accablée de l'espagnol, primitive destinée aux prêtres et laïcs qui venaient nombreux, des États-Unis d'Europe, pour aider l'Église latino-américaine. Une université libre dont les temps forts se situaient en janvier-février et en juin-juillet. Une sorte de bureau d'études qui rassemblait des contributions du monde entier et, à l'aide d'un atelier

léger de reprographie, alimentait en matériel de réflexion quelques centaines de correspondants dispersés sur toute la planète. L'école de langues fournissait l'essentiel du financement. Quant à l'université, elle fonctionnait d'une manière qui évoque les collèges médiévaux. Aucun diplôme n'était exigé, ni des enseignants ni des élèves. Venait qui voulait. A une heure fixe, le candidat enseignant proposait une esquisse de son cours aux candidats étudiants. S'il avait plus de deux auditeurs, il recevait une salle ; s'il en avait plus de quatre, il était défrayé. En espagnol et en anglais se tenaient des séminaires négués, d'autant plus intéressants que les enseignants s'appuyaient sur leurs expériences : le fondateur des ligues paysannes du Nord, des syndicalistes, une religieuse française qui vivait avec les pauvres, un médecin, un avocat, un architecte... et quelques « vrais » professeurs. C'était l'Université authentique, celle qui ne separe pas la théorie de la vie, celle qui relie toutes les régions du savoir et du monde.

On a reproché au CIDOC d'être l'instrument du culte d'Illich. En réalité, Illich se mêlait aux participants, autant que son travail le permettait. Il est vrai que le CIDOC lui donnait des possibilités de documentation, d'information, d'expérimentation, dont ses études publiées portaient la marque. Mais aussi il stimulait les autres, et n'imposait aucune orthodoxie. Si quelquefois l'encensail, il brûlait là, non sans brutalité. Ce qui est vrai, c'est que,

à mesure que la pensée d'Illich s'affirmait, qu'un influence grandissait, le CIDOC se déséquilibrait. Il tendait à devenir la chose d'un homme, celle qui fut sa modestie, celle qui fut sa générosité. C'est ce qui fut son homme à refusé. Il a cassé l'institution. Sans doute avait-il conscience qu'elle avait accompli l'essentiel de sa tâche.

Le CIDOC a correspondu à une grande époque de l'histoire de l'Église : celle où le catholicisme latino-américain commença à prendre une nouvelle dimension, où quelques-uns de ses plus grandes figures assumèrent un rôle populaire, « tribunitien », de défense des pauvres et des opprimés. L'histoire dira quel fut, en cela, le rôle éternel du CIDOC et d'Illich. Maintenant, en Amérique latine, et bien au-delà, le travail commencé est relayé par tout un réseau d'hommes, d'équipes, d'éditions, de lieux de convivialité... Illich aura d'autres avatars. Ce magnétisme universel ne pouvait rester enfoncé longtemps en une place, fût-ce cette grande maison blanche de Cuernavaca, où des gens venus du monde entier, face au grand volcan couché dans la douceur tropicale, mettaient à nu les rouages de la grande machine à broyer l'humanité, et laient entre eux des amitiés durables.

JEAN-MARIE DOMENACH.

(1) Ce document, qu'on croirait écrit par l'évêque Cauchon, a été reproduit, ainsi que tous les documents cités, dans le numéro de l'Évangile chrétien du 27 mars 1969.

JUSTICE

La catastrophe du « 5-7 » au tribunal administratif de Grenoble

« Le souci caractérisé de faire de l'établissement une source de profits rapides, au mépris de la sécurité »

Grenoble. — La drame du dancing « 5-7 », à Saint-Laurent-du-Pont, où cent quarante-huit personnes périrent, pendant la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1970, dans l'incendie de l'établissement, a été examiné à nouveau, mais cette fois par le tribunal administratif de Grenoble.

En plus des peines d'emprisonnement avec sursis infligées à cinq des prévenus — dont le maire de la commune, M. Pierre Perrin — le tribunal correctionnel de Lyon avait prononcé une condamnation civile et solidaire de personnes physiques (le gérant survi-

vant M. Gilbert Bas, l'installateur de chauffage M. Vimeux) ou morales (la Société civile immobilière de Chartreuse, propriétaire des terrains et des bâtiments, la S.A.R.L. 5-7 chargée d'exploiter le dancing et la société Shelly, fournisseur de matériaux de décoration et d'isolation).

Cette décision, confirmée par la cour d'appel le 13 juillet 1973, et la cour de cassation le 14 mars 1974, amena la Compagnie générale d'assurances (C.G.A.) en sa qualité d'assureur de la S.C.I. de Chartreuse et la S.A.R.L. 5-7 à verser aux ayants droit des victimes près de 8 millions de francs de dommages et intérêts.

Considérant que si une juridiction répressive ne peut condamner ni un mort ni une commune au titre d'une réparation civile, mais retenant cependant que la responsabilité du maire a été reconnue par les différents degrés de la juridiction pénale, deux des condamnés civils aient que la Compagnie générale d'assurances se soit tournée vers la juridiction administrative pour lui demander de condamner la commune — éventuellement l'État, intervenant en garantie — à rembourser à la C.G.A. 50 % du montant des sommes allouées aux familles des victimes.

Bien davantage que cette affaire de gros sous entre gens d'assurances, c'est le dossier des « responsabilités » examiné au cours de cette audience qui a retenu l'attention du tribunal administratif. M. Gilbert Bas, a partagé l'appréciation de la juridiction pénale qui a qualifié de « faute lourde » les manquements graves commis par les associés, fondateurs et gérants du « 5-7 ». Elles sont pour lui « la cause directe » de la catastrophe, et la faute du maire engageant la responsabilité de la commune, sur le fondement du décret de 1954, ne lui paraît pas devoir être retenue.

En revanche, le commissaire du gouvernement s'est montré sévère à l'égard de l'État : « Ce dossier, a-t-il dit, tout comme celui de la catastrophe de Val-d'Isère, met en lumière le cloisonnement des services de l'État et concurrentiel l'application d'un règlement essentiel. Ces insuffisances ne sont peut-être pas le fait du hasard. La sécurité a été trop longtemps reléguée dans le service public et ailleurs au rang d'une fonction secondaire et négligée. » La méconnaissance expresse d'une obligation que M. Anton reproche à l'administration de l'État se situait « au niveau de l'organisation de la commission départementale de sécurité ». Cette commission, créée en 1968 dans le département de l'Isère, n'a pas fonctionné depuis 1963, alors que M. Perrin, maire de Saint-Laurent-du-Pont et conseiller général, était régulièrement désigné tous les trois ans pour siéger. « Organe d'étude, de

contrôle et d'information du préfet et du maire », elle aurait dû de cette manière ou d'une autre sensibiliser les élus qui ne faisaient pas, pour les problèmes généraux posés par la sécurité d'un établissement recevant du public. Dans le cas où la commission départementale de sécurité aurait existé elle-même les dossiers « il est raisonnable », a dit M. Anton, « de penser que le maire de Saint-Laurent-du-Pont aurait acquis, à l'occasion de ses visites, sur les problèmes de sécurité, une pratique concrète des dossiers, qu'il aurait examiné le dossier du « 5-7 » de près, qu'il aurait eu connaissance de la faiblesse de la construction des travaux (..) et qu'il aurait pu décider sur place le risque présenté par ces travaux non conformes aux plans ».

Toutefois même partiellement ou totalement engagée, la responsabilité de la commune, de l'État et éventuellement celle de l'E.D.F. — qui a livré le courant sans exiger le certificat de conformité — ne peut, pour le commissaire du gouvernement, être retenue en l'absence d'une condamnation. Il existe en effet une règle juridique constante que M. Anton a invoqué pour demander au juge administratif de rejeter les requêtes : c'est le principe selon lequel un requérant ne peut invoquer « sa propre turpitude » pour engager la responsabilité de tiers. Le commissaire du gouvernement a repris à son compte cette argumentation de la commune : « La prétendue inopérence des exploitants est strictement contradictoire par l'assurance et la détermination avec lesquelles les (les co-gérants) ont mis sur pied une entreprise destinée à exploiter avec le plus grand profit possible le désir de distraction des adolescents. »

Le soin apporté à supprimer — aux dépens de la sécurité — les possibilités d'entrer sans payer est à cet égard, hélas, significatif », a dit encore M. Anton. Pour lui « le souci présent et caractérisé de faire de l'établissement une source de profits rapides, au mépris de la sécurité, est bien de la turpitude ». — B. R.

Condamné à mort par les assises des Bouches-du-Rhône

CHRISTIAN RANUCCI SE POURVOIT EN CASSATION

Christian Ranucci, condamné à mort le 10 mars par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône pour le meurtre d'une fillette, Maria-Dolores Rambla, s'est pourvu en Cassation.

C'est de sa défense, par M. André Praticelli, qui a recueilli vendredi 12 mars, au quartier des condamnés à mort de la prison des Baumettes à Marseille, la signature du pourvoi formé par le jeune homme contre l'arrêt de la cour d'assises.

Devant les C.R.S. à Vincennes

IL CONVIENT DE PRENDRE EN CONSIDÉRATION LES MOTIVATIONS PROFONDES DE CERTAINS ACTES DÉSPÉRÉS, déclare M. Poniatowski.

M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, qui présidait, vendredi 12 mars, à Vincennes (Val-de-Marne), la cérémonie de sortie de la vingt-huitième promotion des officiers de paix, a réaffirmé sa détermination « d'arrêter les criminels qui, à Montredon, ont tiré ou fait tirer ». Devant les policiers, dont la promotion a reçu le nom de « Le Goff », tué au cours des récents affrontements avec les vidéoteurs du Midi, le ministre de l'Intérieur a notamment déclaré : « J'ai donné des consignes fermes pour que les responsables et les instigateurs de désordres et de crimes qui ont entraîné la mort de cet officier soient arrêtés, et que les recherches et enquêtes de la justice soient poursuivies avec la plus grande rigueur et la plus grande efficacité. »

Evocant ensuite la mission des policiers, garants de la paix publique, M. Poniatowski a affirmé : « Un tel devoir suppose qu'il soit accompli avec modération, car il convient de prendre en considération les motivations profondes de certains actes désespérés. » Avec fermeté, car la survie de notre civilisation et du type d'« société librement choisie » en est le prix. Avec justice, a enfin conclu le ministre de l'Intérieur, car il ne s'agit pas de recourir à la vengeance, mais d'opposer la loi à la violence. »

400 F D'AMENDE POUR UN RENVOI DE LIVRET MILITAIRE

La cinquième chambre correctionnelle du tribunal de Versailles condamne, vendredi 12 mars, à 400 francs d'amende, M. Gaston Debar, ingénieur E.D.F., trente et un ans, qui avait comparu le 20 février dernier. Il était poursuivi pour avoir renvoyé son livret militaire.

Ancien élève de l'École des mines, automatiquement promu à ce titre au grade de sous-lieutenant, M. Gaston Debar a accompli normalement son service militaire. Mais, depuis, il s'est interrogé, et a résumé ainsi sa position devant le tribunal de Versailles : « A quel point servir l'armée ? Assurément pas à préparer la paix. J'en ai pris conscience pendant mon incorporation, tout comme j'en ai pris conscience ce qu'était l'objection de conscience. »

« La loi ne prévoit pas que l'on puisse changer d'avis en cours de service », a-t-il fait remarquer le président, avant que l'accusé ne s'étonne d'être le seul poursuivi, alors qu'il avait agi avec vingt-quatre sympathisants du « Comité pour une alternative non violente ». En renvoyant leur livret militaire, les contrevenants entendaient soutenir la lutte des objections de conscience qui observent une grève de la faim, en janvier 1974 à Orléans.

FAITS DIVERS

Un débat sur les prises d'otages AU CAFÉ LE JURY VOTE LA MORT

Peut-on encore, serait-on dans le confort tranquille d'une salle à manger, parler de prise d'otages sans soulever instantanément d'irréductibles passions ? Le débat public organisé le 12 mars à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) par la Fédération professionnelle indépendante de la police tend à prouver en tout cas que même entre la police et le trompage le Français moyen a des idées partiellement arrêtées.

Les causes de ce fétu pour le public sont simples : « Nous avons des otages parce que nous sommes lâches, nous sommes faibles, nous ne sommes pas des hommes. » Les remèdes ? Ils tiennent à quelques « yaques » : tirer dans les têtes même si les otages doivent périr (« et même si c'était mes deux enfants », entend-on) ; à la rigueur juger vite, devant des tribunaux sans jurys (« sensibler aux effets de manchettes des avocats ») et supprimer le droit de grâce : « Vous avez vu ce beau travail à Diboit ? »

Ce sont les policiers présents au débat qui ont tenté d'analyser ce flot de haine en montrant le dramatique cas de conscience qui se pose à celui qui est confronté sur le terrain à une prise d'otages dont les résultats sont souvent plus nuancés qu'on ne l'imagine autour d'une table de restaurant. Nous ne sommes pas là pour tuer mais pour remettre les mains à la justice », a rappelé M. Gilbert Cardon, secrétaire général de la F.P.I.P. tandis qu'un autre policier avouait : « Je suis bien content de ne pas être un juge. » M. Henri-Frédéric Gaudet, avocat de la Fédération, tenait bien de son côté de manifester son aversion pour les tribunaux d'exception et d'insinuer que la rapidité des jugements peut être aussi efficace que l'empiètement de la cause est déjà entendue au café. Le jury d'Aulnay-sous-Bois a voté la mort. — J. St.

Une avalanche s'est produite à Mériel-les-Alzettes (Savoie), vendredi 12 mars, provoquant la mort de M. Emmanuel Lefèvre du Fray, trente-neuf ans, demeurant à Rueil-Malmaison (Haute-Savoie). M. et Mme Marc Bavière, âgés de trente-neuf et trente ans, et demeurant à Paris (4^e), ont été blessés.

Le journal arménien « Komunist » vient de confirmer l'accident d'un Ilyouchine 18 de la compagnie soviétique Aeroflot qui s'est écrasé le vendredi 5 mars, alors qu'il reliait Moscou à Erivan. Il y aurait eu 120 morts, mais le journal ne confirme pas le nombre des victimes.

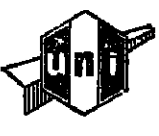
JOUR J DE L'UNIVERSITÉ

Le 17 mars ont lieu les élections au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (C.N.E.S.E.R.). Cette fois encore, l'U.N.I. est le seul mouvement à présenter des candidats dans tous les collèges électoraux : professeurs, assistants, étudiants, grandes écoles. La représentativité nationale de ses listes est confirmée par le ralliement des listes régionales qui s'étaient présentées en 1971. En outre, ses listes ont reçu le soutien moral et la caution des plus hautes autorités scientifiques françaises :

COMITÉ DE PATRONAGE DES LISTES DE L'U.N.I.

Pierre BOYANCE : Mbre Académie des Inscriptions et Belles Lettres
Jean DIEUDONNE : Mbre de l'Académie des Sciences
Roger DION : Pr. Honoraire au Collège de France
René FROMIL-VAQUE : Pr. à l'Université de Toulouse III
Pierre GRASSE : Mbre de l'Académie des Sciences
Marcel GUEZ : Mbre Académie des Inscriptions et Belles Lettres
René JOYEUX : Pr. à l'Université de Montpellier (Médecine)
Raymond LESÈQUE : Mbre Académie des Inscriptions et Belles Lettres
Henri MAZEAUD : Mbre Académie des Sciences Morales et Politiques
François PERRON : Pr. Honoraire au Collège de France
Raymond TURPIN : Mbre de l'Académie de Médecine

Dans les universités, dont les trois quarts sont déjà tombées aux mains du parti communiste et de ses alliés, l'U.N.I. tente de sauver ce qui peut l'être encore, dans une perspective de reconquête. Mais il ne se limite pas son action. Dans les lycées, l'U.N.I. s'oppose à l'intoxication des esprits : dans tous les domaines (Armée, Église, Justice...) l'U.N.I. lutte contre la subversion de notre société. C'est pourquoi tous ceux qui croient à l'urgence de cette tâche, professeurs, étudiants, parents et citoyens en général, se retrouvent pour agir au sein de l'U.N.I.



U.N.I. fer de lance de la contre-offensive nationale
UNION NATIONALE INTER-UNIVERSITAIRE, 8, rue de Musset
75016 Paris - Tél. 525-34-65

TOURISME

EUROPOLE EN

Les touristes de l'étranger, qui affluent en masse vers les stations de ski, ont été surpris de constater que les pistes étaient presque toutes fermées. C'est parce que les stations de ski ont été touchées par la catastrophe du « 5-7 ».

Les touristes de l'étranger, qui affluent en masse vers les stations de ski, ont été surpris de constater que les pistes étaient presque toutes fermées. C'est parce que les stations de ski ont été touchées par la catastrophe du « 5-7 ».

Les touristes de l'étranger, qui affluent en masse vers les stations de ski, ont été surpris de constater que les pistes étaient presque toutes fermées. C'est parce que les stations de ski ont été touchées par la catastrophe du « 5-7 ».

URBANISME

Les POS : un chantier national

Les plans d'urbanisme (P.O.S.) sont en cours de révision dans toutes les communes de France. C'est un chantier national.

Les plans d'urbanisme (P.O.S.) sont en cours de révision dans toutes les communes de France. C'est un chantier national.

Les plans d'urbanisme (P.O.S.) sont en cours de révision dans toutes les communes de France. C'est un chantier national.

Les plans d'urbanisme (P.O.S.) sont en cours de révision dans toutes les communes de France. C'est un chantier national.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TOURISME

Pollution sur Athènes

L'ACROPOLE EN PÉRIL

De notre correspondant

Athènes. — L'Acropole a résisté à la morsure des vents salins, à l'érosion, aux tremblements de terre, à l'incendie, au bombardement, à la fureur des éléments comme à la folie des hommes, mais après plus de deux mille cinq cents ans de résistance, le rocher sacré voit ses inestimables monuments, dangereusement menacés. Selon la Commission chargée par le ministère grec de la culture d'étudier les moyens de garder ce prodigieux patrimoine artistique, les dommages infligés aux marbres polis durant ces deux dernières décennies, se voient plus graves que ceux causés par l'« assure naturelle » des éléments : des mesures doivent rapidement être prises si l'on veut éviter une catastrophe.

Les lustras des marbres, que les anciens soignaient tout particulièrement et qui constituaient une sorte d'épiderme protecteur, disparaissent peu à peu. Frappés de cette mystérieuse maladie qui les fait mourir lentement, les marbres sont attaqués par les nuages qui planent sur la cité de Lycabète. Du haut du mont Lycabète, il est possible de mieux saisir l'étendue du danger. La région d'Athènes, avec ses grandes usines et ses raffineries, avec ses cinq cent mille véhicules et le chauffage des maisons au mazout, dégage des tristes nuages qui désespèrent les ménages, dont le linge ne peut plus sécher sur ce qui fut, autrefois, de blanches terrasses. Ces nuages lèchent dangereusement l'Acropole, aggravant la pollution de l'air et ajoutant aux problèmes qu'engendrent les changements de température. En effet, la nuit, l'humidité se dépose dans les pores de l'épiderme minéral, se cristallise, et, comme le soleil écrase la citadelle d'Athènes, les minuscules gouttes s'éva-

porant, laissant de nouvelles cicatrices. Depuis des années, un groupe d'experts et de spécialistes grecs et étrangers se penchent sur le sort des monuments de l'Acropole. Certains proposent de recouvrir les parties les plus menacées : cariatides, fronton du Parthéon, Érechthéon, Propylées, d'une couche de matière plastique. D'autres suggèrent de les placer dans de grandes chasses en verre spécial ou préconisent un traitement à base de cobalt.

Les cariatides, ou plus exactement les six statues du portique de Coré, ainsi que plusieurs « adèphes » de la frise ionique du Parthéon, et en particulier ceux des cavaliers éphéques, étant particulièrement menacés, il est envisagé de les transférer provisoirement dans un musée et de les remplacer par des moules effectués dans les ateliers du Musée national d'archéologie.

Enfin, diverses mesures seront également prises afin de neutraliser la fureur des centaines de milliers de touristes qui, tous les ans, se lancent à l'assaut du rocher sacré. Pleins d'admiration et de respect, à défaut de prier, certains touristes ne peuvent s'empêcher de « toucher » les marbres immortels, de caresser, voire de les enlacer, sans se rendre compte que ces gestes pieux répétés des millions de fois ne sont pas tellement indiqués. Sans compter ceux qui viennent aboyer à l'endroit d'un « petit souvenir », éclat de marbre ou simple caillou.

En septembre prochain se tiendra à Athènes un séminaire qui réunira deux cents spécialistes et qui aura pour thème « Sauvegarde des monuments de l'Acropole ».

MARC MARCEAU.

URBANISME

Les POS : un chantier national

Trente-neuf millions de Français sont concernés par les nouveaux plans d'urbanisme

« C'est un véritable chantier national. Toute la France doit passer par la psychiatrie du groupe des POS », a déclaré le jeudi 11 mars M. Antoine Givaudan, chef du service de l'urbanisme au ministère de l'équipement, en présentant à la presse l'état d'avancement de cette vaste entreprise de planification engagée depuis 1974. La préparation des plans d'occupation des sols (POS) et des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) concerne plus de trente-neuf millions de Français des villes et des campagnes.

Sept mille POS ont été prescrits (ils concernent huit mille cinq cents communes). Six mille groupes de travail ont été créés et sont en place. Mille cent POS sont applicables, qu'ils soient définitivement approuvés (trois cents environ) ou seulement rendus publics. Parmi les grandes villes, seule la commune urbaine de Lille dispose d'un POS approuvé. Sept autres agglomérations de plus de 100 000 habitants, sur trente-cinq, ont la procédure engagée, ont des plans publiés, donc applicables : Paris, Caen, Montpellier, Grenoble, Reims, Nice et Toulouse.

D'autre part, seize villes de 50 000 à 100 000 habitants ont aussi un document applicable, dont deux (Chalon-sur-Saône, Malesherbes-Alfort) sont applicables. Pour ce qui concerne les communes rurales (moins de 2 000 habitants), sept cents des quatre mille cinq cents POS prescrits sont applicables.

La durée moyenne pour l'établissement de ces documents est de deux ans et demi. Cela s'explique aisément : le POS est un document très précis, il fixe pour chaque secteur les possibilités de construction et la collectivité s'engage à réaliser les équipements nécessaires ; il est opposable aux tiers ; enfin, la détermination des zones naturelles, où la construction sera interdite ou très limitée, est — on le comprend — très délicate. Dans ce domaine, les records de vitesse sont loin d'être une garantie de qualité. Neully-sur-Seine, par exemple, qui avait « sorti » son POS dans des temps records, était contestée de transcrire son ancien plan d'urbanisme. Ce document trop simpliste doit aujourd'hui être révisé.

Parallèlement aux POS, des schémas directeurs sont en chantier, qui concernent près de dix mille communes. Logiquement, ces documents à plus grande échelle, qui sont inscrites les orientations d'ensemble et les infrastructures, en fonction des prévisions démographiques, auraient dû être terminés avant qu'on commence les POS, plus précis et détaillés. Si l'on avait procédé ainsi, estime

M. Givaudan, on y serait encore, et aucun POS ne serait sorti. D'autre part, les SDAU, qui sont difficiles à mettre au point, en l'absence d'autorités intercommunales, escamotent, parfois, les questions épineuses. Tous les jours est-il que soixante et un de ces documents (sur trois cent quatre-vingt-seize prescrits) ont été approuvés. L'administration centrale, déjà fort occupée à appliquer la réforme foncière, n'envisage pas, en ce moment, d'inciter les services à accélérer le mouvement. Une « relance » des schémas directeurs pourrait être organisée, sur de nouvelles bases, en 1977.

Un document châtiné, extrêmement précis, par département et par région, intitulé « État d'avancement des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols » (juin 1976), est en vente au prix de 60 F à la Documentation Française, 21, quai Voltaire, 75057 Paris.

Corse

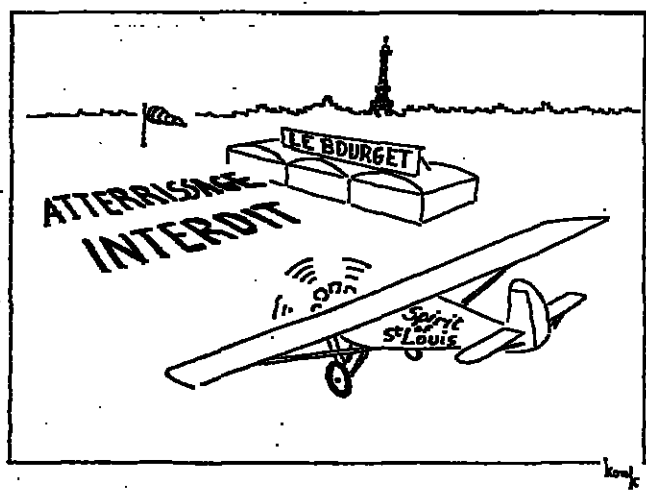
• DOCTEUR SIMONI : QUATRIÈME DEMANDE EN LIBERTÉ RÉVÉTÉE. — M. Marcantonio, l'un des défenseurs du docteur Edmond Simoni, inculpé à la prison de la Santé depuis le 28 août 1975, a annoncé, le vendredi 12 mars, qu'une quatrième demande de mise en liberté en faveur de son client a été rejetée (Le Monde du 9 mars).

• UN NOUVEAU MOUVEMENT AUTONOMISTE. — Un nouveau mouvement autonomiste, le Fronte Corsu, vient d'être créé à Corte. Dans un tract, les responsables de cette organisation déclarent : « L'après-Aléria démontre au monde politique que le peuple corse (...) Aussi, les nationalistes corses et tous les autres patriotes de notre pays, nous nous engageons à nous regrouper dans un mouvement pour lutter contre tout réformisme, toute coprovision, pour la reconnaissance des droits nationaux du peuple corse ».

TRANSPORTS

Air France et British Airways renoncent provisoirement à desservir New-York avec Concorde

Air France et British Airways ont confirmé leur intention de se pourvoir en justice contre la décision du Port Authority of New-York and New-Jersey d'interdire à Concorde l'accès de l'aéroport Kennedy pendant au moins six mois. « Pour le moment, ont-elles déclaré, nous nous conformerons à cette résolution,



(Dessin de ROSE)

en renonçant aux vols d'essai et à l'ouverture de services réguliers le 10 avril. Notre action se situe désormais sur le plan de la procédure légale. En attendant, les deux compagnies se proposent de desservir Washington, dès la fin du mois de mai.

Un responsable de l'administration de l'aviation fédérale américaine (F.A.A.), M. John M. Lucas, a, de son côté, contesté la décision du Port Authority. A son avis, « les aéroports locaux n'ont pas un pouvoir limité pour restreindre les vols ».

Selon M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, la résolution des autorités new-yorkaises « est contraire aux engagements internationaux souscrits par les Etats-Unis ». « De surcroît, elle constitue une entrave à la liberté des échanges commerciaux dans le monde occidental. Elle est, enfin, discriminatoire, puisqu'elle ne s'applique qu'à Concorde. »

« Je ne veux pas envenimer la situation », a déclaré M. Cavallé à Toulouse, le 12 mars. Les Américains sont, en effet, très sensibles à mes propos. Je ne pourrais qu'un jour dire que je n'engagerai aucune dispute avec une puissance qui compromettrait les chances de Concorde. De toute façon, puisque l'Etat y a, je reste confiant dans la justice américaine. »

Pour le compte de défense de Concorde, la prise de position du Port Authority constitue un affront sans précédent pour les gouvernements français et britannique. Devant une telle attitude, il serait impensable que ces gouvernements n'interviennent pas immédiatement et vigoureusement. Nous attendons non des promesses ou des projets, mais des actions dans les jours qui viennent.

Au moment même où se développent ces polémiques, un juge fédéral de district a déclaré irrecevables les poursuites engagées par trois comités américains

rale, saluée par le « Fonds de défense de l'environnement » et qui ne voyait pas l'utilité d'une double procédure.

En revanche, il a estimé « hautement suspect » l'interprétation de la F.A.A. était habilitée à autoriser un nombre limité d'atterrissages de Concorde en l'absence d'une réglementation sur les avions supersoniques.

Le 2800^e Boeing livré

Un redoutable concurrent de Concorde...

La firme américaine Boeing a livré son deux mille huit centième avion à réaction commercial, un quadrimoteur long-courrier Boeing-747 SP, à la compagnie Pan American le 15 août 1975, date à laquelle la même Pan American livrait de son premier avion intercontinental Boeing-707, le constructeur a mis en service plus de trente avions par mois.

Ce dernier appareil, le Boeing-747 SP (Special Performance), est aussi le dernier-né de la firme. Le 747 SP diffère du « jumbo jet » par son fuselage plus court. Il est aussi plus rapide et son rayon d'action est sensiblement plus important. Le 747 SP peut accueillir deux cent soixante-sept passagers et franchir des distances — sans escale — comparables à un vol direct Los Angeles-Tokyo ou New York-Tokyo. Cette dernière liaison sera assurée en treize heures et demi de vol, soit près de quatre heures de moins que la liaison actuelle,

avec une escale. Ainsi le 747 SP se révèle un concurrent sérieux de Concorde puisqu'il réduit les temps de vol, par suppression des escales intermédiaires, sans augmenter les tarifs, à la différence de l'avion franco-britannique.

A ce jour, cinq compagnies aériennes ont commandé dix-sept Boeing-747 SP, ce qui porte à trois cent un le nombre de 747 de toutes les versions acquises depuis le lancement de ce programme.

En 1975, Boeing a livré cent soixante et onze appareils à réaction (versions militaires comprises), au lieu de cent quatre-vingt-neuf en 1974. Sans nier que sa société a connu une diminution de ses livraisons de courriers commerciaux à réaction, M. T. A. Boeing, président de Boeing, s'est déclaré persuadé que, compte tenu des programmes en cours ou prévus, les ventes de 1976 devraient égaler celles de 1975.

SPORTS

FOOTBALL

LA VINGT-SIXIÈME JOURNÉE DU CHAMPIONNAT DE PREMIÈRE DIVISION

Strasbourg et Sochaux	0-0
Nantes bat Monaco	3-1
Reims bat Lyon	2-1
Valenciennes bat Avignon	2-0
Troyes et Marseille	2-2
Bordeaux et Lens	2-2
Metz bat Metz	3-3
Saint-Etienne	1-0
Lille bat Paris-S-G.	2-1
Nice et Saint-Etienne (Jendi)	1-1
Classement. 1. Saint-Etienne,	38
2. Nantes et Sochaux,	36
3. Reims et Metz,	35
4. Lens,	32
5. Lille,	30
6. Nimes, Valenciennes, Bordeaux	et Bastia,
28	7. Lens,
27	8. Paris-S-G. et Troyes,
26	9. Strasbourg
et Monaco,	22
10. Avignon,	9

NATATION. — A Taïwan (R.P.S.), lors de la rencontre Union soviétique - République démocratique allemande, la Soviétique Rastkova a battu le record d'Europe du 400 mètres nage libre en 3 min. 59 sec. 8/10. C'est la première fois qu'un Européen nage un 400 mètres en moins de quatre minutes. L'ancien record était détenu par l'Allemande de l'Est Pruetz, en 4 min. 1 sec. 1/10. Le record du monde appartient à l'Américain Shaw, en 3 min. 53 sec. 3/10.

Au cours de la même réunion, l'Allemande de l'Est Ulrike Taubert a amélioré son record du monde du 200 mètres quatre nages (2 min. 18 sec. 3/10, contre 2 min. 18 sec. 8/10).

CYCLISME

La réconfortante victoire de Jean-Pierre Danguillaume

De notre envoyé spécial

Gréoux-les-Bains. — L'ancien champion Henry Anglade, qui déplorait l'embourgeoisement et le manque d'imagination des routiers actuels, a dû apprécier la victoire obtenue par Jean-Pierre Danguillaume, vendredi 12 mars, au terme de cinquante étapes Orange-Gréoux-les-Bains de la course Paris-Nice : victoire exemplaire dans laquelle s'expriment le sens de la course, la rapidité d'intervention et la volonté de vaincre, autant de qualités que l'on exige d'un coureur confirmé. Danguillaume a fait preuve d'adresse, car il a su exploiter la démolition relative qui a succédé à l'escalade du mont Ventoux, mais il a su aussi se montrer un grimpeur efficace en portant son attaque dans la longue côte de Manosque, et, enfin, il a résisté au peloton lancé à sa poursuite durant les vingt dernières kilomètres, ce qui désigne l'athlète de l'inspiration.

Le succès d'un Français dans une compétition internationale est un événement exceptionnel rare pour être souligné. Il s'accompagne ici d'une excellente performance collective, puisque l'on dénombre sept Français dans les dix coureurs les mieux placés, et — notons la similitude des chiffres — quatre dans les vingt premiers arrivants. Ces résultats d'ensemble témoignent d'une vitalité qui ne paraissait pas jusqu'alors évidente.

Après quatre étapes insipides, le combat qui s'est déroulé sur les routes de Haute-Provence a dégagé les lignes de force du peloton et révélé les talents multiples du champion du monde, Ernie Kuiper, lequel a conquis le maillot blanc grâce au bonus attribué sur les hauteurs du chalet Reynard.

Paris-Nice se terminera dimanche 14 mars par un exercice contre la montre, dans le col d'Est. Kuiper, Zoetemelk, Laurent, Thévenet et Ocana restent en concurrence pour la victoire.

JACQUES AUGENDRE

Classement de l'étape Orange-Gréoux-les-Bains (220 kilomètres). — 1. J.-P. Danguillaume (Fr.), 5 h. 13 min. 50 sec. ; 2. Maertens (B.), 5 h. 15 min. 12 sec. ; 3. Zoetemelk (P.-B.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 4. Thévenet (Fr.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 5. Chalmers (Fr.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 6. E. Kuiper (P.-B.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 7. V. Vallet (Fr.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 8. Ocana (Esp.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 9. Maertens (B.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 10. Laurent (Fr.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 11. Thévenet (Fr.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 12. Ocana (Esp.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 13. Maertens (B.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 14. Laurent (Fr.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 15. Thévenet (Fr.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 16. Ocana (Esp.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 17. Maertens (B.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 18. Laurent (Fr.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 19. Thévenet (Fr.), 5 h. 16 min. 12 sec. ; 20. Ocana (Esp.), 5 h. 16 min. 12 sec.

En dépit de la récession

LA FLOTTE MONDIALE S'EST ENCORE CONSIDÉRABLEMENT ACCRUE EN 1975

Londres (A.F.P.). — L'activité des chantiers navals dans le monde a continué progresser en 1975, indiquent les dernières statistiques du Lloyd Register Shipping, publiées à Londres.

Les taux d'accroissement de la production sont toutefois en légère baisse, le tonnage de bâtiments lancés ayant progressé seulement de 2,5 % et celui des bâtiments achevés de 1,9 % en comparaison du taux de 10 %, ou plus, enregistrés au cours des deux années précédentes.

Le Japon se maintient en tête des principaux constructeurs mondiaux avec un tonnage total de 17 millions de tonnes représentant 46,5 % de la production mondiale. L'Allemagne fédérale prend la place de la Suède en seconde position. L'Espagne se situe en quatrième place. La Grande-Bretagne reste en cinquième position juste avant la France.

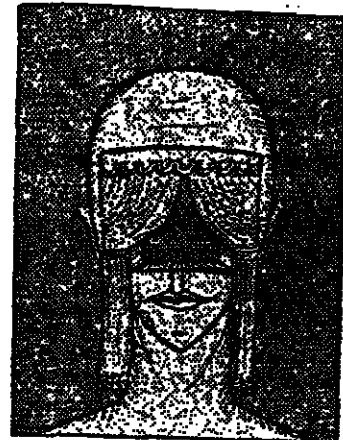
Malgré la crise de l'affrètement pétrolier, un tonnage record de tankers a été livré l'année dernière. Ce type de bateaux continue 66,4 % du total contre 62,3 % en 1974. La France, pour sa part, a regagné la tête des constructeurs de navires de gas liquéfiés, suivie de la Norvège et du Japon.

Le Libéria est le pays qui a accueilli le plus de flottes en 1975, suivi de la Norvège, du Japon, de la Grande-Bretagne, de Panama, de l'Union soviétique, de Singapour, de la Grèce, de la Suède et de la France.

C'est en raison des délais de livraison (deux à quatre ans entre la date de commande et l'achèvement des bateaux) que la récession, amorcée en 1974, n'a pas fait encore sentir ses effets en 1975.

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre



Le nouveau Festival de Nancy

● Peter Shumann et les Bread and Puppets sont ce week-end à Nancy, la seule ville française où ils présentent leur dernier spectacle : « Notre révolution ». C'est en 1968 que le Festival, sous la direction de Jack Lang, révélait la troupe américaine, les comédiens venus de New-York avec leurs masques blancs aux yeux tendus pour dire le mariage grotesque du Vietnam, avec leurs grosses têtes de carnaval et leurs petites poupées pour raconter les légendes et les fables cruelles de la condition humaine, et l'indéniable espoir des hommes, l'histoire du roi, celle du soldat qui dit au revoir à sa mère, le cri du peuple pour la viande, la cantate de la dame grise.

● La présence des Bread and Puppets à Nancy en ce mois de mars, marque le « changement » dans la continuité du Festival, qui, devenu l'une des manifestations les plus importantes du théâtre mondial, du théâtre réellement « jeune », vivant, mouvant, tient à ne pas se laisser déborder et endormir par la routine du succès. Il est peu probable que la nouvelle directrice artistique, Michèle Koko-Nowski, se laisse jamais endormir par quel que ce soit : elle est bien trop riche de vitalité, de curiosité insatiable envers tout ce qui est invention, création. Elle est allée en traquer les mystères chez Strindberg, chez Planchon, chez Jean-Marie Faite, chez Lucien, chez Grover, chez Wroblewski, chez Jack Lang. Une solidarité inconditionnelle, qui l'aime à partager sa vie en deux. La moitié de la semaine, elle est à Vincennes, où elle enseigne le théâtre. L'autre moitié, elle est à Nancy, où, dans des conditions de bénévolat, en plus du Festival, elle s'occupe du futur théâtre permanent, complémentaire du CUIFERD, qui, avec l'accord de la municipalité et des collectivités locales, entrera en fonction dès que les anciens ateliers du théâtre municipal seront aménagés pour recevoir des spectateurs et des spectateurs.

● Elle était fatiguée d'être « la dame qui parcourt le monde », mais ne se sentait pas la force, dit-elle, « de fonder un groupe, d'entrer dans le processus habituel ». A Nancy, c'est différent. Et l'abord accepté par solidarité avec Jack Lang. Une solidarité inconditionnelle, qui l'aime à partager sa vie en deux. La moitié de la semaine, elle est à Vincennes, où elle enseigne le théâtre. L'autre moitié, elle est à Nancy, où, dans des conditions de bénévolat, en plus du Festival, elle s'occupe du futur théâtre permanent, complémentaire du CUIFERD, qui, avec l'accord de la municipalité et des collectivités locales, entrera en fonction dès que les anciens ateliers du théâtre municipal seront aménagés pour recevoir des spectateurs et des spectateurs.

● « L'ensemble de ces trois plates-formes me passionne, dit-elle. Nous pouvons aller de l'initiation à la diffusion, et le Festival reste une occasion de rencontres, qui doit redevenir annuelle, comme il y a dix ans. Bien entendu, la réussite du projet dépend des subventions, mais le secrétaire d'Etat à la culture, Michel Gey, en reconnaît la nécessité. Du 3 au 15 septembre, cette année, aura lieu une manifestation sur le thème du théâtre comique et de la « commedia dell'arte », avec une exposition des gravures de Calot. Ensuite, nous organiserons des séances de travail pour préparer le Festival 1977 (il aura lieu du 21 avril au 1^{er} mai). Nous réunirons des personnalités diverses, qui définiront le thème sur lequel devront se porter les recherches des prospecteurs dans leurs voyages à la recherche des troupes. « Désormais, nous les appellerons « chargés de missions », ajoute-t-elle en riant, parce qu'elle a le sens de la grandeur et celui de l'humour.

COLETTE GODARD.

« Maître Puntilla et son valet Matti » à la Comédie-Française

Jean Puntilla, gros propriétaire agricole finlandais, promène à ses employés, lorsqu'il est ivre, ce qu'il n'est pas question d'accorder lorsqu'il est jenu. Son chauffeur, Matti, dit oui à tous les caprices du maître, mais justement il est un peu comme un miroir où Puntilla s'aperçoit même quand il n'en a pas envie — un miroir d'ailleurs pas toujours fidèle.

Les dédoublés de Puntilla et Matti sont l'une des meilleures pièces de Brecht, une œuvre très ouverte, gaie, changeante, tantôt tranquille, tantôt tendue, avec des minutes de franche poésie, de caprice pur et d'enfance.

Cette pièce populaire, aux tableaux remplis de choses vraies et de soleil, est en vérité très difficile à jouer parce que les deux protagonistes principaux atteignent un comble de clarté et un comble de pénétration. Puntilla et Matti sont sans cesse plusieurs hommes, plusieurs classes sociales, plusieurs engagements à la fois. Et tout cela d'une manière distincte, comme si les nombreux calques super-

posés ne s'occultaient pas l'un l'autre, au contraire. Il y a d'autre part dans *Maître Puntilla* une dynamique très bizarre, une relation immédiate et incroyablement délicate des accents secondaires par la machine centrale et réciproquement, comme si une infinité de particules centrifuges, qui éclatent en bouquets merveilleux et vous entraînent à l'imagination bullesonnante, ne faisaient en fait que vous ramener chaque fois plus au cœur d'une obsession fixe.

On pourrait croire que plus une pièce est riche, forte, achevée, plus la mise en scène est « facile ». C'est, bien sûr, l'inverse qui est vrai, et *Maître Puntilla*, ce chef-d'œuvre, demande qu'un metteur en scène de grande dimension invente à quel mieux avec générosité et présence d'esprit, des chemins, des supports, à des intentions imprévues qui fassent de tous les côtés.

Guy Rétout, qui met en scène la pièce de Brecht à la Comédie-Française, au répertoire de laquelle elle est inscrite pour la première fois, n'a pas su faire

face à la tâche. Il n'a su orchestrer que quelques portées de la partition. Celle-ci a perdu son mouvement, ses couleurs, ses horizons. Son intelligence. Elle n'est pas reconnaissable. Les deux comédiens qui jouent Puntilla (Michel Aumont) et Matti (Jean-Paul Roussillon) ont été dirigés au début du bon sens. On a demandé à Aumont de donner un régal de mimiques excessives, discontinues, et bizarrement aberrantes, qui acheminent le personnage en effluves sans signification. Devant cette parade de singeries, on a demandé à Roussillon de rester coi, interdit, flou, de faire en somme le gros dos. Aumont échange ne peut passer entre cette danse de Saint-Guy et ce bonhomme de sautoir. Et voilà que deux grands acteurs, mis à l'œuvre dans deux grands rôles, sont réduits à l'impuissance par une direction fautive.

Puntilla et Matti ayant disparu de la pièce, celle-ci ne peut que battre de l'aile comme un corbeau coincé dans une mare noire. On doit à Christine Ferren, Nicolas Sillescu, Catherine Sarrailh, quelques minutes attachantes, qui sont dues moins à leur jeu qu'à leur nature personnelle qui plane telle quelle, simplement, au-dessus du naufrage.

Cet échec est d'autant plus sot que des hommes du Théâtre-Français comme Roussillon justement, ou même un jeune, Jean-Luc Boutté par exemple, auraient su mettre en scène *Maître Puntilla* avec beaucoup plus de finesse. Les comédiens-français subissent cette fois une défaite parce qu'on leur a imposé un général exogène, qui n'a pas su quel faire. Il faut chasser notre tristesse, et penser à l'avenir.

MICHEL COURNOT.

* Salle Marigny, 20 h. 30.

LA COMPAGNIE ROGER MOLLIER MENACÉE D'EXPULSION

La compagnie Roger Mollier (Tréteux du Sud parisien), installée depuis le mois de mai 1973 au Centre de jeunesse et de loisirs du XII^e arrondissement, rue Darius, risque de se voir expulsée par la Ville de Paris.

Le Syndicat (Syndicat des directeurs d'action culturelle), l'ATAC (Association technique pour l'action culturelle), l'Union des écrivains, l'A.J.T. (Action pour le jeune théâtre), le S.F.A. (Syndicat français des acteurs), ainsi que de nombreuses personnalités, apportent leur soutien à la compagnie Roger Mollier. Le 18 mars à 17 h. 30, une manifestation est organisée à l'Hôtel de Ville de Paris pour demander le maintien de la compagnie Roger Mollier et des Auteurs — expulsés du Théâtre des Deux-Portes — dans leur lieu de travail.

GÉRARD CONDE.

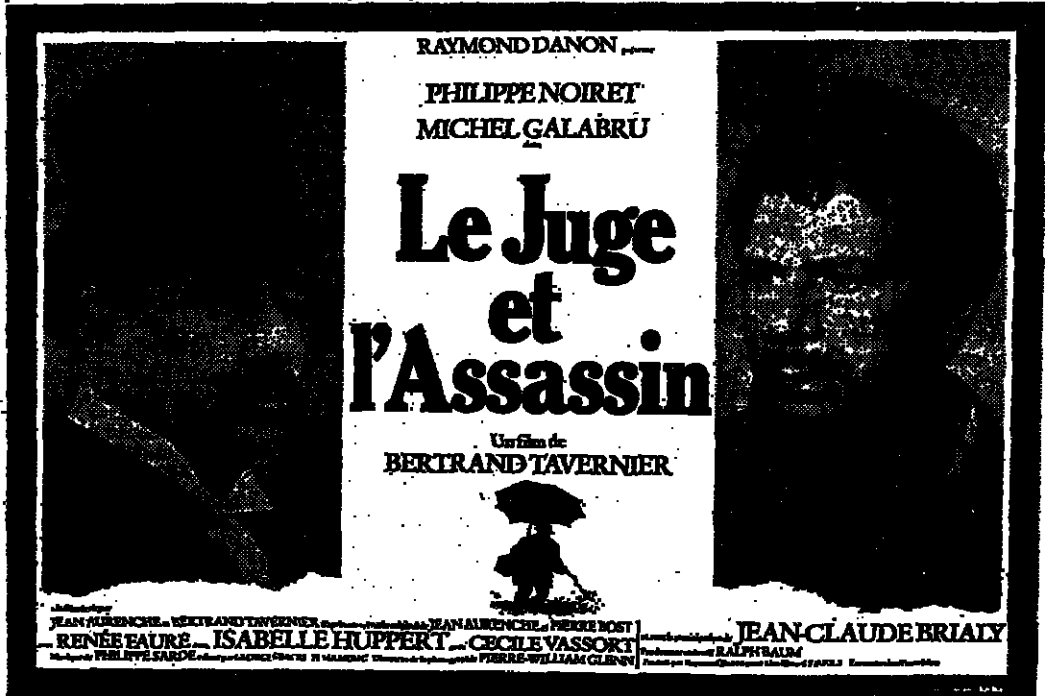
ELYSEES LINCOLN - STUDIO RASPAIL - QUARTIER LATIN

Un Film de Andrzej WAJDA

LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE

Sélectionné OSCARS HOLLYWOOD 1976

PARAMOUNT ELYSEES • BALZAC ELYSEES • MARIVAUX • PARAMOUNT MONTPARNAISE
PUBLICIS ST-GEMAIN • STUDIO ALFA • MOULIN ROUGE • PARAMOUNT ORLÈANS • PARAMOUNT MAILLOT
CCL Versailles • ELYSEES 2 La Cote St-Cloud • PUBLICIS Défense • VILLAGE Neuilly • FRANCAIS Enghien
PARAMOUNT Orly • PARAMOUNT Le Val de Reuil • CARRÉFOI Pantin • ARTEL Nogent • MELIES Montrouil
BUSBY BOUXY Val d'Yverres • ULIS Orsay • DAME BLANCHE Garges les Gonesse • PARINON Aulnay
STUDIO Rueff • U.G.C. Poissy • CERGY Pontoise • ARCEL Corbeil



Séances parisiennes : films à 14 h. 15 - 16 h. 55 - 19 h. 35 - 22 h. 15 - 0 h. 30

Cinéma

« L'ACROBATE », de Jean-Daniel Pollet

Il y a presque vingt ans — c'était en 1957 — un jeune tailleur de dix-huit ans, Claude Melki, devenait acteur dans un court métrage de Jean-Daniel Pollet, *Pourvu qu'on ait l'ivresse*, sorte de reportage sur les bals de banlieue. Il y était un garçon à la recherche de l'aventure du samedi, un faux dragueur au coup de poigne maniaque, qui ne se décidait pas à inviter une fille à danser. On ne devait jamais oublier ce petit homme brun, au visage impossible, comme rongé de timidité et de solitude. Depuis, Claude Melki a tourné dans un certain nombre de films et, surtout, il est devenu le personnage fétiche des meilleurs films de Jean-Daniel Pollet : Rue Saint-Denis (sketch de Paris vu par... 1965), *L'amour c'est gai, l'amour c'est triste* (1968) et, aujourd'hui, *L'Acrobate*. Chez Pollet, Melki, c'est « Léon », le malchanceux qui manque d'audace et que tout le monde bouscule ou brime, le Pierrot triste qui fait rire et ne rit jamais. Une sorte de Buster Keaton réincarné dans le réalisme discret, car, avec Pollet, le réalisme ne va pas sans stylisation théâtrale — du quartier Strasbourg-Saint-Denis.

Dans *L'Acrobate*, Léon est garçon de bains-douches. La patronne du sauna, Valentine (Edith Scob), lui parle avec condescendance, ses coliques le tourmentent en ridicule, les clientes ont, avec lui, de drôles de manières. Ramon (Guy Marchand), le tueur de filles, le « fonceur » la grande gueule, la prend, de temps en temps, sous sa coupe, pour le sortir de lui-même. Cela n'empêche pas Léon — qui habite avec sa cousine Lili (Mireille Darc) dans une suite de café désaffectée — d'être terriblement seul. Ce ver de terre est amoureux d'une étoile, Fumée (Laurance Bru), une jolie tapineuse qui se moque de lui.

Mais, cette fois, le destin de Léon se transforme. Dans une compétition de danse où l'a emmené Lili, le solitaire, le timide, découvre le tango. Désormais, il a, plus qu'un rêve, un but dans la vie : il sera champion de tango. Il s'inscrit au cours de danse de Georges et Rosy, et vole de concours en concours avec Fumée pour partenaire.

Constatant, et selon des ruptures de ton qui font le charme mélancolique de ce film, parfois plus près du tragique en demi-teintes que du comique à rire aux éclats, Jean-Daniel Pollet oppose l'univers quotidien, hostile, de Léon et l'univers féérique, tout en glissades, en envolées de jupes multicolores sur des rythmes violents, des championnats de tango. Maladroit, en butte à la mauvaise volonté des objets — il y a une séquence où Léon n'arrive pas à se débarrasser d'une boule de bowling où sa main est restée coincée, qui est extraordinaire d'humour, un vrai morceau d'anthologie.

Léon s'anime, se transforme sur la piste. Fred Astaire du tango, il épouse littéralement — seules noces amoureuses auxquelles il ait alors droit — Fumée, ployée dans ses bras, entraînée, ses pas, transformés en glissades, papotes. Plus avec une belle virtuosité technique, les tango nous font décoller, avec Léon danseur (et quel danseur !), dans la mythologie de la comédie musicale, où le peintre de la vie réelle n'existe plus, où tout est parade, cérémonial d'une grâce nostalgique.

Georges et Rosy, deux professionnels des cours de danse que Pollet a intégrés à son petit monde avec beaucoup de tendresse, sont comme les dieux de cette féerie, où Léon

Melki trouve son apothéose. Encore que ses rapports avec Fumée restent longtemps ambigus, Léon a droit, enfin, à la réussite. Mais l'amour, qui est gai, qui est triste, est inséparable du tempo du tango.

Jean-Daniel Pollet a maintenu tout son film dans un équilibre funambulesque, allant du croquis populiste au gag absurde et au reportage lyrique. Autour de Melki l'acrobate, tous les acteurs, qui ont, eux, les pieds sur la terre, sont excellents. Et la mise en scène est poésiste cinématographique.

JACQUES SICLIER.

* Saint-Germain-Village, Elysees-Lincoln, Saint-Lazare-Paquier, Cambrin.

En bref

Théâtre

« Le Triangle frappe encore »

Marc'O retrouve en partie sa belle équipe d'avant 1968 : Suile Ogier, Michèle Moretti, Pierre Clement. C'est le « Triangle » qui frappe encore.

Ni les uns ni les autres n'ont vieilli, ils sont seulement devenus célèbres. Ils ne jouent plus pour les « happy-lows » de la rive gauche — by night — mais salle Gémier (Théâtre national de Chailiot). Ils y jouent (avec Claire Naudaud, Valérie, Martine Vard, Pierre Baillet, Louis Navarre, Raphaëlle et six musiciens) une sorte de canular utilisant un style de bande dessinée déjà rétro : le « space opera » éphémère, façon Barbarella ou Modesty Blaise. Déjà Vadim et Joseph Losey n'avaient pas réussi la transposition au cinéma. Marc'O ne réussit pas mieux au théâtre. Il essaie d'établir une équivalence aux défilés du graphisme avec la musique (pesante) de Patrick Mestral. Il essaie de trouver une violence dans l'ironie de phrases-flashes, mais il oublie que la logique du récit dessiné tient à celle des dessins, aux variations de couleurs, aux angles de vision. Là, tout se passe sans le gris, avec des éclairages sans intensité. Des acteurs s'agitent dans la vide. Suile Ogier est en représentation et chante un pastiche de Kurt Weill. Seule Michèle Moretti arrive à imposer la bizarrerie de son personnage hermaphrodite, à lui donner une nécessité théâtrale qui dépasse le simple burlesque. — C. G.

* Salle Gémier, 20 h. 30.

Cinéma

« Je t'aime moi non plus »

Un café-snack perdu dans le bled, mais aux inscriptions anglaises. Derrière le comptoir, non plus Ida Lupino mais Jane Birkin séduite par une ancienne super-étoile d'Andy Warhol, Joe Dallesandro. Elle le suit. Dans la cabine du camion il faudra se tasser aux côtés du « pote » de Joe Dallesandro, Hugues Quester, l'acteur caméristique de Chéreau, le clown aux épaules d'Hercule. Ménage à trois, jalousies, dérive en commun. La boucle bouclée, Jane Birkin se retrouve derrière son comptoir de snack-bar, devra reprendre sa vie « normale ».

Dédié à Boris Vian. Serge Gainsbourg ne parle vraiment que d'une chose, ou plutôt que d'une personne, sa femme Jane Birkin, qu'il déshabille avec une impudeur triomphante. Pourquoi, comment, toujours, « Jane », et bien plus que « Birkin » dans un film de Gainsbourg — comme l'annonce la publicité. En apparence, ça n'a ni queue ni tête. En fait, la plus étonnante psychanalyse de l'« artiste » Gainsbourg par lui-même.

La complaisance, la littérature par l'image, et pourtant un sentiment juste. Une morale derrière ces images très lâchées (par Willy Kurant et Yann Le Masson) : des êtres associés qui n'ont rien à nous dire et n'en deviennent que plus fascinants. Si Joe Dallesandro reste un mannequin qu'utilise le metteur en scène, l'homme assailli, hybride, Jane Birkin, par la grâce de Serge Gainsbourg, aide à accepter ce pastiche de cinéma américain qui n'en peut mais. Du rétro garanti. — L. M.

* Voir « Les films nouveaux ».

* Steve Waring chante ce samedi, à 21 heures, au Centre culturel Pablo-Neruda de Fontenay-le-Fleury (Yvelines).

Musique

Un requiem pour Charles Munch

Portées par un implacable vent de néoromantisme, les exécutions du Requiem de Berlioz, si longtemps délaissées, se multiplient : Orchestre d'Osaka, puis La Courneuve et, par deux fois, les *« Accademi »* tenues qu'on trouve l'œuvre d'un donateur exemplaire, bientôt suivies par Nantes et Angers.

En résumant, au Palais des Congrès et en hommage à Charles Munch, le Boston Symphony Orchestra et l'Orchestre de Paris, Seiji Ozawa — disciple et successeur de cet infatigable serviteur de l'œuvre de Berlioz — n'a pas mis un point final à cette curieuse guerre que chefs et orchestres se livrent autour d'une partition hors du commun.

Mais la lutte est vaine : comme toujours avec Berlioz, le meilleur interprète sera, en fait, celui qui, sans aller au-delà ni rester en deçà des indications, se laissera aller à toute ambition personnelle.

Entre ressortir le contre-chant des violons plutôt qu'indiquer les contrebasses à accentuer un motif secondaire, fuir un crescendo qui risque de rendre la suite monotone, se priver d'une partie des voix féminines pour conserver la prédominance du timbre des hommes, rechercher les *« Accademi »* déposant son projet initial, Berlioz exprime la terreur solitaire de l'homme devant l'immensité inévitable qui le menace.

Aussi, plutôt que de céder aux appels d'une pédanterie contestataire bien inutile, puisque la soirée a remporté le succès escompté, mieux vaut saluer l'initiative de deux orchestres qui, s'ils continuent à travailler ensemble, formeront bientôt l'une des meilleures phalanges du monde. La découverte de la première œuvre à peu près adaptée aux dimensions du Palais des Congrès et le talent d'un chef.

GÉRARD CONDE.

L'orchestre de Boston en « solitaire »

Peu d'orchestres sont aussi proches de la perfection idéale que le Boston Symphony Orchestra, dont on a entendu le concert Stravinski, Rossini, Haydn, la veille du Requiem ; on ne sait qu'admirer le plus, de la sonorité chaleureuse, distinguée, comme un vin cognac ou un meuble de style, enrichie par le temps, du fond technique exceptionnel, ou de la vibration et du sens musical traduisant sans la moindre déperdition, sans la moindre opacité, l'interprétation d'un grand chef, en l'occurrence Seiji Ozawa, dont les pouvoirs paraissent eux-mêmes surélevés par un tel instrument.

Entre l'ouverture de Sémi-ramide de Rossini, bien anodine, et l'intégrale du ballet de l'Oiseau de feu, Ozawa avait placé la Symphonie n° 80 de Haydn, paraphrase musicale d'« Histoire d'un soldat » de Stravinski, du District de Bégynard qui, sans parole, ressuscite l'atmosphère d'une soirée au château d'Estimote ; comédie, fantaisie, chansons et marionnettes, danses aux robes fleuries, tendres apartés, larmes coulant de deux yeux fardés, plaisanteries d'instrumentistes, tout cela est encastré dans cette œuvre quasi inconnue et pleine de surprises, dirigée par les gestes impérieux, tendres ou suppliants du maestro japonais, léger comme un ange. — J. L.

CONCERTS DU MARDI

16 mars, 18 h. 30
70 minutes de musique
Quintette
J.-C. BACH
Sonate n° 1 p.v.
SCHUMANN
Quintette n° 515
MOZART

ADAMOPOLIS - REGUIN
CAMBON - CROQUET - DUBOIS
DUBOIS - LEMOINE - MOULIA
MULLER - RIGUITO - WALLER
PALAIS DES CONGRÈS
(Salle Blanche)

CARNET

Réceptions
— L'ambassadeur de la République arabe syrienne et Mme Abdel Karim ont offert une réception, vendredi 12 mars 1976.
— L'ambassadeur de l'île Maurice à Paris et Mme François Darré ont donné une réception, vendredi 12 mars, à l'occasion de la fête nationale.

Décès
— Tarbes, Pau.
Le général V. Monégilla, M. et Mme François Monégilla, le docteur Bruno Monégilla, Mme Simone Colomer et ses enfants.
Mlle Suzanne Monégilla, leurs parents et amis, ont le deuil de faire part du décès de
Mme V. MONÉGILLA,
leur épouse, mère, sœur et belle-sœur, survenu le 11 mars 1976.

Un service religieux sera célébré en la cathédrale Notre-Dame-de-la-Saïde, à Tarbes, le lundi 15 mars 1976, à 10 heures.
L'inhumation aura lieu à la chapelle de la cathédrale de Pau dans l'intimité.
La famille ne recevra pas de condoléances.
Tarbes, « le Floreal », 24, rue Soult.

— La société d'exploitation des chocolats Salavin a le regret d'annoncer le décès de son fondateur,
M. Léon SALAVIN,
survenu en son domicile le 10 mars 1976.

Les obsèques auront lieu le lundi 15 mars 1976, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Montcoubert, 82, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris) où l'on se réunira.
— Mlle Sandrine et son fils, M. et Mme Édouard Sandrine, M. et Mme Henri Sandrine et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Louis Palladin, ont le deuil de faire part du décès de
M. René SANDRINI,
survenu le 29 février 1976 à l'âge de quarante ans.

M. René Sandrine, avec J.-L. Palladin, le restaurant « La Table des Cordeliers », à Condamine, l'ait fait partie de la « bande à Dagobert », ces restaurateurs qui ont su donner un caractère à la cuisine de l'art de vivre. René Sandrine était un jeune cuisinier de grand talent et tous les gourmets le regretteront.

— Mme Ossia Sabovier, Michel et Nathalie Sabovier, St toute la famille, ont le deuil de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de
M. OSSIA SABOVIER,
directeur de l'agence « Atlantide-Lloyd » décédé à Paris le 12 mars 1976.
L'inhumation aura lieu le mercredi 17 mars 1976 au cimetière de Bagneux, rendez-vous à la porte principale du cimetière à 14 h. 15.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Pierre Thévenaz, son fils Léo, M. et Mme Rodolphe Thévenaz, M. et Mme Gilbert Roger et leurs enfants, Gérard et Yves, M. et Mme Rodolphe André, M. Rodolphe Elia, M. et Mme Thérèse Lucien, M. et Mme Thérèse Lucien, ont le deuil de faire part du décès, survenu le 11 mars 1976, à l'âge de trente-neuf ans, de
M. Claude THÉVENAZ-RODOLPHE,
leur épouse, mère, fille, sœur, belle-fille et belle-sœur.
Les obsèques auront lieu le lundi 15 mars, à 14 heures, au cimetière israélite de Bagneux.
Cet avis tient lieu de faire-part.
M. et Mme Thérèse Lucien.

— Mme Marien Wasserman et sa famille ont le deuil de faire part du décès de
M. Marien WASSERMAN,
ancien collaborateur de C.S.F., survenu le 2 mars, à l'âge de soixante-trois ans.
Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu, le 3 mars 1976, dans l'intimité familiale.
12, allée de Trévise, 92-Scex.

Anniversaires
— Pour le cinquantième anniversaire de la mort de
Mme Jeanne AUBREAU,
née Marguerite-Henriette Nizon, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

Communications diverses
— L'œuvre d'adoption, la Famille adoptive française, 10, rue de la République, 75001 Paris, a pour objectif de réunir des enfants abandonnés ou orphelins avec des familles françaises. Les renseignements et les demandes de renseignements doivent être adressés au bureau : 90, rue de Paris, 92-Scex. Les jeunes mères en difficulté pourront y téléphoner à toute heure : 825-81-86.

— Dimanche 14 mars 1976, à 15 heures, 9 bis, avenue d'Alsace, contre l'écrou, conférence du Mouvement du Graal : la peur de l'an 2000 est-elle justifiée ? Dialogue avec les auditeurs. Participation aux frais.

A L'HOTEL DROUOT
A DROUOT - RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

EXPOSITION
du 11 h. à 18 h.
S. 11. - Tableaux anciens. Slogos et meubles XVIII^e. M. Champetier de Ribes, Rubery, Millon.

VENTES
S. 1. - Tableaux anciens. XIX^e s. Orientalistes. Peintures de genre. — M. Godeau, Chancel, Aubert.
S. 2. - Estampes-Origins. M. René et Claude Boudier.
S. 3. - Ouvrages sur le théâtre. — M. Vidal-Miguel, M. Ogé.
S. 4. - Tableaux mod. M. Robert.
S. 5. - Timbres. — M. Ribaut-Monclaire, Marlio.

S. 9-10. - Instruments scientifiques. Curieuses, Médecine, Marine. M. Bernard, M. Ador, Plozet, Tajan.
S. 12. - Dessins. Aquarelles. Miniatures. Objets de vitrine. Argentures. Bronzes. Objets d'art et d'ameublement. Slogos. Beau mobilier XVIII^e. Tapis d'Orient. M. Libert.
S. 13. - Bons meubles. M. Peschou, Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France.

Visites et conférences

LUNDI 15 MARS

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES - Celles nationales des monuments historiques. 14 h. 45 : entrée de la basilique, Mme Allas, « La basilique de Saint-Denis ». — 15 heures : Art de triomphe du Carrousel, des Bonapartes des Champs-Élysées, M. et Mme Puchal, « Le Marais sous le règne de Louis XIII ». — 15 heures : entrée de la place Saint-Germain, Mme Zujovic, « L'église Saint-Etienne-du-Mont et la montagne Sainte-Geneviève ». — 15 heures : 19, rue du Louvre, d'Hotel Tholard et le quartier du Palais-Royal au XVIII^e siècle, « Histoire et archéologie ». — 15 h. 30 : Grand Palais, « La route de la soie » (Mme Angot). — 15 heures : 20, rue Pierre-Jacot, « Le cœur des miracles, les halles, la tour Jeanne ». — 15 h. 30 : 58, rue de Richelieu, « Exposition Saint-Simon à la Bibliothèque nationale » (art et histoire). — 15 heures : musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, « Les mobiliers Restauration et Louis-Philippe ». — 14 h. 30 : 18, boulevard Haussmann, « Exposition le Bateau-Lavoir au musée Jacquemart-André » (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES - 19 h. 30 : FIAP, 30, rue Cambas, Mme Paul Melot, « Symbolisme », science et symbolisme. — 14 h. 45 : Institut de France, 25, quai Conti, M. Michel Lacotte, « Le Louvre, musée de la peinture européenne ». — 18 heures : Collège de France, M. de Grunberg, « Problèmes de percolation : allages, caoutchoucs, épidémies... ».

Le SCHWEPPE'S Bitter Lemon. Une boisson et un style.

CULTURE
« LIRE A GRENOBLE »

Une lettre du directeur du service d'intervention culturelle

Nous avons reçu de M. Bernard Richard, directeur du service d'intervention culturelle de la ville de Grenoble, une lettre motivée par l'article « Lire à Grenoble » publié dans le Monde du 25 février 1976.

M. Richard nous indique qu'il convenait d'ajouter à la liste des organisateurs de la quinzaine « Lire à Grenoble » le Centre culturel et cinématographique, la Maison pour tous du village olympique, les Francs et Franches Camarades, le C.R.D.P., l'organisme de coordination enseignement action culturelle, l'Association du Grand-Plan. Il nous signale aussi « le rôle du service d'intervention culturelle, responsable pour la ville de Grenoble, non seulement d'une bonne partie de la programmation de la quinzaine, mais aussi de la coordination de l'ensemble ».

M. Richard estime qu'il est de cette quinzaine qu'elle ne dépasse pas la grande foule, est une affirmation trop générale. Il ajoute : « Il est absolument faux de dire que les « trusts » de l'édition ont superstitiellement ignoré la quinzaine « Lire à Grenoble ». C'est très exactement le contraire qui est vrai : c'est nous qui les avons délibérément écartés, alors qu'en effet on les retrouve grâce à leurs moyens, dans toutes les grandes manifestations du livre ».

Enfin, M. Bernard Richard écrit : « Votre affirmation selon laquelle les efforts entrepris à Grenoble depuis cinq ans pour la presse, ses mystères, ses contraintes » ont été velleitaires et sans lendemain est absolument fautive. En tant que vice-président de l'association Interpresse, je puis vous assurer que l'action ne s'est jamais interrompue depuis cinq ans et continue, avec des moyens modestes, certes, mais avec l'obstination de personnes conscientes du très grave danger que constitue dans un pays la monopole de l'information écrite et parlée ».

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS
Pour incitation au meurtre

UNE NOUVELLE PLAINTE EST DÉPOSÉE CONTRE M. GÉRARD NICOU

Le syndicat national unifié des impôts a déposé vendredi 12 mars auprès du J.M. Jean-Marie Pissard, doyen des juges d'instruction de Lyon, une plainte contre M. Gérard Nicoud, secrétaire général du CID-UNAT, pour « incitation à la violence et à la haine raciale ».

Considérant que VALBON n'a pas offert de raporter la preuve de la vérité des faits diffamatoires qui ont causé à NUNGESSER un préjudice moral, Considérant que VALBON se refuse à la suite d'information suivie mais lui oppose, de façon inadéquante, des données d'une nature différente.

Requis NUNGESSER en sa constitution de partie civile.

Condamne VALBON à l'F de dommages-intérêts pour préjudice moral et 500 F pour préjudice matériel, Ordonne l'insertion dans un journal au choix.

Condamne VALBON aux dépens.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

LES COMITÉS DE JEUNES CHOMEURS

« Les vieux sont tellement découragés... »

Christian, vingt et un ans, n'est que depuis quelques mois à la C.G.T., mais ressemble déjà à un vieux syndicaliste. Des petites lunettes cerclées de fer, une cigarette papier mais qu'il tume par petites bouffées régulières en rassemblant ses idées, Christian parle lentement, presque à voix basse, de lui, du comité de jeunes chômeurs, dont il est responsable au niveau local et départemental.

Quand, pour la première fois, il frappe à la porte d'une entreprise, il a dix-huit ans et un diplôme tout neuf de C.A.P. de mécanicien générale. Ajustement, il fait connaissance avec le travail en usine, les cadences, les accidents. « Un jour, d'ailleurs, j'ai reçu une machine sur le corps. J'en ai eu assez », je suis parti. « A l'époque, on trouvait encore de petits travaux par les entreprises d'intérim. Mais la source s'est tarie. » L'été dernier, j'ai travaillé pendant quatre mois aux P.T.T. comme vacataire. « Depuis, plus rien. »

La ronde de la course au travail a recommencé : petites annonces dans les journaux du matin, Agence nationale pour l'emploi. C'est à l'ANPE que Christian a été contacté par la C.G.T. Des jeunes distribuent des tracts. Il leur a parlé. « Je savais ce que c'était qu'un syndicat, et particulièrement la C.G.T. : ma mère est sympathisante communiste, mon père est gauchiste, mais de gauche ; il vote régulièrement pour l'opposition. Et puis, je lis depuis longtemps la presse syndicale. Mais je n'avais jamais été syndiqué. Dans les boîtes où je suis allé, il n'y avait pas de comités de jeunes. Quand on a dix-huit ans et que l'on entre dans une entreprise, on n'a pas envie de se retrouver avec des vieux de quarante ans. Et d'ailleurs, qu'on ne nous accorde pas volontiers la parole. »

Beaucoup d'autres jeunes ont ressenti, comme Christian, ce besoin de se retrouver entre moins de vingt-cinq ans. « Et comme en tant que chômeurs nous avons nos revendications propres », il était normal de créer des comités de jeunes chômeurs. « Les comités de jeunes chômeurs agissent toujours en commun avec leurs aînés. Mais les jeunes sont plus nombreux. Les vieux, même lorsqu'ils ont été syndiqués, sont tellement découragés quand ils se retrouvent sans emploi, qu'ils baissent les bras et se réfugient sur eux-mêmes, parfois honteux, en tout cas déconcentrés. »

Les moins de vingt-cinq ans ont plus volontiers envie de se regrouper, de se battre. Aussi la C.G.T. essaie-t-elle d'être présente là où on les trouve : devant les centres de placement, par exemple. Pour la première fois cette année, la confédération tenait un stand à Expo-Jeunes.

De création récente — la plupart n'ont pas quatre mois d'existence — les comités de jeunes chômeurs, qu'ils aient été créés par la C.G.T. ou la C.F.D.T., cherchent des actions propres. L'essentiel de leur travail consiste, aujourd'hui, à contacter les isolés, attirer l'attention des pouvoirs publics au niveau local ou départemental, en organisant des délégations et en appelant à des manifestations avec les travailleurs en lutte dans les entreprises.

« La difficulté, explique Christian, est de trouver quelqu'un qui puisse assurer la continuité des comités. Car chômeur est un état temporaire. Nous essayons de les faire prendre en charge par les comités de jeunes dans les entreprises. Mais il n'y en a pas partout... » — C.G.

SALAIRES

LES NÉGOCIATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE POURRAIENT S'ACHEVER LUNDI

« Légers progrès » : c'est ainsi que les organisations syndicales signalent la fin des négociations de 1975 (FEN, F.O., C.F.T.C. et autonomes) qui ont été les nouvelles propositions pour 1976 faites mercredi 12 mars par M. Gabriel Péronnet, secrétaire d'Etat à la fonction publique : augmentation des traitements de 1,50 % (au lieu de 1,30 %) au 1^{er} janvier, le reste des augmentations « restant inchangé » : 1 % au 1^{er} avril et 0,75 % au 1^{er} juillet et au 1^{er} octobre, attribution de 5 points uniformes de point vaut environ 9 F) au lieu de 2, et prime mensuelle pour les petites catégories portée de 50 F à 70 F contre 60 F lors des précédentes négociations.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont réitéré leur refus catégorique de tout accord basé sur le seul indice de l'INSEE. Une nouvelle et en principe, dernière réunion doit avoir lieu lundi 15 mars, après laquelle les organisations syndicales soumettront le projet d'accord à leurs instances respectives.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

UNE NOUVELLE PLAINTE EST DÉPOSÉE CONTRE M. GÉRARD NICOU

Le syndicat national unifié des impôts a déposé vendredi 12 mars auprès du J.M. Jean-Marie Pissard, doyen des juges d'instruction de Lyon, une plainte contre M. Gérard Nicoud, secrétaire général du CID-UNAT, pour « incitation à la violence et à la haine raciale ».

Considérant que VALBON n'a pas offert de raporter la preuve de la vérité des faits diffamatoires qui ont causé à NUNGESSER un préjudice moral, Considérant que VALBON se refuse à la suite d'information suivie mais lui oppose, de façon inadéquante, des données d'une nature différente.

Requis NUNGESSER en sa constitution de partie civile.

Condamne VALBON à l'F de dommages-intérêts pour préjudice moral et 500 F pour préjudice matériel, Ordonne l'insertion dans un journal au choix.

Condamne VALBON aux dépens.

ÉNERGIE

APRÈS DEUX ANS DE NÉGOCIATIONS

L'Arabian American Oil Co passe sous le contrôle total de l'Arabie Saoudite

« Un accord général sur les principaux problèmes — liés à la prise du contrôle total des actifs de l'ARAMCO (Arabian American Oil Company) a été conclu, vendredi 12 mars, à Panama-City (Floride, États-Unis), entre l'Arabie Saoudite et les anciennes sociétés actionnaires (Exxon, Texaco, Stancal, Mobill, après cinq jours de négociations. Une autre rencontre sera nécessaire pour régler certains détails techniques. Le communiqué publié par l'ARAMCO à New-York n'en dit pas plus. Il ne confirme même pas les déclarations antérieures selon lesquelles l'accord serait rétroactif au 1^{er} janvier 1976. »

« Inch Allah, les Arabes prendront le contrôle total de leur pétrole avant le fin de l'année », avait déclaré M. Yamani, ministre saoudien du pétrole, à la fin de 1974. Nul n'est prophète en son pays : l'année 1975 s'était passée sans qu'aucun accord n'ait pu être conclu en ce sens. Et il a fallu encore cinq jours de négociations secrètes pour parvenir à cet accord général dont on parle aujourd'hui.

Pourquoi ce retard ? Qu'y a-t-il dans le nouvel accord ? Autant de questions auxquelles il est impossible de répondre aujourd'hui et qui sont pourtant, étant donné le poids gigantesque de l'ARAMCO (voir encadré ci-joint) d'une importance primordiale pour l'avenir de l'économie pétrolière, voire énergétique, du monde. Les principaux points d'interrogation sont en effet les suivants :

1) Quel volume de pétrole brut les anciennes sociétés actionnaires auront-elles le droit d'acheter ? Autrement dit, y aura-t-il place pour d'autres ? On se souvient de l'essai tenté, en 1974, par la diplomatie française pour conclure un accord à long terme avec les Saoudiens, et de son échec :

2) A quel prix les anciennes sociétés actionnaires pourront-elles acheter ce pétrole ? Depuis la prise de participation partielle de l'Arabie Saoudite, les sociétés avaient un certain privilège par rapport à leurs actionnaires — privilège dont on ne connaissait pas l'ampleur exacte. Le conservateur-elles ? Le niveau du prix international du pétrole dépend en partie de la réponse à cette question :

3) Quelles sont les intentions d'investissement des anciens actionnaires dans le pétrole ? Depuis la prise de participation partielle de l'Arabie Saoudite, les sociétés avaient un certain privilège par rapport à leurs actionnaires — privilège dont on ne connaissait pas l'ampleur exacte. Le conservateur-elles ? Le niveau du prix international du pétrole dépend en partie de la réponse à cette question :

4) Quelles sont les intentions d'investissement des anciens actionnaires dans le pétrole ? Depuis la prise de participation partielle de l'Arabie Saoudite, les sociétés avaient un certain privilège par rapport à leurs actionnaires — privilège dont on ne connaissait pas l'ampleur exacte. Le conservateur-elles ? Le niveau du prix international du pétrole dépend en partie de la réponse à cette question :

5) Quelles sont les intentions d'investissement des anciens actionnaires dans le pétrole ? Depuis la prise de participation partielle de l'Arabie Saoudite, les sociétés avaient un certain privilège par rapport à leurs actionnaires — privilège dont on ne connaissait pas l'ampleur exacte. Le conservateur-elles ? Le niveau du prix international du pétrole dépend en partie de la réponse à cette question :

6) Quelles sont les intentions d'investissement des anciens actionnaires dans le pétrole ? Depuis la prise de participation partielle de l'Arabie Saoudite, les sociétés avaient un certain privilège par rapport à leurs actionnaires — privilège dont on ne connaissait pas l'ampleur exacte. Le conservateur-elles ? Le niveau du prix international du pétrole dépend en partie de la réponse à cette question :

7) Quelles sont les intentions d'investissement des anciens actionnaires dans le pétrole ? Depuis la prise de participation partielle de l'Arabie Saoudite, les sociétés avaient un certain privilège par rapport à leurs actionnaires — privilège dont on ne connaissait pas l'ampleur exacte. Le conservateur-elles ? Le niveau du prix international du pétrole dépend en partie de la réponse à cette question :

8) Quelles sont les intentions d'investissement des anciens actionnaires dans le pétrole ? Depuis la prise de participation partielle de l'Arabie Saoudite, les sociétés avaient un certain privilège par rapport à leurs actionnaires — privilège dont on ne connaissait pas l'ampleur exacte. Le conservateur-elles ? Le niveau du prix international du pétrole dépend en partie de la réponse à cette question :

9) Quelles sont les intentions d'investissement des anciens actionnaires dans le pétrole ? Depuis la prise de participation partielle de l'Arabie Saoudite, les sociétés avaient un certain privilège par rapport à leurs actionnaires — privilège dont on ne connaissait pas l'ampleur exacte. Le conservateur-elles ? Le niveau du prix international du pétrole dépend en partie de la réponse à cette question :

10) Quelles sont les intentions d'investissement des anciens actionnaires dans le pétrole ? Depuis la prise de participation partielle de l'Arabie Saoudite, les sociétés avaient un certain privilège par rapport à leurs actionnaires — privilège dont on ne connaissait pas l'ampleur exacte. Le conservateur-elles ? Le niveau du prix international du pétrole dépend en partie de la réponse à cette question :

11) Quelles sont les intentions d'investissement des anciens actionnaires dans le pétrole ? Depuis la prise de participation partielle de l'Arabie Saoudite, les sociétés avaient un certain privilège par rapport à leurs actionnaires — privilège dont on ne connaissait pas l'ampleur exacte. Le conservateur-elles ? Le niveau du prix international du pétrole dépend en partie de la réponse à cette question :

12) Quelles sont les intentions d'investissement des anciens actionnaires dans le pétrole ? Depuis la prise de participation partielle de l'Arabie Saoudite, les sociétés avaient un certain privilège par rapport à leurs actionnaires — privilège dont on ne connaissait pas l'ampleur exacte. Le conservateur-elles ? Le niveau du prix international du pétrole dépend en partie de la réponse à cette question :

L'Europe me

LA FRANCE DEMANDE À DÉVALUER LE FRANC

autorisation de modifier les monnaies de circulation

« L'Europe me... »

« L'Europe me... »

« L'Europe me... »

« L'Europe me... »

« L'Europe me... »

« L'Europe me... »

« L'Europe me... »

« L'Europe me... »

« L'Europe me... »

« L'Europe me... »

« L'Europe me... »

« L'Europe me... »

« L'Europe me... »

« L'Europe me... »

LA REVUE DES VALEURS

Bourse de Paris

SEMAINE DU 8 AU 12 MARS

MARCHÉ PLUS HÉSITANT

Après sa progression de la semaine précédente, la Bourse de Paris a marqué un temps d'arrêt. Les incertitudes monétaires et le sort des élections cantonales ont fini par peser sur un comportement jusqu'alors satisfaisant. Ces facteurs n'ont pu, toutefois, altérer vraiment les bonnes dispositions du marché, dont la résistance fondamentale a frappé les observateurs.

Irégulier lundi, plus sélectif mardi, le marché s'est brusquement orienté à la hausse mercredi sous la conduite des vedettes habituelles de la cote (Michelin, Carrefour, Club Méditerranée, Peugeot, C.G.E., Moulinex, etc.). Jeudi, l'annonce de la suppression du dividende de la Française de Raffinage, dont le cours baissa de 15 %, jeta un froid, tandis que la reprise des attaques contre le franc rendait les investisseurs français et étrangers plus circonspects. Vendredi, le marché restait sur la défensive, les départs de capitaux à la veille du week-end étant plus ou moins compensés par l'avance d'une sélection de valeurs. D'une semaine à l'autre, les différents indices ont fléchi d'environ 0,5 %.

Ce léger fléchissement n'a rien de surprenant. La faiblesse du franc inquiète, dans l'ignorance des mesures qui seraient éventuellement prises par les pouvoirs publics. La Bourse de Paris ne craint certes pas les dévaluations : ce genre de manipulation la stérilise même généralement, tout au moins dans le cas de valeurs des sociétés exportatrices. Ce qu'elle n'aime pas, c'est l'incertitude.

Le résultat des élections cantonales, qui se traduira, vraisemblablement par un vir reculé de la majorité, lui donne également à réfléchir, bien que la date des élections législatives soit encore éloignée.

En contrepartie, la Bourse continue à anticiper la reprise de l'économie et trouve un réconfort dans les pronostics de l'O.C.D.E., qui révisé en hausse ses prévisions de croissance pour la France.

Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à voir ces deux courants contraires engendrer des mouvements divers, la tendance de fond restant, suivant les boursiers, orientée à la hausse.

L'évolution du volume des transactions, qui, après un fléchissement initial, s'est gonflé assez fortement, porte témoignage de la bonne santé du marché.

Parmi les points d'intérêt, citons la sidérurgie, dont la reprise s'amorce.

Aux valeurs étrangères, fermées des américaines sur les indications de Wall Street, et des allemandes, au plus haut depuis trois ans. Furent également des pétroles internationaux (Royal Dutch, Exxon). Les mines d'or se redressent lentement après leur chute de la semaine précédente.

Trois nette progression du cours du métal, à la faveur des remous monétaires, le lingot gagne 785 F à 20 285 F (+ 4 %), et le napoïson 450 F à 230 F, dans un marché qui s'est animé subitement. — F.R.

des seront en légère baisse, alors que la marge brute d'autofinancement restera du même ordre.

Le bénéfice net consolidé sera en augmentation par rapport à celui de 1974. Pour l'exercice en cours, les perspectives sont actuellement assez favorables dans le génie civil que dans le secteur du bâtiment.

Matériel électrique, services

subtils

Le président de Thomson-Brunet estime que les bénéfices nets de la société pour 1975 devaient se maintenir au niveau de

1974 (soit + 13,5 % à structure comparable). Ce chiffre a été révisé à l'étranger dans la proportion de 20 %.

Le bénéfice net consolidé sera en augmentation par rapport à celui de 1974. Pour l'exercice en cours, les perspectives sont actuellement assez favorables dans le génie civil que dans le secteur du bâtiment.

Pétroles

Le fait marquant de la semaine aura été le vir reculé de la Française de Raffinage, qui a perdu près de 15 % sur l'annonce d'une perte pour 1975 et de la suppression de son dividende. Son résultat brut avant amortissements, provisions et impôts s'élève à

Une prescience peut-être coûteuse

Avril 11 mars, M.M. Pierre Lory, président des Chantiers de l'Atlantique, et Roger Schult, président de la société Alstom, ont annoncé la fusion des deux sociétés, la parité de sept actions Alstom pour deux actions Atlantique étant annoncée. Les deux sociétés d'Alstom et d'Atlantique à la Bourse de la veille étaient de 55,30 F et 237 F, cette parité placant l'Atlantique à 533 F environ, à moins que le cours de l'action Alstom, passé en trois semaines de 70 F à plus de 95 F (+ 36 %), ne redescende à un niveau intermédiaire. Ce serait une déception pour les acheteurs, mais la spéculation a ses risques, surtout quand elle se nourrit de rumeurs partiellement fondées. En Bourse, on tablit sur une vente effective de l'Alstom par la C.G.E., en maison mère qui a défilé 85 % : le bon sens, au lieu d'être quelque temps par les acquéreurs éventuels. Hélas ! ce n'est qu'une fusion, la fusion n'est qu'une opération, un démontage, apparaît logique. Alstom, avec ses 5 milliards de francs de chiffre d'affaires, est une filiale prestigieuse mais coûteuse : plus de

300 millions de pertes en trois ans, des aux mauvais résultats de plusieurs divisions (Région, Unelco, Delle-Alstom) et à des débâcles à l'exportation. Il s'agit de la parité de sept actions Alstom pour deux actions Atlantique en matière de locomotives, de centrales électriques ou de machines hydrauliques de conception française.

De leur côté, les Chantiers de l'Atlantique doivent faire face à une construction prochaine du marché de la construction navale et développer leurs activités dans le domaine de la mécanique, des moteurs thermiques et des petites centrales nucléaires. D'où une complémentarité certaine avec Alstom, fortement engagée dans le programme nucléaire français, à laquelle il sera apporté un secteur « charbonnier » qui lui faisait défaut. D'où, également, l'aspect de construction d'un ensemble industriel intégré à la japonaise ou à l'américaine, l'étendue de la gamme des fabrications devant permettre de compenser les « coups de production ». Mais une fusion est chose délicate, et l'avenir sera

devenir clair.

Le bénéfice net consolidé du groupe S.I.S.-Oran s'est élevé, en 1974, à 119,10 F.

Produits chimiques

Filatures textiles, manasins

La Société française textile SOTITEX a cédé à la société A. Demourin fils et Cie 7 % du capital de la Filature française de Mohair. L'acquéreur s'est engagé à acheter au prix de 275 F toutes les actions qui se présenteront sur le marché entre le 8 et le 25 mars ; le dernier cours coté à la Bourse de Lille avant l'opération était de 127 F.

En termes de l'exercice clos le 30 septembre 1975, la SOTITEX a complété un chiffre d'affaires consolidé de 5 034 millions de francs contre 3 940 millions (plus 27,8 %) ; l'accroissement provient pour 3 % environ des exploita-

262,8 millions de francs contre 217 millions de francs en 1974. Après amortissements linéaires normaux de 371 millions de francs contre 412 millions de francs et provision de 45,7 millions de francs pour certains filaires, notamment Total-Chimie, la perte de l'exercice atteint 154,4 millions de francs contre un résultat nul en 1974. La société explique ces résultats par l'augmentation anormale des frais financiers pour renouvellement des stocks, la régression des ventes (- 13 %), l'insuffisance des marges et la conjoncture défavorable en fin d'année sur le marché des textiles.

Le bénéfice net de la « Compagnie française des pétroles », maison mère, non consolidé, s'élève pour 1975 à 412,6 millions de francs contre 388,5 millions en 1974.

12 mars Diff.

Antar 45,70 + 0,40
Aquitaine 38,50 + 1,30
Basse 21,50 + 1,30
Cote d'Ivoire 21,50 + 1,30
Pétroles S.F. 21,50 + 1,30
Primaries 21,50 + 1,30
Société 21,50 + 1,30
Sogehap 21,50 + 1,30
Total 21,50 + 1,30
Unifrance 21,50 + 1,30
Vieljeux 21,50 + 1,30

1974 (- 28,5 %). Un dividende global inchangé par rapport à 1974 et 1973 de 14,10 F sera distribué. Par ailleurs et sur la base d'estimations encore provisoires, les résultats consolidés du groupe Total pour 1975 dégrèveront une marge brute d'autofinancement d'environ 2 milliards de francs, soit une diminution de 50 % par rapport à 1974. Parallèlement, le bénéfice net s'élèvera à 412,6 millions de francs contre 388,5 millions de francs en 1974.

Pour 1975, le bénéfice net global du groupe « Royal Dutch-Shell » s'élève à 450 millions de francs contre 1 093 millions en 1974 (- 13 %). La part de Royal Dutch dans ce résultat est de 250 millions de francs, contre 656 millions l'exercice précédent. Le dividende global sera de 2,75 florins, contre 8 florins pour Royal Dutch et de 19,885 pence pour Shell, contre 18,189 pence. Ce fléchissement s'explique par la diminution des livraisons (- 13 %), la hausse des frais de production et celle du prix du brut. La baisse du prix du pétrole, à son tour, a entraîné la baisse, à son tour, de la marge brute d'autofinancement. Les dividendes de Royal Dutch et de Shell sont de 2,75 et 18,189 pence, respectivement, contre 8 et 18,189 pence en 1974.

Le dividende final de de Beers s'élève à 20 cents sud-africains par action, faisant un total annuel de 26 cents contre 25 en 1974.

Valeurs diverses

Les actionnaires de la Compagnie auxiliaire de navigation recevront au titre de l'exercice

12 mars Diff.

Anglo 125 - 0,50
Anglo-American 125 - 0,50
Bathurst 125 - 0,50
Free State 125 - 0,50
Goldfields 125 - 0,50
Hammer 125 - 0,50
President Brand 125 - 0,50
Saint-Helena 125 - 0,50
Union Corporation 125 - 0,50
West Dairies 125 - 0,50
Western Deep 125 - 0,50
De Beers 125 - 0,50

1975 un dividende global de 11,25 F (contre 10,50 F pour l'exercice précédent).

Le conseil de la Compagnie française des ferrailles a fixé le dividende global qui sera versé aux actionnaires à 21 F (contre 10,50 F).

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS À TERME

4,50 % 1973 82 900 44 226 610
Carrefour 11 000 23 608 970
Peugeot 30 150 21 421 202
Michelin 2 820 22 820
C.G.E. 53 975 19 788 007
Schlumberger 58 625 19 335 541

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

8 mars 9 mars 10 mars 11 mars 12 mars

Termes 85 230 090 108 799 190 132 242 045 150 253 082 150 975 134
Comptant 104 223 714 113 764 789 109 307 713 151 845 274 117 563 406
Actions 52 323 498 48 058 583 51 268 568 58 888 717 58 257 841

Total 241 777 512 270 822 562 292 818 327 359 067 045 327 796 381

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1975)

Valeurs 111,8 111,1 111,6 111 110,9
Franc 104,6 105,4 105,2 105,9 106,2

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
(base 100, 29 décembre 1961)

Ind. gén. 81,7 81,7 82,1 82,1 81,4

La barrière des 1000

Pour la première fois depuis trois ans — plus précisément le 23 janvier 1973 — l'indice Dow Jones, baromètre de la Bourse de New-York, a franchi la barrière des 1000 en établissant à 1003,94 points, il est resté à fléchir sensiblement vendredi, comme il n'avait pu le faire auparavant. Si l'on se rappelle que l'indice était tombé à 877 à la fin de 1974, la performance est brillante, encore que cette barrière de 1000 ait déjà été touchée en 1969, la progression s'étant arrêtée depuis le début de l'année avec un gain de 150 points. Manifestement, les « bulls » (hausseurs) ont pris le dessus du côté de Wall Street, portés par la conjoncture. En deux mois, ils ont appris successivement que la hausse des prix se ralentissait, que la consommation reprenait et que le chômage diminuait. Quant aux variations, tout semble les boursiers ont les plongé dans l'optimisme, suivant le sens, après avoir fortement fléchi, ils paraissent ne devoir remonter qu'avec lenteur, s'accompagnant d'une reprise de l'économie désastreuse. Mais la prudence reste de mise, trois fois en deux mois l'indice Dow Jones a testé cette barrière de 1000 ; trois fois l'abandon des ventes a été enregistré, à Wall Street, on est certain que la quatrième fois sera la bonne, et qu'au-delà de 1000 le champ est ouvert au gale des valeurs américaines.

Valeurs à revenus fixe ou indexées

La hausse des cours de l'or — à laquelle les revenus observés sur les marchés des changes

12 mars Diff.

4 1/2 % 1973 337 + 4,50
7 % 1973 332,40 + 3,50
10 3/8 % 1975 184,50 + 1,10
1 1/4 % 1983 101,50 + 4,50
4 1/2 % 3/4 % 1983 38,20 + 0,10
1 1/2 % 1985 184,70 + 0,10
6 % 1984 182,70 + 0,30
5 % 1987 38 inch.
Charbonnages 3 % 148,70 + 4,50

n'ont d'ailleurs pas été étrangers à la progression des nouvelles et vive avance de l'« emprunt 4 1/2 % 1973 ». Le tirage annuel d'amortissement de ce fonds d'Etat est intervenu cette semaine ; les tranches 10 et 12 ont été désignées par le sort et seront appelées au remboursement le 1^{er} juin.

L'incertitude suscitée par l'évolution de la situation monétaire, et plus précisément des « attaques » dont le franc français a fait l'objet, sous la pression de la forte progression de l'« emprunt 7 % 1973 », qui, au terme de deux nouvelles émissions débiteront la semaine prochaine ; il s'agit des emprunts C.C.E.C.I. pour 850 millions de francs, à 10,20 % et Département de la région Midi-Pyrénées (57 millions de francs à 10,20 %).

Bâtiment et travaux publics

Le S.C.R.Q. estime à environ 4,2 milliards de francs le chiffre d'affaires consolidé du groupe en

12 mars Diff.

Audit d'entrepr. 229,50 + 7,50
Bouygues 444,30 + 1,50
Chirac 149 + 0,40
Ciments français 111,50 + 0,40
Dumez 718 + 51,10
Eut. J. Le 237 + 0,30
Général d'entrepr. 163 + 0,30
Gds Travaux de Mars 232 + 7,20
Lafarge 222 + 0,30
Matheux Frères 1970 + 90
Poliet et Chausson 281,90 + 7

NEW-YORK

Excellente semaine

sur 126 millions de titres contre 120,5 millions au cours de la semaine précédente.

Cours 5 mars 12 mars

Alcoa 47 1/2 50
Boeing 28 3/8 29
Chase Manhattan Bank 23 3/4 24
Du Pont de Nemours 121 1/2 122
Eastman Kodak 108 1/4 110 1/2
Exxon 87 1/2 88
Ford 35 3/8 36
General Electric 51 52 1/2
General Motors 29 1/4 29 3/4
Goodyear 22 1/2 22 1/2
IBM 257 1/2 261 1/2
J.P. Morgan 23 3/4 24
Kaiser Steel 35 1/4 35 3/4
Mobil Oil 51 1/2 51 1/2
Pfizer 55 3/8 56 3/4
Schlumberger 71 72
Texas 24 3/4 25 1/4
U.S. Steel 73 3/4 75 1/2
Union Carbide 52 1/2 53 1/2
V.I.C. Steel 61 1/2 62 1/2
Xerox Corp. 16 3/4 16 7/8

LONDRES

Hausse des industrielles

L'effondrement de la livre devant, selon les opérateurs, favoriser les exportations britanniques, les industrielles ont pour ainsi dire retrouvé leur niveau d'avant la semaine dernière, terminant la semaine en progression de 5,3 points, à 410. Les titres de sociétés exportatrices, telles I.C.I., Bechtel, British American Tobacco, E.M.I., Hawker Siddeley, enregistrant de notables progrès. De même, les mines d'or ont bénéficié d'un regain d'intérêt après leur chute de la semaine passée.

Cours 5 mars 12 mars

Bowater 185 200
Brit Petroleum 381 397 1/2
Cairn 141
Courtauld 153
De Beers 229 1/2 235 1/2
Free State Gold 17 1/2 18 3/4
Gt. Oils, Stores 338
Imperial Chemical 322
Shell 385 402 1/2
Vickers 272
Wor Laid 25 3/4 26 3/4

ALLEMAGNE

Au plus haut depuis cinq ans

Semaine particulièrement positive à la Bourse de Francfort, où l'indice de la Commerzbank se situe à son plus haut niveau enregistré depuis 1970, terminant ainsi la semaine en hausse de 21,70 points, à 815,50.

Cette hausse de la reprise des commandes à l'industrie en février, la hausse a été favorisée par des achats spéculatifs venus de l'étranger, en liaison avec les incertitudes monétaires du moment.

La chimie a été particulièrement en vedette.

Cours 5 mars 12 mars

A.G.E. 99,20 107,60
B.A.S.F. 158 171,70
Bayer 247
Commerzbank 817,50
Hoechst 188,20 177,20
Krupp 212,50
Mannesmann 212,50
Siemens 212,50
Volkswagen 152 153

